

Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798

publiés par
André DONNET

II

Documents relatifs à l'activité de Mangourit,
résident de la République française en Valais
(16 novembre 1797 - 25 juin 1798)

Seconde livraison

Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798

publiés par
André DONNET

Plan de la publication

Sigles Déjà parus :

- Doc. I* I. Procès-verbaux et actes du comité général de Saint-Maurice (3 février - 16 mars 1798).
Publ. dans *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 1-188.
- Doc. II/1* II. Documents relatifs à l'activité de Mangourit, résident de la République française en Valais (16 novembre 1797 - 25 juin 1798). *Première livraison* :
1^{re} section : Documents relatifs à la nomination et à l'entrée en fonction de Mangourit (16 novembre 1797 - 12 février 1798).
2^e section : Dépêches de Mangourit, adressées à Talleyrand, ministre des Relations extérieures (26 décembre 1797 - 14 juin 1798).
Publ. dans *Vallesia*, t. XXXI, 1976, pp. 1-186.

Dans le présent volume :

- Doc. II/2* II. Documents relatifs à l'activité de Mangourit, résident de la République française en Valais (16 novembre 1797 - 25 juin 1798). *Seconde livraison* :
3^e section : Correspondance de Mangourit avec le Directoire exécutif de la République française et les commissaires, généraux et agents français (fin décembre 1797 - 22 juin 1798).
4^e section : Correspondance de Mangourit avec les autorités valaisannes (comité général de Saint-Maurice, comités particuliers, magistrats du Haut-Valais, Assemblée représentative et Directoire exécutif provisoires) (22 janvier - 13 juin 1798).
5^e section : Mangourit et les autorités du Pays puis canton de Vaud (affaires politiques et militaires) (24 décembre 1797 - 25 juin 1798).
6^e section : Documents relatifs à la fin de l'activité de Mangourit en Valais (quitté le 25 juin 1798).

A paraître :

- Doc. III* III. Documents divers relatifs aux affaires politiques du Bas-Valais, depuis la proclamation de son indépendance jusqu'à sa réunion avec le Valais oriental (janvier - 16 mars 1798).
- Doc. IV* IV. De la république des Dix-Dizains au canton de la République helvétique (16 mars - 6 mai 1798).

*Publié avec l'aide du Fonds national suisse
de la recherche scientifique.*

TROISIÈME SECTION

Correspondance de Mangourit avec le D. E. de la R. F., et les commissaires, généraux et agents français

(Fin décembre 1797 - 22 juin 1798)

1. S.l.n.d. [Genève, fin décembre 1797]. Note du général Doppet à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 25.

2. Saint-Maurice, ca 10 janvier 1798. Lettre de Mangourit au commissaire de la R. F. dans le département du Mont-Blanc. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 35 (dans la dépêche de Mangourit).

3. Turin, [début janvier 1798]. Extrait de la lettre de l'émigré de Turin [Gilbert] à Mangourit, en ce qui concerne la Suisse. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 42 (dans la dépêche de Mangourit).

4. Extrait d'une lettre reçue d'Italie, le 13 janvier 1798, et transmise par François Grenaud à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 53-54 (dans la dépêche de Mangourit).

5. Turin, 19 janvier 1798. Lettre de l'émigré Henri, espion à Turin, à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 71.

6. S.l., 28 janvier 1798. Extrait du « Journal » du général Ménard à cette date :

Le résident de la R. F. près celle du Valais annonce que le Bas-Valais, sujet opprimé du Haut-Valais, vient de se ressaisir de son indépendance. Son ancienne magistrature a abdicqué entre les mains du peuple à Saint-Maurice. La cocarde verte est arborée, le pavillon de réunion flotte, et l'arbre de la liberté est élevé. Le gouvernement de Monthey recouvre sa liberté ; celui de Martigny le suivra de près. Des comités ont succédé aux officiers oppresseurs.

(Publ. dans *Actenstücke I*, p. 196, n° 31.)

7. S.l., 13 pluviôse an VI (1^{er} février 1798). Extrait du « Journal » du général Ménard à cette date :

Au D. E. de la R. F. Je fis arrêter hier à Moudon, sur une lettre du résident du Valais, un jeune homme, ci-devant Custine, neveu du général Custine. Il se disait mon aide de camp et patriote furieux. Je le ferai questionner sur ses projets et je vous en rendrai compte. On le croit un agent de Carnot qui se trouve, dit-on, à Berne.

(Publ. par Stürler, *Actenstücke I*, p. 211, n° 44.)

8. S.l., 15 pluviôse an VI (3 février 1798). Extrait du « Journal » du général Ménard à cette date :

Le résident en Valais [annonce] qu'il y a quelques mouvements du côté de Bex, que Berne met à profit des négociations sourdes, qu'il serait essentiel de mettre Bex à l'abri d'un coup de main.

(Publ. par Stürler, *Actenstücke I*, pp. 213-214, n° 54.)

9. S.l., 16 pluviôse an VI (4 février 1798). Extrait du « Journal » du général Ménard à cette date :

Au résident du Valais. Le général écrit qu'il peut rassurer les habitants de Bex sur les mouvements des Bernois, le premier pas de leur part sera le signal de leur anéantissement ; qu'il donne ordre à un chef de brigade de se rendre avec mille hommes de chasseurs et carabiniers avec un corps de Vaudois à Aigle ; qu'il doit pousser ses reconnaissances jusqu'à Ollon et Bex, arrêter les chefs des paysans armés, etc.

(Publ. par Stürler, *Actenstücke I*, p. 217, n° 61. — Suit l'ordre au chef de brigade Desnoyer.)

10. Lausanne, 17 pluviôse an VI (5 février 1798). Lettre du général Brune à Mengaud et à Mangourit. — Publ. dans Stürler, *Correspondenz*, pp. 234-235, et dans Strickler, p. 276 (n° 739).

11. Bâle, 21 pluviôse an VI (9 février 1798). Lettre d'Helfflinger à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 95.

12. Lausanne, 22 pluviôse an VI (10 février 1798). Lettre de Mangourit au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke I*, pp. 313-316.

13. S.l., 25 pluviôse an VI (13 février 1798). Lettre de François Grenaud à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/I*, p. 94.

14. [Lausanne], 25 pluviôse an VI (13 février 1798), dix heures du matin. Lettre de Mangourit au général Brune.

Je vous envoie le rapport concernant les troupes de Tscharner ; les deux mouches ont été dans la gueule du loup. Je recommande au président Fayod d'en envoyer d'aussi bien intentionnés, mais de plus esprités qui n'aillent pas observer par la route ordinaire et qui joignant quelques patriotes Ormolans les engagent à lui venir donner des détails sur la situation des ennemis.

J'ai appris hier que mille de vos chasseurs étaient arrivés à Villeneuve, ce qui me fait croire que vous entrez dans le Bernois. J'ai reçu à minuit une lettre de l'Assemblée provisoire de Lausanne qui m'annonce avec une sorte de crainte le départ du régiment de Stettler à la solde du roi de Sardaigne pour aller se ranger sous les drapeaux bernois ; elle me prie d'écrire au roi pour qu'il s'oppose à la marche et même, s'il en est temps, au départ de ce régiment.

Tout s'oppose à la lettre demandée :

1° Le roi sarde ne permettra pas sans doute ce retour.

2° Ce ne serait point vers lui que je pourrais m'adresser, mais à l'ambassadeur de la R. F. près cette cour.

3° Il y a de Saint-Maurice à Turin de trente-cinq à quarante lieues, et avant l'arrivée à Turin d'un courrier qui presque partout ne pourrait aller qu'à pied, le régiment bernois serait sorti du Piémont.

Je n'ai donc qu'un parti à prendre, c'est d'écrire à la diète du Haut-Valais de fermer les passages et au comité central des communes du Bas-Valais (*sans exprimer le pourquoi*) de faire garder le pas du Saint-Bernard.

Si vous avez quelque meilleure idée, j'espère que vous m'en voudrez bien faire part ; si notre correspondance [était] assurée par des postes militaires, cette dépêche vous parviendrait en moins de six heures. Faute de ce, peut-être ne l'aurez-vous ce soir que fort tard.

(E, fol. 249^{vo}, copie.)

15. Lausanne, 16 février 1798. Lettre de l'Assemblée provisoire des députés de la Nation vaudoise à Brune, à Mengaud et à Mangourit. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke I*, p. 357.

16. Saint-Maurice, 26 pluviôse an VI (14 février 1798). Lettre de Mangourit au général Brune, avec, en annexe, une lettre de L. Deloës, datée d'Aigle, le 4 février 1798. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke I*, pp. 346-348.

17. Saint-Maurice, 26 pluviôse an VI (14 février 1798). Lettre de Mangourit au D. E. de la R. F.

Il m'est parvenu un extrait d'une lettre du 14 pluviôse présent [2 février] qui, par le timbre « *Directoire exécutif* » imprimé à l'intérieur, me semble avoir été adressé par votre ordre.

Les trésors transportés dans l'Oberland ou Pays-d'Enhaut ne l'ont point été par les quatre mandements voisins du Valais. Il est de notoriété publique dans le Pays de Vaud que les baillis et gouverneurs prévoyant plus ou moins tôt la révolution, ont envoyé les parties fiscales entre leurs mains ou celles de leurs subordonnés dans la ville de Berne, de sorte que le Vaudois s'est trouvé entièrement desséché de fonds publics à l'époque de l'insurrection positive, hâtée par le meurtre des deux braves de l'armée d'Italie et l'entrée subséquente de la division aux ordres du général Ménard.

J'ai pris langue avec le général Brune à Lausanne aussitôt que l'indépendance déclarée du Bas-Valais et reconnue par le Haut m'a permis sans risques d'aller m'aboucher avec ce général et d'observer l'assemblée politique de Lausanne et la ligne des comités depuis cette ville jusqu'à celle de Bex, frontière du Valais.

Mes observations seront mises sous vos yeux par le c. ministre des R. E. et sur l'objet précédent et sur l'effet du projet de constitution helvétique dans le Valais et le Pays de Vaud.

Le D. E. est si grand que dans le Valais, Haut et Bas, l'on a nommé pour médiateur celui qui a l'honneur de le représenter.

P.-S. Le général Brune prouve éminemment la sagacité des choix du D. E.

(E, fol. 241, orig. — Reçu 6 ventôse [24 février]. Copié pour le D. E. Fait le 6 ventôse.)

18. S.l., [18 février 1798 ?]. Compte rendu de François Grenaud à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 110.

19. Chambéry, 1^{er} ventôse an VI (19 février 1798). Lettre de Dufresne, premier président de l'administration centrale du département du Mont-Blanc, à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 124.

20. S.l., [20 février 1798 ?]. Compte rendu de François Grenaud à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 109.

21. Saint-Maurice, 4 ventôse an VI (22 février 1798). Lettre de Mangourit au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke I*, p. 381.

22. S.l., 5 ventôse an VI (23 février 1798). Lettre de François [Grenaud] au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke I*, pp. 381-382.

23. Saint-Maurice, 5 ventôse an VI (23 février 1798). Lettre de Mangourit à Florent Guiot, résident près la république des Ligues. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 118-120.

24. Saint-Maurice, 8 ventôse an VI (26 février 1798), Lettre de Mangourit au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke I*, pp. 383-386.

25. Paris, 9 ventôse an VI (27 février 1798). Lettre du D. E. de la R. F. au général Brune et aux c. Mengaud, Desportes et Mangourit. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke I*, pp. 386-387.

26. Aigle, 12 ventôse an VI (2 mars 1798). Lettre du commandant français Chastel à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 96.

27. Paris, 14 ventôse an VI (4 mars 1798). Talleyrand au ministre de la Police générale (concernant Desloges). — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 123-124.

28. [Aigle], 16 ventôse an VI (6 mars 1798). Rapport du chef de brigade M. Chastel adressé au général Brune sur l'invasion de la vallée des Ormonts par les troupes françaises, vaudoises et valaisannes. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke II*, pp. 187-190.

29. Turin, 10 mars 1798. Lettre de l'émigré Gilbert à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 140-141 (dans la dépêche de Mangourit).

30. Saint-Maurice, 20 ventôse an VI (10 mars 1798). Lettre de Mangourit au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke II*, pp. 216-217.

31. Paris, 21 ventôse an VI (11 mars 1798). Gauthier au D. E. de la R. F.

Je vous envoie un petit mémoire sur l'utilité de conserver au moins le Valais en pays indépendant et séparé de la Suisse [*Annexe*].

Plus une note sur la situation de l'Angleterre, laquelle m'est communiquée par une personne sûre.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 68, orig.)

Annexe. Paris, 20 ventôse an VI (10 mars 1798). Mémoire de Gauthier « sur l'utilité pour la R. F. de le [le Valais] conserver en Etat libre et indépendant ».

L'oligarchie est détruite en Suisse, la politique commandait cette grande mesure ; le D. E. a eu la sagesse de la faire exécuter ; il s'agit maintenant de

régler l'étendue de la R. H. ; comprendra-t-elle le Pays de Vaud et le Valais ? telles sont les questions qui se présentent.

Si la France ne consultait que son intérêt apparent, la réunion de ces deux pays lui conviendrait beaucoup ; mais des considérations majeures peuvent facilement déterminer, sinon à rejeter, du moins à éloigner cet agrandissement.

Le Pays de Vaud dépendait du canton de Berne, et sous ce rapport il faisait partie de la Suisse ; son état futur peut donc se régler indépendamment de celui du Valais.

Il me paraît qu'il y aurait les plus grands inconvénients à forcer les habitants de ce dernier pays à faire partie de l'Helvétie. Le résident Mangourit les a tracés dans plusieurs lettres et mémoires ; un seul lui a échappé, quoiqu'il soit de nature à trancher la difficulté ; on va le présenter.

L'intérêt des Républiques française et cisalpine consiste à *abrèger* et *assurer* leurs communications respectives, et l'on trouve ces deux avantages en laissant le Valais Etat indépendant et ouvrant une route de deux à trois lieues, qui prendra de Meillerie au-dessus d'Evian, dans le département du Mont-Blanc, et qui conduira à Saint-Maurice.

Cette route est si courte et si naturelle qu'on la trouve déjà tracée sur plusieurs cartes géographiques, et lorsque le soussigné a rempli des missions dans le Mont-Blanc, il a toujours été sollicité de la part des habitants de la rive droite du lac de Genève de la faire ouvrir ; il n'aurait pas hésité à le proposer au gouvernement et il en aurait tenté de suite l'exécution s'il n'eût craint que les forces supérieures de l'armée austro-sarde n'eussent profité de cette communication.

Quoi qu'il en soit des avantages ou de l'inconvénient qui auraient pu se rencontrer en 1793 ou 1794 à ouvrir cette communication, il est constant que, dans le nouvel état de choses, les inconvénients ont disparu et les avantages respectifs se sont augmentés.

En pratiquant cette communication, on abrège de dix lieues au moins la grande et principale route qui conduira par le Simplon de France en Italie.

La France s'assure d'une manière positive et absolue cette nouvelle communication ; elle ne dépendra point pour son usage de la volonté du gouvernement helvétique, gouvernement qui pourrait opposer dans la suite une résistance assez forte, s'il se coalisait avec la maison d'Autriche.

En éloignant même l'idée de cette coalition, il reste toujours pour constant que, dans l'établissement d'une nouvelle communication reconnue et avouée utile, il vaut mieux la prendre par les lieux les plus courts et qui dépendent d'un Etat faible ; on *assure* et on *abrège* par ce moyen sa principale communication. Pour obtenir ces grands avantages, il ne faut que conserver le Valais en Etat indépendant, les habitants du pays le demandent, il faudrait employer la force pour vaincre leur répugnance à toute autre réunion qu'avec la France ou le Pays de Vaud seulement ; il vaut mieux en profiter et la faire tourner au bénéfice des deux Républiques française et cisalpine.

L'Helvétie n'aura point à se plaindre de la communication directe de la France avec le Valais par Meillerie, car il est tout naturel que les Etats prennent sur eux-mêmes les communications qu'ils peuvent pratiquer ; d'ailleurs,

on ne propose point la suppression de celle qui se pratique par Vevey et Lausanne ; les voyageurs auront le choix, et en cas de guerre la France aura une route indépendante et sûre. D'après cette vue, le soussigné espère que le D. E. n'emploiera sa médiation que pour déterminer les habitants du Valais à continuer à former un Etat indépendant, sauf à le constituer d'après les principes de liberté et d'égalité.

Il désirerait encore qu'il fût ordonné au c. Céard, ingénieur du département de l'Ain, de dresser les plans et devis nécessaires pour cette communication. C'est un ingénieur très habile et qui a une connaissance exacte des localités.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 19.)

32. Saint-Maurice, 22 ventôse an VI (12 mars 1798). Lettre de Mangourit au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke II*, pp. 229-230.

33. Saint-Maurice, 25 ventôse an VI (15 mars 1798). Lettre de Mangourit au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke II*, pp. 255-257.

34. S.l., 15 mars 1798. Lettre de [Grenaud dit] François à Mangourit.

J'ai appris aujourd'hui que vous deviez partir pour Berne. Je vous prie, citoyen, d'avoir la bonté de me rappeler au souvenir du c. général Brune, en le priant d'agréer mes respects. Je souhaite, citoyen, que votre voyage soit heureux et de peu de temps ; je le souhaite non seulement pour mon côté, mais encore pour le bonheur et la tranquillité de cette ville.

J'ai vu un quelqu'un venant de Fribourg, qui m'a dit que l'esprit de ce canton-là ne valait pas grand-chose. Il y a dans cette ville un directeur de la poste appelé, je crois, Ducret, qui en 81 était patriote et qui est devenu depuis l'arrivée des prêtres français dans ce pays-là aristocrate et fanatique ; je crois qu'il est à propos que le général en soit instruit.

Ce même individu m'a dit que l'on avait peu trouvé d'argent dans la caisse militaire à Berne, mais que cet argent avait été distrait, et qu'en sévisant contre quelques-unes de ces anciennes Excellences, on leur ferait aisément avouer ce que ces sommes étaient devenues.

J'ai eu, c. résident, déjà plusieurs fois l'honneur de vous dire que les élections prochaines ne vaudraient rien. J'en suis chaque jour plus persuadé. Je suis sûr à peu près que celles du Mont-Blanc seront détestables, d'après ce que m'a dit un citoyen de ce département-là qui est fort répandu. Je vous prie d'avoir la bonté de vous rappeler du rapport que j'ai eu l'honneur de vous faire à mon retour de Lausanne, et vous verrez dans peu, citoyen, que nous avons averti le gouvernement à temps et que nous n'avons rien à nous reprocher.

J'ai l'honneur de vous souhaiter un heureux voyage et vous prie de penser quelques fois pendant votre absence au c. François, et d'être persuadé qu'il sent toutes les obligations qu'il vous a, et qu'il est prêt à sacrifier mille fois sa vie pour vous, s'il était assez heureux pour que l'occasion s'en présentasse.

Si je recevais pendant votre absence quelques renseignements intéressants, j'aurais l'honneur de vous les faire passer de suite.

P.-S. J'ai encore trouvé parmi mes papiers une lettre du général Kellermann où il me dit que l'on m'accorde le remboursement de tous mes frais de correspondance ; c'est, je crois, encore un titre pour moi.

(E, fol. 308, orig.)

35. S.l.n.d. [ca 15 mars 1798]. Lettre de Grenaud [dit François] à Mangourit.

Les voituriers qui vont de France en Suisse et de Suisse en France se chargent des lettres que l'on n'ose pas confier à la poste. Il est à propos de faire surveiller les bureaux des frontières, notamment celui de Joigny.

(E, fol. 307, billet joint par un cachet au fol. 308.)

36. Berne, 26 ventôse an VI (16 mars 1798). Règlement pour l'organisation de la Rhodanie, imprimé à Lausanne par ordre du général Brune. — Publ. dans Stürler, *Correspondenz*, pp. 365-367.

37. Saint-Maurice, 26 ventôse an VI (16 mars 1798). Lettre de Mangourit au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke II*, pp. 263-264.

38. Berne, 30 ventôse an VI (20 mars 1798). Lettre du général Brune à Mangourit. — Publ. dans Stürler, *Correspondenz*, p. 389.

39. Saint-Maurice, 30 ventôse an VI (20 mars 1798). Lettre de Mangourit au directeur Merlin de Douai.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie de la lettre que j'écris aujourd'hui au c. Talleyrand avec un imprimé de la proclamation du général Brune, afin que le Valais cesse d'être l'objet de versatilités fâcheuses pour son repos et pour l'opinion qui est due à notre loyauté.

Dans le projet de constitution helvétique, les Grisons étaient invités à en faire partie ; le Valais aussi indépendant que les Grisons était compris dans cette union comme canton.

Une lettre du ministre des R. E., le 29 pluviôse [17 février], me permit de leur laisser leur indépendance ; puis une dépêche du ministre des R. E.

du 4 ventôse [22 février] les en dépouillait sans omettre une lettre du D. E. du 9 ventôse [27 février] qui respecte leur vœu pour la conservation de leur souveraineté.

Aujourd'hui, la proclamation du général Brune livre le Valais aux premières anxiétés. Je vous prie, c. directeur, d'obtenir du D. E. que cette versatilité cesse. J'envoie à l'adresse du D. E. au ministre Talleyrand une adresse du Directoire exécutif provisoire du Valais [*Annexe I*] et un mémoire sur la proclamation fâcheuse du général Brune [*Annexe II*]. Songez que ceux qui ont obtenu l'assentiment des peuples du Haut-Valais à la nouvelle constitution, *leur ayant promis sur ma garantie que leur indépendance antique leur était conservée*, seraient inévitablement massacrés ou forcés de renoncer à leur patrie. Songez encore que cette garantie vient du D. E. et que la violer ce serait exposer sa délicatesse et sa renommée.

[*Ici, copie de la lettre, datée du 30 ventôse et publ. dans Doc. II/1, p. 145 (Annexe III).*]

Je vous prie en grâce, c. directeur, de faire finir toute fluctuation à l'égard du Valais et de considérer que s'il n'y avait point de moralité à respecter en politique, ce qui ne regardera jamais le D. E., en politique même il est de l'intérêt de la France et de la Cisalpine que le Valais reste un Etat séparé.

(E, fol. 317, orig. — Renvoyé au ministre des R. E. Reçu 9 germinal [29 mars]. Répondu au c. Mangourit le 13 germinal [2 avril].)

Annexe I. Saint-Maurice, 20 mars 1798, à dix heures du soir. Adresse du D. E. provisoire de la République valaisanne au D. E. de la R. F.

Du moment que la R. F. a manifesté le désir que la Suisse renonçât au mélange de liberté et de sujétion qui existait au milieu du Corps helvétique, au milieu d'un corps qui se donnait le nom de république, le Haut-Valais s'empessa de faire le sacrifice de ses droits de souveraineté sur le Bas-Valais et d'adopter les principes de liberté et d'égalité. Il invita en même temps le Bas-Valais à user de son indépendance pour se réunir avec lui. Le Bas-Valais n'ayant à écouter que ses véritables intérêts dans la disposition de son sort, a voté unanimement de ne former avec le Haut-Valais qu'un seul Etat libre et indépendant.

Le Haut-Valais, lié de tout temps par une alliance étroite avec la France, le Bas-Valais qui avait à la R. F. l'obligation de sa liberté, se regardaient comme obligés de concerter les bases de leur constitution politique avec le D. E. Ses agents en Suisse et en Valais avaient répandu le projet de constitution d'une R. H. unique dont le Valais devait ne faire qu'une partie intégrante. Ce projet heurtait dans plusieurs points essentiels les convenances locales et individuelles du Valais. Il excita un soulèvement presque universel contre les vues de la France. Les peuples du Haut-Valais marquèrent une opposition très prononcée contre ce projet. Le Bas-Valais n'y répugnait pas

moins fortement et il craignait les troubles qu'il pouvait exciter. Il entra en négociation avec le c. Mangourit, chargé d'affaires de la R. F. Il lui exposa les motifs puissants qui appelaient le Valais à former un Etat à part et à conserver la constitution populaire. Un pays que la nature a isolé presque entièrement de tous les autres ; un caractère et des mœurs nationales qui contrastent absolument avec celles de leurs voisins ; toutes les singularités des peuples agriculteurs et plus encore pasteurs qui ne s'accordent pas avec le génie des peuples commerçants ; l'habitude d'une législation simple qui suffit à la simplicité des esprits et à la moralité et la bonne foi qui s'y sont conservés bien plus qu'ailleurs ; enfin, une grande pauvreté qui n'est pas un malheur pour eux parce qu'ils ne connaissent pas le besoin d'être plus riches, mais qui est une impossibilité réelle à subvenir aux frais d'un gouvernement dispendieux soit au-dedans soit au-dehors du pays.

Ces motifs parurent de la plus grande importance au c. Mangourit qui promit de les faire valoir auprès du D. E. de la R. F. ; mais quant aux formes populaires, il trancha la question et annonça positivement qu'il ne fallait pas s'en flatter. Cependant d'après cette première ouverture, le Bas-Valais posa les premières bases d'une réunion à laquelle il se flattait que le Haut-Valais ne formerait pas d'opposition. Ce premier projet était encore sensiblement populaire. Le c. Mangourit le rejeta et il annonça aux députés du Bas-Valais que le D. E. ne s'opposerait point à ce que le Valais formât une république séparée, pourvu que sa constitution fût établie sur les bases de la liberté et de l'égalité politique et sur le principe d'une représentation nationale ; qu'à cet égard il ne devait guère s'écarter de la constitution adoptée récemment alors par le Pays de Vaud, afin que les républiques séparées, qu'il verrait avec plaisir se former en Suisse, eussent au moins des formes de gouvernement similaires et pussent se confédérer.

Ce n'était pas tout ce qu'auraient demandé les intérêts particuliers du Valais, mais c'était déjà les remplir en grande partie que de demeurer isolé quant au gouvernement, à l'administration et à l'existence politique. Et du moment que sur la parole du c. Mangourit ils furent assurés que ce grand point ne contrarierait pas les vues de la R. F., les députés cédèrent à la nécessité d'adopter le gouvernement représentatif et les formes constitutionnelles qui leur étaient tracées et ils adoptèrent en conséquence un nouveau projet de constitution fondé sur ces bases. Ils le portèrent à la diète du Haut-Valais qu'ils avaient prévenue.

Les membres de l'Etat sentirent comme eux que, puisque les intérêts les plus essentiels des peuples étaient conservés, il était possible de leur persuader de renoncer à ceux qui dérangerait trop le nouveau système politique et ils obtinrent *sur cette assurance positive* les pouvoirs de leurs communes pour l'acceptation provisoire de cette constitution.

Aussitôt elle a été exécutée provisoirement autant qu'il était possible. Les députés du Haut et Bas-Valais se sont réunis et se sont constitués en Assemblée représentative provisoire. L'assemblée a nommé le D. E. provisoire. La convocation des assemblées primaires va se faire pour mettre la constitution en activité et tous les esprits ramenés sur les véritables intentions de la France et sur les craintes qu'ils avaient éprouvées sont disposés à se réunir à ce nouveau gouvernement.

Aujourd'hui, une proclamation du général Brune, commandant l'armée française en Helvétie, nous annonce *qu'il a été réglé* qu'il sera formé une République rhodanique dont le Valais formera un canton.

Cette proclamation a plongé le peuple valaisan et ses représentants dans un état de stupéfaction et de douleur qu'il serait difficile d'exprimer. Au moment où la confiance dans nos transactions avec le ministre de la Nation française avait fondé notre République, elle se trouve renversée par un autre agent de cette grande et loyale nation. L'acte émané de lui, il est vrai, ne constate pas qu'il soit dicté par le D. E. ; il est appuyé de l'autorité de la République, mais il ne paraît pas fait en son nom. C'est la seule chose qui rassure le Directoire valaisan sur les suites de cette publication. Il ne se persuadera jamais que la R. F. veuille laisser le moindre soupçon sur sa loyauté et sa bonne foi à l'égard d'une nation confiante, qui a acquiescé sans aucune résistance à sacrifier une partie de ses intérêts aux vues d'une puissance amie, à l'égard de la seule nation de la Suisse et de toute l'Europe qui a eu la sagesse de préférer le bien de la patrie à tous les intérêts personnels, qui a offert l'exemple unique d'une révolution que n'a souillée aucune trace de sang, aucune larme, et qui, après s'être régénérée, comme un peuple de frères, de tous les droits des peuples libres, ne réclame que celui de former une seule famille.

Ce tableau si touchant auquel le D. E. serait singulièrement sensible s'il pouvait le voir de plus près, changerait d'une manière bien douloureuse si l'on venait à annoncer aux peuples qu'il faut se soumettre à se fondre dans une autre république. Tout ce que les chefs de l'Etat, tout ce que les membres les plus prépondérants des communes ont mis en œuvre pour amener les peuples à adhérer aux vues de la R. F. manifestées par son ministre, ne sera plus à leurs yeux qu'autant de pièges ; on peut engager les peuples à sacrifier à une portion de leur liberté à des intérêts majeurs, mais s'ils se trouvent trompés dans l'objet auquel ils ont cédé, il n'est plus possible de calculer jusqu'où peut se porter l'excès des vengeances populaires. Il n'est pas un seul membre du Corps législatif ni du Directoire ; il n'est pas un seul de ceux qui se sont montrés amis du système de gouvernement tracé par la France et pour lequel ils ont déjà exposé leur tête, qui osât retourner dans sa commune, et ces jours de confiance et de satisfaction publique dont nous jouissions sous l'appui de la R. F. et sous son aveu seraient changés en des jours de deuil et de sang.

Le Directoire valaisan n'a rien exagéré dans cet exposé. Il apprécie les dangers, mais la crainte ne l'a pas fait parler. Il est dans la pleine confiance qu'il n'y a eu qu'une méprise dans les opérations de deux agents travaillant séparément et que le D. E. de la R. F. ne sacrifiera pas une république qui est en quelque sorte son propre ouvrage à un projet qui n'est pas encore entamé, et le Directoire du Valais s'empresse de s'en remettre à sa loyauté pour lui garantir l'existence qu'il lui a donnée.

(AN, AF III 86, dossier 9 bis, pièce n° 50, orig. — Note marginale de Merlin : « Renvoyé au c. Lecarlier, commissaire du gouvernement français à Berne, pour prendre des renseignements et donner son avis. 8 germinal an VI » [28 mars 1798].)

Annexe II. Saint-Maurice, 30 ventôse an VI (20 mars 1798). Mémoire de Tousard d'Olbec, envoyé au D. E. de la R. F. par Mangourit, « sur les intérêts de la France et ceux des peuples de la Suisse, en général et en particulier, relativement à l'état politique de la Suisse et sur la forme de constitution à donner au Corps helvétique pour les concilier ».

Un grand mouvement vient d'être imprimé à presque toute la Suisse. Le cri de la liberté s'est fait entendre de l'une à l'autre de ses extrémités. Autour de cette grande nation, dont l'énergie et la constance ont renversé un colosse de puissance qu'une succession de soixante-dix rois avait consolidé, et triomphé de la ligue formidable des puissances environnantes qu'un intérêt commun devait unir pour le soutenir ; autour de cette grande nation, dis-je, il ne peut rester que des peuples libres. Ceux de la Suisse qui languissaient dans la sujétion proclament leur indépendance et vont rentrer dans tous leurs droits naturels, comme hommes et comme nation.

Cette révolution ne doit pas amener en Suisse des scènes semblables à celles qui ont ensanglanté les premières années de la Révolution française. Les gouvernements beaucoup plus faibles ne sont pas en état d'opposer une résistance aussi forte à leurs sujets. Du moins ne sont-ils pas en état de se mesurer seuls avec la R. F. qui les protège. Ils ne trouveront pas non plus dans leurs voisins des alliés qui puissent leur prêter un appui. L'empereur, le seul qui pourrait le faire efficacement, ne doit pas être tenté de rompre une paix faite à des conditions qu'il ne pouvait guère espérer.

Abandonnés à leurs seules forces, les souverains particuliers de la Suisse n'auront encore qu'un très petit nombre de partisans parmi leurs anciens sujets, parce qu'ils concentraient dans l'intérieur de la ville dominatrice toutes les places lucratives. Ils ne seront soutenus que par cette classe de propriétaires amis du repos qui préfèrent toujours le gouvernement existant aux hasards d'un grand changement. Mais la secousse une fois donnée, le sort d'une révolution une fois jeté, ces mêmes hommes se livreront avec tous les autres à l'attrait de l'importance qu'ils acquièrent naturellement dans une république et, bien loin d'entraver le mouvement, ils pousseront eux-mêmes à la roue pour arriver plus promptement à une forme déterminée de gouvernement.

Les intérêts particuliers ne seront pas autant froissés par cette révolution en Suisse qu'ils l'ont été en France. Il y reste peu de noblesse. Cette classe d'hommes s'efforçait bien encore de retenir les distinctions personnelles qui se perdaient insensiblement et que les gouvernements contribuaient eux-mêmes à leur enlever afin de ne laisser subsister que celle des bourgeois de la ville privilégiée ; mais ils ne jouissaient déjà plus d'aucun droit personnel, d'aucun avantage ni exemption.

Le clergé est sans aucune importance dans les cantons protestants. Dans quelques cantons catholiques, le prince est un évêque ou un abbé et sa puissance temporelle n'est pas mieux étayée que celle des gouvernements aristocratiques. Dans les autres, le clergé catholique a des droits de seigneurie ou de fief : dans aucun il ne forme un corps, une puissance dans l'Etat, comme le clergé de France. Ôtez aux prêtres la crainte d'être inquiétés plus que les laïcs dans leurs propriétés ; ôtez aux peuples la crainte d'être troublés dans

l'exercice de leur religion, et vous ôterez aux prêtres toute l'influence qu'ils pourraient avoir pour fomenter un parti opposé à la révolution.

Le seul intérêt qui se trouvera réellement compromis est celui des propriétaires de fiefs et de dîmes. Ce genre de propriétés pèse tellement sur les peuples qu'on aura de la peine à leur persuader de les respecter et qu'ils sont plus sensibles à l'espoir d'en être affranchis qu'à celui de l'indépendance politique. Cependant, si l'on peut obtenir quelque chose d'eux et de l'esprit de justice et de probité qui n'est pas totalement altéré dans la nation suisse, il ne sera pas difficile d'amener les propriétaires à une transaction satisfaisante pour les débiteurs.

La France avait senti la justice de cette transaction et elle l'avait d'abord ordonnée. Si depuis elle a refusé toute indemnité aux propriétaires de fiefs, c'est lorsque l'exaltation des partis a été poussée à l'extrême et que la sûreté de l'un a dépendu de la ruine totale de l'autre.

En Suisse, la presque totalité des fiefs est entre les mains des Etats et des ecclésiastiques. Ils forment pour les Etats une portion considérable de leurs revenus qu'il importe de leur conserver ; mais il sera facile sur une propriété nationale de transiger à l'avantage des tenanciers. On ne doit pas attendre moins de facilité de la part des ecclésiastiques ; ils sont intéressés à se concilier la bienveillance des peuples et à ne plus offrir dans la même personne l'exacteur de droits devenus odieux et le ministre de la religion qui doit être respecté. Les propriétaires particuliers sont peu nombreux : ce sont ceux qui sont le moins dans le cas de perdre, mais ils sentiront l'empire des circonstances et ils ne chercheront pas à se soustraire à un mode uniforme de rachat.

Il paraît donc à peu près démontré que, quant à sa révolution en elle-même, la Suisse n'aura pas de grands obstacles à surmonter ni de la part des gouvernements, ni de celle des intérêts individuels.

Mais c'est relativement au but auquel on doit tendre, à la forme de gouvernement vers laquelle il faut se diriger, qu'il est à craindre que les esprits ne s'accordent pas, et c'est cette division qui enfantera les partis, les résistances de toutes sortes, et qui peut répandre sur la Suisse les malheurs de la discorde et de l'anarchie. Les diverses portions de la Suisse s'affranchiront successivement ; dans chacune, les premiers provocateurs de la liberté publique auront leurs vues particulières, peut-être leurs intérêts et leurs passions ; les peuples qui auront secoué le joug les premiers voudront influencer les autres et de là naîtra une nouvelle source de division.

Tous ceux qui aiment réellement leur pays, tous ceux qui sentent profondément les dangers inséparables du passage d'un gouvernement à un autre tournent les yeux vers la R. F. pour en préserver la Suisse. Protectrice des premiers efforts de ses peuples, c'est à elle qu'il appartient d'en assurer le succès ; c'est à elle de les aider de son expérience et de son appui pour faire cesser ce conflit d'opinions, de préjugés et d'intérêts auxquels la grande question *d'un gouvernement à faire* ouvre un champ libre et qui ne s'accordent qu'en un point, celui d'entraver tout pour que rien ne se termine. Comme puissance voisine, il appartient d'ailleurs à la R. F. de veiller à ce que l'organisation future de la Suisse soit analogue à ses intérêts. Mais au moment où la R. F. appelle les peuples de la Suisse à la jouissance de tous leurs droits naturels, elle n'usera sans doute de sa force que pour l'accélérer. Si elle leur

indique un but, ce ne sera qu'après avoir consulté les convenances essentielles de chacun d'eux. On peut donc, sans crainte de choquer une puissance prépondérante ou de contrarier ses vues, rechercher quels sont ses intérêts, quels sont ceux des peuples de la Suisse en général et en particulier relativement à leur organisation future.

Cette question est d'un intérêt pressant pour tout homme véritablement bon citoyen, pour tout homme qui peut être appelé à décider du sort de sa patrie. Elle doit fixer les idées sur le gouvernement qu'il convient à la Suisse d'adopter et sur l'emploi que l'on peut présumer que la R. F. ferait au besoin de ses forces pour fixer les esprits dans ses divers cantons.

Nous ne parlerons point des intérêts commerciaux de la France. Le commerce fondé sur les besoins réciproques des peuples s'établit toujours quoi qu'on fasse malgré les armées et sans leur secours. Ne parlons que de ses intérêts politiques.

La France dans presque toute son étendue sur le continent est séparée des puissances qu'elle peut redouter par l'Empire germanique et par la Suisse. Sa politique était depuis longtemps de se faire de ces deux pays une barrière difficile à pénétrer pour ses ennemis, et la R. F. paraît conserver ce système de défense qui importe essentiellement à sa sûreté. Elle a déjà réservé à Campo Formio l'intégrité de l'Empire germanique, du moins quant à sa constitution. Cet Empire est divisé en un grand nombre d'Etats unis entre eux et avec leurs chefs par des liens faibles. Le gouvernement commun est assujéti à des formes vicieuses qui ralentissent ses délibérations et n'a que bien peu de forces sur les membres de l'union pour les faire exécuter. Les Etats confédérés, d'ailleurs extrêmement inégaux en puissance, jouissent de toute l'indépendance politique, peuvent contracter des alliances et prendre part à des guerres particulières. Ce corps tel qu'il est composé offre toujours de grands obstacles aux puissances qu'il sépare : ses membres se partagent entre les deux parties belligérantes, la neutralité des uns élève des barrières, et l'alliance des autres transporte chez eux le théâtre de la guerre qui ne se rapproche des frontières de la France que dans le cas d'une suite de défaites. Mais ce qui importe surtout à la R. F., le Corps germanique se meut difficilement en masse, et sa force imposante en apparence devient presque nulle lorsqu'on veut le faire agir offensivement. L'histoire en offre sans cesse la preuve, et dans cette dernière guerre on a vu avec quelle difficulté s'est mise en mouvement cette armée de l'Empire qui devait prêter une si grande force à la coalition, comment tous ses membres se sont divisés de conduite et d'intérêts, et combien tous ces inconvénients ont prêté d'avantage à la R. F. Cette composition du Corps germanique a été une sorte de garantie pour elle et elle se gardera bien d'y rien changer.

La Suisse dans son organisation prête à se détruire offrait à la France de plus grands avantages encore : une république fédérative redoutable dans sa défense, parce que les intérêts de tous ses membres sont plus uniformes, quoique leurs liens entre eux ne soient pas plus forts, et parce que les peuples avaient conservé un esprit national, un esprit de liberté, ou du moins un sentiment profond de résistance à une domination étrangère.

Le Corps helvétique était encore moins propre à agir offensivement que le Corps germanique. Ses membres naturellement amis de la paix, intéressés

à la conserver chez eux, n'étaient unis en quelque sorte que pour se défendre, et ce système pacifique était si fortement établi sur le caractère et sur l'intérêt des peuples que depuis la Révolution française ni les intrigues et les séductions de toute nature employées auprès de divers cantons, ni la malveillance fortement prononcée des cantons aristocratiques, ni la prépondérance des plus puissants et l'appareil déployé de leurs forces, ni l'intérêt même de leur conservation que les événements actuels démontrent assez, n'ont pu entraîner le Corps entier à se départir de la neutralité et à se réunir aux ennemis de la France.

Si la Suisse venait à changer de constitution, si elle venait à former une république une et indivisible avec un gouvernement actif ayant des forces à sa disposition, elle changerait de caractère et de rôle. Sans être une grande puissance, elle serait encore de quelque poids dans la balance politique. Dans ses premières années, elle serait sans doute dévouée à la R. F. et sous son influence immédiate ; mais avec le temps, les vues et les intérêts politiques changent. Les liens de la reconnaissance sont bien faibles entre les peuples, ils le sont déjà tant d'homme à homme. Le nombre des chances qui changent les relations entre les nations est incalculable, et si jamais un concours de circonstances quelconques venait à donner aux ennemis de la R. F. la prépondérance en Suisse et à l'entraîner dans leur alliance, alors au lieu d'un boulevard presque inattaquable que la Suisse forme autour de la France, elle livrerait à ses ennemis une étendue de soixante-dix lieues de frontières, celle qui compte le moins de places de résistance ; elle joindrait aux forces des puissances alliées des troupes dont la réputation est faite depuis longtemps, et la R. F. aurait à faire tête à ses ennemis depuis la mer jusqu'aux Alpes.

Sans doute la R. F. en disposant des forces de la Suisse, comme les probabilités les lui prêtent, acquerrait un grand avantage sur ses ennemis. Mais elle a prouvé qu'elle n'en avait pas besoin. Et si l'on admet une seule chance possible pour que ces forces se joignent à celles de ses ennemis, le désavantage qui en résulte est infiniment disproportionné. La République ne doit donc pas créer à la Suisse des forces qui tôt ou tard peuvent se tourner contre elle.

Et l'état politique qu'elle va lui laisser prendre doit être tel que la R. H. soit toujours pour elle un allié utile et presque assuré, et qu'elle ne puisse jamais être un ennemi dangereux.

Dans cette vue, la R. F. doit tendre à populariser tous les gouvernements aristocratiques et à anéantir tous les privilèges des villes et des personnes. Cette révolution établira entre tous les gouvernements de la Suisse une plus grande uniformité d'intérêts et de systèmes ; il en bannira les préjugés et les intérêts opposés aux principes qui dirigent la nation française et l'union des deux nations cimentée par l'analogie des principes constitutifs serait difficilement ébranlée au gré des vues particulières de ceux qui seraient à la tête du gouvernement. Mais cette révolution ne doit pas changer le système fédératif du Corps helvétique.

On sait bien que dans ce système les gouvernements particuliers de la Suisse resteront accessibles à la séduction de l'intrigue et de l'argent, et que dans ce genre de lutte la R. F. peut à son tour avoir le dessous ; mais quand le Corps helvétique viendrait à prendre parti contre elle, la difficulté de réunir

ses forces et de les faire mouvoir lui rendrait ce nouvel ennemi bien moins dangereux qu'il ne le serait dans la supposition d'une république indivisible telle qu'on en a proposé le plan et où l'action suit de près la volonté.

La conservation de ce système fédératif attachera au contraire plus étroitement le Corps helvétique à la R. F. Ce système se plie plus aisément aux intérêts des divers peuples de la Suisse, à leurs localités et à toutes leurs convenances. Il respecte leurs usages, leurs habitudes, et jusqu'à leurs préjugés utiles, et avec ces ménagements, la révolution n'apportera en Suisse que des bienfaits et ne laissera dans tous les cœurs que le sentiment de la reconnaissance pour la grande nation à qui elle en sera redevable.

Les peuples de la Suisse ne sont pas tous autant éloignés du régime républicain que ceux qui avoisinent la France. Les trois cantons fondateurs de la liberté helvétique n'ont pas encore dégénéré de l'esprit de Guillaume Tell et de ses compagnons. Leurs voisins de Glaris, de Zoug et d'Appenzell, des Grisons et du Valais conservent ainsi qu'eux sous diverses formes un gouvernement uniquement populaire. Dans les uns, l'assemblée générale du peuple exerce immédiatement le pouvoir législatif ; dans d'autres, le peuple assemblé partiellement dans ses communes nomme des députés avec des pouvoirs limités à tel et tel objet. Chez les uns et les autres, les lois de quelque part que soit l'initiative sont toutes sanctionnées immédiatement par le peuple en masse ou par parties. Dans tous, le peuple nomme ses chefs, ses représentants, ses juges, à vie ou à terme ; dans tous, il ne se dessaisit que de cette portion de l'administration générale qu'il ne peut pas exercer par lui-même.

On dit bien que dans ces cantons quelques familles anciennes et puissantes se partagent les places et s'y attribuent l'autorité ; que ces instructions limitées, ces sanctions populaires ne sont que des formes routinières dont au fond les gens en place peuvent se jouer. Ceci peut être vrai dans des affaires d'administration et dans des affaires particulières qui ne concernent pas sensiblement la masse du peuple. Les gens en place peuvent alors emporter l'approbation du peuple, de confiance et par routine ; mais ils n'oseraient pas contracter des liaisons extérieures d'une grande importance, hasarder un acte d'autorité qui compromît la liberté et l'intérêt des peuples. Ils connaissent trop le danger de l'irriter et même d'exciter sa jalousie seulement ¹.

Quant à la succession de quelques familles dans les places, sous quelle forme de gouvernement populaire pourra-t-on éviter que le peuple ne confie l'administration de la justice et du gouvernement à ceux qui se consacrent habituellement aux études nécessaires à ces fonctions, et que les mêmes noms ne se perpétuent dans les places dans des pays peu étendus où presque tous les citoyens ne demandent que de pouvoir en paix soigner leurs bestiaux ou cultiver leurs champs ? D'ailleurs la rivalité de ces mêmes familles venge souvent le peuple par leurs propres divisions ².

Un régime constitutif tout à fait différent établit une ligne de démarcation frappante entre cette portion de la Suisse et les cantons renfermés

¹ Avec de l'adresse, cela peut se faire. (Note marginale de Mangourit.)

² C'est détruit dans la constitution valaisanne. (Note marginale de Mangourit.)

entre les Alpes et le Jura. Là, tout un peuple est gouverné par une seule ville. De ces villes, les unes forment dans leur intérieur une démocratie plus ou moins pure ; les autres, une aristocratie ou une oligarchie. Toutes concentrent dans leurs murs la liberté et la République ; et la différence du gouvernement à une monarchie relativement à leurs sujets serait réellement peu sensible, si ceux qui participent à la souveraineté, habitués entre eux aux formes républicaines, ne conservaient pas en général plus d'égards pour les hommes qui leur sont soumis.

Quelle parité peut-on établir entre ces deux grandes divisions de la Suisse ? L'une au moment où elle s'affranchira sera sans gouvernement et sans constitution ; l'autre en a une et une éminemment libre ; l'une ne peut que gagner quelque forme de constitution qu'elle adopte, tout ce qu'elle réservera aux peuples de leurs droits naturels sera un bienfait pour des hommes exclus de toute participation au gouvernement ; l'autre ne peut que perdre à changer la sienne parce qu'elle leur assure la plus grande étendue de droits dont l'homme puisse jouir en société. L'une sera dirigée vers la démocratie représentative par l'exemple d'une nation puissante, par des influences particulières et peut-être par ses convenances réelles ; l'autre demeurera attachée à sa démocratie pure par suite d'une pratique de plusieurs siècles, par le sentiment du bien-être réel dont elle jouit et par l'expérience de quinze générations qui le lui ont transmis ³.

L'une ira avec empressement au-devant de la révolution, l'autre ne pourra être amenée à des changements par le raisonnement et la persuasion. Il faudra les conquérir ou leur laisser la constitution qui les rend heureux depuis quatre siècles, et ce ne sera pas sans doute la R. F. qui viendra au nom de la liberté les forcer de cesser d'être libres ou de l'être moins ⁴.

Dans les cantons populaires, les peuples sont naturellement agriculteurs ou pasteurs. Ils travaillent dans leurs maisons les laines, le chanvre et le coton ; mais ils n'y emploient que l'intervalle des travaux de la campagne. L'industrie n'est qu'une occupation accessoire chez eux et les professions qui n'attachent pas l'homme au sol de son pays et qui ne produisent que de l'argent n'y sont exercées que par un petit nombre et presque toujours par des étrangers. Peu de personnes vivent aux dépens de l'État ; l'argent n'étant pas abondant, il y a peu de rentiers et de capitalistes, par conséquent peu de villes, et les habitants dispersés dans des villages conservent la simplicité dans leurs mœurs, dans leurs usages et jusque dans leur instruction.

Dans les autres cantons, le pays plus ouvert favorise davantage le commerce ; la distinction qui naît de la richesse étant la seule que puisse espérer tout ce qui n'est pas bourgeois de la ville privilégiée, cette carrière attire tous ceux qui ont quelque ambition ; une population disproportionnée au territoire cultivable accroît la classe industrielle, et ces cantons présentent une plus

³ Je fus partisan autrefois d'une démocratie pure ; je le suis aujourd'hui encore *chez un peuple de sages*. (Note marginale de Mangourit.)

⁴ Le Haut-Valais vient de renoncer, en acceptant la constitution, à une démocratie pure proprement dite, mais à une véritable oligarchie masquée par cette démocratie qui était trahie à chaque pas par les familles de Courten, Roten, etc. (Note marginale de Mangourit.)

grande abondance d'argent, de plus grandes fortunes, un plus grand nombre de villes et de plus considérables, plus de luxe et plus de lumières.

Chez les uns, les relations extérieures sont extrêmement bornées ; les intérêts intérieurs, peu multipliés ; les lois sont rarement assez urgentes pour qu'elles ne puissent pas être faites et sanctionnées par le peuple ; l'administration générale est chargée de peu de détails ; le gouvernement n'a pas besoin d'une activité habituelle ; le peuple n'a pas besoin d'entretenir des chefs, des législateurs, des administrateurs, des juges, uniquement occupés de ces professions, et ces peuples habitués à un gouvernement presque sans frais ne sont pas assez riches pour solder un gouvernement coûteux. Défendus par la situation seule et la nature du pays, ils n'ont pas besoin d'une force armée habituelle pour veiller à leur défense ; chez eux tous les hommes attachés par intérêt personnel à la conservation de leur gouvernement forment par leur réunion une force suffisante pour la sûreté de leurs foyers et rien ne les appelle au-delà de leurs frontières que le secours à prêter à la Confédération générale.

Dans l'autre partie de la Suisse, le pays plus riche offre plus d'appâts à l'ambition de ses voisins ; les relations extérieures sont plus fréquentes et plus inquiétantes ; elles exigent un gouvernement plus actif et plus fort ; la multitude des intérêts et la variété tous les jours plus étendue des transactions qu'enfantent le commerce et les mutations fréquentes de propriétés, les progrès insensibles de la mauvaise foi nécessitent des lois plus multipliées, plus fréquentes et plus subtiles qui deviennent d'autant moins à la portée des peuples. Le commerce à protéger, les arts et les manufactures à encourager, l'agriculture à vivifier, un grand nombre de routes et de communications nécessaires à entretenir, des revenus publics à fonder et à administrer exigent des hommes qui se consacrent entièrement à ces emplois, et dans un pays riche où toutes les professions mènent à la fortune et en offrent de grandes inégalités, il faut aux chefs de l'Etat, aux juges, aux administrateurs, à tous les délégués du peuple, un traitement proportionné à leur état et à la considération que l'on accorde à la richesse dans les autres classes de la société. Toutes ces choses exigent des contributions publiques assez étendues ; le pays est en état de les supporter et il en connaît même déjà plusieurs. Sous ce point de vue général, il est évident que les deux grandes divisions de la Suisse ont des intérêts et des convenances totalement opposées et qu'elles doivent avoir des formes de gouvernement totalement différentes.

Dans ce tableau, nous avons négligé les nuances de canton à canton et toutes ces considérations locales qui ajouteraient encore à la diversité des intérêts particuliers à concilier. Nous avons réuni comme semblables les peuples qui avaient des formes et des intérêts analogues entre eux, pour ne présenter en opposition que ces disparates frappantes qui sont presque inconciliables.

On objectera peut-être l'exemple de la France dont les différentes provinces offraient aussi des disparates prodigieuses de convenances et d'intérêts particuliers. Mais lorsque la France s'est déclarée libre, ses provinces réunies sous un même prince depuis quatorze siècles ne faisaient déjà qu'un même corps. La forme de gouvernement a changé, mais l'obligation de recevoir des lois communes d'un même centre de gouvernement, de participer aux mêmes intérêts, aux mêmes charges et aux mêmes périls était déjà une habi-

tude ancienne pour toutes⁵, et d'ailleurs dans le moment où la France a secoué le joug de l'autorité monarchique exposée à une multitude d'ennemis au-dehors et au-dedans, il n'y avait qu'un concert unanime de toutes les provinces réunies en un seul gouvernement qui pût assurer à chacun sa liberté. Un gouvernement fédératif sans accord et sans action les eût livrées à la merci de leurs ennemis.

La Suisse au contraire n'a pas sa liberté à conquérir : une partie en jouit, l'autre peut l'acquérir presque sans effort. Elle n'a point d'ennemis extérieurs qui s'y opposent ; au contraire, elle ne verra de troupes étrangères que pour la protéger ; elles ne seront pas des troupes ennemies si les peuples et les gouvernements sont assez sages pour se concilier.

La République batave ne fait pas encore un exemple pour la Suisse. Cette république destinée depuis longtemps à jouer un rôle actif en Europe parce qu'elle a des ports importants, des vaisseaux, de l'argent et un commerce immense, n'est plus la maîtresse de se vouer à un gouvernement paisible et à une neutralité habituelle. Elle est forcée d'activer toute sa puissance et d'abandonner ses forces à la disposition des Etats de l'Europe qui ont une influence prépondérante sur elle et qui décident de son sort.

L'exemple des Républiques française et batave n'est donc pas fait pour déterminer les Etats suisses à se réunir en un seul corps ; une différence absolue dans leur situation politique leur permet de tenir une conduite uniquement analogue à leurs intérêts particuliers et généraux. Leurs intérêts individuels s'opposent à la réunion du Corps helvétique en un seul peuple et sous un seul gouvernement. Examinons si cette réunion serait de l'intérêt de la Suisse en général.

Pour former un grand peuple un et indivisible, la Suisse serait obligée d'adopter un gouvernement représentatif, le seul qui concilie à un certain point la conservation des droits des peuples et un grand pouvoir entre les mains de ceux à qui il délègue la confection des lois et l'administration. Cette forme de gouvernement entraîne une représentation nombreuse, une direction, un grand nombre d'administrateurs généraux et particuliers, de juges supérieurs et inférieurs, une trésorerie nationale, une force armée, en un mot un grand nombre d'institutions coûteuses. Pour déterminer les idées à cet égard, on peut prendre pour exemple un plan de constitution helvétique qui ne peut pas être regardé comme indifférent puisqu'il a été annoncé comme ayant la faveur du D. E. de la R. F. et qu'il a même été adopté déjà par les peuples du Pays de Vaud. Le gouvernement proposé par le projet présente un état de dépense habituelle d'environ trois millions de livres de France pour toute la R. H., sans y comprendre les frais d'une force armée et approvisionnée, disponible en cas de guerre, et la nourriture de sa solde. Cet accessoire qu'on ne peut éviter sous aucune forme de gouvernement est regardé comme presque nul en Suisse, où l'on regarde la guerre comme un hasard presque hors des probabilités dans son système actuel. Mais dans l'état d'une république unique, la guerre devient une chance dont on pourrait évaluer le retour à des périodes à peu près certaines, et il faudrait en calculer la dépense à tant par année.

⁵ Les disparates étaient plus fréquentes et plus frappantes. (Note marginale de Mangourit.)

Cet état de dépenses ordinaires et extraordinaires est évidemment au-dessus des moyens pécuniaires de la moitié de la Suisse. Il est surtout presque impossible de le faire consentir et supporter par des peuples qui depuis quatre siècles ne paient aucune contribution publique et sont habitués à des frais de gouvernement si modiques qu'ils ne valent seulement pas la peine d'être mis en comparaison.

Mais un intérêt bien plus important, c'est celui de la conservation de la liberté de la Suisse en général et de chacun de ses membres.

Ce gouvernement doit avoir auprès de lui une force armée. Plus le centre de la puissance s'éloigne, plus l'appareil de la force doit suppléer à cette habitude familière de l'obéissance à une autorité exercée sous les yeux mêmes de ceux qui l'ont créée, et la force destinée à faire respecter le gouvernement devient facilement l'instrument des usurpations de ceux qui gouvernent.

Si la Suisse avait un gouvernement qui unît intimement toutes ses parties, qui eût la disposition entière de toutes ses forces pécuniaires et militaires et qui eût le droit consenti de faire mouvoir le corps à son gré, ce gouvernement serait bientôt tenté de prendre une part active dans les mouvements de l'Europe. Il céderait ou à l'intérêt personnel ou à l'influence des nations voisines. Il se départirait au moins plus aisément de ce système pacifique de neutralité que la Suisse a constamment suivi et auquel elle doit sa prospérité et pourrait compromettre sa liberté.

On prévoyait depuis longtemps, et l'on a vu dans ces derniers temps, que la prépondérance seule d'un ou de deux membres du Corps helvétique, qui avaient à leur disposition personnelle de très grandes forces, pouvaient entraîner le corps entier dans une guerre convenable à leurs propres intérêts, mais évidemment contraire à ceux de leurs co-associés, et certes, si le Corps helvétique eût été à la disposition d'un nombre de chefs du gouvernement animés du même esprit, la guerre eût été déclarée.

Disons plus, la guerre est un des moyens que les gouvernements emploient pour étendre leurs droits aux dépens de ceux du peuple et si jamais la Suisse voit à sa tête des directeurs ambitieux, ils l'entraîneront dans une guerre étrangère afin d'avoir à leur disposition des fonds extraordinaires, un plus grand nombre de troupes, et profiter de circonstances difficiles pour accroître leur autorité.

Et quels avantages le système d'unité offrirait-il à la Suisse en compensation des dangers auxquels il l'expose ?

Celui de former une nation puissante et de figurer parmi les grandes nations de l'Europe.

Celui de déployer dans toute l'étendue de la Suisse toutes les branches de l'industrie et d'y attirer par le commerce et les arts le numéraire des autres nations.

Celui de former un corps qui n'ait qu'un seul intérêt et dont l'union intime présente une force redoutable.

Helvétiens qui vous agitez sous les étendards de la liberté, voulez-vous être réellement et constamment libres ? écoutez les conseils de ces fondateurs de la liberté helvétique dont vous dédaignez peut-être le bon sens naturel, mais dont la pratique vaut bien vos théories superficielles : ils vous diront

que la richesse et la puissance d'une nation ne sont que pour un petit nombre d'individus qui gouvernent et qu'elles ne se créent qu'aux dépens du peuple ; que la véritable richesse d'une nation est sa richesse territoriale ; que c'est la seule qui ne corrompt pas les mœurs et qui maintient l'égalité des fortunes qui est la sauvegarde de l'aisance générale.

Ce n'est pas dans le palais des chefs d'une nation, ce n'est pas dans l'appareil de ses forces militaires, ce n'est pas dans les villes et les maisons de luxe que l'on juge de la richesse et de la force réelle d'une nation. C'est dans la multitude des maisons rustiques, c'est sous le toit du simple habitant des campagnes qu'il faut la chercher. Sont-ils tous propriétaires ? Sont-ils riches en bestiaux ? Disposent-ils eux-mêmes de leurs propriétés et de tous leurs droits sociaux ? Ils formeront eux-mêmes une nation forte qui s'ensevelira sous les ruines de son aisance et de sa liberté ; elle ne cèdera qu'au nombre.

Et si tous les gouvernements suisses se popularisent, si tous les peuples sujets sont rendus à la liberté, si dans les diverses formes de constitution qu'elles adopteront, il ne subsiste plus d'opposition entre l'intérêt des peuples et celui du gouvernement et que l'amour de la patrie se confonde avec l'intérêt personnel, l'union de tous les membres du Corps helvétique ne sera-t-elle pas plus intime ? leurs intérêts, plus uniformes ? et leur ligne défensive, plus redoutable que ne le serait leur république unique même ? du moment que le peuple ne gouverne plus, il lui importe si peu qui le gouverne !

Le système fédératif est donc sous tous les rapports celui qui convient à la Suisse pour la conservation de la prospérité et de sa liberté.

Le système fédératif du Corps helvétique est celui qui convient essentiellement aux intérêts politiques de la France.

Enfin, ce système est celui qui s'établirait le plus facilement dans la révolution successive des Etats divers de la Suisse.

La R. F. pourrait donner une déclaration qui garantirait à tous les Etats de la Suisse la liberté du choix de leurs formes constitutives, sous la réserve d'un seul principe commun à toutes leurs constitutions, celui de la démocratie diversement modifiée et de l'égalité des droits de tous les citoyens ⁶.

Les cantons populaires délivrés de toute appréhension pour eux-mêmes ne mettraient aucun obstacle à la révolution parmi leurs alliés.

Dans le reste de la Suisse, chaque Etat délivré de la crainte d'être contrarié dans ses convenances par les vues de la France, et de l'inquiétude de pourvoir à sa sûreté, en proclamant son indépendance voterait sa réunion intime au Corps helvétique pour la défense commune et se donnerait librement, sans trouble et sans aucune influence, la forme de constitution qui conviendrait à ses localités, à ses usages et à ses intérêts particuliers.

Sûrs de la marche qu'ils doivent tenir dans ces révolutions, les vrais amis de la patrie sauraient dans quel sens ils devraient déployer leurs lumières et toutes leurs facultés pour son plus grand avantage, et les agents de la R. F.

⁶ Puisque le changement de démocratie pure en démocratie représentative s'est opéré sans trouble en Valais, je crois que la même opération peut se faire dans les cantons démocratiques. (Note marginale de Mangourit.)

d'accord avec eux n'interviendraient que pour les protéger et pour assurer les nations chez qui l'esprit de liberté pourrait se développer contre la crainte des malheurs qui ont accompagné sa révolution.

[*P.-S. de Mangourit* :] Ce mémoire m'a été présenté il y a quelques semaines par l'auteur [Louis Tousard d'Olbec], aujourd'hui secrétaire du D. E. provisoire du Valais. Comme il contient quelques vues intéressantes, je le mets sous les yeux du c. président du Directoire.

(E, fol. 318-325, orig.)

40. S.l.n.d. Lettre anonyme écrite au général Brune et transmise à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 150-151.

41. Aoste, 27 mars 1798. Lettre du chevalier de Saint-Réal, intendant d'Aoste, au journal *L'Ami des Lois*, à Paris. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 159.

42. Berne, 10 germinal an VI (30 mars 1798). Note adressée à Schauenburg à la suite d'un réquisitoire de Lecarlier. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke II*, p. 318.

43. S.l.n.d [début avril 1798]. Réponse du c. Bernard [Mangourit?], «patriote connu», au comte de Saint-Réal, intendant d'Aoste. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 160.

44. Aoste, 3 avril 1798. Lettre d'un patriote d'Aoste à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 159 (dans la dépêche de Mangourit).

45. Berne, 20 germinal an VI (9 avril 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E.

Dès l'instant que le ministre des R. E. m'a fait part de l'*ultimatum* du D. E. concernant le Valais, j'ai employé mon influence, et j'ose dire l'amitié que l'on m'y a témoignée, pour amener ce pays vers la R. H. Je frappai le dernier coup lorsque le commissaire du gouvernement, le c. Lecarlier, me fit suspendre l'envoi d'une dépêche très forte et propre à amener une prompte décision, d'après un avis que lui demandait le Directoire.

Cet avis avait rapport à la question d'indépendance du Valais ou de sa réunion à la Suisse régénérée.

Je suis fort aise que le c. Lecarlier justifie ce que j'ai écrit à ce sujet ; le Directoire apprendra avec plaisir qu'un de ses agents l'a représenté dignement.

Mais l'empire de mes conseils, joint à la crainte d'être ou forcés militairement de se joindre à l'Helvétie, ou privés par un refus des secours ou de la protection du Directoire, a déterminé les Valaisans, Haut et Bas, à prononcer l'immersion de leur petite planète dans le grand satellite qui va tourner autour de nous.

Cela ne m'est pas encore connu, mais quatre lettres particulières, dont une du secrétaire général, et l'autre d'un représentant provisoire m'attestent le fait. On a seulement mis *en restriction* la garantie de la religion catholique et romaine ; mais vous sentez la faiblesse d'une telle restriction.

Je vais sans doute retourner en Valais si le c. Lecarlier le juge à propos jusqu'au *dimittis tuum*. Je saisis avec empressement cette occasion de lui rendre, ainsi qu'au c. Rapinat, le tribut de justice dû à leur civisme éclairé ; personne ne pouvait plus fermement, et en même temps avec des formes plus douces, s'acquitter de l'honorable et difficile mission dont le D. E. les a chargés.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 47, orig.)

46. Berne, 22 germinal an VI (11 avril 1798). Lettre de Mangourit au général Brune. — Publ. dans Stürler, *Correspondenz*, pp. 491-495.

47. Berne, 2 floréal an VI (21 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. de la R. F.

A mon retour à Berne avec les c. Lecarlier et Rapinat, je trouve une dépêche à votre adresse de la part du D. E. provisoire valaisan ; elle confirme pleinement ce que j'ai eu l'honneur de vous mander concernant l'acceptation de la constitution helvétique.

Je suis même instruit de bonne part que cette acceptation a été pure et simple et que sa réserve n'appartient point au peuple. Mais celui-ci se rendrait garant par son ignorance de la suggestion de quelques intéressés pour eux-mêmes à se faire les champions d'un culte populicide ; au surplus, votre commissaire a cassé d'avance la réserve en faveur du papisme, puisqu'il n'a conservé de vie et d'action qu'à la constitution écrite en trois langues.

J'ajouterai pour le premier courrier aux observations de vos commissaires quelques aperçus sur la route politique que j'ai faite avec eux à Aarau et à Soleure, et sur le caractère de quelques individus appelés au Directoire helvétique. Puissent les élections françaises donner à notre législature autant de vrais patriotes que j'en ai remarqués dans celle d'Aarau !

(AN, AF III 83, dossier 382, pièce n° 46, orig.)

48. Saint-Maurice, 6 floréal an VI (25 avril 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E. de la R. F. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 165-166.

49. Paris, 7 floréal an VI (26 avril 1798). Le ministre de la Police générale de la République au ministre des R. E. (à lui tout seul).

Je vous adresse ci-joint, mon cher collègue, copie du rapport d'un de mes agents relatif à sa tournée aux environs du *lac Léman* [*Annexe*]. J'ai pensé que les détails qu'il contient, les vues qu'il propose rentraient sous plusieurs rapports dans les attributions de votre ministère.

Veuillez m'en accuser réception.

(F, Suisse, vol. 466, fol. 245, orig. a. signé. — Reçu 8 floréal [27 avril 1798]. Répondu le 12 floréal [1^{er} mai 1798].)

Annexe. S.l.n.d. [avril 1798]. « Rapport de ma tournée aux environs du lac Léman », adressé par un de ses agents au ministre de la Police générale.

Partout où il y aura un abus, il le fera connaître ; il indiquera toutes les infractions aux lois ; il donnera ses idées et ses vues sur les moyens d'amélioration, de salut, d'opposition, à raison des localités, des circonstances, etc., des périls, des choses.

Comme homme, comme membre de la grande famille et comme agent du gouvernement, j'ai vu le Pays de Vaud, ce beau Pays soumis autrefois à l'oligarchie helvétique, j'ai examiné scrupuleusement et sa position et ses relations ; j'ai étudié sérieusement l'opinion de ses habitants.

J'ai vu les Vaudois ayant secoué le joug de Berne pour courber sous leurs propres oligarques.

J'ai vu leurs autorités composées d'éléments les plus disparates et ceux mêmes contre qui cette révolution est opérée tenant en main le pouvoir et disposant des circonstances si précieuses dans les commencements d'une révolution ; ils sont chargés de donner la direction à un ordre de choses qu'ils ne peuvent aimer puisqu'il en doit résulter leur anéantissement.

J'ai vu l'esprit mercantile de la plus grande masse et le génie contrebandier des riverains.

J'ai vu l'éloignement des Vaudois pour les Allemands et la rage de ceux-ci qui jurent de profiter de chaque occasion pour les faire repentir de leurs premières démarches.

Tout près de là, j'ai vu cette fille de l'Angleterre, cette Sodome, le repaire de la corruption publique, Genève enfin, ce foyer de contrebande.

Vis-à-vis, j'ai vu les habitants du Mont-Blanc nouvellement réunis à la France, travaillés par les contre-révolutionnaires qui ne cessent de le traverser en se rendant du Piémont à Genève ; stimulés à la contrebande par la facilité que leur offre leur position, leur voisinage ; mutilés par des préposés qui le plus souvent ne vexent que l'infortuné, le misérable retournant dans sa chaumière avec quelques objets pour sa consommation, dans le même temps que le riche, l'opulent trouve les moyens de soustraire ses magasins par un acte simulé avec des Genevois qui s'en déclarent les propriétaires.

Ainsi, ces pauvres Savoyards tourmentés par leurs prêtres, par leurs émigrés, le sont encore par une troupe acerbe qui est pour eux les chiens dressés par les Espagnols contre les Péruviens.

Cinq cent mille hommes souffrent et murmurent.

Les lois sont méprisées, on s'accoutume à les violer. La corruption gagne, elle fait des progrès.

D'un mot, le gouvernement peut mettre fin à ces fléaux ; c'est en réunissant Genève et le Pays de Vaud à la Grande Nation sans laquelle ils ne sont rien et dont ils partageraient la gloire présente et la prospérité prochaine.

Tous les pays qui entourent le lac Léman doivent nécessairement faire partie de la R. F. C'est même le résultat des promesses qui lui ont été faites.

Les Vaudois nous ont appelés pour défendre leur liberté ; ils ont demandé une constitution démocratique ; celle qu'un ancien oligarque de Berne leur a envoyée et que la majeure partie n'a acceptée que dans l'espoir qu'elle ne durerait pas longtemps n'est rien moins que démocratique.

Mais nous en avons une ; pourquoi leur refuser d'en partager les avantages ? Elle a rallié chez nous tous les partis ; admettons-y ce Pays que la nature nous offre et que la sagesse nous commande d'accepter.

Genève, en étant le chef-lieu du département du lac Léman, peut dans peu de temps recouvrer son ancienne splendeur ; le Pays de Gex, séparé du reste du département par une chaîne de montagne de l'Ain, lui appartient. Du département du Mont-Blanc beaucoup trop considérable on peut distraire les districts de Carouge et de Thonon, auxquels ajoutant sur la rive gauche Nyon, Aubonne et leur dépendance, on forme un nouveau département contenant au moins trois cent mille individus.

Coupant une ligne depuis le Porrentruy, Pontarlier jusqu'à Bienne et une autre par Fribourg, Vevey et Villeneuve pour rejoindre le Mont-Blanc à Saint-Gingolph, le lac Léman se trouve entièrement enclavé, et ce second arrondissement qui renferme les lacs de Neuchâtel, de Morat et de Bienne contient au moins quatre cent mille habitants qui pourraient placer leur chef-lieu soit à Payerne, soit à Yverdon.

Le reste, depuis Soleure jusqu'à Bâle, devrait faire partie du Mont-Terrible qui est beaucoup trop petit.

La communication qui existe déjà entre le Rhin et le lac de Neuchâtel ou d'Yverdon pourrait être accrue et donner à ces départements une grande importance si, coupant les huit lieues de chemin qui restent depuis la fuite de ce canal jusqu'à Aubonne, on pouvait faire communiquer le Rhin avec le lac Léman. Je sais qu'on a prétendu que le niveau de celui-ci était au-dessus de celui de Neuchâtel et qu'en conséquence ses eaux inonderaient les pays qui sont situés plus bas, mais je pense que l'on peut parer à ce danger.

A combien de maux cette opération remédierait ?

Combien d'avantages naîtraient de cette réunion ? J'en vois un nombre infini et je sens la superfluité de les détailler ici.

La facilité est surtout à considérer, car dans les différents endroits du Pays de Vaud où j'ai été, j'ai partout trouvé un parti désirant fortement la réunion ; il n'y avait qu'à les encourager pour leur en faire faire la demande ; c'est encore une chose très faisable aujourd'hui ; il y a des hommes que l'on

pourrait mettre en avant sur le terrain ; le gouvernement français aurait l'air d'accéder ; il ne paraîtrait point du tout agissant dans cette démarche.

Sur le Valais.

C'est vouloir contre le vœu de la nature que d'insister sur sa réunion au reste de l'Helvétie.

Le Valais est une vallée de trente-six lieues de longueur et sur une lieue jusqu'à sept dans sa plus grande largeur. Le Rhône le traverse de bout en bout.

Son entrée par la France est marquée par deux rochers, l'un appelé la Dent de Morcles et l'autre la Dent du Midi, montagnes ayant près de huit cents toises au-dessus du niveau de la mer ; il est ainsi séparé de la Suisse par une chaîne très escarpée qui se prolonge jusqu'au mont Saint-Gothard ; les montagnes s'abaissent ensuite un peu du côté des Bailliages italiens de Domodossola et il y a des communications pratiquées avec le duché d'Aoste qui est au midi du Valais.

Les habitants du Valais sont d'une ignorance la plus absolue, fanatiques à l'excès, livrés à la superstition, condamnés à la misère ; ce dernier défaut les a privés de bien des vices. Les Valaisans ont des habitudes rustiques, des mœurs pures ; ils sont francs, bons et faciles pour peu qu'on ait leur confiance, mais il ne faut pas les tromper.

Les Valaisans n'aiment point les Vaudois ; ceux-ci les ont méprisés ; le mépris ne se pardonne point ; il y a aussi loin, sous tous les rapports, de leur moral au reste de la Suisse que de difficulté à franchir les montagnes qui les en séparent.

Vouloir l'unité de ces trois peuples [Genève, Vaud et Valais], c'est tenter un ouvrage qui contiendrait son germe de dissolution.

Du côté de l'Italie au contraire, l'abaissement des montagnes vers Domodossola et les communications avec le duché d'Aoste semblent indiquer que ces pays sont faits pour s'unir : il y a même plusieurs rapports précieux entre eux ; la pureté des mœurs n'est pas la même, mais le Valaisan n'est pas corrompible et son exemple peut influencer.

Je me suis trouvé avec deux particuliers des Bailliages italiens, un était membre des administrations de Domodossola ; ils m'ont assuré que ce pays est décidé à secouer le joug et qu'il n'attend que l'achèvement de la révolution dans le Valais oriental pour se déclarer hautement.

Les partisans du roi sarde à Genève m'ont communiqué leurs craintes sur l'insurrection du duché d'Aoste ; ils savent, m'ont-ils dit, *qu'il brûle de la fièvre révolutionnaire*. Le voisinage de Mangourit, résident dans le Valais, les tourmente ; ils donneraient beaucoup pour s'en défaire ; ils craignent son influence d'après la sagesse avec laquelle il a opéré la révolution dans le Valais occidental.

Si le gouvernement voulait pousser un peu à la machine, cela n'irait pas loin.

Il s'établirait alors une nouvelle république entre la France et la Cisalpine, et bientôt le roi des marmottes pourrait se retirer dans son île si on la lui abandonnait.

Cet Etat aurait une étendue de quarante lieues sur vingt dans sa plus grande largeur.

Les communications avec l'Italie deviendraient très faciles, soit qu'il fallût protéger, commercer, défendre ou punir cette partie de l'Europe ; il est nécessaire pour la France d'avoir à sa disposition absolue un petit Etat qui lui offre un chemin aisé à parcourir.

Il existe déjà une grande route d'un facile entretien jusqu'à Turtig. Les Valaisans offrent de la continuer pour le passage de Simplon qui domine sur la vallée de Domodossola, qui peut également faire partie de la République valaisanne ou de la République cisalpine, au gré du D. E.

Il me semble que voilà des avantages qui ne sont point à négliger. Le Directoire les a sous la main, il n'a qu'à parler.

En envoyant des agents avec des instructions dans ces deux contrées de l'Italie, on les fera se lever à commandement et se donner à qui bon semblera.

C'est ainsi qu'on réalisera le grand projet de la République universelle et celui du bon abbé de Saint-Pierre sur la paix perpétuelle.

Quand on voit les Valaisans se ressaisir de leurs droits, on ne peut plus douter que tous les peuples en soient dignes, car il n'y en a pas un qui en parût plus éloigné ; l'abrutissement y était à son comble ; il est vrai qu'un ancien sentiment d'indépendance était au fond de leurs âmes ; il n'a fallu que le leur faire reconnaître et en apprécier la valeur. Celui que le gouvernement a chargé de cette mission délicate a sûrement passé ses espérances ; il faut voir les espèces de miracles que Mangourit opère chaque jour dans ce pays pour se convaincre combien il y était nécessaire.

Les Valaisans, il faut l'avouer, sont bien loin d'aimer les Vaudois. Eh bien, à sa voix, ils se sont armés pour leur défense ; un sentiment de gloire naturel à presque tous les hommes leur ont fait briguer l'honneur de partir les premiers.

(F, Suisse, vol. 466, fol. 246-248, copie.)

50. S.l.n.d. [Paris, ca 7 floréal an VI (26 avril 1798)]. Extrait d'une lettre adressée à Mangourit [par le ministre de la Police générale ?].

J'apprends dans ce moment que vous désirez savoir s'il y a dans le duché d'Aoste des émigrés français et des prêtres réfractaires. Il y a dans ce duché environ 80 Savoyards tant prêtres que laïcs. Outre cela, l'évêque de Grenoble, qui est logé et nourri par l'évêque de la cité et que toute la France connaît pour un des prélats les plus furieux contre le gouvernement français.

Si vous souhaitez que je vous fasse passer le nom des Savoyards qui sont dans ce duché, j'aurais l'honneur de vous envoyer les noms du plus grand nombre.

Il y a outre cela à la cité un grand vicaire de l'évêque de Grenoble qui demeure avec lui.

Et outre cela, il y a dans ce duché trois prêtres français qui ont demeuré à Saints[?], qui s'appellent Berlioz ; l'un était chanoine de Grenoble ; l'autre curé dans la ci-devant province du Bugey, et le 3^e était dans la congrégation de Saint-Joseph et était avant son émigration professeur dans le collège de Chalon.

(F, Sardaigne, vol. 275, fol. 353, copie conforme.)

51. Sion, 16 floréal an VI (5 mai 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E.

Le corps électoral réuni à Sion s'occupait de choix républicains lorsque le D. E. provisoire, à neuf heures du soir, m'apprenait que la chose publique était en danger (c'était le 14).

Des émissaires des petits cantons, des pèlerins valaisans de retour de Notre-Dame des Ermites avaient allumé le feu de la révolte dans le dizain de Conches qui touche le Gothard, Uri et Unterwald. Le pays en armes restaurait le *Landsgemeind*, assemblée générale abolie par serment en 1732. Elle l'avait fixé à Glis ; le dizain de *Visp* ou *Viège*, *Leuck* ou Loèche, *Raren* ou Rarogne, *Brig* ou Brigue étaient d'accord : ils n'en voulaient point à *Goury* (c'est ainsi qu'ils m'appellent), mais ils menaçaient leurs oligarques et ils en avaient arrêté comme otages plusieurs. Le *Landsgemeind* pouvait n'être qu'un voile, et il était possible qu'ils se fussent sous ce leurre jetés sur Sion. On annonçait qu'à deux lieues et demie de cette ville leur avant-garde s'était fait voir. Les habitants de Loèche avaient réoccupé les postes et s'étaient ressaisis de la tête de pont de Châtillon ; des lettres interceptées augmentaient nos craintes ; des avis sûrs et des retours d'éclaireurs n'étaient pas de nature à les dissiper.

L'Assemblée nationale provisoire, qui existe ainsi que le Directoire jusqu'à l'installation de la Chambre administrative et du Tribunal de canton, se rassembla à onze heures du soir. Nouveaux rapports, nouvelles alarmes ! La ville de Sion était agitée par la peur d'être pillée et l'espérance de recouvrer sa domination, espérance que jamais l'aristocratie ne perdit. Les électeurs de ces passages propres à la retraite consultés furent bien éloignés de donner des assurances consolantes sur l'esprit du peuple de ce pays, agité ainsi que les autres contrées du vertige religieux. Il fut arrêté :

1. la levée d'un corps de 2000 hommes ;
2. l'arrestation des chefs de révolte et des émissaires des petits cantons ;
3. la translation à Saint-Maurice du Corps électoral, des autorités constituées et de la résidence de la R. F., pour éviter un grand crime.

Je ne me couchai point, ayant assisté par invitation à tous les conseils. A sept [heures] du matin du 15, je partis pour Saint-Maurice.

Une députation du Corps électoral et de l'Assemblée me joignit à six lieues ; elle m'invita au nom de la patrie à rentrer à Sion : les choses s'étaient améliorées par la prise de Zoug. Le *Landsgemeind* n'avait point eu lieu, les tribus armées étaient retournées dans leurs foyers. Je reprochai sévèrement à la députation de ce qu'on n'avait point pourvu à la sûreté de Sion ; elle me

répondit que toute la ville en armes jurait de périr pour la liberté si je rentrais. — « Je remonte avec vous sur-le-champ ; je vais déposer au sein de sa loyauté mon épouse et mon jeune enfant. »

A mon arrivée, la scène fut extrêmement touchante : toute la ville, le Corps électoral, le D. E. provisoire, l'Assemblée, la municipalité étaient au-devant de moi, et je rentraï aux cris de « Vive le Directoire de la Grande Nation et son agent Mangourit ! »

C. président, une force militaire s'organise, des mesures rigoureuses se prennent et ma sortie a doublé mon influence en faveur de la plus belle cause. Le D. E. n'aura point à reprocher mes choix pour la législature helvétique ; je dis mes choix, parce que je les ai effectivement faits, parce qu'ils honoreront ma nation et la Suisse.

P.-S. Au premier courrier j'aurai l'honneur de vous envoyer les noms et les notes à l'égard de ceux nommés pour le canton du Valais au Sénat, au Grand Conseil et au Tribunal suprême.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 59, orig.)

52. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E. de la R. F.

Les espions du gouvernement valaisan t'ont trompé. Un ramas de trois mille fanatiques du Haut-Valais, encouragés par de prétendues défaites dans les petits cantons, par quelques oligarques, leurs prêtres et des émigrés jusqu'alors cachés dans les montagnes, par des pèlerins de Notre-Dame des Ermites, se sont élançés sur Leuck et Sierre où ils avaient des intelligences. Dans ce dernier bourg, ils y ont scié l'arbre de la liberté. L'oligarchie de la ville de Sion n'est point étrangère à cette trahison. Le corps électoral a été dispersé heureusement après l'élection des députés à Aarau et de la Chambre administrative.

Pour éviter un crime irrémissible, j'ai été forcé le 16 de ce mois [5 mai] pendant la nuit de me sauver de cette infecte capitale avec trois sénateurs, ma femme et mon fils, âgé de trente mois, sur une charrette et pendant une très forte pluie. Les prêtres avaient ôté à Goury sa paternité et la confiance des égarés : ma tête était le but de ces misérables.

Arrivé hier à Saint-Maurice, j'ai fait sonner le tocsin de réunion dans toutes les communes. Le clergé du Bas-Valais m'a aidé dans la conscription militaire. La partie droite du Pays de Vaud m'envoie des secours, du canon, des canonniers, des carabiniers habiles, un bataillon, mais un chef, un général nous manque : j'ai requis un bataillon français et des hussards arrivés à Lausanne (sous ma responsabilité) d'entrer en Valais [*Annexe I*]. J'en ai prévenu le commissaire du gouvernement, le c. Rapinat, pour qu'il en confère avec le général en chef [*Annexes II et III*]. Je presse les secours, je hâte les marches et j'envoie la députation valaisanne au Corps législatif. Je fais faire du pain, je mets en réquisition la paille, le foin, la farine, l'avoine : le comité de Saint-Maurice se charge de prendre compte avec l'oligarchie et les prêtres du Haut-Valais de ces fournitures sur le pied des mercuriales de la semaine.

J'ai conseillé, par l'intermédiaire du c. Rapinat, au général en chef d'attaquer le Haut-Valais pendant que ses habitants descendent dans le Bas : il peut y descendre à Leuch et à Conches par le Grimsel et la Gemmi ; si nous nous entendons bien lorsqu'il les attaquera par là, nous leur livrerons bataille en deçà. On dit que Sion (il est quatre heures) est maintenant investie ; deux émissaires ne me sont pas revenus, ce qui me fait croire que cela n'est pas sûr. Ce matin, à neuf heures, l'évêque de Sion et le curé de cette ville allaient engager ces mutins à se retirer ; je m'en défie beaucoup : l'évêque est un homme faible, livré à un chanoine, à un secrétaire hypocrite et à sa servante ; le curé de Sion est un honnête homme, à ce que l'on assure. Pour gagner du temps et recevoir les forces qu'il me conduit, je viens de faire proposer aux Haut-Valaisans une députation vers moi.

Ces misérables ne manquent pas d'adresse ; ils font la boule de neige, fraternisent avec toutes les paroisses de leur passage, à droite et à gauche, démentent nos avantages, répandent qu'il n'existe plus un Français en Suisse, ayant tous été exterminés par quatre-vingt mille hommes des petits cantons ; ils rejettent la constitution helvétique et veulent s'en donner une avec les paysans du Bas-Valais auxquels ils livrent leurs anciens vexateurs (de promesse), ils prêchent la destruction des Français comme d'une race impie, armée pour détruire *leur sainte religion* ; ils ont des officiers, des *Courten* surtout, à leur tête, me faisant dire qu'ils sont forcés, sous peine de la vie, de les commander. La guerre est radicalement religieuse ; ils portent une image de la Vierge sur le chapeau ou sur la poitrine.

Citoyen président, jusqu'ici j'ai évité sur toutes choses l'effusion du sang. Je pleure encore en vous assurant que tout est perdu si l'on n'en verse pas, mais il faut qu'il en coûte le moins possible aux soldats de la liberté et de la philosophie. Le Haut-Valais doit être désarmé ; point de tranquillité sans cette opération ; la circonstance est favorable, il faut la saisir. Des instructions, je vous prie, sur les traîtres et les perturbateurs... Il faut un grand exemple dont les récits se prolongent profondément dans l'avenir. Si on n'établit pas une commission militaire, si on ne fusille pas les chefs, si on ne séquestre pas les revenus des oligarques de Sion, Sierre, Leuck, etc., si on n'établit pas des contributions, ce sera toujours à recommencer.

19 floréal [8 mai], à quatre heures du matin

Sion a capitulé [*Annexe III*] ! On descend du Haut-Valais sur Saint-Maurice. Je vais sauver les papiers de la légation et rallier les fuyards. Sans troupes françaises, je ne ferai rien.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 57, orig.)

Annexe I. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798). Lettre de Mangourit aux c. commandant les troupes françaises et à cheval.

Le danger où se trouve le canton du Valais par un ramas considérable de fanatiques, excités par des prêtres et des oligarques qui assiègent Sion, la

capitale, fraternisent avec les campagnes, demandent à force armée la renonciation à la constitution helvétique, répandent des victoires prétendues sur les Français et leur égorgement dans les petits cantons, lorsque Glaris, Unterwald et Zoug sont en notre pouvoir, me force à vous requérir sous *ma responsabilité* au nom du salut de l'Helvétie et de la stabilité des triomphes obtenus par le général Schauenburg et la brave armée qu'il commande, à vous porter sur Saint-Maurice en Valais à journées forcées. Hâtez-vous de venir rassurer les patriotes, en imposer aux méchants, aux prêtres, aux oligarques, faire un exemple terrible, et ajouter à vos lauriers.

Faites-vous donner des cartouches, avertissez-moi de votre marche pour préparer vos vivres, etc.

Le général Schauenburg est prévenu par moi de cette réquisition.

Il portera son attaque sur le Haut-Valais par le Grimsel et la Gemmi, tandis que nous porterons les corps en avant.

(AVD, H 80, B, copie conforme du capitaine S. A. Fayet.)

Annexe II. Saint-Maurice, 17 floréal an VI (6 mai 1798). Lettre de Mangourit à Rapinat, commissaire du gouvernement français près l'armée d'Helvétie.

Ma dernière lettre, mon cher commissaire, au c. Lecarlier annonçait les dispositions hostiles du Haut-Valais évanouies ; nos élections hier s'étaient arrêtées au premier juge du tribunal de canton.

On avait trompé le Directoire provisoire par des faux rapports et par la perfidie. Le *Landsgemeind* s'était tenu.

A neuf heures du soir, le gouvernement m'annonça, les larmes aux yeux, les maux qui menaçaient Sion ville ouverte sans force militaire et dont un grand nombre d'habitants peut-être tramaient avec les révoltés du Haut-Valais.

Une demi-heure et nous tombions dans leurs mains ; plus tard, nous pouvions être cerclés dans notre retraite. Il avait pourvu à des chars à la porte de la ville, je sauvai mon drapeau, les papiers du gouvernement, ma femme et mon enfant âgé de trois ans, et par une affreuse pluie et à petit bruit nous échappâmes. J'arrive en cet instant à Saint-Maurice.

Le gouvernement du Valais lève deux mille hommes. Hier, à trois heures après midi, Saint-Maurice entra à Sion avec une avant-garde, deux canons et deux caissons.

Cette nuit, nous avons trouvé en route au moins quatre cents hommes ; ce sont des prêtres, l'infâme Venetz et d'autres oligarques qui mènent l'armée noire contre les Français.

Je demande par le courrier qui vous porte cette lettre de la cavalerie vaudoise et un bataillon de ce canton à la Chambre administrative.

La ville de Vevey, Aigle et Bex m'ayant témoigné de la confiance, et les Valaisans ayant à ma voix volé à l'affaire Ormonts au nombre de quatre cents, je demande à ces villes des forces sur-le-champ. Il faut écraser l'hydre, et las d'avoir inutilement voulu épargner du sang, il doit en être versé pour le salut du Valais. Le fanatisme est à son comble. Ils ne veulent rien entendre

des échecs des petits cantons ; ils disent être sûrs de l'Oberland supérieur ; que les Français ne sont que mille en Suisse, etc., etc.

Je vous prie donc de communiquer cette lettre au général Schauenburg et de lui faire sentir la nécessité d'abattre d'un seul coup et au même instant cette Vendée helvétique, bien plus dangereuse peut-être que la nôtre.

Voici comme de Thoune on va à la Gemmi et au Grimsel. Le passage Gemmi tombe sur Leuck, l'un des dizains révoltés ; celui du Grimsel tombe sur Conches où est la pelote de neige qui a formé l'avalanche. Pendant ce temps, nous attaquerons ces coquins.

Nous aurions besoin de quelques hussards, deux compagnies au moins, mais ils ne pourraient passer que par Saint-Maurice.

Réponse, s'il vous plaît, au plus vite possible.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 1, copie attestée conforme par Rapinat.)

Annexe III. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798), 11 h. du matin. Lettre de Mangourit à Rapinat, commissaire du gouvernement.

Aigle envoie un bataillon ; quelques compagnies de Vevey viennent à notre secours. J'ai requis *sous ma responsabilité* un bataillon et des hussards français actuellement à Lausanne ; le général Schauenburg ne m'en saura pas mauvais gré : il l'eût fait à ma place. Qu'il attaque surtout le Haut-Valais par le Grimsel et la Gemmi.

Autorisez-moi de dépenser l'argent nécessaire ici et dans le Haut-Valais, et écrivez-moi jusqu'à quelle concurrence.

Détachez-moi quelques hussards et une demi-brigade. Je demande un commissaire ordonnateur. J'ai établi des subsistances pour les passages de troupes : il est donc nécessaire d'un surveillant ; il nous faut un commandant français.

[P.-S.] Les Haut-Valaisans sont trois mille ; ils recrutent dans les campagnes : c'est une avalanche sans opposition ; vous sentez les conséquences.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 2, orig.)

53. Saint-Maurice, 19 floréal an VI (8 mai 1798), à 4 h. du matin. Lettre de Mangourit à Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée française en Helvétie.

Un émissaire très sûr arrive pour me prévenir que la ville de Sion a capitulé avec les brigands. Je fais avancer un bataillon vaudois qui a passé la nuit à Bex. J'envoie rallier les fuyards à Martigny. On descend sur Saint-Maurice ; je ne sauverai le Valais qu'avec des troupes françaises et un général.

[P.-S.] Je vais envoyer les papiers de la légation à Bex et ma famille.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 3, orig.)

54. Zurich, 19 floréal an VI (8 mai 1798). Lettre de l'adjutant-général Fres-sinet à Mangourit.

Le 10 du courant [29 avril], à 10 heures du soir, je reçus ordre du général Schauenburg de me porter aux avant-postes d'une petite colonne qui se trouvait sur la rive gauche du lac de Zurich. Je partis aussitôt avec mes adjoints et arrivai, à deux heures du matin, au village de Richterswil ; tout était tranquille ; l'ennemi très près, nous dominant de toutes parts, paraissait nous observer et vouloir former un camp sur une hauteur où nous devions avoir au moins une grand-garde ; au jour, lorsque j'eus bien reconnu cette position, j'ordonnai au chef de bataillon Lenud, de la 76^e demi-brigade, d'y envoyer 80 hommes pour s'en emparer.

Le combat le plus terrible s'engagea, et l'ennemi disputa longtemps son terrain. Je fus de suite attaqué par ma gauche, sur le bord du lac, par une forte colonne avec du canon ; je me portai à sa rencontre, et lui opposai une pièce de 8 d'artillerie légère, qui fit le meilleur effet.

Le combat continuait toujours sur la hauteur ; l'ennemi avait reçu d'autres forces ; j'ordonnai à nos troupes de venir s'appuyer sur le village. Là, j'avais une très petite réserve que j'avais embusquée, avec une pièce de canon de 4. Nos soldats se rallièrent à elle et attendirent l'ennemi qui s'avancait de pied ferme : nous le reçûmes à six pas par une décharge de mousqueterie et d'artillerie, qui porta la mort dans tous ses rangs. Dans cet instant, il m'arriva un renfort de quatre compagnies, toujours de la 76^e demi-brigade, dont une de grenadiers ; aussitôt, je fis battre la charge, et la baïonnette en avant, nous regagnâmes bientôt le terrain que nous avions perdu : l'ennemi fut poursuivi assez loin, il fuit de tous côtés. Il était deux heures de l'après-midi, nous combattons depuis huit heures du matin, tout le monde était harassé de fatigue. La perte de l'ennemi a été terrible, plus de trois cents sont restés sur le champ de bataille ; et de l'aveu de leurs officiers, il y en a eu bien davantage de blessés. Je n'ai eu que 13 compagnies qui ont combattu plus de 5000 hommes. Nos troupes en général se sont conduites avec le plus grand courage ; depuis la guerre, jamais on n'a vu déployer plus de valeur ; officiers comme soldats ont combattu comme des lions.

Nous marchâmes le 14 sur Notre-Dame des Ermites ou Einsiedeln ; je me suis saisi de la Vierge miraculeuse et l'ai fait mener au général Schauenburg qui, de suite, l'a fait partir pour Paris. Elle était pauvre, les moines l'avaient dépouillée, en partant, de tous ses bijoux et ne lui ont laissé que ce qu'ils n'ont pas pu emporter. Tu es sûrement instruit que le canton de Saint-Gall était récalcitrant, et dans ce moment il a fait, comme les autres, sa paix.

Ces Suisses fanatisés étaient durs à combattre ; ils ont été braves comme des Césars. C'est M. de Paravicini qui était leur général ; il reçut une balle dans la main. Il y eut un de leurs drapeaux sous lequel ils ont perdu trois officiers. Ils avaient résolu de nous faire retourner à Zurich, mais, comme vous savez, nous ne faisons pas retraite facilement.

P.-S. Après le combat, quatre cantons se séparèrent et retournèrent se garder respectivement chez eux, qui sont Glaris, Schwyz, Appenzell et Uri,

et de là envoyèrent des députés pour traiter de la paix, en acceptant la constitution.

(Publ. dans *Le Rédacteur*, n° 889, du 4 prairial an VI [23 mai 1798], p. 1.)

55. Zurich, quartier général, 21 floréal an VI (10 mai 1798). Lettre de Schauenburg, général en chef de l'armée en Helvétie, à Rapinat, commissaire du gouvernement.

D'après la lettre du c. Mangourit dont vous m'avez donné connaissance, quatre bataillons et demi-escadron seront réunis le 29 de ce mois [18 mai] entre Martigny et Bex. Ils seront sous les ordres du général Lorge, qui se concertera pour leurs mouvements avec le c. Mangourit et le Directoire provisoire du Valais.

Vous voudrez bien observer au c. Mangourit que les passages de Grimsel et du [*sic*] Gemmi ne sont praticables pour les voyageurs que du mois de juin au mois d'octobre et que dans aucun temps ils ne le sont pour une troupe, surtout si les habitants en disputent le passage.

Je vous rappelle, c. commissaire, le retard que m'a fait éprouver dans mes mouvements le c. Desportes à Genève. Je vous prie de prévenir le c. Mangourit de ne point retenir les troupes que j'envoie dans le Valais au-delà du terme que je leur fixerai, et de ne point exagérer la nécessité dont ces troupes seront dans ce pays, et que j'ordonne au général Lorge de tenir la main à l'exécution de cette utile mesure.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 4, copie attestée conforme par Rapinat.)

56. Bex (frontière des cantons de Léman et de Valais), 22 floréal an VI (11 mai 1798), huit heures du matin. Lettre de Mangourit à Merlin, président du Directoire de la R. F.

La nuit a été tranquille ; notre petit corps d'armée vaudois, commandé par l'adjudant-général vaudois Bergier, consiste en huit à neuf cents hommes, dont six cents Vaudois et le reste du Bas-Valais, plus les pièces de canon.

Cette troupe est bivouaquée à une lieue derrière Martigny, à hauteur d'une ancienne verrerie ; toutes les hauteurs de droite et de gauche sont gardées par des Valaisans.

Le poste de Martigny est occupé par cent hommes des mêmes.

A l'entrée de la gorge de la vallée d'Entremont (passage du Bas-Valais au Grand Saint-Bernard), il y a une compagnie ; une autre est postée à la montagne de Fully. Le bataillon de la 16^e demi-brigade est réparti depuis Saint-Maurice dans deux à trois villages et observe les passages venant de la Gemmi (Haut-Valais), dans l'Oberland occidental, nommés les passages de la Croix et de Morcles. J'y ai distribué des espions ; l'un d'eux m'a fait un rapport à deux heures cette nuit : il n'y a rien à craindre de la disposition actuelle des habitants : les Ormolans ont fourni à notre petite armée une compagnie de chasseurs-mineurs.

L'escadron de hussards français est cantonné à Bex et servira à des reconnaissances.

L'ennemi ne descendant jamais en plaine et ne se faisant pas apercevoir, nous avons été obligés de prendre simplement position et de rester absolument sur la défensive ; nous ferons jusqu'à nouvel ordre de fortes reconnaissances.

Avec deux bataillons français de plus et un général, la guerre valaisanne sera finie. Je les demande au général Schauenburg et un officier français pour commander en chef sous ses ordres.

J'espère que le Directoire voudra bien approuver la réquisition que j'ai pris sur moi de faire au bataillon de la 16^e et à l'escadron du 8^e régiment venant de Genève et passant par Lausanne. Sans ces troupes, la guerre était portée dans le Léman et le Valais était perdu : j'ai fait feu de toutes mes ressources.

Ma résidence à Saint-Maurice est pleine de nos frères d'armes. J'ai donné l'exemple aux citoyens de cette ville.

Les papiers volumineux de ma légation sont sauvés et maintenant à Vevey ; leur sauvetage a été mon premier soin. Je ne les ferai point revenir en Valais ; ce retour serait inutile : ils feront partie de ceux de la légation de Suisse.

Je ne perds pas une occasion de communiquer avec les c. Rapinat et Schauenburg ; j'attends une approbation du D. E.

Je mande au commandant Bergier de ne point traiter avec les rebelles sans m'en faire part préalablement.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 55, orig.)

57. Paris, 24 floréal an VI (13 mai 1798). Lettre de Merlin de Douai, président du D. E. (ordre de faire juger militairement les rebelles) : *texte inconnu*. — Accusé de réception dans *Doc. II/1*, p. 177.

58. Bex, 25 floréal an VI (14 mai 1798). Mangourit au c. Merlin, président du D. E. de la R. F.

L'organisation remise dans la milice du Léman et du Valais par l'arrivée du général de brigade Lorge, la marche de quelques bataillons et escadrons français, la neutralisation de l'adjudant-général Bergier qui, avec de la bonne volonté, ne savait que disposer des revers, l'ordre dans les subsistances vont opérer sous quelques jours la soumission du Haut-Valais. Déjà la mésintelligence a fait proscrire par les révoltés leur général Joseph Courten ; c'est un homme sans talent nommé Perrig qui les commande. Déjà ils se sont retirés au-dessus du pont de Riddes et leur quartier général paraît placé à Sion. Le général de Lorge fait aujourd'hui la visite de son armée et la reconnaissance des avant-postes. Nous sommes convenus qu'ils seront sommés de mettre bas les armes ; des hussards leur portent cet ordre ; s'ils n'y satisfont pas, on les attaquera demain sur tous les points.

Comme nous avons à nourrir trois escadrons et tous les chevaux d'artillerie et de trait nécessaires au service des subsistances, la Chambre administrative me demanda hier la permission d'acheter au Mont-Blanc 200 quintaux d'avoine, attendu que le pays en manquait absolument. Sur l'avis du général Lorge et du commissaire des guerres, j'accédai à cette extraction *pour cette fois seulement* en raison de l'urgence et à la charge de l'acquitté à caution, les officiers de nos douanes dûment avertis.

Le général Pouget, qui commande dans les départements de l'Ain et du Mont-Blanc, se porte par l'effet de son zèle ordinaire, avec 500 hommes dans les gorges limitrophes du Valais pour couvrir notre territoire et se porter en avant s'il est nécessaire. Je saisis cette nouvelle occasion de rendre au militaire qui s'est fait chérir dans son commandement du canton du Léman la justice due à son activité, à sa surveillance et à son républicanisme éclairé.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 54, orig.)

59. Bex, 25 floréal an VI (14 mai 1798). Lettre du général Lorge au général en chef Schauenburg.

Je viens d'arriver à Bex, mon général, et le c. Mangourit m'a informé que les rebelles, instruits sans doute de notre marche, avaient demandé à capituler. Demain, je ferai pousser sur eux une vigoureuse reconnaissance où je serai moi-même, et s'ils sont toujours dans les mêmes dispositions, voici les conditions que nous sommes convenus le c. Mangourit et moi de leur imposer :

1. 600 000 L. de contribution provisoire.
2. Le désarmement des rebelles.
3. Des otages. — La contribution ne sera exigée qu'après le désarmement.

S'ils n'acceptent point ces conditions, je les attaque après-demain et vous en rendrai compte.

Demain je vous enverrai un état détaillé de notre position provisoire ; toutes les troupes ne sont pas encore arrivées, mais ne tarderont sans doute point.

Le 2^e bataillon de la 16^e légère est à Saint-Maurice et en avant.

(Publ. dans le *Bull. off.*, 1798, t. II, p. 161.)

60. S.l.n.d. [Paris, ca 14 mai 1798]. Talleyrand au c. Merlin, président du D. E., « pressée », « pour lui seul ».

Je reçois une lettre du c. Mangourit, datée de Saint-Maurice, 18 floréal [7 mai 1798].

Le Haut-Valais est en pleine insurrection. Trois mille hommes sont descendus des montagnes sur Sion ; Mangourit a été obligé de s'échapper de nuit, mais aussitôt il a réuni tous ses moyens pour armer le Bas-Valais, pour faire venir des renforts du Pays de Vaud et quelques détachements

français. Il a fait prévenir le général Schauenburg [de] la nouvelle de ce qui s'était passé en le priant de diriger ses attaques sur le Haut-Valais.

Sion a capitulé. Il pense qu'il faut combattre et que les mesures les plus sévères peuvent arrêter le mal.

D'autre part, j'apprends du c. Bignon, secrétaire de légation à Bâle, qu'une agitation sérieuse s'est manifestée dans quelques communes du canton de Soleure, et que le c. Mengaud a couru des risques près d'Olten. Cette nouvelle a excité à Aarau la plus vive sensation ; on y a demandé la réparation des outrages et la punition des coupables.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 58, orig.)

61. Berne, 27 floréal an VI (16 mai 1798). Lettre de Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée française en Suisse, au général Lorge, commandant les troupes françaises dans le Valais.

Je reçois un courrier du D. E. de France qui me charge notamment de me concerter avec le c. Mangourit, résident en Valais, sur les mesures à prendre. Comme je n'ai jamais méconnu, c. général, ces principes si sages desquels découle la hiérarchie militaire, comme c'est vous qui commandez les troupes françaises en Valais, je vous invite, c. général, de vouloir bien m'instruire au moins une fois par décade de vos opérations. Je suis assuré que vous vous serez bien persuadé que, bien loin de faire une guerre de combat, vous n'employez que les armes de la persuasion d'abord et que, si la nécessité vous portait à agir hostilement, ce ne sera qu'avec ces ménagements qui caractérisent la générosité de votre cœur.

[P.-S.] Je joins la lettre qui me dit de me concerter avec le résident en Valais et auquel j'écris par ce même courrier [*Annexe*].

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 6, copie attestée conforme par Rapinat.)

Annexe. Berne, 27 floréal an VI (16 mai 1798). Lettre de Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée française en Suisse, à Mangourit.

Je reçois dans l'instant un courrier du D. E. de France qui m'apporte copie d'un mémoire que vous lui avez adressé sur la Suisse ; il me charge d'en faire tel usage que ma prudence me suggérera ; en même temps, il me dit de lui proposer les mesures que je croirais convenables. Veuillez bien, c. résident, vous concerter sans délai avec le général Lorge sur celles à prendre ainsi que sur celles qui ont été prises. Je ne doute nullement que votre philanthropie et celle du général ne vous portent l'un et l'autre à employer les armes de la persuasion de préférence à toute expédition qui tendrait à verser du sang. Vous recevrez copie de la lettre dont le Directoire vient de m'honorer ; il est bien satisfaisant pour moi d'avoir à correspondre avec vous sur un ton qui n'est que l'expression de nos sentiments respectifs.

Je vous invite à m'informer sans délai et même à chaque instant de la situation du Valais : ma prière est le vœu du gouvernement que je vous transmets.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 7, copie attestée conforme par Rapinat.)

62. Sion, s.d. [16 mai 1798]. Rapport du chef de bataillon Montserrat des opérations de la 16^e légère dans la journée du 27 floréal [16 mai 1798]. — Publ. dans Strickler, p. 1047, n° 36.

63. Bex, 27 floréal an VI (16 mai 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E. de la R. F.

Par celle que j'eus l'honneur de vous écrire le 25 courant [14 mai], je vous ai instruit de notre position envers les révoltés du Valais. Hier, le général Lorge leur envoya un officier en parlementaire, mais jamais il n'a pu parvenir à leur faire accepter ses dépêches ; ils ont persisté à le tenir en joue pendant tout le temps qu'il leur a parlé et enfin, forcés à la retraite, ils l'ont salué d'une douzaine de coups de fusil. Cette action donne la mesure de leurs dispositions et de ce qu'on en doit attendre.

En conséquence, le général porte aujourd'hui son quartier général à Martigny et demain avec le jour l'attaque commencera.

Emportant Sion d'un coup de main, le projet est de ne s'y point arrêter et de poursuivre la victoire aussi longtemps que le jour le permettra.

Je vous instruirai aussitôt des résultats.

P.-S. Les troupes ont fait hier une marche de quatorze lieues ; il était naturel de les reposer un jour pour qu'elles donnent avec ardeur. Le général Lorge a leur confiance, la mérite et nous nous entendons à merveille.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 53, orig.)

64. Paris, 28 floréal an VI (17 mai 1798). Lettre du D. E. à Mangourit (accusé de réception ci-dessous, n° 85, p. 59 : *texte inconnu*).

65. Sion, 28 floréal an VI (17 mai 1798). Lettre de Mangourit à Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée française en Helvétie.

Sion est pris ! Mais nous avons à pleurer la perte de septante à quatre-vingts braves ; près de quatre cents ennemis ont été passés sous le fer de la baïonnette. Ces fanatiques se sont battus en tigres ; ils mouraient sans pousser aucun soupir, *le chapelet ou des reliques à la main*. Le général Lorge a

vaincu par ses savantes dispositions et nos camarades, par leur valeur indomptable. *Huit prêtres ont mordu la poussière* ; l'un d'eux était en *ornements sacerdotaux*. Le chemin par où j'ai passé était jonché de morts. Croiriez-vous que le pain de munition portait l'empreinte d'une [sic] *ostensoire* ?

L'évêque, auteur de ces maux, est ici ; je le fais *arrêter demain et conduire à Chillon*. Pourquoi le Directoire ne mettrait-il pas cet ennemi de l'humanité dans la même *cage que les ours de Berne* ? L'ennemi s'est retiré une demi-lieue au-dessus de Sierre et s'y retranche ; nous l'en chasserons ; la victoire l'a emporté sur six mille Haut-Valaisans suisses fanatiques avec deux mille deux cents soldats de la liberté. Demain, je fais des arrestations ; j'établirai une contribution sur Sion et vous en donnerai avis ; je crois qu'elle peut se porter à 1 800 000 livres non compris les titres de créance de la ville de Sion sur nous de 600 000 francs que je reprendrai. Tout soldat armé ou gratifié licencié du [régiment] de Courten qui aura pris les armes contre nous aura donné quittance à la République. J'ai fait arrêter *deux Courten*. L'un Louis Courten, l'autre Pierre-Marie Courten, portés sur la *liste des émigrés*. Je vous prie de les recommander au Directoire. Vous serez instruit jour par jour des opérations politiques.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 8, copie attestée conforme par Rapinat.)

66. Sion, quartier général, 29 floréal an VI (18 mai 1798). Le général de brigade Lorge à Rapinat, commissaire du gouvernement français près l'armée française d'Helvétie. — Publ. dans Strickler, pp. 1050-1051, n° 43.

67. Sion, 29 floréal an VI (18 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. Merlin, président du D. E. de la R. F.

Pour punir des ingrats, réduire des révoltés, vaincre des fanatiques et exterminer des furieux, l'armée s'est mise en marche hier matin à la pointe du jour.

Vers les huit heures, on s'est trouvé en présence ; l'ennemi retranché au pont de [la] Morge y a fait une vigoureuse résistance. La charge a battu, deux fois nos bataillons ont passé la Morge dans l'eau jusqu'à la ceinture.

Les révoltés se sont battus en enragés ; il n'y a pas une position un peu avantageuse qui n'ait été gardée par lui jusqu'à la dernière extrémité. Le feu a duré près de trois heures ; il fallait des Français pour vaincre. Nous n'avions que deux mille deux cents hommes contre six mille révoltés avec l'avantage des positions. Nous avons à regretter septante à quatre-vingts de nos braves frères, un pareil nombre à peu près de blessés. Leur mort a été vengée par celle de quatre cents rebelles et autant de blessés.

Repoussé jusque dans Sion, l'ennemi arbore le drapeau blanc ; nos troupes avancent dans la confiance de sa reddition, mais une batterie masquée fait feu à mitraille et nous emporte un officier de hussards, deux cavaliers et une douzaine de fantassins. Plus de considération ; les dangers sont méprisés ; on emporte la place de vive force ; les rues sont couvertes de rebelles

mordant la poussière ; on distingue dans le nombre de ces derniers huit prêtres dont un en habit de cérémonie, lesquels n'avaient cessé d'encourager les révoltés en leur distribuant des reliques et récitant des chapelets au milieu d'eux ; les pains portaient l'empreinte d'un Saint-Sacrement.

Demain, je prends les mesures de sûreté indispensables ; je ferai conduire l'évêque à Saint-Maurice en attendant vos dispositions ultérieures à son égard. L'armée ne prendra du repos qu'après l'extinction de la révolte ; il ne faut pas donner à ces rebelles le temps de se reconnaître ni de faire de nouveaux recrues [*sic*] ; le moment n'est pas favorable pour eux ; nous en profitons.

Je vais établir une contribution de dix-huit cent mille francs pour la seule ville de Sion, sauf à en rabattre, mais outre la remise des titres pour deux cent mille écus de créance sur la R. F.

Le général Lorge a mérité la considération générale tant par sa bravoure que par les dispositions militaires qu'il a fait exécuter.

P.-S. Le général Lorge s'est conduit avec le plus grand sang-froid et mérite toute l'attention du Directoire sous le rapport du généralat et celui de sa conduite politique avant et après l'action. Toute l'armée a fait des prodiges.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 51, orig.)

68. Sion, 29 floréal an VI (18 mai 1798). Second rapport du général Lorge au général en chef Schauenburg.

Je vous rends compte, mon général, de ce qui s'est passé à la bataille de Sion et des résultats qui l'ont suivie. J'avais envoyé le 27 un parlementaire aux rebelles pour les engager à poser les armes et à s'abandonner à la générosité française : je leur disais dans cette lettre tout ce que me dictaient vos principes et les miens ; ces misérables ont refusé d'ouvrir ma dépêche et ont menacé de tuer l'officier qui en était porteur ; il n'a eu que le temps de se retirer à toute bride et a essuyé à une certaine distance quelques coups de carabine. Indigné de cette conduite atroce, j'ai mis de suite les troupes en mouvement. A trois heures du matin 28, elles passaient le pont de Riddes, sur le Rhône : arrivé à la hauteur du village d'Ardon, j'ai fait marcher le bataillon de la 16^e légère, par des rochers impraticables à d'autres qu'à des Français pour prendre l'ennemi sur sa droite. Je côtoyais le Rhône avec la 31^e brigade, le 18^e de cavalerie et un détachement de 8^e de hussards, quelques compagnies de tirailleurs vaudois et leur artillerie.

Je n'ai point tardé à rencontrer les Haut-Valaisans : ils étaient retranchés derrière la Morge, torrent impétueux et profond. Leur ligne de bataille, parfaitement établie et flanquée, ce qui n'a point laissé de m'étonner, offrait un corps de 5 à 6 mille hommes, et tous les rapports en font foi.

Quoique du double inférieur en nombre, je n'ai point hésité à les attaquer. J'ai négligé leur centre et leur droite, que j'ai amusé avec quelques tirailleurs, et ai fait vivement attaquer la gauche par quelques compagnies, soutenues d'un feu d'artillerie très vif, de cinq à six pièces. L'ennemi, bien loin

de s'épouvanter, descendait de sa position et se rapprochait de nos troupes en les insultant. J'ai senti qu'il n'y avait pas de temps à perdre et qu'il fallait employer les grands moyens. J'ai fait avancer le 1^{er} bataillon de la 31^e, soutenu par le second, avec ordre de franchir le torrent au pas de charge et d'emporter la position qui était un énorme rocher se prolongeant jusqu'à Sion. Ces malheureux ne se sont retirés qu'à brûle-pourpoint : nous les avons poursuivis jusqu'à la ville, en livrant toutefois un nouveau combat à chaque dent de rocher.

Dès que nous avons été en présence de Sion, ils arboré le drapeau blanc, et déjà un détachement de hussards s'avance vers la porte ; au même instant part des créneaux une décharge de mitraille et de petites armes qui tue un officier et quelques hussards. Alors je n'ai plus été maître des troupes ; la ville est escaladée et on y a fait un massacre horrible de l'ennemi qui tirait des fenêtres. 7 à 8 cents des leurs sont restés sur la place ; autant à peu près sont blessés ou pris ; 7 drapeaux, 8 pièces de canon sont un des fruits de la victoire.

Cependant, Montserrat, à la tête de son bataillon d'infanterie légère, attaquait par les rochers de gauche ; les obstacles les plus incroyables n'ont pu l'arrêter ; là, c'était la Morge à franchir vers la source d'où elle se précipite avec un fracas horrible. Dans ce trajet, les Valaisans, non contents de tirer dessus, faisaient encore rouler des éclats de roche. D'un autre côté, des monts qu'on ne pouvait gravir qu'en y fichant la baïonnette. Il faudrait, mon général, voir cet affreux pays pour s'en faire une idée.

Malgré tous ces obstacles, nos troupes se sont réunies, et l'ennemi est dans la plus grande épouvante. Aujourd'hui j'occupe *Leuck* ; demain nous serons dans *Brigg*, et maîtres du passage important *du Simplon*. Les rebelles m'envoient tous les jours des parlementaires des différents dizains, et je regarde la guerre comme sur le point d'être terminée. Nous avons à regretter 150 hommes tant tués que blessés. Tout le monde a fait son devoir ; les chefs de bataillon Vallot et Montserrat se sont couverts de gloire. Quelques troupes vaudoises et leur artillerie ont donné avec un grand courage. L'adjudant-général Fririon m'a parfaitement secondé. Nous prenons, le c. Mangourit et moi, toutes les mesures de sûreté convenables.

P.-S. Le chef de brigade [Doxat], commandant l'artillerie vaudoise, a eu son cheval tué sous lui.

(Publ. dans le *Bull. off.*, 1798, t. II, pp. 176-178.)

69. Sion, 30 floréal an VI (19 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. Merlin, président du D. E. de la R. F.

Depuis la dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire et dans laquelle je vous rendais compte de l'affaire du 28 de ce mois [17 mai], l'armée a été forcée de garder le repos parce que l'ennemi ne se présente plus nulle part. J'ai envoyé des espions dans les dizains d'en haut pour être informé de leurs intentions ; les dispositions sont toujours prises pour continuer les fruits de notre victoire. Un camp est formé au-dessus de Sion et les postes avancés bordent les dizains environnants.

Votre lettre du 24 courant [13 mai] m'est parvenue ce matin. Je me suis aussitôt empressé d'en transmettre copie au général Lorge en le chargeant du choix des juges et de l'établissement de la commission militaire qui devra juger les *principaux auteurs* de la révolte du Valais et de la mort de nos braves frères d'armes.

Par une seconde lettre du même jour, je lui représente les excès auxquels l'exemple des troupes vaudoises ont entraîné une grande partie de nos soldats. Je l'invite à tenir la main pour empêcher de pareils abus et à mettre à l'ordre de ce jour qu'une commission militaire va être instituée pour punir ceux qui renouvelleraient les vexations.

Hier, j'ai ordonné à la municipalité de Sion de fournir sur-le-champ cinquante mille écus pour les besoins de l'armée en attendant l'établissement de la contribution définitive.

Je me suis toujours fait un devoir, c. directeur, d'exécuter avec zèle les ordres que vous m'avez confiés. J'ai opéré la révolution dans le Valais. Ce pays, j'ose le dire, me devait la tranquillité dont il a joui dans le passage de son ancienne forme de gouvernement au nouveau.

J'avais tout pacifié ; j'avais empêché les récriminations ; enfin, je jouissais du bien dont j'étais l'auteur...

Des méchants, des hommes animés de toutes les passions dégradantes ont entraîné des ignorants, les ont forcés d'être ingrats, leur ont fait commettre des atrocités. La vengeance du gouvernement français s'appesantit sur eux ; ils seront punis.

Mais, c. directeur, malgré tout mon dévouement, je n'ai plus de bien à opérer dans ce pays. D'ailleurs sa réunion à la R. H. m'autorise à vous prier de vouloir bien faire cesser mes fonctions.

Je pense qu'il est indispensable que deux bataillons de troupes françaises restent en garnison dans ces dizains, tant pour prévenir les mauvaises intentions de quelques scélérats dont nous n'avons pu nous emparer, que pour être toujours maîtres du passage du Simplon et autres défilés, dans tous les cas où la guerre avec l'empereur ou l'Italie deviendrait inévitable.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 50, orig.)

70. Sion, 30 floréal an VI (19 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. [Georges] Sibuet, directeur de *L'Ami des lois*.

Vous avez su que le Haut-Valais, préservé des déchirements presque inévitables dans une révolution, avait accepté la constitution helvétique et nommé ses députés pour le Corps législatif.

Peut-être un fait unique, c'est que, dans un pays où il existe beaucoup de prêtres et conséquemment une immense quantité d'ignorants, la raison avait été entendue et tout s'était passé pacifiquement ; mais partout où il existe de ces ennemis de la lumière, la tyrannie est certaine de trouver des apôtres et des dupes... En Italie, une vaste conspiration était formée pour y exterminer tous les Français.

Les petits cantons suisses, poussés par une *puissance*, prétendaient résister au vœu de la majorité pour l'acceptation de la constitution et se mettaient

en défense contre les phalanges françaises ; des émissaires de toutes ces parties, des émigrés, des condamnés de fructidor, cachés dans le Haut-Valais, la famille de Courten, la plus opprimante de ce pays, les religieux de tous les ordres, et ceux qui perdaient quelque chose des anciens abus, forment une ligne rebelle, forcent les habitants de s'armer sous le prétexte de défendre leur religion ; l'évêque fait un mandement contre l'art. 6 de la constitution, le pays est embrasé, les arbres de liberté sont coupés, le résident français n'échappe à la mort qu'en se sauvant avec sa famille, obligé de sortir de Sion à onze heures du soir pour fuir les assassins qui avaient juré de porter sa tête au bout d'une pique.

Mais le gouvernement français n'éprouve pas impunément l'outrage en la personne de son délégué. Trois bataillons et deux escadrons sous les ordres du général Lorge paraissent ; les montagnes ne sont point des obstacles pour nos héros ; elles leur servent de théâtre pour la victoire.

Il y a eu précédemment quelques accusations dirigées contre le c. Riedmatten, bourgmestre de Sion ; l'examen de sa conduite a prouvé que, loin d'avoir été d'intelligence avec les rebelles, il a été terriblement vexé par eux et pillé à outrance. Quand on est forcé de poursuivre des coupables, une grande douceur est de reconnaître des innocents.

(Publ. dans *L'Ami des lois*, n° 1020, du 5 prairial an VI [24 mai 1798], p. 3.)

71. Sion, 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. président du D. E. de la R. F.

J'ai l'honneur de vous faire passer le résultat des rapports faits au général Lorge de la journée du 28 floréal expiré [17 mai] [*Annexe*]. Vous y verrez avec plaisir que partout nos frères d'armes sont les mêmes. Aussi ne disent-ils plus qu'ils vont au combat mais à la victoire. Il n'y en a pas un parmi les Français à qui on puisse faire le moindre reproche dans l'affaire ; depuis le général jusqu'aux tambours, tous ont fait leur devoir.

J'ai pensé, c. directeur, remplir vos intentions en affectant une somme de six cents louis, sur la demande du général Lorge, pour gratification aux officiers d'état-major : c'est une reconnaissance plus que méritée par leurs fatigues et les dangers qu'ils ont bravés.

Quelques accusations avaient été dirigées sur le c. Riedmatten, bourgmestre à Sion. L'examen le plus sévère de sa conduite a fourni la preuve de son innocence. Son séjour dans Sion a été forcé ; pendant la présence des rebelles, il a souffert mille outrages de la part de ces enragés, qui l'ont pillé à outrance. Cet homme mérite la considération.

J'éprouve un vrai plaisir à vous rendre compte du fait suivant.

Nivert, caporal à la 7^e compagnie du 2^e bataillon de la 31^e demi-brigade, logeait dans une maison que des étrangers pillaient sans ménagements. Nivert tire sa bourse et la répand. « Dans les vaincus, dit-il, je ne vois que des frères puisqu'ils sont malheureux. Ma subsistance est assurée. Prenez, je serai heureux de vous avoir soulagé. » Le général Lorge lui donne une gratification et lui a promis la première place de sergent vacante.

P.-S. Tous les dizains, excepté celui de Conches, font leur soumission et apportent leurs armes. Le général Lorge a pris les sept drapeaux des sept dizains insurgés et les envoie ce soir au général Schauenburg.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 18, orig.)

Annexe. — « Résultat des rapports de la journée du 28 floréal (17 mai 1798), par Mangourit. »

La troupe s'est mise en mouvement à trois heures du matin le 28 ; arrivé au village d'Ardon, le 3^e bataillon d'infanterie légère de la 16^e est monté par des rochers affreux pour prendre l'ennemi sur la droite, le général côtoyait le Rhône avec la 31^e d'infanterie de bataille, un escadron du 18^e de cavalerie et du 8^e de hussards, quelques compagnies de tirailleurs vaudois et leur artillerie.

Nous avons rencontré les rebelles retranchés derrière la Morge. Leur ligne de bataille parfaitement formée offrait environ 6000 hommes. Quoique de moitié inférieurs à l'ennemi, nous l'avons attaqué, mais, loin de s'épouvanter, il s'approchait en ordre ; les 1^{er} et 2^e bataillons de la 31^e se sont portés pour prendre la position qui était un rocher énorme qui se prolonge jusqu'à Sion.

Les rebelles ne se sont retirés qu'à brûle-pourpoint ; nous les avons poursuivis jusqu'à la ville où ils arboraient aussitôt le drapeau blanc.

Mais malgré ce signe de reddition, ils font feu à mitraille sur un détachement de hussards qui les avait suivis de près : un officier et quelques hussards sont tués dans cette trahison.

Alors les troupes ont escaladé la ville, sept drapeaux et huit pièces de canon ont été enlevés ; l'ennemi a environ 7 à 800 tués ou blessés.

Montserrat avec l'infanterie légère a trouvé de grands obstacles : la Morge qui se précipite avec violence ; les rebelles qui faisaient un feu terrible et roulaient des éclats de rochers. Rien ne l'arrête, il joint l'ennemi, et porte dans ses rangs l'épouvante, la mort et la déroute.

Leuck est occupé, demain Brigue le sera, ainsi que le passage important du Simplon.

Huit prêtres, dont un en habit sacerdotal pour les encourager, y ont trouvé la mort.

Les dizains révoltés députent à chaque [- -], ils paraissent guère de vouloir se révolter de nouveau ; il faut pourtant se conserver sur ses gardes, car il existe parmi les échappés des hommes de tête et qui sont enragés.

Nous avons à regretter environ cent cinquante hommes hors de combat.

Tout le monde a fait son devoir, les chefs de bataillon Vallot et Montserrat se sont couverts de gloire, l'adjudant-général Tyrion et le général Lorge ont marqué par leur active prudence.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 19, orig.)

72. Sion, 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. président du D. E. de la R. F.

Par ma lettre d'hier, je vous ai fait part de la douleur que j'avais éprouvée en étant témoin des excès auxquels la troupe, animée par la trahison des assiégés et par l'exemple des Vaudois, s'était portée après la prise de Sion. Je vous dirai que j'avais invité le général de mettre à son ordre du jour qu'une commission militaire allait être formée pour punir ceux qui renouvelleraient ces scènes désolantes.

Hier, la troupe vaudoise que j'ai fait congédier passait et couchait dans un petit village voisin de la commune de Chamoson ; elle se porta par bande dans cette commune pour y exiger du vin, etc., etc. ; on lui répondit qu'obligé de nourrir un détachement du 18^e de cavalerie, on réservait pour lui ce que la commune possédait. Mécontents de cette réponse, ils se répandirent en menaces et jurèrent d'y apporter la vengeance ; en effet, la nuit étant venue, ils entrent dans ce village, le pillent à main armée, les habitants opposent la résistance, ils font feu et cinq restent sur la place. Le chef d'escadron du 18^e accourt avec quelques cavaliers, distingue ces brigands couverts de l'uniforme vaudois et les charge à coups de plat de sabre. Surpris de cette correction, ils s'enfuient, reprennent leur route, mais ils la marquent encore par quelques traits de ce genre.

Tous ces rapports m'étant faits ce matin et dûment attestés, j'ai de suite envoyé une ordonnance, porteur de l'ordre d'arrêter à Bex les troupes vaudoises revenant du Haut-Valais, de les visiter, de mettre sous scellés tout ce qu'il leur sera reconnu avoir été pillé, d'arrêter les commandants des compagnies et de les constituer prisonniers au château d'Aigle.

L'amour du bon ordre, l'horreur du crime, l'indignation pour les atrocités de ce genre m'ont dicté ces mesures que, j'espère, vous approuverez.

Aussitôt que j'apprendrai l'exécution de ces dispositions et ce qu'il en est résulté, je vous instruirai du parti qui me sera commandé par l'honneur et la délicatesse.

Le chef de brigade d'artillerie vaudoise [Doxat], qui est un homme aussi probe que bon militaire, est indigné de ces atrocités ; il va demain à Bex avec plein pouvoir de moi pour éclaircir et terminer cette affaire.

Le chirurgien-major de la 31^e demi-brigade a pris en aide plusieurs officiers de santé du pays pour l'aider et le suppléer ; ils ont été très utiles, vu le grand nombre de blessés. Je suis convenu avec le général Lorge qu'il leur serait passé une gratification importante sur la contribution provisoire. C'est avec quelques légères récompenses qu'on affectionne aux blessés ceux qui sont chargés de veiller à leur santé et de ceux même de l'ennemi.

P.-S. Ci-joint la proclamation des révoltés du Valais, saisie chez l'imprimeur [Annexes I, II et III].

[*Note marginale :*] Répondre : approuver ces mesures. Approuver les gratifications proposées. Recommander la punition des coupables et de tous ceux qui par la suite commettraient de semblables excès.

Le Directoire a répondu, d'après l'apostille ci-dessus, le 12 prairial [31 mai].

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 20/1, orig.)

Annexe I. Sion, 11 mai 1798. Proclamation du Conseil de guerre du Haut-Valais.

Nous président et Conseil de guerre des sept louables Dizains du Haut-Valais à nos chers confrères militaires !

N'est-il pas douloureux d'apprendre que, dans cette dangereuse époque où on a pris les armes pour la défense de la sainte religion, de la chère patrie, de la liberté et de nos propriétés, grand nombre de soldats deviennent si poltrons et s'oublient de la sorte qu'ils quittent leurs drapeaux et désertent de l'armée à la honte du nom suisse qu'ils sont indignes de porter ? Ne voient-ils pas que par cette désertion ils mettent leurs autres confrères, qui font leur devoir, dans un danger éminent de succomber et d'être culbutés par la supériorité de l'ennemi ? Pour obvier donc à cet inconvénient et inconduite des lâches, nous nous trouvons forcés de faire l'ordonnance suivante pour être publiée à la tête de l'armée et envoyée dans toutes les communautés des sept louables Dizains pour la conduite et connaissance d'un chacun.

Tous ceux qui sans permission légale quittent leurs drapeaux et désertent (sont-ils patriotes valaisans ou non ?) seront châtiés pour la première fois de la somme de cinquante écus bons pour être mis dans la caisse militaire s'ils ont du bien, et retourneront à l'armée ; mais ceux qui n'ont pas de quoi payer cette somme, s'ils sont patriotes valaisans, perdront leurs droits des communes et de bourgeoisie ; s'ils sont étrangers, ils passeront par les verges.

Si un patriote valaisan, après avoir subi la première peine, désertait pour la seconde fois, il sera exclu et privé de tous les droits de communage et de bourgeoisie, quand même il aurait de quoi payer. Et un étranger, soit habitant, sera fusillé. La même peine est dictée et établie pour ceux qui désertent leur poste, quoique ce serait la première fois.

De ces peines susmentionnées seront cependant exemptés ceux qui ont déserté avant la proclamation de la présente ordonnance, sous condition expresse cependant qu'ils se rendent et reviennent incessamment sous leurs drapeaux et à l'armée. Car, en cas de refus et de non-comparaisance, ils perdront de même leurs droits des communes et de bourgeoisie s'ils sont Valaisans, et s'ils sont étrangers ou habitants, ils seront chassés du pays, et leurs biens confisqués.

Chacun est en outre exhorté d'obéir exactement aux commandements et ordres des officiers et commandant en chef sous peine d'emprisonnement pendant trois jours au pain et à l'eau pour la première, et de la verge pour la seconde fois.

Donné au Conseil de guerre, à Sion, ce 11 mai 1798.

(AV, coll. de placards imprimés, placard imprimé (20,5 × 32 cm), plusieurs ex.)

Annexe II. Sion, 10 mai 1798. Proclamation des dizains du Haut-Valais.

Nous les sept louables Dizains du Haut-Valais à nos chers confrères et amis les trois louables Dizains du Bas.

Très chers confrères et amis !

Nous avons appris avec une mortification extrême que des malintentionnés, qui veulent perdre la patrie, cherchent à mettre la désunion entre vous et nous, en vous faisant croire que nous avons armé contre vous pour vous réduire à la servitude et ramener sous notre domination. Il est de notre intérêt aussi bien que du vôtre de détruire cette fausseté. Nous vous déclarons en conséquence par notre honneur et notre serment que nous [n']avons aucune intention hostile contre vous ; qu'au contraire nous vous reconnaissons dès à présent de nouveau comme nous vous avons déjà reconnus ci-devant pour un peuple libre et indépendant ainsi que nous le sommes nous-mêmes, et pour nos véritables frères et amis, et que le but de notre armement ne tend qu'à maintenir et défendre conjointement avec vous notre sainte religion et notre indépendance contre les ennemis du dehors qui voudraient l'attaquer. C'est pourquoi nous vous invitons de joindre vos armes aux nôtres et d'agir de concert avec nous pour maintenir dans notre liberté.

Donné à Sion ce 10 mai 1798. Les sept louables Dizains du Haut-Valais : Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et Sion.

(AV, coll. de placards imprimés, placard (18 × 22,5 cm), plusieurs ex.)

Annexe III. Sion, 10 mai 1798. Adresse des « sept louables Dizains du Haut-Valais » à leurs « chers confrères et amis les trois louables Dizains du Bas ».

Très chers confrères et amis,

Nous avons appris avec une mortification extrême que des malintentionnés, qui veulent perdre la patrie, cherchent à mettre la désunion entre vous et nous, en vous faisant croire que nous avons armé contre vous pour vous réduire à la servitude et ramener sous notre domination. Il est de notre intérêt aussi bien que du vôtre de détruire cette fausseté. Nous vous déclarons en conséquence par notre honneur et notre serment que nous [n']avons aucune intention hostile contre vous, qu'au contraire nous vous reconnaissons dès à présent de nouveau, comme nous vous avons déjà reconnus ci-devant pour un peuple libre et indépendant ainsi que nous le sommes nous-mêmes, et pour nos véritables frères et amis, et que le but de notre armement ne tend qu'à maintenir et défendre conjointement avec vous notre sainte religion et notre indépendance contre les ennemis du dehors qui voudraient l'attaquer. C'est pourquoi nous vous invitons de joindre vos armes aux nôtres et d'agir de concert avec nous pour nous maintenir dans notre liberté.

(AV, fonds du Vieux-Monthey, n° 276, placard (19 × 22 cm) imprimé. Aux AV, coll. d'imprimés, plusieurs ex. dont l'un porte l'adjonction manuscrite suivante : « Après les assurances reçues de votre part de la fraternité, nous y ajouterons les trois étoiles pour les armes de notre chère patrie ».)

73. Sion, 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798). Lettre de Mangourit à Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée en Helvétie. — Résumé dans Strickler, p. 1057, n° 63 b.

74. Sion, 2 prairial an VI (21 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. président du D. E. de la R. F.

Le calme renaîtra, je l'espère ; l'exécution des mesures que vous avez ordonnées n'en laisse aucun doute ; elles achèvent la petite correction que nos troupes ont donnée aux révoltés ; nous les faisons pénétrer dans l'intérieur afin qu'aucun ne puisse ignorer que les montagnes les plus inaccessibles ne le sont point pour les Français, du moment qu'il y a même sur leur sommet des ennemis de la raison et de la liberté générale à vaincre.

Aujourd'hui, nous avons reçu une députation du Bas-Conches, l'un des plus mauvais dizains. Le Haut seul est encore récalcitrant, mais quand il apprendra qu'on va être chez lui, il s'empressera (comme les autres) de rendre hommage ; mais son retard sera pris en considération.

Vous trouverez ci-joint, c. directeur, un exemplaire d'une proclamation que j'ai fait publier aujourd'hui [*Annexe I*]. Le général Lorge doit en faire autant demain [*Annexe II*] : je vous la ferai aussi passer.

J'ai fait passer au ministre de la Police générale un recueil de pièces intéressantes trouvées au domicile du nommé Vigouroux, prêtre français émigré qui était ici pendant que Sion était au pouvoir des rebelles, mais qui s'en est échappé à l'entrée des Français. Le ministre y trouvera la preuve de la concordance des royalistes dans tous les lieux et dans tous les temps ; il y a surtout un cahier fort intéressant contenant instructions et décisions à l'usage des prêtres rentrés en France.

Le général m'a dit qu'il établirait la commission militaire sitôt qu'un des principaux chefs serait traduit devant lui ; nous les avons mandés à cet effet.

P.-S. Je vous joins encore sous ce pli, c. directeur, cinq contrats pour constitution de rente sur la France, un bordereau signé par l'ambassadeur Barthélemy en date de Bâle le 22 fructidor an IV [8 septembre 1796]. C'était une portion nécessaire de la contribution et de l'objet dont je me suis d'abord inquiété. Je vais faire demander au chapitre de Sion ses titres de rente sur la France et vous les envoyer.

[*Note marginale :*] Remis les titres et bordereau au ministre des Finances. — 11 prairial an VI [30 mai 1798]. Reubell.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 21, orig.)

Annexe I. Sion, 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798). Proclamation de Mangourit aux Valaisans. — Voir *Doc. II/1*, p. 178 (*Annexe I*).

Annexe II. Sion, 30 floréal an VI (19 mai 1798). Proclamation du général Lorge aux Haut-Valaisans. — Voir *Doc. II/1*, p. 178 (*Annexe II*).

75. Sion, 3 prairial an VI (22 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. président du D. E. de la R. F.

La Suisse est bien peu disposée à la reconnaissance : les actes de son Corps législatif et même de son Directoire le prouvent chaque jour. Je me suis aperçu dès le premier instant de la révolution dans le Pays de Vaud combien nous étions fatiguants pour eux sur leur territoire ; mes observations m'ont confirmé cette idée lorsque j'ai vu l'Assemblée représentative de Lausanne et la formation de la législature à Aarau. Ce qui vient de se passer au sujet du scellé croisé des deux républiques en est la preuve évidente. Dans tous les écrits polémiques du colonel Laharpe, j'ai remarqué qu'il recommande toujours la réunion suisse et qu'il ne parle jamais du D. E. de la France ; peut-être ma sollicitude me trompe-t-elle à l'égard de ce citoyen.

Je ne vois qu'incohérence dans la formation du nouveau Corps helvétique ; la différence des langues sera un long obstacle à l'unité de pensée et d'action dans la législature et l'exécutif de cette petite république. La langue allemande submergera la langue française ainsi qu'elle l'a fait en Valais où l'on parlait il y a vingt ans cette dernière jusqu'à Loèche ; l'invasion du tudesque s'est portée jusqu'à Sion. Supposons que l'idiome allemand s'étende dans toute l'Helvétie, les intérêts politiques deviendront germaniques sur toute la frontière depuis Bâle jusqu'à la pointe la plus orientale du Mont-Blanc. Les pères de la *Romancie* helvétique feront apprendre l'allemand aux enfants qu'ils destineront à des fonctions publiques ou à des établissements.

Le pays romand de l'Helvétie n'aime pas plus les Français que les Allemands. Par pays, je suis loin d'entendre le peuple qui hait souverainement ceux-ci et aime ceux-là ; mais je parle de l'oligarchie inférieure qui a cru que les fauteuils de la supérieure lui étaient dus. L'affreux pillage, le viol, l'assassinat commis par les bataillons vaudois en Valais depuis Sion jusqu'à Saint-Maurice ne sont pas propres à exciter les Valaisans à la fraternité. En voilà pour cent ans de récriminations, de vengeance et de meurtres. J'en conclus que si l'empereur ne tient pas le traité de Campo Formio, la politique du D. E. change et qu'ainsi le théâtre de la guerre doit se porter sur la partie allemande de l'Helvétie et que la partie française doit demander sa réunion à la R. F.

Le Valais se réunirait bien volontiers et notre territoire ainsi reculé contre les montagnes du nord et du sud aurait la limite naturelle d'une grande république bien ordonnée dans son équilibre ; ces rochers du Valais seraient la borne contre laquelle viendraient se briser les flots de notre immense population ; les passages du Simplon, du Saint-Bernard et du Gotthard serviraient à écouler ce qu'elle aurait d'industrie et de commerce superflus. Ces gorges et celles de la Gemmi, du Grimsel et du Gries serviraient à secourir ou à châtier les Républiques helvétique, cisalpine et ligurienne ; elles porte-

raient la guerre dans le sein du Piémont, du Tyrol, de l'ex-Etat vénitien et du royaume de Naples.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 23, orig.)

76. Sion, 3 prairial an VI (22 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. président du D. E. de la R. F.

J'avais écrit à l'ambassadeur Ginguené pour qu'il sollicitât et obtînt du gouvernement sarde la suspension de l'envoi et fourniture de sels par Domodossola dans le Valais révolté.

J'ai l'honneur de vous faire passer la réponse de cet ambassadeur [*Annexe*].

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 25, orig.)

Annexe. Turin, 27 floréal an VI (16 mai 1798). Lettre de Ginguené, ambassadeur de la R. F. près le roi de Sardaigne, à Mangourit.

Je viens de recevoir, c. résident, votre lettre du 21 de ce mois [10 mai]. Je désirerais beaucoup faire sur-le-champ ce que vous me demandez, mais comme je ne pourrai obtenir la défense de fournir de sel les Valaisans sans entrer dans des développements dans lesquels le gouvernement trouverait naturellement des motifs de refus et que cette défense nuirait d'ailleurs au commerce piémontais, je crois devoir attendre que vous m'indiquiez les mesures générales auxquelles celles que vous me proposez se rattachent. Avant de les connaître, une considération doit encore m'arrêter, c'est que la privation d'un objet de consommation que l'on a toujours rangé parmi ceux de première nécessité serait plutôt de nature à augmenter qu'à calmer l'irritation du peuple.

Le gouvernement piémontais aurait grand soin d'annoncer qu'il ne prononce la prohibition que sur la demande des agents français contre lesquels se dirigerait alors toute la haine.

Voilà, c. résident, les obligations que l'on peut opposer à votre demande et qui me déterminent à différer au moins mes démarches auprès de M. de Priocca.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 26, orig.)

77. Sion, quartier général, 3 prairial an VI (22 mai 1798). Le général de brigade Lorge au général en chef Brune. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke II*, pp. 330-331.

78. Sion, quartier général, 4 prairial an VI (23 mai 1798). Lettre du général Lorge, commandant les troupes françaises en Valais, à Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée française en Helvétie.

J'ai l'honneur de vous rendre compte, mon cher commissaire, que le Valais est entièrement soumis, du moment que j'ai porté nos troupes dans le dizain de *Brigue* et que j'ai fait occuper le passage *du Simplon*. Les rebelles de Conches, dizain qui le premier avait arboré l'étendard de la révolte, sont venus demander grâce et miséricorde.

Le c. résident Mangourit prend toutes les mesures nécessaires de politique et de convenance. Le tribunal militaire va commencer ses terribles fonctions, et, quoique cette idée répugne à mon cœur, je crois qu'il est nécessaire de faire un exemple de deux des premiers agitateurs.

Ainsi, mon cher commissaire, cette guerre est terminée ; nous avons à regretter, il est vrai, beaucoup de braves gens ; mais ce qui doit vous consoler et vous donner en même temps une idée de cette terrible affaire, c'est qu'[auc]un coup de fusil n'a été tiré après le combat et deux à trois mille hommes au plus font trembler un pays qui, par une population de 96 000 hommes et ses fameux rochers, devait arrêter une armée entière.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 10, copie attestée conforme par Rapinat.)

79. Sion, 4 prairial an VI (23 mai 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E. de la R. F.

En exécution des ordres du Directoire exécutif, du 24 floréal expiré [13 mai], la commission militaire sera installée demain et les principaux auteurs de la révolte seront traduits devant elle. Les différents ordres ont été donnés aujourd'hui en conséquence.

J'ai l'honneur de vous envoyer un placard contenant mes remerciements à l'armée [*Annexe*] ; chaque militaire qui la compose m'a par sa bravoure commandé cette reconnaissance.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 28, orig.)

Annexe. Sion, 3 prairial an VI (22 mai 1798). Proclamation de Mangourit à l'armée française en Valais. — Voir *Doc. II/1*, p. 179.

80. Turin, 5 prairial an VI (24 mai 1798). Lettre de Ginguené, ambassadeur de la R. F. près le roi de Sardaigne, à Mangourit.

Les détails que vous m'avez transmis par votre lettre du 1^{er} de ce mois m'ont fort intéressé ; j'étais impatient de connaître quels événements vous

avaient forcé d'abandonner momentanément votre résidence ; grâce au courage de nos braves soldats, grâce à votre énergie et à votre surveillance, les ennemis de la République et de la liberté ont encore échoué dans leurs projets. Je vous félicite, en cette occasion, de votre conduite républicaine et de votre succès.

La conspiration dont vous me parlez n'est malheureusement que trop réelle ; elle avait même des ramifications très étendues et il paraît qu'il entrerait dans le plan des conspirateurs de se défaire des agents de la République. Je sais quel sort m'était particulièrement réservé, mais le Directoire vient de couper encore le fil de ces odieuses trames. J'ai été chargé par lui de présenter une note aussi ferme que vigoureuse au gouvernement sarde pour lui apprendre qu'il n'ignore ni les projets de la perfidie ni les ministres qu'elle emploie pour leur exécution ; je demande justice des assassinats commis sur nos compatriotes, l'expulsion tant de fois promise des émigrés et enfin amnistie pour les insurgés et tous ceux qui sont enfermés pour cause d'opinion politique. J'attaque enfin le gouvernement piémontais jusque dans ses derniers retranchements. S'il refuse d'accéder à mes demandes, il sera clair que nous ne devons plus le compter au nombre de nos alliés.

La lettre que vous avez dû recevoir de moi vous aura instruit que j'attendais, pour demander la prohibition que vous sollicitiez, quelques détails sur les événements qui vous paraissaient de nature à la rendre nécessaire. Votre lettre du 1^{er} prairial me donne les détails que je désirais et revient sur la défense de l'introduction des sels. Voilà une affaire finie. Quant à l'arrestation des deux individus que vous me désignez, je crains bien que ce ne soit pas chose facile. Nous n'avons pas de troupes du côté d'*Aoste* et de *Domodossola*, et M. de Priocca à qui j'ai présenté sur-le-champ un office à ce sujet n'aura pas grand intérêt à faire ordonner des recherches. Quoi qu'il en soit, vous pouvez être sûr que je ferai tout ce qui sera physiquement possible pour remettre entre vos mains les deux Valaisans conspirateurs.

(H, cart. 1, n° 271, orig.)

81. Sion, 5 prairial an VI (24 mai 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E. de la R. F.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie d'une lettre trouvée chez l'évêque de Sion en Valais [*Annexe*]. Quoiqu'elle paraisse n'être pas très nouvelle, j'ai jugé nécessaire de vous en faire part, parce qu'elle est un chef-d'œuvre d'imposture et de scélératesse dont jusqu'à présent nous n'avions nulle idée. J'en envoie une copie au journal *L'Ami des lois*... Ne jugeriez-vous pas utile au progrès des lumières de la faire insérer par extrait dans *Le Rédacteur* ?

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 30, orig. — Ni *L'Ami des lois*, ni *Le Rédacteur* n'ont reproduit ce texte.)

Annexe. S.l.n.d [ca. mi-février 1798]. Extrait d'une lettre de M. de Castres [= Mgr Jean-Marc de Royère ?], réfugié en Espagne, trouvée chez l'évêque de Sion en Valais.

Nous serions dans une grande erreur si nous attendions notre salut et celui de la France des événements humains ou des puissances étrangères, il ne peut venir que du ciel. Notre malheureuse révolution est évidemment l'ouvrage du démon, notre rétablissement doit être celui de Dieu ; l'un est un miracle de sa colère, l'autre sera un miracle de sa miséricorde : les puissances coalisées peuvent bien vaincre les impies de France, mais elles ne peuvent pas les convertir ; c'est l'œuvre de Dieu seul, quoique nous ne méritions pas ce miracle ; Dieu est si essentiellement bon que nous pouvons, que nous devons même espérer de l'obtenir ; les miracles ne lui sont pas plus difficiles que les événements ordinaires, mais il faut le demander, le solliciter avec persévérance et avec une sainte importunité qui ne peut qu'être agréable à Dieu. Le miracle consiste dans le changement bien prononcé de l'opinion publique, c'est-à-dire dans la conversion de notre aveugle nation ; il faut que Dieu ouvre les yeux aux Français, qu'il dissipe la terreur dont il les a frappés dans sa colère, et que dans sa miséricorde il leur rende le courage et l'énergie pour secouer le joug de la tyrannie et de l'impiété ; c'est aux anges de paix à pleurer amèrement sur les péchés des peuples ; c'est aux prêtres du Seigneur à gémir entre le vestibule et l'autel et à demander cette heureuse conversion qui sera sans contredit un grand miracle, où les obstacles qu'on y a mis avec une adresse et une combinaison qui est elle-même un miracle du démon qui lui a été facile de faire lorsque Dieu s'est retiré de nous.

C'est pour obtenir ce miracle de miséricorde que tous les prêtres qui sont en Espagne nous sommes associés pour faire une neuvaine chaque mois dans l'ordre suivant : la première a commencé le 2 février, est à la toute-puissante mère de Dieu et aux anges tutélaires du royaume de l'Eglise gallicane, du trône, des provinces, des diocèses et des paroisses de France, et à tous les saints anges gardiens de tous les Français, soit régnicoles, soit émigrés. Dieu les a chargés spécialement de la garde du royaume, nous avons un droit spécial à leur intercession parce que les tuteurs sont toujours reçus à protéger et à défendre leurs pupilles, et nous espérons que si Dieu leur permet d'environner son trône, ayant à leur tête leur bonne reine et la nôtre pour demander que, pour nous, il se laisse fléchir par la réunion de tant de millions d'intercesseurs.

Notre seconde neuvaine commencera le 1^{er} mars suivant et sera à la Très Sainte Vierge et à tous les saints français qui sont dans le ciel, c'est-à-dire : 1^o à tous les saints canonisés connus ; 2^o à tous les saints inconnus qui sont innombrables ; 3^o à tous les saints enfants morts après le baptême avant l'âge de raison, qui sont peut-être encore plus innombrables. Voilà donc un nombre infini de protecteurs qui ne peuvent nous méconnaître. Ce sont nos pères dans la foi, nos pères naturels, nos parents, nos compatriotes ; quel est parmi eux le père ou la mère qui ne s'intéressera pas pour son ancien diocèse et son successeur, le curé pour son ancienne paroisse, le chanoine pour son chapitre, le religieux et la religieuse pour son ordre et sa maison, en un mot la France est leur ancienne patrie où ils ont acquis la gloire et le bonheur dont

ils jouissent, seraient-ils indifférents à nos malheurs ? Non, ce serait un blasphème de le penser ; ne devons-nous pas, je ne dis point espérer, mais être assurés que Dieu ne verra pas à ses pieds deux si nombreuses assemblées de saints qu'il chérit tant sans se laisser fléchir ? si nous sommes indignes d'être exaucés, ils en sont dignes pour nous. Ainsi, de mois en mois, nous continuerons alternativement ces deux neuvaines jusqu'à ce que Dieu nous ait rappelés des terres étrangères où il nous a dispersés. Tous nos prêtres ont suivi avec une sainte ferveur notre idée.

Les pratiques de ces neuvaines consistent à célébrer la sainte messe autant que l'on pourra selon ces intentions, et les suivantes sans préjudicier néanmoins à l'honoraire qu'on peut recevoir pour des intentions particulières. Le mérite du sacrifice comme impératoire étant infini, une intention ne peut nuire à l'autre. A la première neuvaine, on dira la collecte des anges gardiens, et à la seconde, on dira la collecte de la Toussaint.

On dira ensuite à six heures du soir les litanies des saints avec les oraisons, soit en son particulier, soit en commun, sans qu'il soit nécessaire de se rassembler ni d'aller dans aucune église, pour avoir fixé cette heure afin que le ciel voie au même moment tous les fidèles et nombreux clergés dispersés, mais réunis et prosternés à ses pieds et qu'une foule de pieux gémissements ne forment que le même vœu montent à la fois pour ébranler la charité des saints habitants du ciel et toucher le cœur paternel de Dieu. Aux litanies de la première nous ajouterons trois fois *Omnes angeli sancti protectores regni nostri et omnes angeli custodes Francorum, ... intercedite pro nobis*, et à la seconde neuvaine : *Omnes Sancti et Sanctae e nostra patria oriundi... intercedite*.

Voici nos intentions ; nous demanderons à notre bonne mère et à tous les saints :

1° de solliciter auprès de Dieu le pardon de la France, de lui rendre ses anciennes miséricordes, d'y rallumer le flambeau de la foi et de rétablir le trône de nos rois ;

2° de confondre les impies et leur impiété et de faire triompher la religion ;

3° d'ouvrir les yeux à tous les Français aveuglés et de les ramener à la religion, de leur ôter l'esprit de terreur et d'apathie dont ils sont frappés, et de leur donner la force et le courage de repousser avec indignation les impies et leur impiété ;

4° d'inspirer la désertion dans toutes les armées des impies et d'en faciliter les moyens, d'inspirer même la désertion totale aux armées entières des patriotes ;

5° de protéger et bénir l'armée chrétienne de la Vendée et d'en susciter de pareilles dans toutes les provinces ;

6° de bénir les armes des puissances alliées et de purifier leurs motifs ;

7° d'inspirer à nos provinces de se réunir en masse pour détruire hardiment et brûler publiquement les étendards de l'irrégion et de la rébellion, et de rétablir partout ceux de la religion et de la royauté ;

8° d'inspirer à l'avenir à nos rois, à leurs conseils, à nos magistrats de ne plus souffrir en France aucune autre religion que la catholique, et de révo-

quer promptement l'édit affligeant de 87 en faveur des non-catholiques, qui a mis le comble à la colère de Dieu et est la source de tous les malheurs ;

9° enfin, de confier aux soins de la divine Providence les prêtres français qui sont réfugiés chez les nations étrangères, de la supplier de les conserver et de pourvoir à tous leurs besoins selon ses promesses.

Voilà le projet de prières que nous avons envoyé à tous nos diocésains de même que d'autres. Communiquez-le à nos fidèles confesseurs de Jésus-Christ pour qu'ils s'associent avec nous, et en même temps ne perdons pas courage, ni la confiance. Notre divin Sauveur est avec nous dans la barque de saint Pierre, il a l'air de dormir profondément au fort de la tempête, mais ce n'est que pour éprouver notre foi, notre confiance avec lui, et notre zèle pour la gloire ; il veut nous laisser le mérite de le réveiller nous-mêmes, et de lui prouver que nous n'attendons notre salut que de lui seul : s'il ne se réveille ni à la première ni à la seconde, continuons de le réveiller, mais avec la vive foi que lui seul peut calmer l'orage et qu'il se calmera d'un seul mot au moment où il se lèvera ; soyons pleins de courage, de fermeté, et reposons-nous entièrement sur lui, afin qu'à son réveil il ne nous dise pas : *Quid timidi estis modicae fidei* ? Quand on est assuré d'obtenir et qu'il n'y a que des délais à supporter, on doit être fort tranquille et souffrir en paix les amertumes des délais ou des rebuts. Si la bonté infinie de Dieu nous rebute et nous fait attendre, c'est pour nous faire comprendre la grandeur du bienfait : il nous a mis de côté en réserve ; que savons-nous s'il ne veut pas purifier le royaume de tous les scélérats qui l'outragent avant de nous rappeler ? Laissons faire : on est bien tranquille quand on se voit dans un vaisseau qui ne peut périr et sous la conduite d'un pilote qui est maître de la tempête.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 31, copie de la main de Mangourit.)

82. Sion, 5 prairial an VI (24 mai 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E. de la R. F.

Le D. E. a créé une commission militaire pour juger les chefs de la rébellion.

Parmi leurs complices se trouve un cultivateur nommé Jean-Baptiste Jacquier que le Corps électoral a nommé au Grand Conseil de la R. H. Cet individu ignorant qu'il est chargé par ses propres écrits part demain pour se rendre au Grand Conseil.

J'ai respecté à son égard la constitution helvétique. Je le laisse partir, mais j'envoie au c. Rapinat copie des écrits de ce contre-révolutionnaire et je l'engage à le dénoncer au Grand Conseil séant à Aarau. D'après l'art. 52 de la constitution helvétique, je n'envoie pas les originaux nécessaires au jugement du commandant de Sion pour les rebelles, le nommé Perrig, mais sitôt le jugement de ce dernier, je les ferai passer au c. Rapinat.

Puisse cette procédure criminelle en imposer à quelques représentants du peuple au Corps helvétique.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 32, orig.)

83. Sion, 6 prairial an VI (25 mai 1798). Lettre de Mangourit au D. E. : *texte inconnu*. — (Lettre mentionnée dans *Doc.* II/1, p. 179.)

84. Paris, 9 prairial an VI (28 mai 1798). Lettres du D. E. aux militaires qui se sont distingués lors de la reprise de Sion.

1. *Au général Lorge.*

Le fanatisme avait rendu ingrats et cruels les faibles habitants du Haut-Valais et leur avait fait méconnaître des frères dans les Français. En revanche, la liberté avait réuni sous nos drapeaux les enfants du Léman. La victoire a serré cette union.

Le D. E. sait, c. général, que la reprise de Sion et la dispersion des dizains rebelles sont dues en partie à votre sage activité et aux mesures politiques et militaires que vous avez prises dans cette circonstance.

Le Directoire ajoute à la gloire qui vous est acquise le témoignage particulier de son estime et de sa satisfaction.

2. *Au c. Tyrion, adjudant-général.*

Le D. E. doit à la valeur un juste tribut d'éloges.

Il lui a été rendu compte de votre conduite dans l'affaire du 28 floréal [17 mai 1798], près de Sion, et il s'empresse d'acquitter sa dette envers vous.

3. *Aux citoyens Vallot, chef de la 31^e demi-brigade, et Monserrat, chef de la 16^e d'infanterie légère.*

Lors de la reprise de Sion, *tous ont fait leur devoir depuis le tambour jusqu'au général* ; cette circonstance ajoute encore à la gloire de ceux qui, comme vous, citoyens, sont parvenus à se faire distinguer.

Recevez les félicitations du Directoire sur votre conduite et celle de l'intrépide corps que vous commandez.

4. *Au citoyen Nivert, caporal de la 7^e compagnie du 2^e bataillon de la 31^e demi-brigade.*

Après avoir fait respecter le nom français, vous avez voulu le faire aimer, et votre plus doux soin a été d'essuyer les pleurs d'un ennemi égaré, que la victoire dépouillait. Vous l'avez aidé de votre bourse et de vos soins.

L'honneur qui résulte pour vous de cet acte de générosité rejaillit sur la patrie, et le Directoire, en vous présentant cette dernière considération, est sûr qu'elle renferme pour vous la plus douce des récompenses.

(Publ. dans *Le Rédacteur*, n° 899, du 14 prairial an VI [2 juin 1798], pp. 2-3.)

85. Sion, 10 prairial an VI (29 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. président du D. E. de la R. F.

Je reçois votre lettre du 28 expiré [17 mai] dans laquelle le D. E. me donne l'assurance de sa satisfaction pour les mesures que j'ai employées à l'effet de comprimer les mouvements contre-révolutionnaires qui ont éclaté dans le Haut-Valais.

Cette confiance m'est infiniment précieuse ; je ne cesserai de la mériter.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 35, orig.)

86. Sion, 11 prairial an VI (30 mai 1798). Lettre de Mangourit au président du D. E. de la R. F.

J'ai pensé que c'était le moment de rendre aux habitants du Valais des services que leur ignorance leur ferait peut-être refuser. La stupeur dont ils sont empreints est la circonstance la plus favorable pour faire supprimer ces innombrables fêtes, source de fainéantise, de misère et de corruption.

J'ai l'honneur de vous faire passer la lettre que j'ai écrite à ce sujet au comité de Sion [*Annexe*], afin qu'il la transmette à l'évêque de ce pays ; j'en espère un bon effet.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 36, orig.)

Annexe. Sion, 11 prairial an VI (30 mai 1798). Lettre de Mangourit au comité de Sion.

Les maux que le fanatisme a causés au genre humain sont incalculables ; ils dérivent de l'ignorance et de l'oisiveté : la crédulité et tous les vices les accompagnent.

N'est-ce pas le fanatisme qui vient de frapper votre malheureux pays ? N'est-ce pas lui qui, sous le faux prétexte de la religion, a rassemblé les paisibles habitants de vos campagnes, les a armés d'un fer homicide et les a envoyés à la mort ? N'est-ce pas lui qui, de tout temps, sépara le frère du frère, les familles des familles, les nations des nations ?

Que de crimes ne commit-il pas au nom de la divinité !

La Grande Nation donnant la liberté aux peuples leur lègue aussi dès leur renaissance les lauriers et l'industrie, respectant les opinions religieuses qui ne nuisent pas à la félicité publique ; elle renverse les imposteurs abusant de la saine morale ; elle confine les pratiques subversives de la raison dans l'ancre d'où elles se sont déchaînées ; elle rend les hommes aux devoirs sociaux et à la dignité de leur essence ; elle assure à l'agriculture et à l'industrie les temps et les personnes que la débauche et l'ivresse lui dérobaient ; elle associe à cette régénération des mœurs tous ceux qui s'offrent pour l'opérer, ceux même qui conspirent leur avilissement.

Je vous prie, citoyens, d'inviter l'évêque du Valais :

1° à défendre à son clergé les processions d'hommes et de femmes masqués, connus sous le nom de pénitents, ces cérémonies pouvant servir de prétexte, ainsi qu'elles l'ont fait, à la guerre intestine et à tous les fléaux qui désolent ou dégradent l'humanité.

2° à diminuer considérablement le nombre de jours fériés qui arrachent un tiers de l'année au moins à la culture et aux lumières, aux mœurs et à la paix de votre pays. Qui oserait refuser son secours et son approbation à une mesure si désirable et si désirée ?

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 36, copie de la main de Mangourit.)

87. Paris, 12 prairial an VI (31 mai 1798). Lettre du D. E. de la R. F. à Mangourit : *texte inconnu*. — (Accusé de réception, ci-dessous, n° 100, p. 67.)

88. S.l.n.d. [début de juin 1798]. Note de l'émissaire sur le Valais.

Les Vaudois font tous leurs efforts pour égarer les peuples du Bas-Valais ; il y a dans le district de Saint-Maurice une commune appelée Vérossaz qui avait reçu l'ordre du D. H. de payer un droit d'alpage ; *ce droit est dû aux moines de Saint-Maurice* ; ils s'y sont jusqu'à présent refusés. Un particulier de cette commune m'a dit que plusieurs Vaudois, à qui il avait parlé, lui avaient dit que s'ils payaient ils se porteraient chez eux en armes et les en feraient repentir.

Il y a en général une fermentation très grande dans tout le canton du Léman ; l'on croit qu'elle est fomentée par un nommé Grenus, Genevois ; la ville de Lausanne en est le foyer, et l'on croit que cette commune correspond avec toutes les autres villes du Léman.

Le Haut-Valais, que j'ai parcouru et qui était fort agité il y a un mois, est tranquille depuis qu'il a appris la réduction du canton d'Unterwald. Un nommé Weger, du district de Conches, est un des auteurs des troubles du Haut-Valais ; à peine arrivé chez lui de retour des prisons de Berne, [il] a cherché à remuer. Le préfet du canton [Pittier], instruit de ses manœuvres, a ordonné au sous-préfet du district de Conches, de le faire comparaître par-devant le sous-préfet de Brigue. Weger, instruit de cet ordre, s'est évadé.

Le préfet du canton du Valais se conduit on ne peut mieux et l'administration, avec beaucoup de négligence. D'ailleurs, excepté l'aristocrate de Rivaz et Pittier, le reste est d'une ignorance qui approche de la huitième bêtitude.

Les peuples de l'Helvétie se plaignent des appointements considérables que l'on a adjugés aux autorités constituées ; ils disent qu'il est impossible que la République puisse subvenir à ces dépenses et fournir aux autres frais nécessaires ; qu'ils comprennent fort bien qu'ils ne seront pas seulement les fermiers de leurs biens ; que les appointements d'une partie des autorités

constituées sont le double plus fort qu'en France, entre autres ceux des préfets et sous-préfets, accusateurs publics et administrateurs ; ils se plaignent aussi de la multiplicité des cantons et districts.

Dans le Pays de Vaud ils ajoutent qu'ils attendent le moment où va s'asseoir l'imposition sur les biens-fonds et que, si l'on laisse subsister les dîmes et les rentes féodales, et que l'on ajoute à cela une imposition sur les fonds, ils sont très décidés à se soulever.

Il y a aussi un mécontentement général dans les cantons du Léman et du Valais relativement à ces droits de bourgeoisie. Les bourgeois veulent continuer de jouir de quantité de privilèges dont les habitants sont frustrés, tel que le droit de jouir des communs, celui de champéage dans les montagnes, et enfin de celui de couper des bois dans les communs pour bâtir.

Je crois qu'il est intéressant de surveiller toutes les villes du Pays de Vaud, notamment Lausanne et Vevey. Il y a encore des émigrés dans les cantons du Léman et du Valais, dans ce dernier en petite quantité. Il y a dans celui du Valais un certain marquis de Lézère, père d'un émigré, qui, pendant fort longtemps, a demeuré en Valais où il engageait assez publiquement pour l'armée de Condé ; je suis persuadé que cet individu a fait plus de douze cents hommes pour cette infâme armée.

Quelques autres émigrés du Mont-Blanc, au service du roi sarde, vont et viennent sans cesse du Piémont en Suisse et de Suisse dans le Mont-Blanc. Un d'entre eux, appelé Morel, connu par l'insurrection qui eut lieu dans le canton de Sallanches, département du Mont-Blanc, a fait deux voyages consécutifs à Constance et a passé, en allant et en venant, dans le canton du Valais.

Depuis quelques jours les habitants des cantons du Mont-Blanc qui avoisinent le canton du Valais viennent en assez grand nombre acheter des poudres en Suisse, qu'ils transportent dans le Mont-Blanc ; j'ignore quel peut en être l'usage et la destination.

J'ai trouvé le moyen d'être introduit dans un cercle de patriotes à Vevey et, d'après les propos que je leur ai entendu tenir, j'ai vu clairement que ce qui empêchait le Pays de Vaud de faire une levée de boucliers était la crainte que le gouvernement français ne les châtiât.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 17, copie.)

89. Zurich, 14 prairial an VI (2 juin 1798). Arrêté de Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée de la R. F. en Helvétie.

Le commissaire du gouvernement près l'armée française en Helvétie,
Vu la lettre du général de brigade Lorge, commandant les troupes françaises en Valais du 10 courant [29 mai],

Requiert le général en chef d'ordonner ce qui suit :

Art. premier. — Les individus désignés par l'article premier de l'arrêté du 6 du même mois [25 mai] seront transférés sous bonne et sûre garde avec les pièces à l'appui au quartier général à Zurich pour y être jugés par le conseil de guerre, dérogeant quant à ce seulement au même article premier.

Art. 2. — Le montant de la contribution à lever sur le Valais en vertu de l'art. 4 du même arrêté sera réduit à la somme de 400 000 francs, dans laquelle le chapitre de Sion sera compris pour telle somme que le résident de la R. F., assisté comme dit est par l'art. 7 du même arrêté, jugera à propos.

Art. 3. — Le même résident est invité d'activer les élections et le départ des députés pour Aarau, ainsi que la nomination des autorités constituées le plus qu'il lui sera possible, le tout en conformité de la constitution helvétique, et non autrement.

Art. 4. — Le désarmement total et effectué dans le Valais d'après l'annonce qui en est faite par la lettre du général Lorge est et demeure approuvé, sans que cette approbation puisse en rien gêner les mesures militaires que le général en chef jugera à propos de prendre, et quant à ce qui concerne la retraite des troupes françaises demandée par la même lettre, cet objet est laissé à la disposition et à la prudence du général en chef.

Art. 5. — Toutes les dispositions de l'arrêté du 17 floréal dernier [6 mai] auxquelles il n'aurait pas été dérogé par le présent sortiront leurs entiers effets.

(AN, AF III 84, dossier 347, pièce n° 12, orig.)

90. Abondance, 14 prairial an VI (2 juin 1798). Arrêté du canton d'Abondance. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 183.

91. Sion, 15 prairial an VI (3 juin 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E. de la R. F.

Les papiers publics de l'Helvétie réfèrent la correspondance qui s'établit entre son Directoire, celui de la Cisalpine et le Consulat romain ; celle avec la Ligurie et la République batave va paraître. Sans trouver ces rapports étonnants, il m'est permis de désirer que ces satellites nouveaux soient d'ici à quelque temps subordonnés aux mouvements de la grande planète et à son système. Une union de mécontentement qui se formerait entre elles nous serait plus préjudiciable que des coalitions royales ; elles invoqueraient contre nous nos mêmes principes, et la force que nous leur aurions donnée de trop servirait contre nous. Ce qui s'est passé en Hollande et à Milan, réuni sous un même point avec l'esprit du D. H. et la hauteur indécente de ses ministres me font vous communiquer ma réflexion : c'est que l'émancipation des gouvernements formés par vous doit être l'ouvrage du temps occupé par nos légions présentes et nos agents attentifs.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 37, orig.)

92. Sion, 16 prairial an VI (4 juin 1798). Mangourit aux autorités civiles et militaires.

Vous êtes invités à surveiller le bon état des chevaux attachés au char dont il est parlé n^{os} 1 et 2 ; ils appartiennent à la République.

Signalement :

1^{er} Une jument de 7 ans faits, bai clair, un chanfrein le long de la tête, taille de 4 pieds 6 pouces et demi, le boulet droit un peu gros.

2^e Un cheval noir, taille de 4 pieds 8 pouces, âgé de 7 ans faits, le pied gauche derrière un peu blanc, avec un chanfrein tout le long de la tête.

(AE, Mém. et documents, Suisse, vol. 90, fol. 253, orig.)

93. Sion, 18 prairial an VI (6 juin 1798). Lettre de Mangourit au c. président du D. E. de la R. F.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie de ma lettre de ce jour au général Lorge [*Annexe*]; je vous prie de la prendre en grande considération. Les renseignements que je lui fournis partent d'une source certaine et me sont attestés par mes émissaires.

Les prêtres de ce pays sont du nombre des plus fanatiques ; ils ont juré de s'envelir avec ce qu'ils appellent les débris de l'autel, et nulle part les préjugés de ce genre n'ont été plus respectés qu'ici.

Mais la naissance de la raison, le règne de la philosophie et de la liberté sont considérés par eux comme destructifs de la religion, c'est-à-dire de leur cruelle puissance.

P.-S. Considérez, c. directeur, que c'est dans cet état de choses qu'on abandonne le Valais à lui-même. Le général Schauenburg a donné l'ordre d'en retirer toutes les troupes.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 38, orig.)

Annexe. Sion, 18 prairial an VI (6 juin 1798). Lettre de Mangourit au général Lorge.

L'homme que je vous envoie, c. général, m'a puissamment servi dans la découverte des principaux coupables que nous venons de transférer dans les prisons de Zurich, et ses opérations ont toujours été marquées au coin du zèle et de l'exactitude.

Je l'emploie avec succès à m'instruire de l'opinion des dizains d'en haut, de leurs projets, de leurs desseins, de leurs espérances et de leurs moyens.

Le croirez-vous, général ? L'intrépidité des soldats français qui ont vaincu, la bravoure de ses chefs, les talents que vous avez déployés, la prudence, l'humanité que vous avez laissé paraître, vos succès enfin, n'ont pas inspiré un retour parfait parmi ces malheureux au milieu desquels on fait circuler tous les poisons.

Les prêtres abusant de leur atroce influence bourrellent leurs âmes par les reproches de n'avoir pas défendu la religion ; des gens de l'Italie viennent les rallier, les encadrent, les organisent, leur promettent des secours étrangers,

répandent de l'argent, annoncent que la coalition va éclater de nouveau contre la France et que le roi de France y est entré.

Ces stupides victimes conviennent qu'elles n'ont déposé que de mauvaises armes et que les bonnes sont dans leurs mains.

Cette levée de boucliers doit s'étendre dans les petits cantons et dans les Bailliages italiens pour y exterminer les Français. Sans doute, ce mouvement se communiquerait dans une grande partie de la Suisse et de l'Italie, même peut-être ailleurs ! On a promis de leur fournir des canons et munitions nécessaires.

Leur délire est au point que, marchant à leur destruction, ils ont la joie peinte sur la figure et n'ont jamais paru aussi contents.

Je vous prie, général, de peser ces précieux renseignements ; il y va du sort du Valais ; sauvons encore une fois ce peuple infortuné ; il est digne de nous de prévenir le mal, il nous en coûte de le punir. Mais ne souffrons pas que l'anarchie théocratique asservisse de nouveau ces malheureux habitants.

Vous pouvez en conférer avec le général en chef. J'envoie copie de ma lettre au D. E. et à son commissaire Rapinat.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 38, copie à la suite.)

94. Sion, 18 prairial an VI (6 juin 1798). Lettre de Mangourit au c. président du D. E. de la R. F.

Mon rappel du Valais ordonné par le Directoire à ma prière renferme une preuve bien honorable pour moi de sa satisfaction, puisqu'il invite le ministre des R. E. à faire incessamment un rapport sur la nouvelle destination à me donner.

Je suis dévoué tout entier au service de la République.

Le fameux bloc de cristal de douze quintaux et un surnuméraire de six sont partis à l'adresse du ministre des R. E. et seront dans vingt-cinq jours à Paris. La richesse des empires, leurs arts, leurs succès appartiennent à la Grande Nation. La nature lui devait un hommage. Puisse le cristal qu'elle forma dans les entrailles du Valais fanatisé n'être pas plus pur que les cœurs de tous les Français !

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 39, orig.)

95. S.l., 19 prairial an VI (7 juin 1798). Lettre de Schauenburg, général en chef de l'armée française en Helvétie, au général de brigade Lorge.

Vous aurez vu, général, dans l'instruction que je vous ai donnée, combien j'aurais désiré que l'insurrection valaisanne fût étouffée sans effusion de sang. Les rebelles, sourds à la voix de la persuasion, ont provoqué par obstination les malheurs de la guerre ; mais après la victoire, l'humanité doit reprendre tous ses droits. C'est ainsi que j'en ai agi à l'égard des prisonniers

de Soleure et de Berne, et en ce dernier lieu avec ceux des petits cantons, et mon intention est que ceux du Valais soient traités avec la même modération.

Le D. E. helvétique vient de m'informer que ces malheureux entassés dans la forteresse de Chillon s'y trouvaient dans la plus affreuse situation. Il est temps de rendre à leurs travaux, à leurs familles, ces tristes victimes du fanatisme et de l'oligarchie.

Vous voudrez bien en conséquence, après avoir fait la distinction de ceux compris dans l'arrêté du commissaire du gouvernement, comme fauteurs et *principaux auteurs* de l'insurrection et devant être jugés comme tels par un conseil de guerre, rendre sur-le-champ à la liberté tous les hommes qui n'ont été qu'égarés et séduits par les manœuvres des premiers.

En m'accusant la réception de cette lettre, vous m'informerez des dispositions que vous aurez faites pour l'exécution de son contenu.

(Publ. dans le *Bull. off.*, 1798, t. II, p. 333.)

96. Saint-Maurice, 22 prairial an VI (10 juin 1798). Lettre de Mangourit à Reubell, président du D. E.

Je vous ai rendu compte qu'enfin je m'étais emparé de la personne du fameux Venetz, l'auteur principal de la révolte du Valais. Cet homme, je n'en doute pas, est l'agent du prétendant.

Je viens d'envoyer à votre commissaire Rapinat : un brevet signé Louis-Stanislas-Xavier [= Louis XVIII] et Charles-Philippe [= Charles X] qui crée Venetz comte et capitaine ; une déclaration de l'évêque de Sion en date d'avril 1795 constatant que Venetz a servi à l'armée des princes et qu'il est issu de très noble et très illustre, etc. ; une attestation du grand bailli délivrée le 22 juillet 1794 à Venetz allant chercher du service en Sardaigne.

Il résulte que cet homme a servi en France, qu'il en est quitté [*sic*] à cause de la révolution, qu'il a servi avec les émigrés, se décorant des anciens ordres militaires et finalement que c'est un homme capable de tout. Pas un de ses coopérateurs dans ces derniers mouvements ne cherche à l'excuser ; tout, au contraire, l'accuse et son pays demande sa punition. Il a passé ici aujourd'hui avec un bataillon qui retourne à Berne, pour, de là, se rendre par-devant le conseil de guerre à Zurich. C'est encore lui qui a arrêté nos courriers et intercepté les lettres que j'écrivais aux ambassadeurs et aux généraux français en Italie.

Je l'ai recommandé au c. Rapinat.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 40, orig.)

97. Saint-Maurice, 22 prairial an VI (10 juin 1798). Lettre non signée adressée au journal *Le Rédacteur* [par Mangourit ?], à Paris.

Noble et illustre Ferdinand, chevalier de Venetz, ancien serviteur chez S. A. R. le comte d'Artois et le prince de Hohenlohe, ci-devant lieutenant au régiment suisse de Courten au service du roi Très Chrétien ; chevalier grand-

croix de l'illustre ordre des princes de Hohenlohe-Bartenstein, et chevalier de celui de l'ancienne noblesse, créé comte et capitaine par brevet du 17 février 1792, signé à Coblenz par Louis-Stanislas-Xavier et Charles-Philippe et contresigné par le maréchal de Broglie ; fils légitime de feu noble seigneur Simon-Humbert de Venetz, grand banneret et major général du Bas-Valais, frère de l'illustre Venetz, capitaine au service du roi de France, comme il conste par acte d'avril 1795 à lui délivré par [Joseph-]Antoine Blatter, évêque de Sion, comte et préfet du Haut et Bas-Valais, prince du Saint Empire romain, etc., etc., etc.

Ce très noble et très illustre vient d'être arrêté comme émigré français, embaucheur pour l'armée des princes dans laquelle il a servi ; comme principal auteur de la révolte du Haut-Valais où il était dirigé par le prétendant Louis XVIII ; pour avoir intercepté les dépêches du résident français en Valais adressées aux ambassadeurs et généraux en Italie ; pour avoir indiqué aux généraux des révoltés les postes à fortifier, les patriotes à faire arrêter, et menacé d'incendier les communes qui ne voulaient pas partager ces mouvements.

Il a cherché à corrompre la garde qui l'a arrêté en lui offrant douze louis et deux montres pour le relâcher, mais les trois volontaires français qui étaient chargés de son escorte n'ont point été accessibles à ces propositions. Il passe aujourd'hui à Saint-Maurice, placé à l'avant-garde d'un bataillon de chasseurs de la 20^e d'infanterie légère ; à sa droite marche le curé de la paroisse de Mund [Heinzen], son digne acolyte, et à sa gauche un espion bernois.

Cette position est désolante pour un homme aussi illustre, mais ce qu'il y a d'adoucissant pour lui, c'est qu'il va joindre des comtes, des grands bannerets, des châtelains, des curés, des moines, des révérendissimes théologiens pris dans l'affaire du 28 floréal dernier [17 mai 1798], sous les murs de Sion, et traduits au conseil de guerre séant à Zurich.

Il y a une petite anecdote assez curieuse sur ce favori des puissances. C'est que se trouvant à Fribourg dans une auberge et n'ayant pas le sol pour en sortir, il y laissa tous ses brevets pour une somme de 21 francs dont il était débiteur. Un curieux s'en est rendu maître pour cette somme, et je viens de les acquérir dans le dessein de les restituer au légitime propriétaire, le comte de Venetz, lorsqu'il sera devant ses juges.

J'engage Sa Majesté Très Chrétienne à ne confier, une autre fois, des titres aussi précieux qu'à des hommes assez dignes de ses hautes et précieuses faveurs, pour ne pas se mettre dans le cas de les abandonner pour 21 francs.

(Publ. dans *Le Rédacteur*, n° 918, du 3 messidor an VI [21 juin 1798], p. 3. — Extr. publ. dans *L'Ami des lois*, n° 1059, du 6 messidor an VI [24 juin 1798], p. 4, et dans la *Gazette nationale ou Le Moniteur universel*, n° 275, du 5 messidor an VI [23 juin 1798], p. 1102.)

98. Saint-Maurice, 22 prairial an VI (10 juin 1798). Lettre de Mangourit à Reubell, président du D. E. de la R. F.

Je vous ai rendu compte qu'enfin je m'étais emparé de la personne du fameux Venetz, l'auteur principal de la révolte du Valais. Cet homme, je n'en doute pas, est l'agent du prétendant.

Je viens d'envoyer à votre commissaire Rapinat : un brevet signé Louis-Stanislas-Xavier et Charles-Philippe qui crée Venetz comte et capitaine ; une déclaration de l'évêque de Sion en date d'avril 1795 constatant que Venetz a servi à l'armée des princes et qu'il est issu de très noble et très illustre, etc. ; une attestation du grand bailli délivrée le 22 juillet 1794 à Venetz allant chercher du service en Sardaigne.

Il résulte que cet homme a servi en France, qu'il en [*sic*] est quitté à cause de la révolution, qu'il a servi avec les émigrés, se décorant des anciens ordres militaires et finalement que c'est un homme capable de tout. Pas un de ses coopérateurs dans ces derniers mouvements ne cherche à l'excuser ; tout au contraire l'accuse et son pays demande sa punition. Il a passé ici aujourd'hui avec un bataillon qui retourne à Berne, pour, de là, se rendre par-devant le conseil de guerre à Zurich. C'est encore lui qui a arrêté nos courriers et intercepté les lettres que j'écrivais aux ambassadeurs et aux généraux français en Italie.

Je l'ai recommandé au c. Rapinat.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 40, orig.)

99. Saint-Maurice, 23 prairial an VI (11 juin 1798). Lettre de Mangourit à Reubell, président du D. E. de la R. F.

Je suis instruit que, de six mille émigrés réfugiés à Constance et dans les villes frontières, il en est passé quatre mille en France. Ce fait est écrit de Constance même par un nommé Lambert, né en Dauphiné et officier de dragons avant la Révolution, rayé provisoirement et réintégré dans ses biens, quoique ayant fait trois campagnes dans l'armée de Condé, puis chassé par la loi du 19 fructidor an V.

[*Note de Reubell :*] Envoyer copie au ministre de la Police générale et recommander spécialement à son attention pour présenter entre autres le rapport sur Lambert et faire part au D. E. des renseignements qu'il doit avoir reçus de la rentrée nombreuse des émigrés et des mesures qu'il a prises relativement à cet objet. 1^{er} messidor an VI (19 juin). Reubell.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 41, orig.)

100. Saint-Maurice, 24 prairial an VI (12 juin 1798). Lettre de Mangourit à Reubell, président du D. E. de la R. F.

J'ai reçu la lettre du 12 de ce mois [31 mai] que le Directoire m'a fait l'honneur de m'écrire.

Le général Lorge, sur mon invitation, prit des mesures pour que l'ordre se rétablît ; il y a réussi.

Les officiers de santé servant sous celui de la 31^e demi-brigade ont reçu une indemnité, et le pharmacien a été remboursé.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 42, orig.)

101. Saint-Maurice, 25 prairial an VI (13 juin 1798). Lettre de Mangourit à Reubell, président du D. E. de la R. F.

Le mémoire que j'ai l'honneur de vous adresser est le fruit de ma dernière pensée sur l'Helvétie [*Annexe*].

L'auteur doit être couvert du plus profond silence, car quelque part qu'il fût envoyé, on ne manquerait pas de lui ôter les moyens de servir fructueusement son gouvernement, si ses observations sur la Suisse étaient connues de nos ennemis dont l'art les transforme si ingénieusement en patriotes.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 43 bis ¹, orig.)

Annexe. Saint-Maurice, 25 prairial an VI (13 juin 1798). Mémoire secret adressé par Mangourit au D. E. de la R. F.

J'ai, dans quelques mémoires sur la Suisse envoyés à diverses époques, représenté la Suisse comme peu attachée à la France, et les cantons de Bâle et du Léman, ses ennemis les plus dangereux, quoique ne lui ayant pas fait la guerre.

Avant de quitter ce pays, où j'ai mûrement observé et dont les individus marquants dans ce qu'on appelle la *contrée romans* [*sic*] ne m'ont point échappé, je crois utile à mon gouvernement de lui confier mon opinion sur l'Helvétie.

Consolidé dans mes premiers aperçus par les rapports les plus authentiques et par des conversations même avec des autorités trop haineuses pour ne pas se trahir, je prie le D. E. de faire surveiller l'Helvétie.

Le parti anti-français se montre à nu dans le Léman plus qu'ailleurs. Il se compose des agents déguisés des puissances étrangères, des militaires suisses qui leur appartiennent par des retraites et des pensions, de quelques émigrés masqués en naturels ou en sujets de puissances amies, de presque tous les prêtres catholiques et protestants, ce qui n'est point extraordinaire dans les pages sanglantes de notre Révolution, des anciens oligarques, de leurs suppôts et de beaucoup de nouveaux gouvernants qui, par orgueil, haine, sordidité ou ambition, repoussent le bras protecteur du Directoire français. Je n'ai pas plus de confiance dans la bouche de *Secrétan*, député du Léman, que dans la bague de *Huber*, du canton de Bâle. *De Nucé*, pensionnaire de la France, ex-général de brigade à son service, n'est pas plus notre partisan que *Preux*, gendre d'*Helfflinger*, votre chargé d'affaires en Saxe, et je ne me fie point au sénateur *Ochs* qui semble tempérer les emportements de cette législature enfantine, lorsqu'elle s'écrie qu'elle veut mourir : un 18 fructidor helvétique ne m'étonnera point ; il luit à ma raison du jour où deux agents de la République ont été divisés, l'un publiant son improbation d'une mesure adoptée par l'autre.

De toutes les députations cantonales, celle qui se mêle de tout, qui embrasse tout, qui s'empare des bureaux comme des tribunes, celle-là est la

plus savante, la plus intrigante et la plus hardie. Le premier anneau de cette faction s'attache au directeur *Glavyre* qui, à l'entrée des Français dans le Pays de Vaud, échangea son oligarchie pour spéculer sur l'autorité à venir ; ancien flatteur de *Poniatowski*, il reçut de ce roi deux missions en Angleterre ; partant de son pays natal, il avait peu de choses... à son retour de Pologne, son sort avait changé. L'Assemblée du Léman en fit un préfet provisoire pour le mettre en évidence : les députés de ce pays à Aarau se coalisèrent avec ceux de Bâle pour faire nommer *Ochs* et *Glavyre* directeurs. Ce dernier fut nommé, l'autre eut la mortification de ne pas l'être et ne l'a pas pardonné à *Legrand*, de Bâle.

Glavyre directeur nomma l'intrigant *Bégoz* ministre des R. E., et de ce second anneau la chaîne lémanique s'étendit sur la Chambre administrative de Lausanne : le préfet de ce canton, qui est un hypocrite doucereux et jésuitique, le c. *Polier*, fut chargé de la diviser dans toutes les sous-préfectures. Lors de la révolte du Haut-Valais, on m'envoya un général *Bergier*, ignorant et ivrogne à l'excès, avec un administrateur nommé *Ausset*, de ces hommes sur les lèvres desquels surnagent sans cesse les mots de *pardon*, d'*humanité* et de *fraternité*, parce que leur substance est trop légère pour graviter vers le cœur. Ils entamèrent, sans m'en prévenir, une négociation avec les rebelles, que ceux-ci et moi nous repoussâmes, chacun de notre côté. Je ne sais où l'ambition impolitique d'une pacification les eût menés sans l'heureuse arrivée du général *Lorge*.

La ville perfide de Sion fut prise. Le lendemain, la faction lémanique envoya le c. *Perdonnet fils*, comme commissaire du D. H. près l'armée suisse en Valais. Je déclinai hautement la reconnaissance d'un si singulier caractère ; j'engageai le général *Lorge* à renvoyer les Vaudois ; ceux-ci laissèrent, le long de leur marche dans le Bas-Valais, des souvenirs éternels de leur passage une amorce inextinguible de fraternité. Le butin fut énorme ; des communes s'y opposèrent, il y eut des tués et des blessés ; le préfet national du Valais fut totalement pillé ; on emportait jusqu'à des souliers de femmes. Cet amour effréné pour les dépouilles n'était pas étonnant de la part des milices d'un pays n'ayant d'autre industrie que la contrebande et ne pouvant naguère aspirer au gouvernement de Berne.

Je me plaignis hautement de cette conduite atroce : j'envoyai des ordres aux commandants de place à Saint-Maurice et à Bex d'arrêter les bataillons vaudois et leurs chariots, mais on n'osa le faire. Leur commandant d'artillerie *Doxat* et leur adjudant-général *Clavel* partirent de Sion indignés, avec la résolution d'étouffer cette honte : les troupes étaient passées, elles avaient même forcé la garde à Martigny.

J'entre dans ces détails pour prouver que si les soldats français ont pillé, cet événement, qui ne dura que quelques heures, fut l'effet de l'indignation et de la vengeance, excités par une horrible trahison. Je me suis arrêté sur cet objet dégoûtant pour observer que les Vaudois ont pillé pendant plusieurs jours et n'ont cessé de piller sur leur route, même dans le Bas-Valais dont les armes étaient combinées avec les leurs. J'ai étouffé dans les cœurs, autant que je l'ai pu, ces amers souvenirs peu propres à entraîner vers la fraternité. Le commandant d'un bataillon vaudois, *Blanchenay*, a déclaré *calomniateur* quiconque dirait que son corps s'était souillé de pillage. Le général *Lorge* et

moi avons senti que soutenir la vérité du contraire c'eût été ressusciter les haines, et nous nous sommes tus, le Valais entier accusant son bataillon.

Aujourd'hui, la faction élève la tête plus haute que jamais. Les diatribes à la tribune contre le commissaire du gouvernement *Rapinat*, patriote probe, circulent dans les papiers publics et dans les cercles politiques. Les exaltés et les sots de ce parti ne cachent pas qu'ils le voudraient voir *pendu*, et ces extravasements annoncent de quelle nature sont les principes cachés des coryphées anti-français ! Ne voit-on pas avec quel âcre plaisir on grossit dans les deux conseils helvétiques quelques abus et quelques désordres inséparables du séjour, du passage et des mouvements de l'armée française ? Ne suis-je pas témoin de l'activité que l'on met dans le Léman et dans le Fribourgeois à quêter partout des reproches contre nos frères d'armes ? On ne cache même plus le penchant à la révolte et les flambeaux de l'aversion. Au cercle de Vevey, on ne s'entretient que de haine contre les Français, et un ministre protestant, nommé *Sher* ou *Sherer*, est un des principaux boute-feux. Personne n'ignore que la suppression des couvents dans l'Helvétie n'a été déterminée que par l'envie de soustraire ces maisons aux contributions de la France ; et avec quoi notre armée en Helvétie subsistera-t-elle si le gouvernement de ce pays lui ôte une ressource qui ne pèse pas sur le peuple suisse ? Imposera-t-on celui-ci ? N'est-ce pas là où la faction en veut venir pour nous rendre odieux éternellement ?

Le Directoire français, d'après cet exposé, possède deux moyens d'en finir avec l'Helvétie, de manière à se débarrasser de toute inquiétude à l'égard de ce pays à l'avenir.

Le premier est d'anéantir la faction en forçant, ainsi qu'il l'a fait ailleurs (mais sous l'apparence de la liberté des suffrages), le Corps helvétique à prendre à sa solde une armée française, et à payer à la France une contribution de [- - -] en nature de subside, et à fructidoriser les chefs dans le Directoire et les deux conseils.

Le second est de perdre la faction par elle-même, d'exciter son audace, de faire hâter l'exécution de ses projets, afin d'avoir le droit, à *la face de l'Europe*, de nous emparer du Valais et du territoire renfermé entre la Fourche et la gauche de l'Aar jusqu'au Rhin. L'oligarchie ancienne et moderne seront furieuses impuissamment, mais les peuples de ces contrées voyant dès à présent qu'ils n'ont changé que de maître et non de fardeau seront enchantés de faire portion de la Grande Nation.

P.-S. Le général Lorge, dans son passage à Vevey, en a connu le mauvais esprit ; on est partout très monté contre la France ; on vomit mille injures dégoûtantes contre son commissaire. La Chambre administrative du Léman a dû réarmer les Ormolands ; l'aristocratie s'empare de toutes les places.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 43 bis ², orig.)

102. Paris, 29 prairial an VI (17 juin 1798). Talleyrand à Rapinat.

Le c. Mangourit m'a informé, citoyen, qu'il avait fait arrêter et conduire au château de Chillon, près Vevey, MM. *Pierre-François-Marie* et *Louis de Courten*, frères, comme soupçonnés d'avoir provoqué l'insurrection du Haut-Valais.

J'ai consulté le ministre de la Police générale sur trois questions qui m'étaient proposées par le c. Mangourit concernant ces deux frères.

1° Doivent-ils être traités conformément à l'arrêté du Directoire exécutif français du 24 floréal dernier [13 mai] contre les auteurs ou chefs de la rébellion du Haut-Valais ?

2° Les traitera-t-on comme otages ?

3° Doivent-ils être traduits à la commission militaire comme émigrés de France ?

Le ministre de la Police générale pense que la solution des deux premières questions est de votre ressort, en votre qualité de commissaire du D. E. près l'armée française en Suisse. Je vous invite donc à prendre des renseignements sur les délits dont ces deux frères ont pu se rendre coupables.

Pour résoudre la troisième question, le ministre de la Police observe que la loi du 19 fructidor an V [5 septembre 1797] n'est applicable qu'aux émigrés trouvés sur le territoire de la R. F. ; que les frères Courten sont en Suisse ; qu'ils sont nés dans un pays faisant partie de la Confédération helvétique et qu'ils ont obtenu leur radiation provisoire comme émigrés de France par arrêtés de l'administration du département de la Moselle du 19 mars 1793 (v. s.) et 2 messidor an III [20 juin 1795].

Il observe de plus que le rapport sur leur radiation définitive a déjà été présenté au Directoire qui l'a non rejetée, mais ajournée.

J'ai cru, citoyen, devoir vous transmettre ces détails relatifs aux frères Courten comme pouvant servir à éclairer le jugement qu'ils attendent de votre justice.

(E, fol. 394, minute.)

103. Saint-Maurice, 3 messidor an VI (21 juin 1798). Lettre de Mangourit à Reubell, président du D. E. de la R. F.

Hier matin, j'ai acheminé pour Paris, maison et ministère des R. E., les six bœufs et les dix-huit brebis de la vallée de Viège ou Visp en Valais sous la conduite du berger Jean Tisserand.

Ce troupeau marchera de nuit à cause de la saison et ne fera dans vingt-quatre heures que trois à quatre lieues. J'ai pourvu à sa conservation par une instruction au berger et par une invitation aux autorités françaises et helvétiques de la route suivie d'ici à Paris par Lausanne, les Rousses, Dole, Auxonne, Dijon, Auxerre, Sens et Mantes.

J'ai eu l'honneur d'en prévenir le ministre de l'Intérieur, désirant qu'il recommande cet envoi aux communes de passage.

P.-S. Dans six jours, je quitte le Valais et je me rends à Paris.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 1, orig.)

104. Saint-Maurice, 3 messidor an VI (21 juin 1798). Lettre de Mangourit au c. Reubell, président du D. E. de la R. F.

Le préfet provisoire du Valais, le c. Pittier, m'a remis les n^{os} 117, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 126, 127 et 126 *double* ci-joints et tous sous enveloppe à l'adresse conforme à celle que je vous fait passer :

A Messieurs

Messieurs Nigra père et fils

Poste restante, à Martigny en Valais.

Sur ces adresses sont marqués 22, ce qui signifie vingt-deux creutzers [*Annexes*].

A la fin de février ou au commencement de mars dernier, j'ai fait chasser de Sembrancher, à deux lieues de Martigny, les trappistes français qui s'y étaient baugés. Le commis de la poste de ce bourg et qui est patriote, le nommé Antonin, assure que depuis le départ de ces moines les lettres dont est question n'ont plus été retirées.

Le préfet Pittier m'a promis de retirer toutes les lettres qui surviendraient et de me les faire passer à Paris.

J'ai pensé que le seul parti convenable était de vous envoyer cette correspondance contre-révolutionnaire. J'aurai l'honneur de vous observer à cette occasion que je pense qu'un soulèvement en Suisse est prochain si on n'y place une force française capable de réprimer l'audace et l'insolence qui croît chaque jour.

[P.-S.] La Souabe et le Tyrol sont fort du goût de certains MM. d'Aarau ; j'aurai l'honneur de vous donner de vive voix les détails.

(AE, Mémoires et documents, Suisse, vol. 90, fol. 233-234, orig.)

Annexes.

N^o 117, du 27 avril 1798, fol. 235

N^o 119, du 4 mai 1798, fol. 236

N^o 120, du 7 mai 1798, fol. 237-238

N^o 122, du 15 mai 1798, fol. 239-240

N^o 123, du 19 mai 1798, fol. 241

N^o 124, du 23 mai 1798, fol. 242-243

N^o 125, du 26 mai 1798, fol. 244

N^o 126, du 30 mai 1798, fol. 245-246

N^o 127, du 2 juin 1798, fol. 247

N^o 126[bis], du 6 juin 1798, fol. 248

avec au verso du folio 249 (blanc) de la main de Pittier : « Cet Antonin, aubergiste à Martigny, qui est le directeur de la poste de cette ville : depuis que les trappistes sont partis, on croit qu'on ne les reverra (?) plus ».

105. [Paris], 4 messidor an VI (22 juin 1798). Talleyrand au ministre des Finances.

Je vous transmets, mon cher collègue, copie d'une lettre qui m'est adressée par le résident de la R. F. en Valais, avec une pièce qui y était jointe, relativement aux rentes dont la ville de Sion jouissait sur la R. F. et dont on propose la confiscation. Je vous invite à prendre à ce sujet, s'il est nécessaire, les ordres du D. E. et à me faire connaître la détermination qui sera prise.

(E, fol. 395, minute.)

QUATRIÈME SECTION

Correspondance de Mangourit avec les autorités valaisannes (comité général de Saint-Maurice, comités particuliers, magistrats du Haut-Valais, Assemblée représentative et D. E. provisoires).

(22 janvier - 13 juin 1798)

1. Sierre, 22 janvier 1798. Lettre de Pierre-Joseph de Chastonay, vice-chancelier de la république du Valais, à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 11-12.
2. Saint-Maurice, 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798). Lettre de Mangourit à Pierre-Jos. de Chastonay, vice-chancelier de la république du Valais. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 12.
3. Saint-Maurice, 10 pluviôse an VI (29 janvier 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli de la république du Valais ou, en son absence, au vice-bailli et autres ayants droit. Avec, sous la même date, un office, une note et une note confidentielle. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 13-15.
4. Sion, 1^{er} février 1798. Trois lettres du grand bailli Sigristen à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 15-17, n^{os} 11, 12, 13.
5. Saint-Maurice, 8 pluviôse an VI (27 janvier 1798). Lettre de Mangourit à Zurbriggen, gouverneur de Monthey. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 67 (annexe II).
6. Monthey, 29 janvier 1798. Lettre de Zurbriggen, gouverneur de Monthey, à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 68.
7. Saint-Maurice, 13 pluviôse an VI (1^{er} février 1798). Lettre de Mangourit à la diète de la république du Valais et aux habitants du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 73-74 (annexe).

8. S.l.n.d [Sion, après le 5 février 1798]. Lettre de Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, au résident Mangourit.

Permettez aussi, c. Mangourit, que je n'écrive qu'au philosophe humain, savant, aimable, et que, s'il m'échappe quelque mot qui puisse déplaire au résident, rien ne nuise à ma patrie ni à mes concitoyens. Placé par le hasard de la naissance sans autre juste prétention dans les emplois publics, je ne suis qu'à l'an I de la politique ; encore n'en ai-je pris qu'une connaissance peu approfondie, et ne suis guère plus avancé que notre Guillaume Tell.

A l'œuvre on juge l'ouvrier, et la révolution présente étant aux yeux du chrétien une œuvre diabolique, il n'était pas étonnant que l'on prît pour un diable celui qui nous l'apportait ; la coiffure a confirmé cette opinion. Moi-même je suis descendu avec ce préjugé et, je vous l'avoue, j'ai bien cherché à découvrir une pointe de corne ou de queue ou de pied fourchu ; car mes textes m'ont dit qu'il était toujours obligé de donner un échantillon de sa personne. Je n'ai rien vu ni entendu que du digne du manteau de Socrate ou [de] Franklin. L'éloge que notre rapport contient du résident était senti, et le repos et le calme dont nous jouissons ici à Sion depuis ce voyage le confirment. Grâce vous en soient rendues. Les changements nécessaires viendront de meilleure grâce et sans convulsion.

Je n'ai nulle connaissance ni générale ni particulière des prétendues tracasseries soit de l'évêque soit du chapitre ; au contraire, j'ai vu qu'ils s'étaient prêtés à la révolution que j'avais proposée au conseil de notre dizain. Hélas ! d'après les bruits, les citoyens députés, président et compagnie, sont des traîtres ; mais « notre gloire est l'estime des gens de bien, et notre conférence sait nous dédommager du refus même de cette estime ».

Quoique votre lettre ne soit que confidentielle, j'ai cru d'après ces bruits devoir la présenter au grand bailli qui l'a fait lire au Petit Conseil d'Etat ; j'ignore les réflexions qu'elle peut y avoir occasionnées, mais il n'en a pas été fait mention au procès-verbal.

Ce que vous me faites l'honneur de me dire au sujet de la question de la souveraineté qui compète à chaque membre serait pour moi de la dernière évidence, si la nature suivait le système de l'égalité. Si c'est la force seule qui fait la souveraineté, sans doute elle réside dans la masse du peuple, mais l'adresse dispose de cette force, et l'adresse est un privilège de la nature. L'Auteur de la nature ne nous a point donné d'instinct pour une forme de gouvernement déterminée. J'ignore si celui de la République française est le fruit d'une combinaison profondément méditée, et s'il obvie à tous les abus sans cesse renaissants. Mais j'aurais désiré qu'un quart de siècle au moins en eût constaté la bonté avant d'y contraindre d'autres peuples. Mais la politique du moment exigeait sans doute ces mesures pour la grande entreprise sur l'Angleterre. Eh bien ! nous venons d'apprendre que toute la Suisse est en travail pour seconder cette intention, et cette nouvelle venue fort à propos disposera tout le monde à finir ce que la députation avait commencé. Et j'espère bien que si le Bas-Valais ne prend pas le vol d'Icare, il en résultera la dissolution de tous les chaînons inutiles à la grande chaîne de l'utilité publique. Que je voudrais avoir employé mieux mes années écoulées pour contribuer à cette œuvre grande en spéculation ! Mais ne prévoyant pas que

je dusse jamais être un acteur politique dans un moment comme celui-ci, j'ai détourné tant que j'ai pu mes regards de cette révolution qui a engendré tant d'horreurs, fait tant de malheureux et qui m'a aussi maltraité et probablement me maltraitera encore. Mais si la société doit faire un grand pas vers la perfection, s'il en doit naître un meilleur ordre de choses pour ma patrie, mes sacrifices sont prêts. J'implore pour elle tous vos moyens doux pour que l'arrangement de famille se fasse sur des bases solides, équitables, et sans précipitation.

C'était, je pense, votre dessein, lorsque vous choisîtes ma patrie...

(AV, fonds Aug. de Riedmatten, Ms R 2, vol. 10, pp. 205-207, minute.)

9. Saint-Maurice, 18 pluviôse an VI (6 février 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 86.

10. Sion, 6 février 1798. Lettre du grand bailli Sigristen et du Conseil de la république du Valais au résident Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 95-96.

11. Saint-Maurice, 20 pluviôse an VI (8 février 1798). Réponse de Mangourit au grand bailli Sigristen et au Conseil de la république du Valais. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 96-97.

12. Saint-Maurice, 25 pluviôse an VI (13 février 1798). Louis et Pierre de Courten à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 101-103.

13. Saint-Maurice, 25 pluviôse an VI (13 février 1798). 1^{re} lettre de Mangourit au comité général du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc.* I, p. 28.

14. Saint-Maurice, 25 pluviôse an VI (13 février 1798). 2^e lettre de Mangourit au comité général du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc.* I, p. 29.

15. Saint-Maurice, 26 pluviôse an VI (14 février 1798). 1^{re} lettre de Mangourit au comité général du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc.* I, p. 34 (annexe I).

16. Saint-Maurice, 26 pluviôse an VI (14 février 1798). 2^e lettre de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc.* I, p. 34 (annexe II).

17. Saint-Maurice, 16 février 1798. 1^{re} lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* I, p. 37 (annexe II).

18. Saint-Maurice, 16 février 1798. 2^e lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 37 (annexe III).
19. Saint-Maurice, 28 pluviôse an VI (16 février 1798). Lettre de Mangourit « aux citoyens composant le comité de Martigny ». — A paraître dans *Doc. III*, 3^e section, litt. B, n^o 5.
20. Saint-Maurice, 29 pluviôse an VI (17 février 1798). Lettre de Mangourit au comité militaire des communes du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc. I*, p. 41.
21. Saint-Maurice, 17 février 1798. Lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 42.
22. Saint-Maurice, 29 pluviôse an VI (17 février 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 105 (annexe II).
23. Sion, 18 février 1798. Lettre du grand bailli Sigristen et du Conseil de la république du Haut-Valais au résident Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 106-107 (annexe VI).
24. Saint-Maurice, 1^{er} ventôse an VI (19 février 1798). 1^{re} note de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 47 (annexe II).
25. Saint-Maurice, 1^{er} ventôse an VI (19 février 1798). 2^e note de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 47 (annexe III).
26. Saint-Maurice, 1^{er} ventôse an VI (19 février 1798). 3^e note de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 47 (annexe IV).
27. Saint-Maurice, 19 février 1798. 1^{re} lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 48 (annexe V).
28. Saint-Maurice, 19 février 1798. 2^e lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 50 (annexe I).
29. Sion, 20 février 1798. Note du grand bailli Sigristen à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 111 (annexe I).

30. Saint-Maurice, 2 ventôse an VI (20 février 1798). Réponse de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 58-59.

31. Saint-Maurice, 3 ventôse an VI (21 février 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 112 (annexe VI).

32. Saint-Maurice, 22 février 1798. Discours adressé par Emonet, président du comité général, au résident de France. — Publ. dans *Doc. I*, p. 62.

33. Sion, 22 février 1798. Lettre du grand bailli Sigristen et du Conseil de la république du Haut-Valais à Mangourit.

Nous avons l'honneur de vous communiquer que nous adressons par la voie de ce même courrier au comité de Saint-Maurice l'acte de la corroboration [*Doc. I*, pp. 66-67] qu'il nous a demandé et que nous délivrons avec toute la franchise possible d'après l'expression bien prononcée du vœu général et uniforme de tous les conseils et communes des VII Dizains dont nous vous joignons un double ci-inclus quant à la substance entière, avec omission seulement des noms des députés pour raison de brièveté. Nous espérons que ce sera à vos yeux, c. chargé d'affaires, une preuve convaincante de la loyauté de nos procédés envers les peuples du Valais sous Morge à ne laisser aucun doute de la reconnaissance plénière de leur liberté et souveraineté, indépendamment de l'incorporation que nous désirons bien cordialement pour le bien des deux Etats, sans cependant vouloir gêner les intentions de manière quelconque.

Recevez, c. résident, en même temps nos sentiments de vive reconnaissance pour le zèle avec lequel vous avez bien voulu vous prêter à maintenir le bon ordre et à faire donner réparation au porteur de notre dépêche à Saint-Maurice. Ce nouveau témoignage de votre attention pour l'entretien de la bonne intelligence entre les Etats du Haut et du Bas-Valais nous est un garant sûr de vos dispositions favorables qui nous seront toujours précieuses et que nous nous empresserons toujours de cultiver.

P.-S. Ayant cru qu'une proclamation adressée à toutes les communes du Bas-Valais serait un moyen de les assurer des intentions cordiales du Haut-Valais, nous en avons dressé le projet à l'exemple des autres Etats helvétiques, que nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint. Nous espérons que personne n'interprétera sinistrement cette notre intention tendant à manifester notre loyauté.

(D 3, pp. 44-45.)

34. Saint-Maurice, 23 février 1798. Note de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 64.

35. Saint-Maurice, 24 février 1798. Mémoire du comité général remis au résident de France avec le projet de constitution. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 69-71.

36. Saint-Maurice, 8 ventôse an VI (26 février 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen et au Conseil du Valais. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 121-122.

37. Sion, 26 février 1798. Lettre du grand bailli Sigristen à Mangourit.

En réponse à l'office que vous m'avez fait l'honneur de transmettre, j'ai celui de vous observer que je crois que le comité général des communes du Valais occidental n'est pas entré dans les véritables intentions des députés des communes du Valais oriental, et qu'au lieu d'y apercevoir une apparence de violence, il aurait plutôt dû y voir l'ancienne sollicitude paternelle, la crainte d'une séparation funeste aux deux Etats, enfin tous les sentiments expliqués depuis dans la lettre qui accompagnait l'acte de corroboration de l'indépendance [*Doc. I*, pp. 67-68]. Quoi qu'il en soit, le bon génie du comité général national a su tourner le tout à la gloire et satisfaction réciproque des deux Etats, qui désormais n'en feront qu'un sous des rapports plus fermes et plus sûrs, ceux de l'égalité et de la liberté. Il est donc à espérer que les choses se remettront dans la voie qu'avait ouverte la députation dont vous vous plaisez à faire un tableau bien intéressant, et que le démon de la discorde disparaîtra à sa honte, que les nuages se dissiperont et laisseront luire les plus beaux jours sur notre république.

A l'égard de l'avocat Riccardi, le souverain assigne son paiement sur les fonds que le Haut-Valais possède à Turin.

Je dois aussi vous remercier de la communication à nous faite de la pétition du comité général adressée à vous sous le 19 février [*Doc. I*, p. 48] et de votre réponse [*Doc. I*, pp. 58-59].

(D 3, pp. 43-44.)

38. Sion, 26 février 1798. Lettre de Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, au résident Mangourit.

J'ignore ce qui peut avoir occasionné le faux bruit des coups de carabine tirés chez moi ; mais je n'en serais nullement étonné, surtout depuis la distribution du projet de constitution, d'où les rénitents peuvent persuader au peuple que sa religion est anéantie, son gouvernement et liberté, bouleversés, et sa bourse, attaquée, la première par l'art. 6 et 7, le second par les pouvoirs exécutifs, législatifs qui ne prendraient plus *ad referendum*, la troisième par le besoin de solder tout cela, outre que la ville de Sion nommée comme centre perpétuel des affaires déplaît aux dizains supérieurs. Sages de la terre, travaillez, si vous pouvez, à un système qui concilie toutes les passions ! Je crains

bien que de tout cela il ne résulte des commissions qui gâteront encore ce que la présente diétine provisoire a tâché de raccommorder ; j'aurais désiré, pour envoyer dans les dizains, des exemplaires de votre lettre charmante sur la tolérance et l'image aimable du feu prêté le matin, rendu le soir.

J'ai passé quelques jours dans la tristesse entre l'idée de notre séparation insensée, ridicule (deux républiquettes dans une écuelle) et celle de notre descente à Saint-Maurice dont je ne puis détacher un accessoire d'humiliation, malgré la protestation du comité ; car sous le rapport ou de père ou de maître, le fils aussi bien que l'affranchi doit tendre les bras et aller au-devant de la fraternité. Le comité en décrétant une députation sur la réception de l'acte de corroboration semble avoir senti quelque chose d'analogue à ces rapports et si, comme je l'espère, cette députation est chargée de choses en correctif du refus à notre invitation, le pacte de famille prendra un grand acheminement, sinon avec tous, du moins avec quelques-uns et probablement le plus grand nombre. Sans doute, cet individu libre appuyé par la République française, sollicité par la Lémane peut montrer de la fierté ; mais à l'exception d'un petit nombre, je ne sais si ce peuple ne préférerait pas être sujet valaisan encore plutôt que lémanien libre. Identité d'enceinte, de religion, de pauvreté, de mœurs, d'habitudes, tout est pour nous ; et dussions-nous l'avoir un [peu] maltraité, on oublie plutôt les injures que le mépris. Or le Vaudois a de tout temps témoigné plus ou moins de ce sentiment à son voisin valaisan. J'ai grande confiance au génie qui plane sur le comité et qui fera pour le mieux.

Votre tableau sur la députation est bien touchant ; il a réveillé en moi les douces émotions d'alors.

Je suis bien sensible à l'intérêt que votre aimable citoyenne a bien voulu prendre à mon sort ; veuillez bien lui présenter mes remerciements, mon respectueux hommage, et agréer vous-même mon salut et attachement fraternel.

(Orig., propriété de M^{me} de Chauliac-de Riedmatten, à Paris, qui nous a autorisé à en prendre copie ; AV, fonds Léon de Riedmatten, P 36, photocopie.)

39. Saint-Maurice, 9 ventôse an VI (27 février 1798). Note du résident Mangourit au grand bailli Sigristen.

Mangourit a l'honneur de présenter à M. le grand bailli l'hommage de son respectueux attachement ; il ne répétera point les assurances de la conservation de la religion catholique, l'ayant déjà donnée mille fois. Le Corps helvétique prenant en ce moment une forme plus avantageuse à son génie républicain et plus rapprochée de la démocratie ; d'un autre côté, tout Etat souverain ayant le droit de faire des alliances convenables à ses intérêts, je ne puis donner aucune explication prématurée sur les événements qui élaborent le système helvétique. Quant à la division du Haut et Bas-Valais en dix dizains, c'est un objet que traitera le projet d'acte constitutionnel, mais je dois dire mon sentiment et faire part de mes observations : le Valais occidental n'étant représenté que par trois [dizains], il est certain que le nombre sept sera toujours à son désavantage. Votre 4^e article est répondu par le

projet constitutionnel de réunion, qui tendra sans doute à restaurer la constitution du Valais dans ses principes primordiaux ou primitifs, adaptés à la perfection du système républicain obtenue de ce siècle.

Pour ce qui regarde la propriété, elle est au nombre des droits de l'homme ; elle est, avec la liberté, l'égalité et la sûreté, une des colonnes de l'union, de la paix, de la félicité des républiques méritant cette dénomination. L'oubli du passé ? L'intérêt public l'a voté déjà de gouvernement à gouvernement ; pour ce qui regarde les familles, des transactions, ce qui est le meilleur parti, ou les tribunaux y aviseront. Quant aux vexations commises à l'insu et au mépris du peuple du Haut-Valais, on n'a point entendu en demander l'approbation par l'oubli, à moins que les vexateurs ne s'arrangent avant la présentation du projet constitutionnel avec les parties vexées. Il est même de la dignité du Haut-Valais de ne s'opposer en aucune manière à la poursuite en jugement de ceux qui ont abusé de sa confiance.

P.-S. Ne serait-il pas juste de prévenir la demande en restitution des confiscations pour opinions et faits politiques, et de celles qui ont été l'ouvrage de la vexation ?

(D 3, pp. 62-63 ; Brigue, Arch. Stockalper, n° 10 171, trad. allem. de la main du châtelain Perrig.)

40. Saint-Maurice, 12 ventôse an VI (2 mars 1798). Réquisition de Mangourit aux comités réunis de Saint-Maurice. — Publ. dans *Doc. I*, p. 97.

41. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). Mangourit au comité de Martigny. — A paraître dans *Doc. III*, 3^e section, litt. B, n° 39.

42. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). Message de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 119 (annexe II).

43. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). Note de Mangourit au grand bailli Sigristen. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 126.

44. Saint-Maurice, 5 mars 1798. Note du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 120 (annexe IV).

45. Sion, 7 mars 1798. Projet d'une lettre du grand bailli Sigristen et Conseil de la république du Haut-Valais à Mangourit.

Nous ne voulons ni [ne] devons tarder un instant de vous témoigner notre juste, plus sincère et plus vive reconnaissance pour toutes les bontés avec lesquelles vous avez bien voulu recevoir MM. nos députés qui ont dernièrement eu l'honneur de vous porter les assurances de nos sentiments de respect

et de confiance, honneur dont nous prive notre position contre notre désir et empressement, pour vos loyales dispositions que vous leur avez fait connaître de nouveau pour faire le bonheur de notre république et l'incorporation du Bas-Valais dans le Haut-Valais d'une manière satisfaisante pour les deux Etats et de la plus solide pour établir la fraternité que nous désirons toujours avec les mêmes sentiments.

D'après cela, nous avons l'honneur, c. résident, de vous faire part que nous avons attendu ici en grand nombre le plan de constitution que vous aviez fait espérer à MM. les députés de nous faire parvenir dans peu de temps. Nous l'attendons toujours avec le même empressement ; mais nous avons cru devoir vous communiquer notre résolution prise de transporter le conseil à Sierre où des raisons économiques appellent dans ce temps un grand nombre de ses membres.

Veillez nous aviser de l'époque pour laquelle nous pourrions recevoir le plan que nous attendons, et être persuadé des sentiments de la haute et respectueuse considération et confiance avec lesquels nous avons l'honneur d'être...

(D 3, p. 79.)

46. Saint-Maurice, 17 ventôse an VI (7 mars 1798). 2^e note de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 134 (annexe III).

47. Saint-Maurice, 18 ventôse an VI (8 mars 1798). 1^{re} note de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 133 (annexe I).

48. Saint-Maurice, 9 mars 1798. Réponse du comité général à la note de Mangourit du 8 mars. — Publ. dans *Doc. I*, p. 133 (annexe II).

49. Saint-Maurice, 20 ventôse an VI (10 mars 1798). Office de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 139 (annexe I).

50. Saint-Maurice, 20 ventôse an VI (10 mars 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen. — Publ. dans *Doc. I*, p. 139 (annexe II).

51. [Sierre, 10 mars 1798]. Lettre du grand bailli Sigristen au résident Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 131 (dans la dépêche de Mangourit).

52. Saint-Maurice, 20 ventôse an VI (10 mars 1798). Lettre de Mangourit à la députation du Valais occidental près le Valais oriental. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 139-140 (annexe III).

53. S.l.n.d. [Sion, ca 10 mars 1798]. Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, au résident Mangourit.

Di ignosce illis, disait le bon frère de Socrate dans un moment et dans une attitude bien méritoire. Je ne suis pas crucifié comme lui, je ne suis qu'un peu calomnié ; passe pour moi, c'est sans conséquence. Mais ce dont je crains la conséquence, c'est de voir que l'on ne vous rend pas justice et qu'on ne m'ait pas cru. Mais *ignosce illis*, ils ne savent pas distinguer l'homme de la chose et croire que, puisque le Directoire avait résolu l'opération, un médecin habile et sensible avait bien voulu se charger de la faire de la manière la moins douloureuse. Je dirais bien aussi de mon côté : *Pater, si possibile est, transeat calix iste*. Et j'avoue que la lecture de l'ordonnance qui a tant échauffé nos têtes ne m'effrayait pas, mais à présent que le moment d'avaler la médecine approche, la philosophie m'abandonne un peu, et l'homme se fait sentir. *Tristis est anima mea*. La perte de mon existence honorable et tranquille, le bouleversement de l'« ancien ordre », l'abaissement de notre caste et l'exaltation des autres qui dégénère en insolence et qui ne tient pas compte de la modestie passée, une législation dont le tâtonnement sera interminable, l'intrigue, la cabale à chaque élection, etc., sont des afflictions réelles contre des avantages incertains. Approuveriez-vous, c. résident, l'idée de laisser subsister l'ancien gouvernement pendant un terme suffisant pour que le nouveau soit organisé, instruit, connaissant ses fonctions et prêt à y entrer ? Alors au jour fixé, l'abdication de l'un serait suivie de l'entrée du nouveau, sans anarchie intermédiaire. Nous enverrions des écoliers auprès de vous pour les instructions nécessaires. La ville, c'est-à-dire notre Conseil et la bourgeoisie me confieront probablement sous peu leurs intérêts auprès de vous, et ce sera comme la première fois, le cœur dans la main, que je vous exposerai l'état des choses. Je devais venir aussi par cette occasion, mais les fonctions de mon emploi m'en ont empêché. Veuillez bien accorder le court délai que cette députation vous demande et me continuer vos dispositions favorables que vous m'avez bien voulu témoigner jusqu'ici et agréer mon affectueux salut et ma tendre fraternité.

P.-S. Je vous recommande ma pauvre patrie dont le salut est entre vos mains.

(AV, fonds Aug. de Riedmatten, Ms R 2, vol. 10, pp. 207-208, minute.)

54. Saint-Maurice, 11 mars 1798. 1^{re} lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 145 (annexe I).

55. Saint-Maurice, 11 mars 1798. 2^e lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 145 (annexe II).

56. Saint-Maurice, 11 mars 1798. 3^e lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 146 (annexe III).

57. Saint-Maurice, 11 mars 1798. 4^e lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 146 (annexe IV).

58. Sion, 13 mars 1798. Lettre de Mgr Jos.-A. Blatter, évêque de Sion, au résident Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 139.

59. Saint-Maurice, 25 ventôse an VI (15 mars 1798). Lettre de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 151 (annexe I).

60. Saint-Maurice, 26 ventôse an VI (16 mars 1798). Discours prononcé par Mangourit à l'ouverture de l'Assemblée représentative provisoire de la république du Valais. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 137-139.

61. Saint-Maurice, 16 mars 1798. Discours du grand bailli Sigristen adressé à Mangourit, lors de la visite de la députation haut-valaisanne au résident. — A paraître dans *Doc. IV*, 1^{re} section, n° 1 (dans *Tagschrift* d'Augustini).

62. Saint-Maurice, 27 ventôse an VI (17 mars 1798). Réponse de Mangourit à Mgr Jos.-A. Blatter, évêque de Sion. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 140.

63. Saint-Maurice, 18 mars 1798. Lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 159 (annexe II).

64. Saint-Maurice, 19 mars 1798. Lettre du Directoire exécutif provisoire du Valais à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 144-145.

65. Rarogne, 29 ventôse an VI (19 mars 1798). « Observations » d'un anonyme [F. Venetz ?] adressées à Mangourit.

... *et si totus corrui orbis impavidum ferient ruinae.*

Il est étrange ! La R. F. poursuit ses malveillants chez l'étranger et elle laisse fomentier l'intrigue chez elle ; elle poursuit ses ennemis à l'extérieur et elle les tolère dans son sein ; elle poursuit enfin les satellites de l'aristocratie chez ses voisins et les satellites de Pitt, d'Orléans, etc., préparent des secousses contre-révolutionnaires sous l'égide de l'autorité ! Je l'avance, et attaquerai-je effrontément les administrations de plusieurs départements ? Souillerais-je par des soupçons des autorités plus sacrées encore ?

Fasse le ciel que je commette ici un blasphème national ; il saura me le pardonner, parce qu'il sait que ma raison se révolte contre des résultats

qu'elle juge criminels, et ces crimes lui paraissent impunis... Fasse le ciel qu'on réplique à mes sollicitudes par :

*Fama malum quo non aliud velocius ullum
Mobilitate viget, viresque acquirit eundo.*

Fasse le ciel, dis-je, que tout soit controuvé, qu'il n'y ait plus des factions en France, et que la malveillance individuelle n'a cherché par des bruits inquiétants qu'à dégoûter le peuple suisse de son entreprise et qu'elle tentait seulement d'étouffer la liberté helvétique dans son berceau ! n'y aurait-il encore que quelques particuliers qui ont formé ce projet séditieux ?

Mais, hélas ! ces liberticides ne respectent pas même leur patrie ; ils cherchent à détruire le repos de leurs concitoyens ; ils veulent dévaster le pays qui les a vu naître et violer la confiance publique ! On les connaît, je pense, puisqu'on les désignait après le 18 fructidor [4 septembre 1797], puisqu'ils détournèrent insensiblement les suites nécessaires de cette mémorable journée.

La clémence a toujours enhardi le crime, le 18 fructidor fut imparfait ! Cette même voie (l'anonyme dont je me sers) n'a cessé de vous le dire et de vous le faire dire depuis le 25 vendémiaire [16 octobre 1797] : mes observations sont vraies ! Aujourd'hui, les aristocrates suisses, ceux qui désirent la fin heureuse des affaires, ceux qui sont attachés au repos de toutes les classes et même de la leur gémissent sur le relâchement qui, en encourageant les malveillants de la France, éloignent le terme de la tranquillité nationale ; ils gémissent sur ce relâchement qui portera quelques individus de leur classe dans des entreprises qui les congloberont tous dans un tourbillon des malheurs ! Guidés par intérêt et pour leur sûreté personnelle, ils ne veulent point de douceur, mais ils veulent conserver en Suisse *les échafauds pour eux et pour les leurs* ! (Si j'ose me servir dans l'élan de mes ressentiments d'une satire expliquée dans une anecdote ridicule.)

Oui, le foyer des contre-révolutions qui se dirigeront contre toutes les républiques naissantes ne se tisonne qu'en France. Le républicanisme plane sur l'univers ; les patriotes purs de l'univers entier s'élèvent donc avec violence contre les agitateurs français ; ils se plaignent d'un système meurtrier, système qui, au lieu de resserrer l'aristocratie dans un cercueil d'airain, la berce dans les plus douces espérances ; pourquoi abattre les momeries extérieures de l'orgueil et de la vanité ? pourquoi ces signes ne nous font-ils plus distinguer les hôtels de grands ? pourquoi les girouettes en nous indiquant les vents qui règnent ne dirigeraient-elles plus les observations *météoriques* pour abattre cet appareil ? pourquoi enfin brûler les titres du paganisme civil, si les suppôts de la tyrannie influencent encore, si différentes factions menacent impunément la France républicaine ?

La France toujours inquiète, toujours agitée, fait des frais considérables pour faire épier chez l'étranger la conduite des émigrés, pour pénétrer leurs manœuvres, pour pénétrer encore les plans des Anglais, dévoiler les vues des royalistes, suivre la marche des monarchiens ; mais pourquoi laisse-t-on à des factions la nomination aux places ? Et pour affermir le gouvernement, il y aurait un moyen plus sûr, plus facile, tout aussi utile et moins coûteux, moins difficile et plus décisif, c'est de forcer la marche des autorités, de faire des procès aux coupables, de punir ceux qui n'exécuteraient pas les lois de la

République, ceux qui y mettraient de retard ou qui les interpréteraient en faveur du crime !... Le crime est dans l'intérieur, il y est accueilli.

La corruption n'attaque que l'homme oisif, et lorsque tout est en activité, rien n'arrêtera le cours de la prospérité nationale, et si on voulait la retarder, la force ou l'impétuosité des lois doit emporter les piquets que l'intrigant voudrait planter ; la foudre doit les réduire en cendres ; ce torrent emportera l'homme faible ; en vain tendrait-il ses mains, l'intrigant ne pourrait l'atteindre, et si leurs mains s'entrelaçaient par hasard, elles s'abandonneraient bientôt arrachées par le ressentiment unanime de la nation ; celle-ci ne doit avoir qu'une âme et qu'un seul intérêt : l'exécution des lois, et les lois ne doivent se reposer que lorsqu'il n'y aura plus des crimes ; elles ne doivent délasser que les bien-méritants de la patrie. N'enlevons pas aux malheureux mais vertueux mortels l'immortalité de l'âme, le scélérat en triompherait, et les malveillants triompheraient-ils à jamais sur la moralité du républicanisme ?

J'interprète ici les craintes des vrais patriotes étrangers ; j'élançe ici mes inquiétudes sur les dangers éminents de la R. F. Vous, patriotes français, vous, purs républicains, surveillez vos administrations ; établissez vos sentinelles ; déléguez dans les départements des commissaires voyageurs, partagez-les de vos vertus ; qu'ils punissent les prévaricateurs de lois, les ennemis de l'ordre social ; qu'ils distinguent le mérite. Voilà le baume que tous les départements réclament.

Vous arriverez enfin à cette époque qui vous affranchira de la malveillance ; ne vous inquiétez plus d'elle lorsque la bienfaisance des lois répandra son essence.

Vous savez que plusieurs élections seront mauvaises. Je dois vous le dire avec franchise : vous connaîtrez par vos concitoyens les suspectes, et je dois vous prévenir que les royalistes ne veulent plus se laisser surprendre par un second fructidor ; à peine assis, ils se hâteront d'opérer cette grande œuvre... L'Angleterre en hâtera l'explosion pour couvrir ses côtes des dangers qui les menacent, et s'il y avait du retard, ce ne serait que pour s'assurer du succès... L'empereur attend-il leur secours ou le sort de la Suisse ?

Expulsez donc bien vite du Corps législatif cette horde nommée par le fanatisme religieux, par ce même fanatisme que vous proscriviez chez les autres nations ; expulsez ces émissaires des monarchiens ! Ne croyez pas que ce soit un homme de sang qui vous parle ; je ne suis pas un anarchiste ; je suis homme et je suis l'ami des hommes ; je désire la punition des coupables pour épargner à la France des flots de sang, pour sauver les républicains à travers de tout des dangers et aux dépens de ceux qui les préparent.

Expulsez-les donc, si vous voulez acquérir l'opinion de l'étranger ; expulsez-les, Français, si vous aimez la France ; l'impunité ne soulage que le crime, l'homme honnête la redoute.

Vous, patriotes français, qui avez plaidé la cause de l'humanité ; vous, qui devez garantir la régénération du genre humain, le verrez-vous déchirer impunément ? Abandonnerez-vous lâchement votre ouvrage ? Les abus persécuteront de nouveau sur vous et sur vos amis ; la tyrannie infectera-t-elle encore une fois le sol de la France ? Vous parlez de paix ; vous voulez mettre fin aux hostilités ; Français, avez-vous cette paix dans votre intérieur ? pourquoi la haine nationale ne sévirait-elle pas sur les Pitt, sur les Orléans ? pourquoi

les ennemis de l'intérieur sont-ils à l'abri des baïonnettes ? pourquoi enfin ne pas saper à jamais le colosse de la désorganisation ?

Malheur, oui, malheur, si vous perdez de temps ! L'univers entier déposera contre vous ; déjà j'entends les mânes plaintives des victimes que le crime immolait à sa rage ; déjà se retracent à ma mémoire les époques où les républicains apostrophés tombaient sous les coups des haches et succombaient à l'ostracisme ; les compagnies de Jésus et du soleil frissonnent dans mes veines ! Les mânes de ces victimes qui errent dans l'édifice dont ils ont concouru à jeter le premier fondement ; ces mânes, dis-je, en récompense de leurs services, pour garantie de la reconnaissance demandent que leurs cadavres servent de boulevard aux républicains ; accordez ce baume salutaire aux blessés sur les frontières !... Ne faites pas réclamer par des orphelins et des veuves indignées et leurs pères et leurs époux !

Français, au nom de la patrie, si vos lois sont bonnes, faites-les exécuter ; si elles sont mauvaises, faites-en d'autres ; mon cœur ulcéré par des malheurs inévitables s'élance encore une fois...

(E, fol. 310-313, orig. — Il semble que, d'après l'écriture et le style, on puisse attribuer cette lettre à Ferdinand Venetz. Voir Rz, cart. 86, fasc. 2, n° 21 et n° 50.)

66. Saint-Maurice, 20 mars 1798. Lettre de Sigristen, président du D. E. provisoire de la république du Valais, à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 145-146.

67. Saint-Maurice, 20 mars 1798. Lettre de l'Assemblée représentative provisoire du Valais à Mangourit. — A paraître dans *Doc.* IV, 1^{re} section, n° 1, (dans *Tagschrift* d'Augustini).

68. Vevey, 1^{er} germinal an VI (21 mars 1798). Lettre de Mangourit à la Représentation nationale provisoire du Valais. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 156 (annexe I).

69. Berne, 3 germinal an VI (23 mars 1798). Lettre de Mangourit au D. E. provisoire du Valais. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 156 (annexe II).

70. [Saint-Maurice, 26 mars 1798]. Lettre du D. E. provisoire du Valais à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 156-157 (annexe III).

71. Berne, 15 germinal an VI (4 avril 1798). Lettre de Mangourit au Directoire provisoire de la république du Valais.

J'ai eu l'honneur de vous écrire de cette ville deux fois que l'intérêt de l'Helvétie d'accord avec le vôtre exigeait la réunion du Valais comme canton

à la R. H. une et indivisible. Le D. E. de la Grande Nation a senti que si le Valais formait de son territoire exigu une république, il serait exposé aux tourments politiques, tandis que partie intégrante de la R. H. il jouirait de tous les avantages auxquels sont appelés les peuples réunis sous un même génie et confondus dans une masse vigoureuse. C'est la pensée paternelle du D. E. que je m'empresse de vous communiquer : je vous invite au nom de vos intérêts les plus chers, au nom du bon peuple dont la paix et le bonheur sont si désirables de renoncer à l'idée décevante d'un isolement dangereux ; de ne pas seulement entrevoir la félicité présente, mais aussi de fonder à jamais celle de la postérité ; de faire sentir aux bons esprits tous les biens résultant d'une association robuste et capable de résister aux entreprises soudaines ou lentes de l'oppression ; de montrer enfin à vos compatriotes la route tracée vers l'unité et l'indivisibilité d'une grande république démocratique représentative par neuf cantons de la Suisse.

Ces mêmes hommes qui s'armèrent, marchèrent et vainquirent non pour conquérir leur indépendance mais pour assurer celle de leurs voisins que l'oligarchie menaçait, sentiront vivement combien il est avantageux et à leurs familles et à la grande famille que cette indépendance si facile à ravir aux sociétés peu nombreuses soit à jamais garantie par l'Helvétie entière.

Ceux-là que la crainte des dépenses à faire pour l'action d'un grand gouvernement concentrait dans le système d'une République valaisanne n'auront plus cette inquiétude louable sans doute lorsqu'ils sauront que les dépenses ne seront pas supportées par chaque canton, mais par tous, et qu'il en sera fait une répartition juste et fraternelle.

Ceux encore que le projet de constitution helvétique en trois langues que j'ai répandu en Valais effrayait sous quelque rapport, l'adopteront avec empressement en voulant bien se convaincre qu'il évite les lenteurs inséparables d'une charte constitutionnelle à établir et les crises violentes qui les accompagnent, et en réfléchissant surtout que le plan lui-même offre les moyens de perfection que l'on pourra désirer.

Je vous engage donc, c. directeurs provisoires, à stimuler de toute votre influence le véritable intérêt des Valaisans pour que, sans aucun retard, le plan de constitution helvétique déjà adopté par le canton de Léman soit accepté par eux.

Communiquez, je vous prie, cette lettre à l'Assemblée nationale provisoire du Valais ; qu'elle ne fasse qu'un avec vous pour hâter cette acceptation, les corps électoraux et la nomination de quatre sénateurs, de huit grands conseillers et d'un juge du Tribunal suprême, ainsi que leurs suppléants ; je les y invite au nom de mon gouvernement, je les en conjure au nom de celui auquel le peuple estimable du Valais a témoigné tant de confiance et d'attachement. Perdre un instant lorsqu'il est question de consacrer le bonheur du peuple, c'est s'exposer à ses justes reproches et à ceux de sa propre conscience.

P.-S. Le D. E. a vu avec plaisir que parmi les braves volontaires valaisans qui ont marché avec nos troupes se trouvaient des officiers, sous-officiers et soldats du régiment licencié valaisan (dit *de Courten*) qui, il y a quelques années, refusèrent du service parmi nos ennemis. Il fera quant aux pensions et aux gratifications arriérées tout ce qui sera possible, mais la liberté

de l'Europe commande à la France l'expédition contre l'infâme gouvernement anglais, et cette expédition empêche pour l'instant que la République se livre à des témoignages de reconnaissance.

Je vous prie d'instruire de ce post-scriptum les guerriers valaisans.

(AN, AF III 86, dossier 9 bis, pièce n° 51, orig. ; Orsières, Arch. comm., P 253, copie ; Monthey, Arch. comm., F 83, copie.)

72. Berne, 18 germinal an VI (7 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. de la République valaisanne.

Je suis informé que le c. Ribordy, ecclésiastique demeurant à Géronde, a été outragé à Brigue par le directeur, le fermier et une servante le tenant par derrière *à cause de la plantation de l'arbre de la liberté*, qu'il a été ensuite menacé à coups de couteau par des Haut-Valaisans et surtout par des gens des Bains-de-Loèche, parents du fermier et de sa servante, *en le traitant l'espion de la République*. Ces outrages et ces menaces ont forcé à ce citoyen de sortir de Géronde et de se réfugier à Sion chez le c. Barthélemy Penel, aux Portes-Neuves.

Je vous prie, c. directeurs, de faire poursuivre avec toute la sévérité des lois les perturbateurs de la sûreté publique qui l'ont troublée à l'égard du c. Ribordy, et si vous avez besoin de forces pour appuyer votre justice et faire partir les mutins, quelque insolents, isolés et nombreux qu'ils soient, il y a maintenant 35 000 Français en Suisse qui sont prêts à protéger les personnes et les propriétés ; je vous prie de le faire savoir à Brigue et au c. Ribordy.

(Saint-Maurice, Arch. comm., série B 16, orig. ; Nendaz, Arch. comm., P 106, fol. 2, copie ; Orsières, Arch. comm., P 250, copie.)

73. Saint-Maurice, 10 avril 1798. Lettre du D. E. provisoire du Valais à Mangourit.

Nous avons l'honneur de vous informer que les dix dizains ont prononcé leur vœu pour la réunion du Valais à la R. H. une et indivisible.

La condescendance des communes pour les vues de la France est due à différents motifs, mais particulièrement à l'assurance dans laquelle elles se sont crues que la religion du pays serait maintenue dans toute son intégrité. Cette assurance a été réservée par la plupart dans l'acte de leur adhésion ; elle est fondée sur des garanties formelles contre lesquelles on ne pourrait revenir sans danger.

Par votre lettre officielle au comité général du Valais occidental sur l'intention du D. E. de la R. F. à son égard, vous leur promettez que les opinions religieuses seraient respectées.

Vous avez réitéré cette assurance à Mgr l'évêque de Sion, et vous l'avez encore annoncée à l'Assemblée représentative composée alors d'un grand nombre de députés du peuple.

Par la constitution acceptée provisoirement par le Valais occidental et oriental, constitution concertée avec vous, c. résident, et dont vous avez adressé copie au Directoire de la R. F. : « La religion catholique, apostolique et romaine est maintenue dans toute son intégrité » (art. 17), et vous n'ignorez pas, c. résident, qu'aussitôt que la constitution valaisanne eût donné cette assurance, tout le clergé de ce pays s'est mis en avant pour amener les esprits à l'acceptation, et cette constitution, à cet article essentiel près, n'est autre chose que la constitution helvétique adaptée à un Etat séparé.

Les communes en votant la réunion à la R. H. n'ont pas cru compromettre l'intégrité de leur religion, sur laquelle le projet de constitution helvétique leur laisse des craintes. Vous aviez senti vous-même, c. résident, la nécessité de le prononcer plus formellement que ne le fait l'art. 6 de cette constitution, et si l'on propose aujourd'hui l'acceptation pure et simple de la constitution helvétique, les peuples se croiront induits en erreur, et l'on ne peut pas calculer tous les dangers auxquels peuvent se trouver exposés ceux qui, dans leur démarche politique, n'ont eu en vue que le bien et la tranquillité de leur patrie.

Nous venons donc vous prier, c. résident, de vouloir bien nous réitérer officiellement, et réclamer au besoin du c. commissaire Lecarlier, l'assurance que la religion catholique, apostolique et romaine sera maintenue dans toute son intégrité en Valais suivant le texte de la constitution valaisanne.

Nous ne cherchons point à retarder l'organisation de notre pays ; nous voulons au contraire l'accélérer en allant au-devant des obstacles qui l'arrêteraient.

Veillez vous rappeler, c. résident, que la religion n'a pas été dans ce pays le prétexte des résistances politiques ni le point de ralliement de l'esprit de parti. Dans sa conduite politique le Valaisan n'a écouté que l'amour de la patrie ; dans son attachement à sa religion, il n'écoute que le véritable esprit de la religion. Prêtres et autres, tous ont montré le même esprit ; rien ne vous a offert l'apparence du fanatisme, et cette marche sage et nécessaire ne peut qu'ajouter à vos yeux à la force de la réclamation des Valaisans.

Vous avez conduit la révolution en Valais, et vous savez combien votre sagesse et ménagement que vous avez eu pour la disposition des esprits ont contribué à en écarter les troubles et les violences, et nous avons la confiance que vous achèverez votre ouvrage comme vous l'avez commencé.

(Ardon, Arch. comm., P 163, copie conforme ; Orsières, Arch. comm., P 252, copie.)

74. Berne, 22 germinal an VI (11 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. provisoire du Valais.

J'ai suspendu la lettre ci-jointe que j'avais l'honneur de vous écrire le 15 de ce mois [4 avril 1798] parce que je fus instruit que le peuple valaisan se portait à unir sa souveraineté à celle de toute l'Helvétie ; je vous l'envoie aujourd'hui, car vous pourrez y trouver quelques vues utiles à opposer à ceux qui en toutes choses ont toujours une observation oiseuse à faire, un blâme indiscret à propager.

Je sais par voie indirecte que le Valais a décrété sa réunion au Corps helvétique et qu'en conséquence du corps électoral qui va se former des nominations sages vont sortir ; des hommes énergiques et probes vont être appelés à représenter une bonne et respectable nation.

Hâtez ces choix, je vous en conjure ; je vais à Aarau. Que les personnes nommées ne tardent pas à y arriver ; leur influence y sera grande pour le bonheur commun.

(Rz, cart. 75, fasc. 2, n° 5, copie conforme ; Orsières, Arch. comm., P 253, copie ; Monthey, Arch. comm., F 83, copie.)

75. Berne, 24 germinal an VI (13 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. provisoire du Valais. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 162.

76. Berne, 24 germinal an VI (13 avril 1798). Autre lettre de Mangourit au D. E. provisoire du Valais. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 163.

77. Aarau, 26 germinal an VI (15 avril 1798). Lettre de Mangourit aux « citoyens directeurs provisoires du Valais ».

Je suis entré aujourd'hui au Corps législatif de la République helvétique avec le c. Lecarlier, commissaire du gouvernement français. J'ai annoncé officiellement au Sénat et au Grand Conseil que, d'après votre lettre du 10 avril ancien style, le Valais avait à l'unanimité voté sa réunion à la R. H. Cette agréable nouvelle a été reçue avec les transports de la plus vive allégresse, et les députés que la constitution helvétique appelle au sein de la législature sont attendus avec la plus flatteuse impatience.

Demain, on procède à la nomination de cinq électeurs ; je me ferai un vrai plaisir de vous informer des choix.

J'ai l'honneur de vous faire passer deux exemplaires de la proclamation du général en chef en date du 24 de ce mois.

Un curé catholique du canton de Lucerne où l'arbre de la liberté avait été abattu est incarcéré. Les paysans qui l'avaient renversé et qu'on avait arrêtés comme lui, l'ayant dénoncé comme auteur de leur égarement, ont été relâchés sur-le-champ.

(Rz, cart. 75, fasc. 2, n° 7, copie conforme.)

78. Sion, 18 avril 1798. Circulaire de Mgr J.-A. Blatter, évêque de Sion, « au vénérable clergé et à tous les fidèles de notre diocèse ». — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 166.

79. Berne, 2 floréal an VI (21 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. de la R. F.

A mon retour à Berne avec les c. Lecarlier et Rapinat, je trouve une dépêche à votre adresse de la part du Directoire exécutif provisoire valaisan ; elle confirme pleinement ce que j'ai eu l'honneur de vous mander concernant l'acceptation de la constitution helvétique.

Je suis même instruit de bonne part que cette acceptation a été pure et simple et que sa réserve n'appartient point au peuple. Mais celui-ci se rendrait garant par son ignorance de la suggestion de quelques intéressés pour eux-mêmes à se faire les champions d'un culte populicide ; au surplus, votre commissaire a cassé d'avance la réserve en faveur du papisme, puisqu'il n'a conservé de vie et d'action qu'à la constitution écrite en trois langues.

J'ajouterai pour le premier courrier aux observations de vos commissaires quelques aperçus sur la route politique que j'ai faite avec eux à Aarau et à Soleure, et sur le caractère de quelques individus appelés au Directoire helvétique. Puissent les élections françaises donner à notre législature autant de vrais patriotes que j'en ai remarqués dans celle d'Aarau !

(AN, AF III 83, dossier 383, pièce 46, orig.)

80. Berne, 2 floréal an VI (21 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. provisoire de la République valaisanne.

Je fais passer aujourd'hui au D. E. de la R. F. la dépêche que vous lui avez adressée concernant l'acceptation de la constitution helvétique avec réserve de la religion catholique. Il n'en était pas besoin ; cette constitution ne touche à aucun culte et il n'est point dans les vues de mon gouvernement de s'occuper d'opinions religieuses. Je n'ai cessé de vous en donner des assurances positives ; ainsi cette réserve est un hors-d'œuvre. Le commissaire du gouvernement Lecarlier a cassé toutes les additions et exceptions que des intérêts personnels et locaux avait faites à la constitution helvétique traduite en trois langues. La raison en est très naturelle : chaque canton, chaque commune, chaque individu l'eût morcelée ou surchargée d'une telle manière que l'on fût retombé dans les vices antérieurs.

(Rz, cart. 75, fasc. 2, n° 8, copie conforme.)

81. Sion, 8 floréal an VI (27 avril 1798). Adresse de Mangourit aux c. du dizain de Rarogne. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 168.

82. Sion, 13 floréal an VI (2 mai 1798). Opinion du c. Mangourit [sur les] élections du canton du Valais adressée à Talleyrand. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 172-174.

83. Sion, 13 floréal an VI (2 mai 1798). Proclamation de Mangourit « au Corps électoral du canton du Valais ». — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 169.

84. Martigny, 15 floréal an VI (4 mai 1798), à trois heures après midi. Appel de Mangourit à toutes les communes du Valais occidental.

Citoyens et frères,

La sûreté du Corps électoral du D. E. provisoire était menacée par une troupe insensée de citoyens égarés dans le Haut-Valais par le fanatisme et l'oligarchie.

Je craignais un grand crime et plus encore la nécessité de le réparer par du sang. Nous partions tous pour Saint-Maurice. Le salut de la patrie était remis à votre courage et à celui de mes compatriotes que j'allais appeler à regret, puisque en recevant vos embrassements ils eussent consommé vos subsistances. J'étais arrivé à Martigny dans cette maison où l'hospitalité a son plus cher autel. Des envoyés de la patrie m'ont conjuré de remonter à Sion... Pouvais-je me refuser à ce qui touchait de si près mon cœur ? Je retourne donc m'unir à vos électeurs fidèles, mais l'humanité a son terme quand un fanatisme barbare menace ses amis les plus prononcés. Venez, accourez autour de vos représentants pour assurer le repos de la patrie : je vous y convie vous tous, amis de l'indépendance et de la liberté ; hâtez-vous surtout, vous qui avez cueilli des lauriers aux Ormonts ; venez former une enceinte impénétrable autour de l'olivier de la paix.

[P.-S.] Les premiers volontaires de Saint-Maurice sont invités à monter avec les deux pièces de canon, caissons, gargousses, cartouches, etc., nécessaires au service de l'artillerie, et avec les artilleurs capables de servir les pièces. Il y a dans le château de Saint-Maurice une pièce couverte de paille ou autres choses où sont cachées des armes utiles. Que tout monte. Partez au plus tôt.

(Monthey, Arch. comm., F 92, copie conforme par Charles de Bons, membre du comité de Saint-Maurice. — Copie munie de la note suivante : « Ce 5 mai 1798, les présentes ont été publiées à Monthey aux quatre coins du bourg et sur la place publique au son de la caisse. Atteste Barthélemy Riondet, officier du comité central. »)

85. Saint-Maurice, 17 floréal an VI (6 mai 1798). Lettre de Mangourit au comité central du dizain de Monthey.

Les contingents de toutes les parties du Bas-Valais marchent à Sion pour délivrer le Corps électoral, vos députés et vos frères. Vous seuls êtes en retard. Ne vous souvient-il plus de 1791 ? Partez donc en masse pour détruire cette horde de Haut-Valaisans que le fanatisme et l'oligarchie a fait vomir de leurs montagnes. Patrie et honneur.

(Monthey, Arch. comm., F 97, orig. ; *ibidem*, F 93, copie.)

86. Sion, 10 mai 1798. Adresse des « sept louables dizains du Haut-Valais » à leurs « chers confrères et amis des trois louables dizains du Bas ». — Publ. ci-dessus, 3^e section, n° 72, annexe III, p. 49.

87. Sion, 10 mai 1798. Proclamation des dizains du Haut-Valais. — Publ. ci-dessus, 3^e section, n° 72, annexe II, p. 49.

88. Sion, 11 mai 1798. Proclamation du Conseil de guerre du Haut-Valais. — Publ. ci-dessus, 3^e section, n° 72, annexe I, p. 48.

89. Sion, 29 floréal an VI (18 mai 1798). Mangourit au comité de surveillance de Saint-Maurice.

Je vous prie, citoyens, de ne mettre personne dans la maison de la Résidence en troupes qui descendent de Sion et de faire en sorte que troupes et soldats passent debout dans votre ville.

(Saint-Maurice, Arch. comm., série B 16, orig.)

90. Sion, 30 floréal an VI (19 mai 1798). Proclamation du général Lorge aux Haut-Valaisans. — Publ. dans Strickler, pp. 1051-1052.

91. Sion, 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798). Proclamation de Mangourit aux Haut-Valaisans. — Publ. dans Strickler, pp. 1055-1056, n° 55.

92. Sion, 11 prairial an VI (30 mai 1798). Mangourit à la Chambre administrative du canton du Valais.

Un passage nécessaire de troupes françaises traverse votre territoire pour se rendre en Italie. Je vous charge, citoyens, de veiller à ce qu'on n'exige rien de l'habitant que dans la forme légale et en donnant des bons qui constatent la fourniture faite. Je punirai sévèrement ceux qui vexeraient le peuple, l'intention de mon gouvernement étant que les Valaisans soient traités avec tous les égards dus à la fraternité. Si des hommes de ma nation s'égarait, vous trouverez toujours dans les chefs des corps et auprès de moi la satisfaction la plus complète.

[P.-S.] Vous voudrez bien communiquer cette lettre au commissaire des guerres le c. Chevalier et au préfet national de votre canton, le c. Pittier.

(Monthey, Arch. comm., F 145, copie conforme munie de la note suivante : « Ce 2 juin 1798, les présentes ont été publiées au son de la caisse à Monthey dans tous les coins du bourg. En foi : Barthélemy Riondet, officier du comité central ; *ibidem*, F 172, autre copie conforme.)

93. Sion, 11 prairial an VI (30 mai 1798). Lettre de Mangourit au comité de Sion. — Publ. ci-dessus, 3^e section, n° 86, annexe, p. 59.

94. Sion, 13 prairial an VI (1^{er} juin 1798). Mangourit, résident de la R. F., « à tous ceux qui les présentes verront ».

Il est ordonné de laisser librement passer, même de protéger, la circulation pour cinq cents quintaux d'avoine requis dans le département du Mont-Blanc par le commissaire des guerres Chevalier et le préfet national du canton du Valais Pittier, sous mon autorisation, pour la subsistance d'une division française passant sur ce territoire et se rendant en Italie. La vie de douze mille Français, l'exécution d'une mesure ordonnée par le D. E. de la R. F. dépendent du zèle et de la précision que chacun emploiera pour remplir ce dispositif.

Je rends personnellement responsable tous ceux qui ne se prêteront pas à l'exécution de la présente.

(Monthey, Arch. comm., F 174, orig. muni de la note suivante : « La présente a été reçue à Saint-Maurice par la Chambre administrative à deux heures et un quart après midi le 2 juin 1798. Rivaz, président. Apportée par le c. Dupré qui a été requis de signer le présent ledit jour et lieu : Dupré.)

95. Viège, s.d. [juin 1798]. Lettre du dizain de Viège au résident Mangourit.

Il se trouve ici un bloc de cristal, curieux par sa grandeur, qui mérite d'être placé dans un lieu plus brillant. Nous nous empressons d'en faire offrande au D. E. de la Grande Nation, et nous profitons aujourd'hui d'un char destiné au transport des armes pour le faire transporter jusqu'à Sion. Nous vous prions d'en faire part au Directoire et de nous recommander à sa générosité.

(Publ. dans *L'Ami des lois*, n° 1030, du 25 prairial an VI [13 juin 1798], p. 4, qui ajoute la note suivante : « Ce superbe bloc de cristal a été adressé par le c. Mangourit au c. Desportes, à Genève, pour qu'il le fasse parvenir au D. E. »). — Publ. également dans la *Gazette nationale ou le Moniteur universel*, n° 265, du 25 prairial an VI [13 juin 1798], p. 1062.

96. S.l., 2 juin 1798. Lettre de la Chambre administrative du Valais [?] à Mangourit.

Le c. Chevalier, commissaire des guerres, a exigé de nous que nous fissions fournir de l'avoine aux nombreux chevaux de cavalerie qui arrivent aujourd'hui, le 5 et 9 juin. Nous avons dépêché le c. Peney pour en acheter dans le Mont-Blanc. Il est parti d'ici le 30 mai après-midi, et déjà le 31 il envoyait des messagers pour demander une patente de permission d'exporter. Le même Peney avait, à ce qu'on assure, des ordres particuliers dudit commissaire des guerres pour une emplette de 6000 mesures d'avoine. Depuis le 30, il ne cesse de nous mander par des exprès ladite patente et des sommes

d'argent, l'un et l'autre promis, à ce qu'on dit, par le commissaire des guerres, lesquels en ce moment, 8 heures du matin, 2 juin, ne sont point arrivés. La présente est pour servir de proteste formelle en faveur de l'administration. Mais comme les protestes ne font rien pour le bien-être de la troupe et que nous serions fâchés qu'il y eût pénurie totale d'avoine, qui est si nécessaire avant le passage d'une montagne telle que le Saint-Bernard, nous vous prions de vouloir bien accélérer l'envoi de la patente nécessaire et celui des fonds, vu que nous avons déjà employé tout l'argent dont nous pouvions disposer provenant d'une contribution qu'illégalement nous avons demandée à cause de l'urgence. Nous ne saurions revenir à un pareil moyen trop souvent de notre autorité privée, surtout s'il y avait moyen de faire dans le Mont-Blanc une réquisition d'avoine, comme nous l'avons fait ici pour le foin, vaches, vin, etc. L'administration vous prie de vouloir bien continuer votre bienveillance aux dizains fidèles qui souffrent plus que les révoltés.

(H, cart. 1, n° 98, copie.)

97. Sion, 15 prairial an VI (3 juin 1798). Mangourit au comité de surveillance de Monthey.

Je sais qu'une tête ardente nommée *Claude Barlatey* demeurant à Monthey menace plusieurs individus tranquilles et notamment votre respectable pasteur [Pierre Landry]. Cet insensé se flatte, dit-on, de *faire étriller* ce dernier *par les soldats français* qui ont dû arriver le 2 juin dernier dans votre bourg. Je vous prie de surveiller ce turbulent et de le traduire en justice s'il est nécessaire. Demandez-lui s'il ignore comment je purge le pays des mauvais sujets qui, par leur conduite méprisable, calomnient une révolution dont les principes sont fondés sur la fraternité. Le commandant français de votre place, *sur le vu de cette lettre*, satisfera à toutes les réquisitions que vous lui adresserez pour le bon ordre et la compression des hommes méchants.

(Monthey, Arch. comm., F 175, orig.)

98. Sion, 18 prairial an VI (6 juin 1798). Lettre de Mangourit à Ch.-Emm. de Rivaz, juge du tribunal du canton, à Saint-Maurice. — Publ. dans *Doc.* II/2, 6^e section, n° 2, p. 234.

99. Saint-Maurice, 22 prairial an VI (10 juin 1798). Mangourit au comité de Monthey.

Le c. Germain Caillet-Bois, habitant de la Val-d'Illiez, vient me demander un certificat par lequel il soit dit qu'il ne m'a jamais écrit ou parlé contre le capucin nommé Sigismond [Hugo], lorsqu'il fut question pour cette paroisse d'envoyer son contingent contre les Ormonts. Je n'ai pas reçu de lettre de ce citoyen ; je ne l'ai jamais vu avant ce jour. Mais s'il m'avait écrit contre ce

M. Sigismond, capucin, qui a effectivement cherché à fanatiser cette paroisse alors, il n'eût fait que son devoir. Le comité fera bien d'envoyer chercher Eustache Trombert, cordonnier à Champéry, qui a fait ce reproche afin de connaître lesdits mauvais sujets qui servent d'instrument au fanatisme.

Je vous prie aussi de mander le curé de Port-Valais [Joseph-Nicolas Delavy] et de lui ordonner de se rendre chez moi sous trois jours.

(Monthey, Arch. comm., F 187, orig.)

100. Saint-Maurice, 25 prairial an VI (13 juin 1798). Mangourit au c. Du Fay, « sous-préfet du préfet du Valais », à Monthey.

Je prie le sous-préfet de Monthey de faire arrêter et constituer prisonnier pour m'être amené le nommé Gallay, du Biot, prêtre déporté du Mont-Blanc, demeurant chez les citoyennes Parvex, à Monthey, et d'en saisir les papiers.

(Monthey, Arch. comm., F 185, orig.)

CINQUIÈME SECTION

Mangourit et les autorités du Pays puis canton de Vaud (Affaires politiques et militaires)

(24 décembre 1797 - 25 juin 1798)

Dans l'Avant-Propos qui figure en tête de la deuxième partie des Documents pour servir à la révolution valaisanne de 1798, j'ai signalé sommairement, à propos de la 5^e section, qu'« il est malaisé de fixer un terme aux recherches » (Doc. II/1, p. 6). Aujourd'hui, je puis préciser davantage : je m'en suis tenu aux documents vaudois, et j'ai délibérément écarté la correspondance échangée, à propos du Valais, entre les autorités du Pays puis canton de Vaud et le Directoire exécutif de la République helvétique. Toutefois, le Registre des actes et dépêches du comité de sûreté générale de Bex (du 26 janvier au 12 juillet 1798), que j'ai eu entre les mains, il y a trente ans, aux AVD, demeure aujourd'hui introuvable.

1. S.l., 4 nivôse an VI (24 décembre 1797). Lettre anonyme écrite à Helfflinger [par Gilbert, émigré, espion à Turin]. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 19-20 (annexe I).
2. S.l.n.d. [avant 27 décembre 1797]. Représentations des Vaudois aux délégués du Corps helvétique. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 20-21 (annexe II).
3. Vevey, 4 janvier 1798. Lettre des patriotes de Vevey à Mangourit, avec copie de la pétition destinée à LL. EE. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 29-30 (dans la dépêche de Mangourit).
4. Lausanne, 5 janvier 1798. Lettre d'Antoine Oboussier à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 33-34 (annexe).
5. Saint-Maurice, 20 nivôse an VI (9 janvier 1798). Réponse de Mangourit aux patriotes de Vevey (et de Lausanne). — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 36-37 (dans la dépêche de Mangourit).

6. Saint-Maurice, 22 nivôse an VI (11 janvier 1798). Réponse de Mangourit aux patriotes de Vevey pour être communiquée à Lausanne en comité secret. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 41 (dans la dépêche de Mangourit).

7. S.l.n.d [avant 15 janvier 1798]. Avertissement imprimé demandant l'évacuation de la garde bourgeoise qui occupe le château de Chillon. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 44-45 (dans la dépêche de Mangourit).

8. Vevey, 14 janvier 1798. Lettre d'Antoine Oboussier à Mangourit.

Je suis chargé, c. résident, par les patriotes de Vevey de répondre à votre missive du [22 nivôse (11 janvier)] et de vous témoigner leur reconnaissance pour l'avis que vous avez la bonté de nous y donner.

Ce soir, nous avons aussi reçu des lettres d'Aigle qui ne nous font mention de rien. Sans douter donc de la véracité du rapport qu'on vous a fait, nous en concluons que les préparatifs qu'on y fait sont plutôt défensifs qu'offensifs ; au reste, nous y avons un homme aux aguets qui, s'il s'y passe quelque chose de quelque conséquence, nous en avisera aussitôt.

Notre banneret de Mellet a été appelé auprès de la commission bernoise à Lausanne ; il en est de retour depuis quelques heures. Il nous annonce que les commissaires insistent d'une manière formelle sur l'évacuation de Chillon ; ils menacent de faire marcher contre nous si nous n'y obtempérons pas dans vingt-quatre heures ; l'ordre est positif et notre position d'après cela, assez embarrassante. Ce n'est ni la menace ni son effet que nous redoutons beaucoup, mais notre résistance serait envisagée comme une véritable levée de boucliers à Berne, peut-être même par la majorité de nos compatriotes des autres bailliages, dont nous devons par motifs d'union ménager l'opinion qui est, qu'il est important de ne pas dévier pendant quelque temps encore de la ligne de l'égalité qu'on s'est tracée.

Nous allons convoquer les députés des communes du bailliage pour délibérer sur le parti à prendre ; il est très probable qu'on se décidera pour la non-évacuation. C'est, c. résident, ce qui nous engage à vous prier de vouloir engager le général Pouget à faire avancer quelques troupes du côté de Saint-Gingolph avec quelque artillerie pour nous soutenir au besoin, ou plutôt pour prouver à ceux qui en doutent encore que la Nation française nous prend efficacement sous sa protection et que les mesures sont prises. Si les Bernois n'insistaient pas sur l'évacuation ou qu'ils ne pussent pas mettre leur menace à exécution, ce qui rendrait ce mouvement de troupes sur la frontière inutile, nous ne ferions pas moins face aux dépenses qu'il aurait occasionnées, de sorte que de manière ou d'autre nous désirons qu'il ait lieu, si cela est possible.

Nous attendons dans cette conjoncture assez épineuse les conseils que vous dictera votre prudence et la bienveillance que vous nous témoignez.

On ne trouve pas dans la généralité de notre Pays de Vaud le même accord et l'enthousiasme qui règne ici ; néanmoins le vœu pour une réforme peut être envisagé comme unanime, parce que près des trois quarts des communes ont déjà présenté leurs réclamations et que le reste suit et suivra assez rapidement : c'est beaucoup, beaucoup pour des Suisses qui sont ordinairement

assez lents à s'émouvoir. Il a été expédié par les patriotes lausannois une requête au D. E. pour l'exercice de la garantie.

Le porteur de la présente pourra suppléer à une partie des détails que vous pouvez désirer et dans lesquels je n'entrerai pas ici. Il vous exprimera sans doute aussi la reconnaissance dont nous sommes pénétrés, et pour la Grande Nation qui veut nous rendre à la liberté, et pour vous, c. résident, qui seconde si cordialement ses vues.

[P.-S.] La [commission] dont je viens de vous parler n'aura pas lieu ; notre comité vient de prendre le parti d'envoyer demain une députation de deux de ses membres aux commissaires bernois à Lausanne pour les supplier de révoquer leur ordre, leur représenter que le comité et la magistrature n'ont d'autre force sur le peuple que celle de la persuasion et qu'elle est inutile, le peuple persiste dans sa résolution d'occuper Chillon, et qu'il en résultera de grands inconvénients si les commissaires persévèrent dans leur acte d'autorité. C'est le seul moyen que nous puissions tenter, car très décidément le peuple veut conserver (même par la force) ce château. Outre la mesure du mouvement de troupes en question, ne pourriez-vous pas, c. résident, employer auprès du gouvernement d'Aigle une de ces insinuations qui, sans vous compromettre, donnerait à entendre positivement que vous avez des instructions qui vous donnent la faculté de vous opposer à toute démarche hostile contre nous ?

(F, Suisse, vol. 465, fol. 87-89, orig. — Cotée D.)

9. S.l.n.d. [19 janvier 1798 ?]. Adresse du peuple de Villeneuve à son Conseil des XII et à celui des XXX. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 46-47 (annexe).

10. S.l.n.d. [19 janvier 1798 ?]. Hymne des habitants du Pays de Vaud (sur l'air de la *Marseillaise*). — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 49-50 (annexe).

11. S.l. [Vevey], 19 janvier 1798. Lettre de L. Gex-Oboussier à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 56-57 (annexe).

12. Nyon, 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798). « Extrait d'une lettre de deux voyageurs en Vérossaz au résident français à Saint-Maurice en Valais. »

La révolution vaudoise prend le pas accéléré. Vevey a député au comité de réunion formé à Lausanne. Les Vevains [= Veveysans] sont impatients du joug de Berne. Ils sont prêts à mettre sur pied au premier signal une force armée de deux mille hommes et à suivre l'impulsion que voudra leur donner la France ; mais ils voudraient connaître le but auquel on veut les conduire. S'ils le connaissaient, ils auraient déjà pris la cocarde et planté l'arbre de la liberté. Les canons d'Aigle ne les intimident point ; Chillon est gardé avec soin, et la reddition de cette place a été refusée à des députés de Zurich et de Schwyz. L'esprit de la liberté et les chants patriotiques se manifestent dans

les campagnes voisines de Vevey. Les Vevains persistent à demander l'assemblée des députés du pays.

Le même esprit n'existe pas tout à fait à Lausanne, quoique d'ailleurs assez bien disposée : l'influence des sénateurs bernois envoyés ad hoc s'y fait sentir ; le patriotisme y est timide et alarmé ; il voit l'Erguel défendu par un trop petit nombre de Français, et c'est de ce côté [que] Berne menace Lausanne sourdement. Les campagnes de ce bailliage sont fort tièdes ; il n'est de moyen que Berne n'emploie pour s'opposer à l'exaltation des esprits.

Un nommé Weiss, chef des militaires bernois, en a imposé par ses propos de jactance et de menaces au bailliage d'Yverdon où il est cantonné, et dans cette contrée le paysan se détachera difficilement de la domination de Berne ; le système de représentation les flatte peu.

Les petites villes de Morges et Rolle ne valent rien, mais le petit nombre de patriotes y est énergique et tout prêt à faire exécuter ce qu'on décidera pour le plus grand bien du pays.

A Nyon, l'esprit public est rapide dans sa marche. Une lettre du général Ménard écrite au comité de cette ville y a totalement décidé les esprits, alarmés d'abord par la marche des troupes bernoises. Le général écrit qu'il envoie un trompette aux Bernois pour leur déclarer que le moindre mouvement de leur part sera regardé comme hostilité par l'armée d'Italie. La cocarde est arborée, le bailli déloge. Tous désirent unanimement l'assemblée générale du pays prévue fort prochaine ; tous attendent leur liberté et leur salut de la Grande Nation.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 81, copie.)

13. Bex, 26 janvier 1798. Lettre du comité de Bex à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 61-62 (annexe I).

14. Saint-Maurice, 7 pluviôse an VI (26 janvier 1798). Réponse de Mangourit au comité de sûreté générale de Bex. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 62 (annexe II).

15. Monthey, s.d. [30 ou 31 janvier 1798]. Lettre du comité central de Monthey établi provisoirement... aux c. représentants provisoires du Pays de Vaud. — A paraître dans *Doc.* III, 1^{re} section, n° 6.

16. Saint-Maurice, 2 février 1798. Le comité particulier de Saint-Maurice au comité de Bex. — A paraître dans *Doc.* III, 1^{re} section, n° 13.

17. Lausanne, 2 février 1798. Extrait du *Bulletin officiel du Peuple vaudois* (t. I, p. 15 : Nouvelles) :

Une lettre écrite de Bex nous annonce que la commune de Martigny dans le Valais a émis son vœu de réunion au peuple vaudois. On répand la même nouvelle de Sion, mais nous ne l'assurons point encore...

18. Vevey, 2 février 1798. Lettre du comité de Vevey à l'Assemblée provisoire du Pays de Vaud.

[...] Le c. Mangourit, résident pour la R. F. à Saint-Maurice, nous a invités, à réitérées fois, de faire des démarches tendant à procurer la réunion à notre Pays du Bas-Valais qui a arboré la cocarde verte ; aujourd'hui même un député du comité de Saint-Maurice, qui est venu fraterniser avec nous, nous a parlé à peu près dans le même sens. Quelle conduite devons-nous tenir dans cette conjoncture ? [...]

L. Gex-Oboussier, président. Burnat, secrétaire.

(AVD, H 1 bis, vol. 1, pp. 70-71, copie.)

19. Saint-Maurice, 4 février 1798. Lettre de Mangourit aux citoyens composant le comité de Bex avec réponse de ce dernier. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 81 (annexe II).

20. Le Sépey, 4 février 1798. Lettre de Tscharnier au comité d'Aigle. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 82 (annexe III).

21. Bex, 4 février 1798. Lettre du comité de sûreté générale de Bex aux membres du comité de sûreté générale de Saint-Maurice. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 82-83 (annexe IV).

22. Saint-Maurice, 16 pluviôse an VI (4 février 1798). Autre lettre de Mangourit au comité de Bex. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 83 (annexe V).

23. Bex, 5 février 1798. Lettre de J.-Fr. Fayod, président du comité de Bex, à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 83 (annexe VI).

24. Bex, 5 février 1798. Le comité de Bex à l'Assemblée provisoire du Pays de Vaud.

Le comité de surveillance de Bex, sur votre réquisition du 1^{er} courant, d'ordonner le séquestre de tous les capitaux et revenus des étrangers de quelque nation qu'ils soient [...], demande pour sa conduite :

[...]

2^o Si les Valaisans laïcs et ecclésiastiques sont et doivent être considérés comme étrangers ? Ils possèdent rière Bex une quantité de fonds de toute espèce, qu'ils jouissent en partie par eux-mêmes et en partie par voie de fermiers. Outre cela, ils possèdent des droits féodaux comme fiefs, cens et dîmes, maisons, etc. Les rentes de ces propriétés doivent-elles être comprises dans le séquestre ordonné ?

Comme nos plus proches voisins et qui ont épousé notre cause commune, nous ne voudrions pas encourir leur disgrâce et nous y exposer en mettant leurs biens sous le séquestre, s'ils ne sont pas compris dans votre lettre qui ne les désigne pas nominativement.

Nous ferons du reste de notre mieux pour exécuter le reste de son contenu.

Au surplus, nous devons encore vous instruire que l'Abbaye de Saint-Maurice possède chez nous une maison dite de Cries, où [elle] possède une certaine quantité de vin du produit de ses vignes, et comme nous avons cru au premier moment devoir y mettre une garde provisoire de sûreté pour en empêcher le pillage ou la dilapidation, vous voudrez bien nous dire par le retour du c. Favre, porteur de la présente, si nous devons supprimer cette garde ou la continuer, et dans ce cas aux dépens de qui elle aura lieu.

Fayod, président. Vaudroz, secrétaire.

(AVD, H 1 bis, vol. I, pp. 78-79, copie.)

25. Lausanne, 7 février 1798. Proclamation de l'Assemblée représentative provisoire aux c. du ci-devant canton de Fribourg et du Bas-Valais.

L'Assemblée, occupée sans cesse du bonheur du peuple vaudois, ne peut voir avec indifférence les craintes que des malveillants cherchent à répandre parmi ses frères du ci-devant canton de Fribourg et du Bas-Valais, en insinuant malicieusement que leur réunion au peuple met en danger la religion qu'ils professent. Non, chers concitoyens, ces insinuations sont l'ouvrage de vos ennemis et des nôtres ; ils cherchent à vous égarer ; ils font usage de ce moyen comme le plus propre à seconder leurs intentions, connaissant très bien votre attachement à votre religion. Rassurez-vous, chers concitoyens, ces malveillants apprécient bien mal nos vœux et nos désirs pour votre bonheur et votre tranquillité ; rappelez-vous que cette Assemblée, dans sa proclamation à tout le peuple vaudois, a promis protection à la religion, aux propriétés et aux lois. Sa promesse est invariable, elle la confirme encore aujourd'hui d'une manière plus solennelle : votre religion sera respectée et protégée ; il ne se délibérera rien qui puisse l'enfreindre ; votre exercice, vos instructions se continueront librement comme du passé ; il ne sera rien changé aux modes établis pour les conférences entre les ministres de votre culte. Les droits des collateurs sont réservés et les pouvoirs des évêques dont vous dépendez restent intacts comme tout ce qui peut avoir rapport à votre culte.

Tels sont, chers concitoyens, les désirs et les volontés de l'Assemblée provisoire qui s'empresse de vous les faire connaître ; elles sont propres à dissiper vos alarmes et accélérer votre réunion à vos frères du Pays de Vaud qui vous tendent les bras pour vous recevoir amicalement dans leur sein.

(AVD, H 1, minute ; H 1 bis, vol. I, pp. 101-102, copie.)

26. Lausanne, 9 février 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 88 (annexe I).

27. Lausanne, 21 pluviôse an VI (9 février 1798). Mangourit à l'Assemblée provisoire des députés de la Nation vaudoise. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 88 (annexe II).

28. Vevey, février 1798. Supplique de Jean-Michel Martin, dit Saint-Alme. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 99-101 (annexe I).

29. Lausanne, 10 février 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud.

[...] Sur une lettre du c. Mangourit, résident de France en Valais, le c. Muret, [*président de l'Assemblée*], rappelle la motion du c. Glayre [*à la séance du matin*] relativement à l'établissement d'un comité de correspondance diplomatique secret et de sûreté générale. Décrété que le comité secret, déjà établi conjointement avec le c. président, formera le comité demandé par le c. Mangourit. [...]

(AVD, H 1, à la date ci-dessus, séance de l'après-midi, minute.)

30. Lausanne, 11 février 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud.

[...] On propose et décrète d'envoyer, ainsi qu'on l'a fait pour le c. Desportes, deux exemplaires du *Bulletin officiel* au c. Mangourit, résident de France en Valais, au c. Mengaud et au général Brune. [...]

(AVD, H 1, minute.)

31. Saint-Maurice, 25 pluviôse an VI (13 février 1798). Lettre de Mangourit [au c. Deloës, à Aigle ?]

Je recommande, mon cher citoyen, à vos bons offices le c. Wattenwyl, hospitalier à Villeneuve. Il a renoncé à son droit de bourgeoisie de Berne ; il s'est déclaré dans le sein de votre assemblée citoyen vaudois. Plus il a vaincu de préjugés, et plus il vous semblera juste d'aider cet homme doux et aimé du peuple de son canton. J'envoie sa pétition à l'Assemblée générale apostillée ; il craint, on l'a menacé presque de l'expulser, *en faisant demander quand il quitterait l'hospice* ; il est bon de le rassurer et par lui les propriétaires.

Je suis heureux de mon voyage puisque j'ai vu en vous l'ami éclairé des droits du peuple.

P.-S. Vos postes sont mal ordonnées, ou les retards qu'on y éprouve exigent surveillance. Les lettres que j'envoie à Carouge vont à Lyon.

(AVD, H 475, orig.)

32. Aigle, 14 février 1798. Le c. L. Deloës, représentant d'Aigle, à Mangourit.
— Publ. dans Stürler, *Actenstücke* I, pp. 347-348.

33. Lausanne, 15 février 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire du Pays de Vaud.

[...] Le c. Wattenwyl de Malessert expose que les scellés ont été mis sur les greniers de l'hôpital de Villeneuve. [...] Il demande que ces différents sceaux soient levés. La requête est apostillée et appuyée par le c. Mangourit, résident de R. F. près le Valais. [...]

(AVD, H 1, minute.)

34. Saint-Maurice, 15 février 1798. Lettre du chanoine Pierraz, procureur de l'Abbaye, au résident Mangourit.

Les religieux de l'ancienne Maison de Saint-Maurice, persuadés de l'empressement et du zèle que vous mettez à défendre à chacun ses propriétés et des dispositions favorables dont ils ont eu des témoignages et qu'ils travailleront à mériter, viennent aujourd'hui vous prier d'être leur génie médiateur et tuteur auprès du comité d'Ollon, demandant qu'il nous soit permis de prendre dans notre grenier de Salaz du grain pour le besoin de notre communauté. Et comme toute assurance nous a été promise pour nos propriétés soit dans le Valais, soit dans le Pays de Vaud, nous ne croirions pas être trop indiscrets de nous informer du comité d'Ollon si c'est par son ordre qu'on a pris mardi passé 6 février dans notre grenier de Salaz 45 mesures de froment sans nous en prévenir ; quoique nous pourrions regarder cela comme une infraction aux lois qui assurent à chacun ses propriétés, nous sommes pleinement convaincus que le comité n'a ainsi agi que dans un besoin pressant pour fournir aux troupes du pain et qu'en semblables occasions tout bon citoyen doit se prêter aux besoins de la patrie et céder aux circonstances. C'est avec les sentiments de vrais enfants et fidèles à la patrie que nous osons employer le pouvoir et la médiation du c. résident, et nous sommes persuadés que le comité d'Ollon ne fera point de difficulté de se rendre à ses désirs, et ce sera pour nous un nouveau témoignage de bonté et de bienveillance, priant le c. Mangourit de nous continuer ses amitiés que nous chercherons à mériter et de vouloir bien agréer...

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, pp. 17-18, copie.)

35. Saint-Maurice, [15 février 1798]. Lettre de Mangourit au comité central d'Aigle.

Je prie le comité central d'Aigle de s'informer de la cause pour laquelle on a distrait les 45 mesures de froment des greniers appartenant à l'Abbaye

de Saint-Maurice sans en prévenir le c. abbé [Exquis] et pourquoi, si c'est pour le service public, il ne lui a pas été donné une reconnaissance légale.

Je le prie de plus de faire respecter la propriété de cette Abbaye et par conséquent de mettre à même son procureur [Pierraz] d'y faire tout ce qu'il jugera à propos pour le bien de la Maison et d'user des grains et autres produits sur lesquels personne n'a droit.

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, p. 18, copie.)

36. Aigle, 16 février 1798. Réponse du comité central d'Aigle au c. Mangourit, résident en Valais.

Nous avons l'honneur de vous aviser, en réponse à votre lettre du 15 courant, que les opérations du comité de surveillance d'Ollon vis-à-vis de l'Abbaye de Saint-Maurice n'ont point eu lieu par notre ordre ou par notre aveu, n'ayant point été consultés sur le séquestre que ledit comité a mis sur les biens de l'Abbaye rière Ollon, aussi peu que sur l'emploi qu'a fait cette commune des grains déposant à Salaz.

Chargés par notre fonction de la correspondance avec les divers comités du gouvernement d'Aigle, nous nous hâterons de donner avis à celui d'Ollon de la lettre du rév. procureur et de votre note pour qu'il ait à y satisfaire, nous flattant qu'il trouvera dans les circonstances actuelles ou dans quelque besoin pressant des motifs pour justifier sa conduite.

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, p. 18, copie. Suit, p. 19, la lettre adressée au comité d'Ollon.)

37. Lausanne, 16 février 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud : Régiment de Stettler.

[...] Le c. Deloës rapporte que [...] le bruit court d'ailleurs que le régiment Stettler bernois au service de S. M. sarde est en route pour revenir. Il est à craindre que le séjour presque entièrement passif de Tscharnier sur les hauteurs n'ait pour but de favoriser l'invasion de ce régiment dans les mandements et le Valais. Il demande qu'on prenne les mesures qui paraissent convenables et propose comme une des plus efficaces d'envoyer un courrier à Mangourit, résident de France en Valais, pour l'informer du bruit et le prier de prendre les mesures nécessaires. L'Assemblée adopte cette mesure [...]

[...] Décrété qu'on fera connaître la nouvelle de l'acceptation de la constitution : [...]; 4^o au c. Mangourit ; [...]

(AVD, H 1, minute.)

38. Lausanne, 16 février 1798. Lettre de l'Assemblée provisoire des députés de la Nation vaudoise à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 104-105 (annexe I).

39. Lausanne, 16 février 1798. Le c. Bergier (-Lemaire) au c. Glayre, président de l'Assemblée provisoire du Pays de Vaud.

Je suis chargé de vous prévenir que le comité militaire expédie cette nuit des dépêches au c. Mangourit en Valais à l'occasion d'un prétendu passage de troupes et de dragons ; l'on me charge donc de vous en donner part pour qu'au cas que vous jugiez convenable de l'informer de l'acceptation de la constitution, vous puissiez envoyer vos dépêches à mon frère [Jean-Samuel], commandant provisoire des dragons, qui sera chargé de les faire tenir.

(AVD, H 457, orig.)

40. Saint-Maurice, 29 pluviôse an VI (17 février 1798). Lettre de Mangourit au comité diplomatique de l'Assemblée générale provisoire de Lausanne. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 106 (annexe IV).

41. Saint-Maurice, 30 pluviôse an VI (18 février 1798). Lettre de Mangourit au comité diplomatique de Lausanne.

Je vous envoie mes diligences concernant la lettre reçue de l'Assemblée des représentants du peuple vaudois. La réponse ferme du Bas-Valais me semblerait par égard exiger un remerciement du comité. J'ai écrit à l'ambassadeur près le roi de Sardaigne, mais je n'ajoute aucune foi à cette information à laquelle j'ai donné quelque importance, comme vous voyez, dans l'espoir des résultats heureux qu'elle amènerait.

Très chargé d'écritures, j'oserai vous prier de communiquer les pièces ci-jointes au général Brune et d'en envoyer une copie, s'il est possible, au général Doppet, à Carouge.

(AVD, H 475, orig.)

42. Roche (VD), 18 février 1798. Le comité de surveillance de Roche au c. Deloës, son représentant.

Nous avons l'honneur de vous adresser la présente pour vous prier de faire part à l'Assemblée des représentants du peuple vaudois que, dans la nuit du 25 janvier, plusieurs citoyens de Villeneuve se rendirent auprès de nous, et nous sommèrent, au nom du comité de dite ville, de faire inventaire de tous les effets et bestiaux appartenant au couvent du Grand Saint-Bernard, et de poser des gardes à chaque porte de l'écurie dite de Mont-Joux, pour qu'aucun cheval n'en fût distrait, ou, qu'à ce défaut, ils y pourvoiraient eux-mêmes.

Les gardes en question y furent mises de suite et l'inventaire dressé le lendemain par la police de Roche qui en fit part au ci-devant gouverneur Tschanner, pour lors en charge à Aigle, qui approuva la démarche de la police

de Roche, et le sommelier du couvent du Saint-Bernard la fit de même connaître à ses constituants qui témoignèrent nous en avoir bon gré. Depuis l'époque ci-dessus, cette garde est toujours continuée, et les choses en sont restées là.

En conséquence, la commune de Roche prie l'Assemblée représentative du peuple vaudois de vouloir bien l'éclairer sur la conduite ultérieure qu'elle aura à tenir relativement aux objets ci-devant mentionnés.

A. Morier fils, secrétaire.

(AVD, H 1 bis, vol. I, pp. 215-216, copie.)

43. Lausanne, 20 février 1798. Lettre du comité diplomatique aux comités militaires des communes du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc. I*, p. 83.

44. Lausanne, 20 février 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud : Pension de l'abbé de Saint-Maurice.

[...] L'abbé de Saint-Maurice reçoit annuellement une pension de l'Etat de Berne. Le receveur d'Aigle a reçu une somme de 48 louis pour payer cette pension, et il demande ce qu'il doit faire. — Comme cette pension est une propriété particulière, le receveur laissera parvenir la somme qu'il a en main. [...]

(AVD, H 1, minute.)

45. Lausanne, 21 février 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud.

[...] Lecture d'une lettre du comité diplomatique aux comités militaires des communes du Bas-Valais [publ. dans *Doc. I*, p. 83], en remerciement des mesures qu'ils ont prises pour fermer le passage au régiment de Stettler, s'il se vérifiait qu'il fût rappelé. La rédaction est approuvée.

(AVD, H 1, séance de l'après-midi, minute.)

46. S.l. 9 ventôse an VI (27 février 1798). Projet de république comprenant le Pays de Vaud, le Valais et les Bailliages italiens.

Le D. E., après avoir pesé les observations qui lui ont été présentées au nom de l'université des patriotes vaudois et valaisans, a pensé qu'il ne devait pas insister sur une réunion de ces peuples à ceux de l'Helvétie ; mais il a pensé aussi qu'il était du plus grand intérêt, tant pour ces deux peuples que pour la R. F. et cisalpine, que le Pays de Vaud, le Haut et le Bas-Valais et les Bailliages italiens se fondissent en une seule république, si mieux ils n'aiment, ce qui serait peut-être préférable, former trois républiques qui seraient confédérées entre elles et alliées à la R. F.

Dans cette dernière hypothèse, il conviendrait que chacune des trois républiques eût à peu près la même constitution calquée autant que possible sur le projet qui a déjà été accepté par le Pays de Vaud, en tenant bien strictement au système d'une parfaite égalité politique, à la division du Corps législatif en deux conseils peu nombreux, et à l'établissement d'un D. E., sauf que ce Directoire pourrait, au lieu de cinq membres, n'en avoir que trois et qu'il pourrait constituer grande économie réunissant [?] toutes les fonctions attribuées par le projet dont il vient d'être parlé aux administrations centrales.

Le D. E. vous invite à faire connaître les dispositions sur ces différents points et à faire en sorte que sur le tout il soit pris une très prompte détermination ; vous sentez en effet que tout retard en ce genre pourrait devenir extrêmement funeste.

(AVD, H 5, litt. E, copie « sans signature aucune », avec note suivante : « Lu à l'assemblée provisoire par le c. Monachon qui a dit en avoir vu l'original provenant du Directoire chez le c. Desportes, résident de la R. F., à Genève ; *ibidem*, H 1 bis, vol. I, pp. 305-306, copie.)

47. Lausanne, 2 mars 1798. Le comité de police et de surveillance générale de Lausanne à Mangourit et à Desportes.

L'intérêt que vous prenez à la marche de notre régénération politique nous fait un devoir de vous faire part de tout ce qui tend à la consolider. Nous prenons donc la liberté de vous envoyer sous ce pli quelques exemplaires de la proclamation que le général en chef Brune a adressée à l'Assemblée et que nous venons de faire imprimer.

C'est comme chargé des relations diplomatiques que le comité de surveillance générale a l'honneur de vous écrire.

(AVD, H 3, p. 15, n° 32, copie.)

48. Lausanne, 3 mars 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud : Solde des troupes valaisannes.

[...] Le comité des finances fait lecture d'une lettre du commissaire des guerres Deloës, d'Aigle, par laquelle cette ville demande une nouvelle livraison d'argent pour l'entretien et la solde de 400 hommes de troupes valaisannes que la posture menaçante de l'ennemi sur les montagnes a forcé de requérir. Le comité des finances dit qu'il pourrait fournir jusqu'à la concurrence de 1600 francs. L'Assemblée l'autorise à satisfaire aux besoins urgents de la ville d'Aigle par la livraison de cette somme. [...]

[...] Le c. Deloës fait un rapport des dispositions prises à Aigle pour en éloigner Tschärner et ses satellites. L'Assemblée décrète la mention honorable au *Bulletin* de la conduite des individus des mandements d'Aigle, des troupes valaisannes qui les ont secourus, et des membres de l'Assemblée provisoire qui ont dirigé les opérations. [...]

(AVD, H 1, minute ; *ibidem*, H 1 bis, vol. I, pp. 355-356, copie.)

49. Saint-Maurice, 3 mars 1798. Adresse du comité général du Bas-Valais aux communes, ses commettantes, pour fournir un secours de 400 hommes au Pays de Vaud. — Publ. dans *Doc. I*, p. 99.

50. Saint-Maurice, 3 mars 1798. Arrêté du comité général sur l'organisation de la troupe auxiliaire fournie au Pays de Vaud. — Publ. dans *Doc. I*, p. 102 (annexe I).

51. Lausanne, 3 mars 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud : Affaire des Ormonts.

« Les troupes allemandes, cantonnées dans les Ormonts, ont envahi dimanche dernier le territoire de Leysin. Cette nouvelle dans un instant rallie nos guerriers. Une colonne leur oppose un front redoutable, tandis que deux autres s'élancent par des chemins affreux sur les derrières de l'ennemi. Etourdi par cette manœuvre et craignant d'être coupé, il ordonne une prompte retraite et se retire avec la honte de son mauvais succès. Nos milices d'Aigle, d'Ollon et de Bex ont pris les armes avec une ardeur vraiment patriotique. Quatre cents Valaisans levés par Mangourit ont montré les meilleures dispositions. Un corps de volontaires de Vevey, cantonné à Villeneuve, est accouru avec cette ardeur qui signale tous les Veveysans. On doit beaucoup aux sages dispositions des représentants du peuple Deloës, Ausset et Wild, à leur sang-froid et à leur courage. Chacun voulait marcher.

« Quand, dans cet instant de crise, on demandait les armes des hommes mariés : „ Nous nous battons, disaient-ils, aussi bien que les jeunes gens ”. Quand on leur observait qu'il fallait courir et bivouaquer dans les neiges ils répondaient avec ardeur : „ Eh bien ! nous le ferons ! ” Enfin, tout attestait, dans ces moments de crise, ce que peuvent des hommes libres, et combien sont aujourd'hui ridicules les complots des tyrans. »

L'Assemblée a entendu avec le plus vif intérêt ce rapport et a décrété que les Vaudois, les Valaisans et les trois représentants qui ont dirigé les mouvements des troupes, ont bien mérité de la patrie.

(AVD, H 1 bis, vol. I, pp. 357-358, copie.)

52. Saint-Maurice, 4 mars 1798. Discours prononcé par Ch.-E. de Rivaz, président du comité général, devant la troupe valaisanne à son départ pour Aigle. — Publ. dans *Doc. I*, p. 117 (annexe I).

53. Lausanne, 4 mars 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud : Sort politique de Vaud et du Valais.

[...] Au moment où l'Assemblée allait se lever, arrive accompagné de deux membres du comité de Nyon, un c. Monachon, qui s'annonce comme porteur d'une grande nouvelle ; les représentants du peuple retournent à leurs

sièges. Ils attendent avec impatience, mais quelle est leur surprise, quel est leur chagrin en voyant le c. Monachon déposer un extrait, non authentique à la vérité, mais toujours alarmant, d'une lettre du D. E. adressée au c. Desportes, résident français à Genève [*Publ. ci-dessus*, n° 46]. Cet extrait porte que, sur les réclamations qui lui ont été présentées par l'*universalité* des patriotes vaudois et suisses en général, le D. E. a changé son plan relativement à notre sort politique et arrêté qu'il ne s'agirait plus pour nous de R. H., mais d'une réunion avec le Valais et les Bailliages italiens, ou peut-être d'une érection en République lémanique, isolée, indépendante et sous la protection immédiate de la France.

D'abord, l'Assemblée n'ajoute pas foi à cette nouvelle, et l'un de ses membres propose même que le porteur ait à garder les arrêts jusqu'à son entière vérification. Mais, ensuite, afin de prévenir le mal dont elle vient d'entendre la première menace, elle décrète d'envoyer aussitôt deux de ses membres, les c. Gex[-Oboussier] et Perdonnet fils, auprès du général Brune pour avoir de lui des renseignements authentiques sur cette lettre et son contenu, et lui exprimer le vœu qu'elle prononce de la manière la plus unanime et la plus énergique de demeurer réunie à un tout helvétique.

(AVD, H 1, séance de l'après-midi, minute.)

54. Gryon, 5 mars 1798. Lettre de Bocherens, président du comité d'Aigle, au comité de Bex et transmise au comité général. — *Publ. dans Doc. I*, p. 121.

55. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). Léopold de Nucé, général de brigade retiré du service de France, ancien capitaine au régiment suisse de Courten, aux représentants de la République lémanique.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint mon certificat de vie, de résidence et de non-complot, et vous prie très humblement de vouloir le légaliser. J'ai habité votre heureux pays jusqu'avant-hier et ne suis revenu me fixer dans ma patrie que parce qu'elle vous a imités.

En Valais comme à Vevey, je ferai les vœux les plus ardents pour votre prospérité.

[*Note marg. de Mangourit*]: Je vous prie, citoyen, d'avoir égard à la demande de ce c. général de Nucé et de me renvoyer la légalisation qui lui est nécessaire à mon adresse.

(AVD, H 5, litt. I, orig.)

56. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). Mangourit au comité de police et de surveillance générale du peuple vaudois, à Lausanne.

Je vous remercie de l'envoi que vous avez bien voulu me faire des proclamations du général en chef.

On se plaint en général des retards qu'éprouvent les lettres en passant par Vevey.

P.-S. Il m'est revenu qu'un c. Baup, apothicaire à Vevey, est propagandiste bernois et se flatte de recevoir des lettres de Berne : y aurait-il inconvénient de visiter ses papiers et de l'engager sérieusement à se mêler de chimie ?

(AVD, H 6, litt. E, orig. ; *ibidem*, H 1 bis, vol. I, p. 370, copie. — Publ. dans *Ann. val.*, 2^e série, 1932, p. 90.)

57. Lausanne, 6 mars 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud : Retour de mission auprès du général Brune.

Les c. Perdonnet fils et Gex-Oboussier, de retour de leur mission auprès du général Brune, se présentent à l'Assemblée et rapportent « que le général Brune n'a point ouï parler de la prétendue lettre, dont la copie présentée par le c. Monachon avait si fort alarmé deux jours auparavant les patriotes helvétiques. Le projet en lui-même lui est aussi parfaitement inconnu. » [...]

(AVD, H 1, séance de l'après-midi, minute ; *ibidem*, H 1 bis, vol. I, pp. 396-397, copie.)

58. Aigle, 16 ventôse an VI (6 mars 1798). Mangourit au c. Perdonnet père, au comité diplomatique, à Lausanne.

Je n'ai pu répondre plus tôt à votre lettre du 4 mars (14 ventôse). Un arrêté du Directoire du 9 ventôse [27 février 1798] ne contredit point la République dans le Pays de Vaud et annexes, et la République valaisanne. Les affaires du pays (4 mandements), celles du Valais ne me permettent pas de me transporter à Lausanne. Si l'Assemblée de Lausanne, ou son comité de gouvernement, veut m'envoyer quelqu'un *accrédité* relativement à l'arrêté du Directoire susdaté, je répondrai de manière à lever les craintes mal fondées qu'un récit mal fait a pu inspirer. J'ignore le but du voyage de mon collègue Desportes (de Genève) à Lausanne : vous l'aurez vu et sans doute qu'il ne vous aura rien laissé à désirer. Vous pouvez faire part de cette lettre au comité diplomatique et inviter le Corps électoral à continuer son objet.

(AVD, H 6, litt. E, orig. ; *ibidem*, H 1 bis, vol. I, p. 379, copie. — Publ. dans *Ann. val.*, 2^e série, 1932, p. 89.)

59. Saint-Maurice, 6 mars 1798. Lettre du comité général du Bas-Valais au comité diplomatique de Lausanne. — Publ. dans *Doc.* I, pp. 123-124.

60. Lausanne, 7 mars 1798. Instructions pour le c. Perdonnet fils données par le comité de surveillance générale.

Le c. Perdonnet est invité à se rendre auprès du c. Mangourit, en conséquence de la demande consignée dans la lettre du 16 ventôse [6 mars 1798] qui dépose aux Archives.

Il lui fera part de tout ce qui s'est passé dans l'Assemblée provisoire de la part du c. Monachon, soit dans les conférences avec le c. Desportes, soit dans l'entrevue avec le c. général Brune.

Il recevra de lui toutes les communications qu'il voudra bien lui faire au sujet de l'office du D. E. relatif au projet de constitution de R. H., en prendra note et, s'il le peut, s'engagera à signer ce qu'il aura à nous faire parvenir.

S'il arrivait que le c. Perdonnet dût aller jusqu'à Saint-Maurice, il concertera avec le c. Mangourit une audience auprès du comité des communes du Bas-Valais.

Le but de cette audience sera d'exprimer des sentiments de fraternité pour la Nation valaisanne de la part de l'Assemblée provisoire et pour connaître ses dispositions relatives au projet de constitution de la R. H.

Observant à tous ces égards de ne point sortir de la marche qui pourra lui être indiquée par le c. Mangourit.

(AVD, H 3, pp. 26-27, n° 60, copie.)

61. Lausanne, 7 mars 1798. Le comité de surveillance générale au c. Mangourit.

Le c. Perdonnet père nous a fait part de votre lettre du 16 ventôse [6 mars 1798]: en conséquence de cette lettre, nous accréditons auprès de vous le c. Perdonnet fils, en qui nous avons toute confiance et vous prions de la lui accorder de même.

(AVD, H 3, p. 27, n° 62, copie.)

62. Aigle, 7 mars 1798. Lettre de Bocherens, président du comité d'Aigle, au comité de Bex et transmise au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 130 (annexe VI).

63. Bex, 7 mars 1798. Lettre du commandant Jos. de Bons au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, p. 131 (annexe II).

64. Saint-Maurice, 8 mars 1798. Réponse du comité général au commandant de Bons. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 131-132 (annexe III).

65. Lausanne, 8 mars 1798. Le comité de surveillance générale au c. Perdonnet fils, à Aigle.

[...] Dans son rapport particulier, le c. Monod nous a dit que le c. Mangourit devait avoir reçu du ministre des R. E. des lettres de créance qui l'accréditent auprès de nous. Veuillez tâcher de savoir ce qui en est. [...]

(AVD, H 3, p. 31, n° 75, copie.)

66. Saint-Maurice, 18 ventôse an VI (8 mars 1798). Lettre de Mangourit au comité diplomatique de l'Assemblée provisoire de Lausanne.

Copie de la lettre que j'écris aux comités d'Aigle [*Annexes I et II*] et de Bex :

J'apprends la soumission des communes révoltées. Envoyez vers elles des pacificateurs qui leur inspirent les plus vifs regrets de leur égarement ; que les communes acceptent sur-le-champ la constitution helvétique ; qu'elles nomment des électeurs et que ceux-ci ne perdent pas un instant pour se rendre à Lausanne afin de coopérer à de bons choix.

Présentez, je vous prie, aux c. Perdonnet fils et Gex-Oboussier mes remerciements des bonnes nouvelles qu'ils m'ont annoncées et fait passer de Moudon.

Je vous renvoie une réponse pour le représentant Ausset et deux passe-ports que j'ai visés sous sa responsabilité et sous la vôtre.

Vous voilà libres ; maintenant il faut savoir jouir de sa liberté.

Plusieurs lettres m'invitent à me rendre à Lausanne : je ne m'y rendrai que sur une invitation de la première autorité. Aujourd'hui on porte au Haut-Valais un projet de constitution pour être incessamment accepté : ce projet est calqué sur la vôtre, sauf les localités.

[P.-S.] Hier se sont célébrées les funérailles du héros Forneret. J'ai prononcé un discours que l'on copie en ce moment. Sitôt prêt, il vous sera envoyé.

(AVD, H 475, orig.)

Annexe I. Saint-Maurice, 18 ventôse an VI (8 mars 1798). Lettre de Mangourit au comité central d'Aigle.

J'aurais, citoyens, été charmé d'apprendre de vous la soumission des Ormonts, mais je le sais par le comité de Saint-Maurice.

Envoyez vers les communes soumises des pacificateurs ; qu'elles s'assemblent sans retard, qu'elles acceptent la constitution, qu'elles nomment des électeurs, que ceux-ci aillent promptement à Lausanne.

Faites-leur sentir les bienfaits inappréciables de la liberté et que, pour en jouir, ces communes doivent veiller à de bons choix.

J'envoie copie de cette lettre au comité de surveillance de Lausanne ; vous voudrez bien en donner connaissance au général Chastel.

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, pp. 74-75, copie.)

Annexe II. Aigle, 8 mars 1798. Réponse du comité central d'Aigle au c. résident Mangourit.

Dans ce moment nous avons l'honneur de recevoir votre lettre ; on vous aurait envoyé l'avis que les communes de Leysin et d'Ormonts-Dessous avaient envoyé ses députés, mais comme on nous annonçait que ceux d'Ormonts-Dessus devaient arriver aussi, on a cru devoir attendre ce message. Il est enfin arrivé. Les communes de Châtelet, Gessenay, Lauenen, Haut et Bas-Simmental ont aussi paru pour supplier d'être admises à la réunion vaudoise ; ces dernières demandent capitulation et amnistie, ce qui a été communiqué au c. Chastel, commandant les troupes françaises et vaudoises ici.

Voilà, citoyen, à quoi les choses en sont actuellement, et c'est avec un véritable plaisir que nous vous annonçons la réunion de ces peuples égarés. On espère que bientôt les communes de Château-d'Œx, Rougemont, Rossinière, etc., suivront cet exemple ; quand cela sera venu, nous aurons l'honneur de vous le faire connaître.

P.-S. : Avant de plier cette lettre, les députés de Château-d'Œx sont aussi arrivés. Ces députés ont déclaré au comité que Rougemont et Rossinière avaient aussi adhéré, sans cependant avoir des pouvoirs de la part de ces deux communes.

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol I : Registre du comité central du district d'Aigle, p. 75, copie.)

67. Saint-Maurice, 12 mars 1798. Lettre du comité général au comité militaire de Lausanne. — Publ. dans *Doc. I*, p. 147 (annexe V).

68. Saint-Maurice, 22 ventôse an VI (12 mars 1798). Lettre de Mangourit au comité de surveillance à Lausanne.

Je vous donne avis que des officiers bernois au régiment [du] Simmental placé au Château-d'Œx, Rougemont, Gessenay et Rossinière, se sont par le Gessenay portés à Sion ; que, sur un certificat qu'ils viennent de m'exhiber de la part de la députation du Bas-Valais qui est à Sion pour faire accepter l'acte constitutionnel valaisan, il est dit que ces officiers ont assuré aux Haut-Valaisans (qu'on voulait persuader que la chute de Berne était une fable) qu'elle était très vraie ; que les officiers m'ont demandé la permission de rester quelques jours à Saint-Maurice pour avoir des nouvelles de leurs parents, ce que je leur ai accordé sur leur parole de se conduire en hommes d'honneur, et de là aller à Lausanne.

Voici leurs noms : MM. Victor d'Effinger, capitaine ingénieur ; Antoine Graffenried, capitaine de grenadiers ; Jean-Louis Gaudard, capitaine de grenadiers ; Rodolphe Manuel, capitaine d'artillerie.

Je donne le même avis au général Pouget.

(AVD, H 1 bis, vol. I, pp. 506-507, copie. — Publ. dans *Ann. val.*, 2^e série, 1932, p. 90.)

69. Lausanne, 14 mars 1798. Lettre du comité de police et de surveillance générale aux c. Secrétan et Roguin-Laharpe.

[...]

Le c. Mangourit arrive ce soir ; il trouvera notre Chambre administrative élue, et sera moins mécontent de notre Chambre électorale qu'on n'a voulu nous le représenter : elle a montré un tact moral qui l'honore.

(AVD, H 3, p. 42, n° 114, in fine, copie.)

70. S.l.n.d. [ca 15 mars 1798]. Repond, membre du comité militaire vaudois de Lausanne, au général de Nucé. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke* II, pp. 257-258.

71. Lausanne, 19 mars 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud : Le Bas-Valais demande du sel.

[...] Les communes du Bas-Valais demandent du sel des salines de Bex. Le sel serait d'abord livré. Il servirait de paiement aux livrances de bois que l'on tire dudit pays par décret de l'Assemblée provisoire. — L'Assemblée, sur le préavis de son comité des domaines, décrète que le Bas-Valais pourra s'approvisionner pour le sel aux salines de Devens près de Bex, ou au Bévieux. [...]

(AVD, H 1, minute.)

72. Aigle, 19 mars 1798. Lettre du comité central d'Aigle au comité de surveillance de Saint-Maurice.

Nous nous empressons à vous donner copie de la lettre que nous venons de recevoir de Bex, de laquelle vous donnerez avis aux comités de Monthey et Martigny pour qu'ensemble vous preniez les précautions nécessaires :

Bex, 18 mars 1798.

Je viens d'apprendre par le c. justicier Thomas, de Fenalet, que des Savoyards qui travaillent chez lui l'ont assuré qu'il règne dans les villages en dessus de Saint-Jean d'Aulph et de Saint-Guérin[-d'Arèches] en Savoie une maladie épidémique sur le bétail qui fait des ravages considérables. Comme cette maladie pourrait s'étendre dans le Valais et peut-être dans ce pays, si on ne prend à temps les précautions nécessaires pour s'en garantir, j'ai cru devoir avoir l'honneur de vous en faire part, afin que vous puissiez ordonner ce qui sera trouvé être nécessaire dans la circonstance.

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, pp. 93-94, copie.)

73. Aigle, 21 mars 1798. Le comité central des mandements d'Aigle au comité général de surveillance de Saint-Maurice.

Vous avez ci-joint un exemplaire de la proclamation de l'Assemblée provisoire des députés de la Nation vaudoise relativement à la rentrée des deniers publics, que vous voudrez bien faire publier et afficher aux endroits nécessaires avec injonction à tous ceux de rière le Valais qui doivent des lods, cens, intérêts ou autres droits quelconques à la Nation pour le château d'Aigle d'aller s'en acquitter entre les mains du receveur Deloës d'Aigle pendant le courant du mois de mars sous peine, à ce défaut, d'être poursuivis en droit.

Veillon, Nicollérat, membres dudit comité.

P.-S. Nous vous faisons parvenir au surplus l'imprimé ci-joint pour votre conduite, que nous venons de recevoir dans ce moment.

(Saint-Maurice, Arch. comm., série B 16, orig. sur lequel a été inscrite la note suivante : « La copie exacte a été expédiée de suite le 22 mars 1798 à Monthey et à Martigny. » — Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, p. 100, copie.)

74. Lausanne, 1^{er} germinal an VI (21 mars 1798). Le général Jean-Pierre Pouget aux c. composant le comité de police et de surveillance générale, à Lausanne.

Le c. résident de la R. F. en Valais ayant cassé sa voiture, je vous invite, citoyens, à lui faire fournir de suite une voiture à quatre places, le moindre retard pouvant nuire au bien du service.

(AVD, H 6, litt. E, orig.)

75. Lausanne, 22 mars 1798. Lettre du comité de police et de surveillance générale au c. Pouget, général commandant.

Depuis quelque temps, quatre cents hommes des troupes valaisannes sont cantonnées dans le ci-devant gouvernement d'Aigle. On nous dit que ces troupes sont à notre solde et nous devons vous observer que nous sommes dans l'impossibilité de les payer ; nous vous prions, c. général, de vouloir bien renvoyer ces troupes dans leur pays ; c'est un fardeau pénible dont vous nous soulagerez.

(AVD, H 3, p. 55, n° 148, copie.)

76. Lausanne, 23 mars 1798. Le comité de surveillance générale au gouvernement du canton du Valais.

Nous vous envoyons de la part du général en chef Brune, qui l'a requis de nous, l'adresse qu'il a faite aux citoyens de tous les cantons pour opérer leur réunion en une R. H. une et indivisible.

Cette perspective nous est chère, et le bonheur de notre commune patrie exige que nous en hâtons le moment par tous les moyens qui sont en notre pouvoir. Il faut espérer que nous ne serons bientôt plus qu'une famille de frères, animés d'un même esprit et ayant un même cœur. Tels sont déjà les sentiments qui nous animent à votre égard.

Veuillez, citoyens, pour coopérer à cet heureux projet, aux demandes du général en chef Brune, et aux intentions généreuses du Directoire de la Grande Nation, faire passer un des doubles de la circulaire ci-jointe à nos frères des ci-devant Bailliages italiens en les invitant d'apporter toute diligence à tout ce qui peut accélérer notre réunion.

(AVD, H 3, pp. 56-57, n° 151, copie.)

77. Aigle, 23 mars 1798. Lettre du comité central d'Aigle au comité de surveillance de Saint-Maurice.

Sur l'avis que nous vous avons donné le 19 courant nous trouvant sans réponse et sans aucun avis des précautions que [vous] aurez prises, et si Martigny aura pourvu à ses passages contre le Mont-Blanc, nous vous prions de nous instruire par le retour de notre exprès des opérations qui se seront faites à ce sujet.

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, p. 107, copie.)

78. Saint-Gingolph, 23 mars 1798. Déclaration remise aux deux enquêteurs vaudois, relative à la maladie épidémique.

Soit connu à qui il appartient qu'à réquisition des c. Jean-Daniel Perret, président du comité central, et Josias Oguey, membre du même comité d'Aigle, je, Pachoud François, syndic et huissier de la commune de Saint-Gingolph rière Valais, déclare que dans le courant du mois de février dernier, j'ai reçu un ordre du comité central de Monthey portant défense de l'entrée du bétail à cornes du Mont-Blanc, sous peine de confiscation du bétail et d'une amende, et récompense pour le dénonciateur, et que dès lors je n'en ai reçu aucun autre ordre à ce sujet.

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, p. 109, copie.)

79. Saint-Maurice, [23 mars 1798]. Lettre du comité de surveillance de Saint-Maurice au comité central d'Aigle.

Le comité de surveillance de cette ville vous assure qu'il a donné de suite les ordres nécessaires dans les districts où il a jugé convenable de les faire parvenir, d'après l'avis que vous lui avez donné le 19 courant. Pour quant à la proclamation relative à l'acquittement des lods, cens, dus au ci-devant château d'Aigle, elle a été publiée ici, hier à neuf heures du matin au

son de la caisse, et de suite elle a été expédiée à Monthey et Martigny avec invitation de la faire publier de la même manière. Nous vous remercions de l'avis dont vous nous faites part dans votre lettre d'aujourd'hui.

Signé : René Luy, président, Franc, membre du comité, Barman, secrétaire.

(Aigle, Arch. comm., HFA, vol. I : Registre du comité central du district d'Aigle, pp. 109-110, copie.)

80. [Lausanne], 24 mars 1798. Ausset et Perdonnet fils au comité de surveillance générale, à Lausanne.

Nous partons pour Vevey où nos familles nous rappellent ; nous reviendrons lundi.

Veillez lire la lettre incluse ; vous sentirez la nécessité de réunir à la République une et indivisible de l'Helvétie le pays du Valais [*Annexe*].

Le commerce du Pays de Vaud, les relations de la Suisse en Italie, réclament cette réunion ; la constitution acceptée l'exige ; l'amour de la chose publique en fait un devoir.

Nous avons trouvé peu d'empressement à prendre ces mesures ; nous vous parlons avec franchise, parce qu'on la doit à ceux qu'on estime ; nous espérons que la lettre incluse vous en prouvera la nécessité.

Nous connaissons le Valais ; des hommes pourris de corruption y ont jusqu'à présent dominé ; ils cherchent, ils feront tous leurs efforts pour perpétuer leur domination ; et c'est en séparant, en isolant le Valais qu'ils croiront pouvoir parvenir à ce but nuisible à leur pays, au nôtre, et contraire à la politique de la R. H.

P.-S. Le ou les députés que le comité enverra *sans doute* demain matin, devront conférer à leur passage avec les susdits, recevoir d'eux des renseignements sur les localités, et prendre le c. Gex-Oboussier pour compagnon de voyage ; la connaissance parfaite qu'il a du pays, de ses usages, de son gouvernement et de ses habitants avec lesquels il a toujours soutenu des relations, pourra être fort utile au but de la mission et en assurer même le succès.

(AVD, H 4 j, orig.)

Annexe. Vevey, 24 mars 1798. L. Gex-Oboussier aux c. Ausset et Perdonnet fils, au comité de police et de surveillance générale, à Lausanne.

J'eus le plaisir de vous écrire hier par Reimbach qui, je l'espère, vous aura remis ma lettre ; j'insistais sur l'utilité d'un envoi de députés en Valais et sur celle de travailler à des observations sur l'acte constitutionnel.

Hier au soir arrivèrent aux Trois Couronnes quatre députés du Haut et du Bas-Valais ; je m'entretins avec un du Bas-Valais et lui demandai si

nous pouvions bientôt espérer la réunion de leur canton au grand tout helvétique ; il m'assura qu'ils en avaient grande envie, qu'il n'y voyait pas d'obstacles, que la rusticité de leurs paysans du Haut-Valais surtout auxquels on ne pouvait faire entendre raison, etc., et la pauvreté de leur Etat qui ne leur permettraient peut-être pas de subvenir à leur portion des frais de gouvernement ; enfin, il me dit que, se rendant à Lausanne et peut-être de là à Berne, ils verraient en passant chez vous le c. Ochs et les membres du comité de surveillance et qu'ils se concerteraient avec vous.

Ce matin, j'apprends qu'ils ont pris la route de Châtel-Saint-Denis et Fribourg ; je vois qu'ils ont dissimulé et que, comme je l'ai dit tant de fois, les gouvernants du Valais qui sont les sangsues du peuple de ce pays-là feront des efforts inouïs pour rester indépendants ; ils craignent les lumières que le reste de la Suisse pourrait communiquer à leur pays ; ils voient avec effroi la menace des droits de l'homme qui doivent leur arracher des pouvoirs partie usurpés, partie achetés ; ils voudraient, sous le nom de démocratie populaire, perpétuer leur tyrannie, et pouvoir continuer à échanger contre quelques présents les droits et intérêts de leurs concitoyens. Ils vont à Berne sans doute pour solliciter auprès de Brune et Mangourit leur statut quo ; ils trouveront assez d'encouragement en route chez les aristocrates fribourgeois et peut-être de l'argent chez les aristocrates bernois, qui saisiront dans tous les temps avec empressement l'occasion de nous nuire.

J'ai cru devoir vous donner un prompt avis de ce qui se passe afin que, par le courrier de ce soir, vous puissiez écrire au c. Mangourit ou à nos députés. Votre lettre précédera de quelques heures les Valaisans, car ils coucheront à Fribourg. Un moyen très efficace, ce me semble, serait de demander Mangourit pour aider notre organisation, etc. ; il nous serait sans doute d'une grande utilité et se voyant placé, il ne chercherait pas à conserver sa place de Saint-Maurice.

Il me sera bien agréable de recevoir un mot de votre part qui m'édifie et m'apprenne quelles nouvelles vous avez de Berne.

Je fus hier au soir à la Société populaire où le président fit part à l'assemblée des changements faits à Bâle à la constitution helvétique et leur parla d'autres changements qui sans doute seraient faits encore.

De grâce, ne laissez pas faire aux Sociétés populaires une besogne que Laharpe vous demande et faites en sorte qu'il ne soit pas obsédé par un tas de réclamations partielles.

P.-S. Vous payerez et ferez dîner le porteur.

(AVD, H 4 j, orig.)

81. Bex, 26 mars 1798. Lettre de Fr.-S. Wild à Glayre, président de l'Assemblée provisoire du Pays de Vaud.

Je suis arrivé ici hier au soir et je me suis informé sans perte de temps de la marche du Valais. Vous avez vu leurs députés, je suppose, à moins

qu'ils n'aient passé à Fribourg dans leur chemin pour Berne où ils doivent être allés pour représenter contre la R. H. Tel est le dire ; cependant, d'autres personnes prétendent qu'on est seulement très fâché que la R. H. absorbe la valaisanne qui devait être, disent-elles, acheminante à un plus grand sort.

Tout ce que je puis voir jusqu'ici est que cela ne marche pas et je crains bien que cela ait de la peine à marcher.

Demain, j'apprendrai probablement davantage, mais je vous exhorte, citoyen, à ne négliger aucune mesure que votre sagesse vous dictera pour vaincre les pierres d'achoppement.

(AVD, H 457, orig.)

82. Bex, 30 mars 1798. Lettre du c. Fr.-S. Wild, inspecteur général des mines et salines, à la Chambre administrative du canton du Léman, à Lausanne.

Après avoir pris le plus d'informations que je pouvais par ici de Valaisans de toutes les classes, je me suis rendu ce matin à Martigny afin de connaître les dispositions de ce côté. J'ai tâché de me procurer là les renseignements des habitants sur leurs opinions et sentiments relativement à la réunion helvétique, comme je l'avais fait ici. Enfin, à mon retour par Saint-Maurice, je me suis arrêté là non seulement pour y connaître l'esprit, mais aussi pour savoir les suites de leur mission du Haut et Bas-Valais à Berne. Voici, citoyens, le résultat de mes enquêtes.

J'ai retrouvé partout et sans la moindre exception une absence totale d'esprit public, un défaut d'énergie absolu, une timidité pusillanime et une ignorance inconcevable sur leur situation politique. J'ai trouvé sans exception beaucoup d'indifférence, pour ne pas dire d'aversion, pour la constitution helvétique, et des idées étrangement chimériques en faveur d'une République valaisanne. Je me suis aperçu de plus que l'arrière-pensée d'une réunion à la Grande Nation ne les étonnait non seulement pas, mais leur plaisait même.

M'étant informé des causes de ces dispositions inhelvétiques, je n'ai pas eu de peine à les apprendre. Des particuliers accoutumés à mener un peuple ignorant ont répandu avec profusion deux motifs principaux parmi les habitants de tout ordre. On leur a dit que le Valais serait ruiné par la réunion helvétique dont le gouvernement coûterait des sommes énormes qui, réparties par quote-part sur les cantons, exigeraient des contributions qui les mettraient tous à la mendicité. On les a fanatisés ensuite en leur faisant entrevoir qu'une réunion avec les protestants était le coup de mort pour la religion romaine.

J'ai combattu avec prudence le premier argument par des observations générales sur les moyens ; j'ai tourné le second en faisant considérer aux prêtres très sérieusement que le seul et unique moyen de sauver leur religion et eux-mêmes était la réunion avec nous, qui étions fermement décidés de maintenir les deux cultes religieux également, et leur faisant voir un secours et soutien constant dans leurs confrères de foi. Je me suis aperçu d'une forte impression de mes raisons qui vont fructifier.

Enfin, j'ai appris à Saint-Maurice par des personnages meneurs que les députés valaisans ont reçu à Berne la réponse *qu'il fallait se réunir à la R. H.*, et on ne s'est point caché qu'on le faisait *parce qu'il le fallait*.

Il y a actuellement à Saint-Maurice un Directoire composé de Haut et Bas-Valaisans. Mais il n'y a encore du Haut-Valais que les dizains de Sion, Sierre et Loèche qui marchent un peu ; les autres n'ont encore point planté d'arbre et les paysans y sont, *dit-on*, enragés.

En général, il règne dans le Bas-Valais comme dans le Haut un esprit d'aristocratie qui se perpétuera si l'on ne parvient pas à éloigner les meneurs des affaires ; car tout tient à cela. Ces gens accoutumés à mener dans l'obscurité craignent le jour comme la mort.

Il est fâcheux que le c. Mangourit soit absent. Sa femme m'a dit qu'il reviendra, mais pour quelques jours seulement.

La méfiance des habitants du Valais en nous autres d'un côté, et leurs principes rétrécis d'un autre font échouer auprès d'eux tous les arguments qui ne sont pas secondés d'une force majeure soit en pouvoir, soit en comptant.

Je compte être de retour à Lausanne lundi prochain où j'aurais l'honneur de donner de bouche d'autres éclaircissements s'il en est besoin.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 12, orig.)

83. Lausanne, 31 mars 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Clavel.

La Chambre administrative, ayant obtenu la déclaration des généraux français que la troupe valaisanne qu'ils ont appelée à la garde et à la défense des trois mandements n'entrant plus dans leurs mesures militaires est libre de retourner dans son pays, charge spécialement le c. Clavel, chef de la demi-brigade vaudoise, de lui en faire la notification officielle.

Il y ajoutera le témoignage de sa vive reconnaissance pour le zèle qu'elle a mis à voler au secours de notre patrie menacée, et de son entière satisfaction de la bonne conduite qu'elle y a tenue et qui est digne des plus grands éloges.

(AVD, H 3, p. 72, n° 191, copie.)

84. Lausanne, 6 avril 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : dragons d'ordonnance à Saint-Maurice.

Lu la lettre du c. général Schauenburg du 10 germinal an VI [30 mars 1798] portant qu'il a été arrêté entre le résident Mangourit et le général Brune que ce serait le gouvernement du Pays de Vaud qui payerait la dépense pour l'établissement d'un poste de dragons d'ordonnance à Saint-Maurice, pour faciliter la communication des autorités françaises entre elles, mais que, pour plus d'économie, le comité de Saint-Maurice en réglerait les frais ; qu'en conséquence toutes réclamations doivent cesser à ce sujet ; demandant une déclaration comme quoi le gouvernement a satisfait à cette dépense.

La Chambre administrative charge le bureau militaire de satisfaire à cette demande et de l'annoncer dans la réponse qu'il est chargé de faire au général Schauenburg.

(AVD, H 111, vol. 1, p. 24, orig.)

85. Vevey, 6 avril 1798, à sept heures du soir. Lettre du c. J.-L. Ausset à la Chambre administrative du canton du Léman, à Lausanne.

Inclus copie de la lettre que le comité de Vevey reçoit dans ce moment du résident Mangourit : vous verrez que le danger qu'il croyait passé est redevenu imminent ; toutefois, jusqu'à quel degré ? C'est notre incertitude. Les 20 dragons couchent ce soir à Saint-Maurice. 600 hommes devaient partir depuis le Bas-Valais pour Sion, ils peuvent être doublés, car chacun de ses trois dizains était d'abord taxé à fournir 400 hommes ; les partants devaient avoir du canon avec eux ; je tiens ces détails du courrier qui était venu contre-demander les dragons.

Le comité de Vevey ne se trouvant pas compétent pour faire marcher des troupes, ainsi qu'il en est requis par Mangourit, s'est borné à commander à la troupe de l'arrondissement de se tenir prête à marcher, mais il faut éviter d'enlever trop d'hommes sur un seul point, et il ne convient pas d'accumuler dans le Valais une masse d'hommes qu'il ne pourrait nourrir ; enfin, il faudrait éviter de faire battre des Suisses contre des Suisses ; il serait préférable d'employer les troupes françaises qui doivent passer à Lausanne ; si cela se peut, la troupe stationnée à Lausanne pourrait être employée avec les canoniers qui feraient une impression convenable, car les gens de la campagne craignent les canons.

J'observe à la Chambre que Mangourit s'est réfugié à Saint-Maurice, point d'une facile défense, et que les troupes qu'il a maintenant à sa disposition suffisent à le protéger.

Il est vraisemblable que le Haut-Valais a une connexion étroite avec les petits cantons ; une partie de ces derniers étant occupée par les Français, l'asile où leurs habitants armés se réfugieront sera sans doute le canton d'Uri qui touche au Haut-Valais ; ces lieux sont de difficile accès, et il importe d'empêcher leurs troupes de s'étendre et de propager les sentiments de résistance qui, s'ils gagnaient, pourrait devenir funeste à notre pays. Il paraît que Mangourit demande des secours aux généraux et commissaires en chef français, mais cela tardera beaucoup.

Le sous-préfet [Perdonnet père] et le comité de Vevey, relisant la lettre de Mangourit, prennent la résolution de faire partir une cinquantaine d'hommes sur-le-champ ; le premier avise du tout le préfet [Glayre] qui seul peut requérir la force armée, mais l'urgence qu'on croit au danger a engagé à passer dessus.

L'organisation militaire changée et non encore terminée a jeté la troupe dans un désordre fâcheux et qui permettra difficilement de réunir des soldats en compagnie réglée.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 13, orig.)

86. Saint-Maurice, 13 avril 1798. Le D. E. provisoire de la République valaisanne à la Chambre administrative du canton du Léman.

Nous avons l'honneur de vous adresser la copie des comptes de dépenses faites à Saint-Maurice pour les cavaliers d'ordonnance établis pour le service de la correspondance du c. Mangourit, résident de la R. F., et dont les originaux sont entre nos mains. Il a été fourni quelques acomptes à l'aubergiste [Giroud], mais il lui est encore dû beaucoup et il presse vivement pour son paiement. Nous vous prions instamment de vouloir bien nous faire passer la valeur de ces comptes pour le satisfaire et rembourser les diverses caisses qui ont fait les avances jusqu'à ce jour.

Ce service étant absolument étranger au Directoire et au Valais, nous ne pouvons vous dire s'il peut être supprimé. C'est au c. Mangourit que vous devez vous adresser pour cet objet.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(AVD, H 176, litt. B, orig.)

87. Lausanne, 13 avril 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : lettre de Mangourit datée de Berne.

Lu la lettre du c. Mangourit, résident de la R. F. en Valais, datée de Berne du 22 germinal an VI [11 avril 1798] qui annonce qu'il faut envoyer une députation du Léman pour fraterniser avec le Valais à Saint-Maurice ; prendre des mesures pour l'accélération de leurs nominations et de l'envoi de leurs députés à Aarau où le c. Mangourit va après-demain ; les éclairer pour cette accélération, etc.

L'Administration, apprenant avec le plus vif intérêt que le Valais consente à faire partie de la R. H. une et indivisible, charge les c. Ausset et Gex, de Vevey, de se transporter à Saint-Maurice pour témoigner aux autorités du Valais notre joie sur cet événement et fraterniser avec eux.

(AVD, H 111, vol. I, p. 46, orig.)

88. Lausanne, 14 avril 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Les c. Ausset et Gex-Oboussier députés en Valais.

Le c. Gex-Oboussier s'est rendu ici au sujet de la commission donnée tant à lui qu'au c. Ausset l'aîné, de Vevey, pour se rendre comme députés du canton du Léman dans le Haut et le Bas-Valais pour témoigner notre joie de leur adhésion à la R. H. une et indivisible.

Il leur sera en conséquence adressé des pouvoirs et instructions sur ce qu'ils auront à faire pendant leur séjour dans le Valais.

(AVD, H 111, vol. I, p. 50, orig.)

89. Vevey, 15 avril 1798. Lettre du c. J.-L. Ausset et du c. Gex-Oboussier au c. Monod, président de la Chambre administrative, à Lausanne.

La Chambre administrative a confié au c. Gex et à moi la mission d'aller en Valais apostoliser pour sa réunion à la R. H. Nous cherchons à justifier sa confiance ; mais pour y parvenir plus complètement, faciliter nos premières démarches, autoriser nos paroles, il eût été nécessaire que la Chambre administrative nous eût munis d'une lettre de créance auprès du gouvernement provisoire du Valais ; cette lettre est même indispensable, car si nous ne montrons point celles qui nous confient une mission auprès de lui, nous avons l'air d'aventuriers propagandistes, et si nous les montrons, le gouvernement valaisan peut se trouver blessé qu'on ne lui ait point annoncé notre mission.

Veillez donc, c. président, nous expédier une lettre de créance ; nous allons coucher aujourd'hui dimanche à Bex ; nous nous rendrons le lendemain matin à Saint-Maurice ; nous sonderons le terrain auprès de nos connaissances, et nous ne nous annoncerons au gouvernement que lorsque nous aurons reçu notre lettre de créance qui, si elle est faite ce soir, peut nous arriver demain soir à Saint-Maurice, parce que le courrier qui vous porte cette lettre revient cette nuit et pousse demain pour le Valais. Notre adresse sera chez le c. Tousard d'Olbec, à Saint-Maurice.

Nous espérons que vous aurez le temps de faire cette lettre qui n'exige que votre signature, celle du secrétaire général et le sceau, et de la mettre ce soir encore à la poste. La Chambre administrative ne peut qu'approuver et la chose et son expédition.

Votre collègue Perdonnet [fils] dont la santé est un peu altérée, en me chargeant de vous présenter ses devoirs, vous prie de prévenir la Chambre que sa santé altérée ne lui permettra de se rendre que mercredi ou jeudi à Lausanne.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 11, orig. de la main d'Ausset.)

90. Lausanne, 16 avril 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : lettres de créances pour Ausset et Gex-Oboussier, députés en Valais.

L'Administration arrête qu'il sera adressé des lettres de créances au pouvoir exécutif provisoire du Valais pour les c. Ausset et Gex-Oboussier, députés dans cette république.

(AVD, H 111, vol. I, p. 64, orig.)

91. Lausanne, 16 avril 1798. La Chambre administrative du canton du Léman au D. E. provisoire de la République valaisanne.

Le canton du Léman désirant soutenir avec vous, citoyens, les relations qui doivent subsister entre deux voisins dont les intérêts sont tellement rapprochés que souvent ils se confondent, députe auprès de vous pour fraterniser

les c. Ausset l'aîné et Gex-Oboussier, connus par leur patriotisme et leurs sentiments républicains.

Nous vous prions de les recevoir comme venant de notre part, d'ajouter foi à leur mission et de croire que notre vœu est de vivre dans la plus parfaite union avec tous nos frères de l'Helvétie.

(AVD, H 3, p. 101, n° 258, copie.)

92. Saint-Maurice, 17 avril 1798. Le D. E. provisoire du Valais à la Chambre administrative du canton du Léman.

Nous avons vu avec une grande satisfaction vos députés vers nous, les c. J.-L. Ausset et Gex-Oboussier. Ils ont rempli la mission amicale dont vous les aviez chargés, de manière à donner au Directoire une idée bien flatteuse de vos sentiments pour vos voisins et frères. Nous espérons qu'ils retourneront auprès de vous, c. administrateurs, convaincus du désir bien sincère des Valaisans pour resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui existaient jusqu'à ce jour entre nos deux pays et en leur remettant la présente pour vous en offrir l'assurance, nous nous flattons que le témoignage qu'ils pourraient y joindre ne vous laissera aucun doute sur l'opinion qui règne dans ce pays, sur notre vœu pour l'union et l'indivisibilité de l'Helvétie et sur la cordialité que tous les membres de la République et particulièrement nos frères du canton du Léman trouveront toujours auprès de nous.

Nous avons notifié au Directoire de Zurich notre accession à la R. H. en le priant de la notifier suivant l'usage à tous les cantons. Nous avons continué à regarder le Directoire comme le centre de ralliement de toute l'Helvétie, tant que sa représentation nouvelle n'a pas été réunie. C'est ce qui a retardé la connaissance que vous auriez pu en avoir.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 2, orig.)

93. Vevey, 19 avril 1798. Rapport des c. Ausset et Gex-Oboussier, chargés d'une mission près le gouvernement du Valais, adressé à la Chambre administrative du canton du Léman.

Vous nous avez chargés d'aller témoigner au peuple du Valais les sentiments de concorde et d'amitié que le peuple du canton du Léman, dont vous êtes l'organe, avait toujours nourris à son égard, de le féliciter de sa réunion à la famille helvétique et de fraterniser avec lui.

Nous avons été reçus avec la plus grande cordialité par son Directoire provisoire, seule autorité centrale existant dans ce moment, l'Assemblée législative s'étant dissoute : les assemblées primaires allaient se réunir, et la semaine prochaine, l'assemblée électorale devait ouvrir ses séances à Sion ; on nous a annoncé qu'elles seraient de courte durée, de sorte que tout présageait que, dans le courant de la seconde semaine, les députés seraient en route pour Aarau et les autres autorités installées.

Le retard des assemblées tient à l'étendue du Valais, qui est de plus de 30 lieues, à la marche grave et lente que le caractère de ses habitants imprime aux affaires et à des circonstances particulières.

Il y aura quelque différence entre la formation et la manière de voter de leurs assemblées primaires et électorales, et les nôtres ; mais de ces différences, les unes proviennent d'une interprétation trop rigoureuse de la constitution, et les autres, du désir d'en hâter le résultat. Nous devons nous borner à des observations ; nous les avons faites avec la franchise que l'amitié autorise, et la circonspection que nos rapports avec eux, les égards et leur récente indépendance exigeaient.

Oui, c. administrateurs, le Valais oriental et [le Valais] occidental, dénomination géographique introduite depuis la révolution de la partie sujette, étaient réunis dans une confédération de dizains secondairement souverains dont le Directoire de la Grande Nation avait reconnu l'indépendance ; leur réunion est due à ses désirs manifestés par le c. résident Mangourit, qui a beaucoup mérité de ce peuple pendant le cours de sa révolution, et à des craintes que nous avons connues.

Une commune seule, placée dans une vallée profonde et reculée, où règne encore toute la simplicité des mœurs antiques, la vallée d'Isérables a seule voté pour conserver son indépendance ; elle a ajouté cependant qu'elle se conformerait à la détermination des autres communes du Valais.

Plus heureux en révolution que le Pays de Vaud, le Bas-Valais songeait à peine à demander son indépendance, que le Haut-Valais jusqu'alors son souverain, plus éclairé sur ses véritables intérêts que notre ci-devant gouvernement, envoyait des députés lui offrir la communauté des droits politiques : sept dizains formaient le Haut, le Bas, anciennement divisé en trois bannières, les transforma en dizains ; une assemblée provisoire formée des députés de tous composa, sous les auspices du c. résident Mangourit, une constitution politique, en conservant toutefois les lois et les usages anciens qu'un Directoire de trois personnes, élu par elle, faisait exécuter. Les Valaisans n'ont connu ainsi aucun trouble ; leur tranquillité n'a jamais été un instant altérée, et l'union et la concorde ont présidé à tous leurs travaux.

Jetée dans des événements bien plus difficiles, entourée de circonstances bien plus dangereuses et bien plus embarrassantes, notre Assemblée provisoire aussi n'a jamais connu la discorde, l'exagération et l'esprit de parti ; une seule pensée a régné aussi parmi nous : le bonheur, le salut de la patrie.

Que ce spectacle, c. administrateurs, présage de destins prospères à l'Helvétie ! Ainsi, le bon esprit de ses enfants saura affermir sans secousse l'édifice qui doit les contenir tous ; il déblayera avec prudence les restes de l'ancien, et il sera plus ambitieux du bonheur domestique que de l'éclat extérieur.

Mais nous ne devons pas vous le taire : le Valais ne se promet pas un avenir heureux. Le commerce, les arts, l'industrie, toutes ces choses si recherchées par les peuples de l'Europe l'épouvantent : il préfère son heureuse et tranquille médiocrité, ses mœurs simples, à des richesses qui, suivant lui, les pervertiraient ; son gouvernement ancien lui coûtait peu, la liberté la plus grande en était la base, le peuple jouissait et exerçait tous les droits de la souveraineté ; il ne connaissait aucune imposition ; dans sa libre et patriar-

cale existence, il était sans désir pour les besoins qu'une civilisation perfectionnée entraîne. La R. H., il en faut convenir, ne lui assure pas les mêmes droits, ne lui garantit point le sort qu'il préfère, et si elle est très avantageuse pour les peuples sujets et riches, elle ne paraît pas l'être autant pour les peuples libres et pauvres. Cependant, la réunion a été franche ; le Valais s'est réservé uniquement la conservation de la religion catholique et tout nous fait augurer que son union sera durable et que nous trouverons toujours en eux des frères.

Nous vous envoyons, c. administrateurs, la lettre de recréance que le Directoire provisoire du Valais nous a remise pour vous [du 17 avril 1798].

Les quatre cavaliers d'ordonnance placés à Saint-Maurice ont frappé ou plutôt blessé nos regards : demandés par le général Ménard, ils sont depuis longtemps inutiles ; ce sont des hommes et des chevaux enlevés à l'agriculture, et qui causent des frais qui montent à un louis par jour. Le résident français est à Aarau ; il n'a plus aucun besoin de ces courriers, et d'ailleurs, fût-il même à Saint-Maurice, la poste qui est fréquente, le Valais qui a toujours offert et offre toujours de fournir un homme et un cheval pour les dépêches pressées, rendent superflue cette coûteuse garnison de cavaliers d'ordonnance : le Valais les a toujours vus avec peine par intérêt pour nous, et maintenant celui qu'il doit et que nous devons prendre à la R. H. nous fait un devoir impérieux de les rappeler et de les licencier.

Si près des Salines nationales [de Bex], vous nous excuserez sans doute d'avoir cédé à la curiosité d'en visiter les nouveaux travaux, et vous prendrez peut-être quelque intérêt à en entendre parler.

Un bâtiment de graduation immense, situé aux Devens, construit plus avantageusement et plus économiquement que les précédents, et heureusement achevé par l'ancien gouvernement en fait partie. Le roc salé est à deux lieues plus haut dans la montagne ; l'excavation est horizontale et déjà de 3500 pieds de profondeur ; ce roc est interrompu par un roc d'une autre nature, mais on n'a pas tardé à le retrouver. On le fait sauter avec la poudre ; on a construit dedans ce roc des chambres où des eaux douces introduites en dessalent, et les morceaux dont on les remplit et les parois, fonds et plafonds qui, après plusieurs dessalements, se résolvent en une boue noire ; saturées au degré le plus haut qui est de 26 pour cent, ces eaux sont conduites par des tuyaux de bois dans les chaudières du Devens ; on construit maintenant la roue approuvée par l'Assemblée provisoire qui servira au double usage de pomper l'air étouffé et méphitique de ce conduit souterrain et de ceux qu'on pourra y construire encore, et d'y introduire l'eau douce qui doit en ressortir salée. Les travaux de cette nouvelle galerie sont indépendants et même à un assez grand éloignement de celle dite des fondements où existent deux sources dont la saturation de l'une est de 21 pour cent et l'autre de 24 pour cent : elles ont été cherchées et découvertes par le c. Wild dont les profondes connaissances lui avaient permis de désigner d'avance le jour de leur apparition.

Il en a été de même du roc salé ; ses connaissances réunies à une étude de vingt-deux ans de toute la chaîne des Alpes qui, depuis Bex, s'étend dans le Valais et jusqu'à Thoune, lui avaient procuré de grandes données sur la situation vraisemblable du roc salé ; mais contrarié dans tous ses projets par une administration ignorante et routinière, il ne put qu'avec peine obtenir l'autorisation de percer la montagne dans une autre direction ; il continuait

ce travail depuis cinq ans, mais avec la lenteur que la répugnance des autres chefs y mettait, lorsque le roc salé s'offrit au mineur dans les premiers jours de notre révolution, comme pour en consacrer l'époque. Les travaux depuis lors ont été plus rapides et tout fait espérer à cet établissement si utile une prospérité toujours croissante par l'immense étendue présumée de ce roc salé, l'intelligence, les connaissances et l'intégrité peu commune du c. Wild, parfaitement secondé par les chefs inférieurs et notamment par le c. Favre.

Il est peut-être des changements avantageux à apporter dans le régime des Salines : une discipline, une subordination, des augmentations de paie d'après un avancement mérité, quelques grades, quelques distinctions, une espérance de vétérance pour les divers ouvriers qui, réunissant l'espérance d'une considération croissante avec celle d'un repos assuré dans la vieillesse, faciliterait l'ordre, stimulerait l'émulation, et pourrait procurer à l'Etat une économie d'argent et une augmentation de travail.

Il est d'autres changements encore à introduire : il est des bâtiments considérables peu utiles maintenant et qui pourraient le devenir pour d'autres fabrications importantes, ou se vendre ; il est des tourbières à acheter, des marchés de bois à favoriser dans le Valais, un système à prendre sur la régie du bois dans le gouvernement d'Aigle, système urgent : le c. Wild a des plans à cet égard ; le temps ne nous a pas permis de les examiner ; il conviendrait peut-être que la Chambre administrative envoie un de ses membres sur les lieux pour y prendre connaissance de l'état des choses et de toutes les améliorations dont cet établissement est susceptible. Il est sous son inspection et il mérite par son importance une grande attention.

Nous avons trouvé de l'inquiétude dans le Valais et le gouvernement d'Aigle relativement à une maladie de bétail qui s'était manifestée il y a quelque temps dans la vallée d'Aulph dans le Mont-Blanc, celle que les nouvelles annoncent dans les environs de Berne l'a augmentée ; les habitants de l'Oberland se sont barricadés avec soin ; les Valaisans, de leur côté, font sur les frontières du Mont-Blanc une garde sévère, mais les doutes, les craintes entravent le commerce du bétail qui était considérable. Ne serait-il pas convenable, c. administrateurs, que les Chambres administratives du Léman, de Berne, de l'Oberland, du Valais et l'administration du Mont-Blanc correspondissent ensemble pour prendre d'un commun accord des mesures propres à détruire la cause de ces craintes et rassurer sur un objet aussi important pour des pays dont le bétail est la principale richesse ?

Ces maladies, qui peuvent devenir si funestes et qui chaque année éclatent dans quelque endroit, font sentir vivement l'importance d'une Ecole vétérinaire en Suisse, qui pût former des sujets vétérinaires habiles, lesquels pourraient souvent arrêter le fléau à sa naissance, et éviter ces pertes énormes que des tueries entraînent, et ces frais de surveillance qu'une bonne police exige.

Le Valais et le gouvernement d'Aigle partagent la même inquiétude que les autres parties du canton Léman relativement aux propriétés communales.

Tel est, c. administrateurs, notre rapport ; s'il porte sur d'autres objets que notre mission, c'est que maintenant rien de ce qui peut contribuer au bien-être de sa patrie n'est indifférent, et si nous avons préféré vous l'envoyer à le porter nous-mêmes, nos affaires et l'économie en sont l'excuse.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 3, orig. de la main d'Ausset.)

94. Lausanne, 22 avril 1798. La Chambre administrative du canton du Léman au c. Ausset, à Vevey.

Les qualités de nos députés nous annonçaient d'avance l'heureux succès de votre mission. Interprète de nos sentiments auprès de la République valaisanne, vous avez citoyen, captivé leur bienveillance et rempli les vues que nous nous étions proposées. La Chambre administrative vous remercie de vos travaux ; elle s'empresse de donner à vos lumières et à votre républicanisme les louanges que vous méritez si justement.

(AVD, H 3, p. 118, n° 314, copie. Voir aussi *ibidem*, p. 119, n° 316, copie, lettre de remerciement à Gex-Oboussier, à Vevey.)

95. Saint-Maurice, 24 avril 1798. Le D. E. provisoire du Valais à la Chambre administrative du canton du Léman.

Par notre lettre du 13 avril, nous avons eu l'honneur de vous adresser sur votre demande le compte des frais des cavaliers du c. Mangourit. L'aubergiste [Giroud] vient de nous remettre un nouveau compte de 4906 batz. Il a pressé vivement le Directoire de lui en compter la valeur, mais étant obligé dans ce moment d'acquitter une foule de dépenses extraordinaires et de payer l'approvisionnement de nos sels, il nous a été impossible de le satisfaire et nous ne lui avons pas donné d'autre espérance que sur les fonds que nous attendons de vous. Veuillez en conséquence nous faire passer le montant des comptes que nous vous avons remis à ce sujet et y mettre ordre très promptement, parce que le mécontentement de cet aubergiste qui est hors d'état de faire des avances pourrait nous attirer à vous et à nous des discussions désagréables avec le c. Mangourit.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

P.-S. Nous vous donnons avis de la translation du Directoire à Sion pour l'assemblée électorale qui a lieu le 27.

(AVD, H 176, litt. B, orig.)

96. Lausanne, 25 avril 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : poste de Saint-Maurice maintenu.

L'Administration arrête que l'établissement du poste de Saint-Maurice est maintenu sur l'ancien pied et que toute autre garde est supprimée, chargeant le bureau militaire d'envoyer incessamment le piquet destiné pour Aigle ; deux hommes de ce piquet devront faire le service du poste de Chessel, qui est à la distance d'une lieue d'Aigle, en prenant tel renseignement du sous-préfet [Clavel].

(AVD, H 111, vol. I, p. 110, orig.)

97. Lausanne, 26 avril 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : dragons d'ordonnance de Saint-Maurice.

Lu la lettre du D. E. provisoire du Valais dans laquelle l'Administration est priée de payer un nouveau compte de 4096 batz pour les quatre cavaliers placés à Saint-Maurice pour le service de Mangourit.

Arrêté qu'il sera répondu que le poste de ces quatre cavaliers étant là plutôt pour le service du Valais que pour celui du Léman, il paraît que le gouvernement valaisan aurait dû pourvoir à leur procurer des rations et surtout éviter des frais d'auberge très conséquents ; que cependant on satisfera à ce compte, mais qu'en même temps on donnera ordre aux cavaliers de rentrer dans notre canton, en priant le Directoire du Valais de fournir ces quatre cavaliers requis par le c. Mangourit.

(AVD, H 111, vol. I, pp. 115-116, orig.)

98. Lausanne, 26 avril 1798. La Chambre administrative du canton du Léman au D. E. du canton du Valais, à Sion.

Les cavaliers d'ordonnance postés à Saint-Maurice l'ont été par ordre du c. général Ménard pour le service du Valais et du Pays de Vaud, pays confondus maintenant dans la R. H.

Notre canton a été exposé à des frais, des réquisitions, des passages de troupes, également onéreux au public et aux particuliers. Le vôtre en a été totalement exempt. Il nous paraîtrait qu'à tous ces égards, du moins la nourriture de ces cavaliers et de leurs chevaux devrait être à votre charge, heureux de ne connaître que celle-là. Nous allons pour l'alléger retirer ces cavaliers, laissant à vos soins de pourvoir aux dépêches du c. résident Mangourit.

Nous saisissons avec plaisir cette occasion pour vous renouveler nos sentiments d'union et de bienveillance. Puisse la douce et fraternelle égalité renforcer chaque jour nos liens et augmenter notre affection réciproque.

(AVD, H 3, p. 129, n° 343, copie.)

99. Lausanne, 3 mai 1798. La Chambre administrative du canton du Léman au c. résident Mangourit.

Vos soins pacificateurs méritent la reconnaissance des Helvétiens ; nous souhaitons vivement qu'ils soient couronnés du succès le plus éclatant ; grâce à vos travaux, la réunion du Valais à la R. H. avait été proclamée par tous ses habitants, et si le fanatisme agitant des torches fratricides est parvenu depuis à semer la discorde, la tranquillité et l'harmonie renaîtront bientôt ; les efforts des imposteurs et des provocateurs à la guerre civile seront vains, car vous êtes là.

Vous nous annoncez que les choix du Corps électoral valaisan seront excellents ; nous en félicitons la patrie et nous nous réjouissons avec tous ses amis.

(AVD, H 3, pp. 143-144, n° 368, copie.)

100. Lausanne, 5 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : lettre de Mangourit.

Lu la lettre du c. Mangourit, résident en Valais, datée de Martigny, du 14 floréal an VI [3 mai 1798], qui annonce que la sûreté du corps électoral et du représentant de la France a été menacée par le fanatisme que Notre-Dame des Ermites a semé dans les petits cantons et les dizains du Haut-Valais ; que tous les patriotes du Valais de l'âge de 20 à 40 ans vont se lever pour réprimer les coupables, et il espère que le canton du Léman enverra ce qu'il pourra en cavalerie.

L'Administration charge le bureau militaire de faire marcher 22 dragons sous la conduite d'un officier, qui resteront à la solde de ce canton, mais le canton du Valais est chargé de leurs rations.

(AVD, H 111, vol. I, p. 160, orig.)

101. Lausanne, 5 mai 1798. La Chambre administrative du canton du Léman, au c. résident Mangourit.

Le fanatisme expirant fait ses derniers efforts, l'oligarchie s'agite encore devant la liberté victorieuse, mais le Valais va se lever, les patriotes vont se montrer, déjà les lâches partisans de l'erreur se troublent, ils disparaissent et la vérité triomphe.

Nous nous empressons, c. résident, de vous envoyer 22 dragons qui composent toute la cavalerie dont nous pouvons disposer. Assurez nos braves frères du Valais qu'ils se croiront heureux de combattre à leur côté s'il est nécessaire et de protéger la liberté commune. Nous désirerions être dans le cas de vous envoyer de plus grandes forces, mais nos finances et nos pouvoirs ne s'accordent pas avec nos désirs. Si vous en avez besoin de supérieures il faudrait s'adresser au Directoire qui peut seul diriger la force armée. Nous faisons, c. résident, ce que nous pouvons et nous le faisons avec plaisir.

Continuez à veiller sur la destinée du Valais ; il vous devra son bonheur et toute l'Helvétie, de la reconnaissance.

(AVD, H 3, p. 152, n° 387, copie.)

102. Saint-Maurice, 17 floréal an VI (6 mai 1798), 9 h. du matin. Lettre de Mangourit à la Chambre administrative du canton du Léman, à Lausanne.

Par ma lettre d'hier, citoyens, je vous ai priés de contredemander la cavalerie que je vous avais demandée la veille.

Hier soir à 9 heures, le Directoire provisoire ayant mis sa confiance dans des traîtres fut prévenu que les Haut-Valaisans marchaient sur Sion. Je ne vous donnerai point des détails que le temps doit accorder à la sûreté publique. Le Directoire provisoire vint me trouver, m'annonça les maux qui menaçaient la patrie, me jura que je n'avais qu'une demi-heure pour échapper aux rebelles et que nous n'étions pas sûrs, en retardant, de la retraite. Il

avait pourvu à des chars près la porte de la ville et à 10 heures nous fîmes route pour Saint-Maurice où je suis.

Le salut du Valais important au salut de la Suisse, je vous invite derechef à envoyer sur Sion la cavalerie vaudoise à votre disposition, et à joindre à ce secours, sans marche commune qui serait lente, un bataillon de volontaires vaudois avec armement, équipement, cartouches, et vivres pour quatre jours consistant en pain, fromage ou viande salée. Engagez ce bataillon à une marche forcée, et faites partir devant la cavalerie disponible. J'écris à Vevey, Aigle et Bex quoiqu'il soit irrégulier que je devance sur ces lieux votre ordre ; vous excuserez mon zèle en faveur de la liberté. Il serait bon que votre bataillon fût accompagné de deux pièces de campagne avec leurs caissons et munitions. Peut-être Sion est assiégé dans ce moment par une horde égarée, par la prêtraille et l'oligarchie. Le Bas-Valais lève deux mille hommes ; cette force excède sa position de nombre ; peut-être se lèvera-t-il en masse. Je vous prie de m'honorer d'une prompte réponse.

[P.-S.] Je vous prie de faire passer l'incluse en toute diligence au commissaire du gouvernement français, le c. Rapinat, afin qu'il confère promptement avec le général.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 22, orig. — Résumé dans Strickler, p. 1036, n° 2.)

103. Saint-Maurice, 17 floréal an VI (6 mai 1798). Lettre de Mangourit à la commune de Bex.

Vos frères du Valais sont en danger à Sion. J'ai eu le bonheur d'échapper hier à 10 h. du soir aux Haut-Valaisans fanatisés par leurs prêtres et quelques oligarques. Les Valaisans volèrent à votre secours... Que ferez-vous ?

[P.-S.] Expédiez copie de ma lettre à Aigle. Je suis si pressé qu'ils m'excuseront de ne pas leur écrire.

Je vous recommande le prompt départ de l'ordonnance.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 18, copie conforme ; *ibidem*, pièce n° 21, autre copie avec un autre P.-S. : « J'expédie une lettre plus détaillée à la Chambre administrative de Lausanne, mais que des délais n'exposent point le corps électoral et la ville de Sion : j'écris en même temps au commissaire du gouvernement et au général Schauenburg.

» Je vous recommande le plus d'activité possible dans le départ de l'ordonnance. » — Publ. dans Strickler, p. 1036, n° 3, sans le début du P.-S. de la seconde copie.)

104. Lausanne, 6 mai 1798. Le c. Polier, préfet national du canton du Léman, au c. Perdonnet [père], sous-préfet, à Vevey.

Je vous autorise à fournir un bataillon des contingents de votre district et deux pièces de canon pour marcher au secours de nos frères du Bas-Valais, et de vous entendre sur cela avec le c. sous-préfet d'Aigle [Clavel] à qui j'envoie le même pouvoir. Je n'ai pas besoin de vous dire combien il serait à désirer de pouvoir éviter de faire battre des Suisses contre des Suisses, et d'employer tous les moyens de votre sagesse et de celle des comités de Vevey et d'Aigle pour faire sentir aux Haut-Valaisans leur impuissante témérité. Cependant, nous n'abandonnerons jamais la cause de la liberté et serons toujours

prêts à la défendre aux dépens de nos vies. Tenez-moi informé de l'événement ; s'il est nécessaire, je me rendrai auprès de vous.

P.-S. Ci-inclus sous cachet volant ma lettre pour le sous-préfet d'Aigle, laissant à votre disposition suivant que le cas le requerra de la lui envoyer ou non.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 25, copie. — Résumé dans Strickler, pp. 1036-1037, n° 5.)

105. Moudon, 7 mai 1798, à 4 h. du matin. Le sous-préfet de Moudon, Duveluz, au c. lieutenant du préfet national [Samuel Clavel].

Vous verrez par la copie ci-jointe, que j'ai faite extrêmement à la hâte, que le commandant le bataillon français qui couche ici d'environ 800 hommes va partir pour se rendre à Saint-Maurice ; malgré la lettre du c. Mangourit, il a eu un peu de peine à se décider à cette démarche ; ce n'est qu'ensuite du long entretien que nous avons eu ensemble qu'il s'est déterminé. Il se rendra aujourd'hui à Vevey, demain à Aigle et de là à Saint-Maurice. Il vous prie d'en aviser aussitôt le résident français Mangourit. Il a avec son bataillon un détachement de hussards d'environ 30 hommes qui marchera avec lui ; il me charge de vous le marquer.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 28, orig.)

106. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798), à 6 h. du matin. Lettre de Mangourit au c. Polier, préfet national du canton du Léman, à Bex.

Je vous ai envoyé le c. Mathys, mon agent, pour vous inviter à faire marcher le bataillon vaudois et les canonniers qui sont à Bex sur-le-champ, attendu que les brigands sont entrés dans la ville de Sion par l'effet d'une capitulation infâme et qu'ils menacent de se porter sur le Bas-Valais.

Je connais fort bien la constitution qui, accordant aux préfets la réquisition de la force armée, leur interdit de l'extraire de leurs cantons respectifs, mais le danger de la patrie voile pour quelques instants la sagesse de cette disposition, sauf à y tenir strictement dans un danger ordinaire.

Vous ferez d'après cette réflexion ce qui vous plaira, mais pour mettre ma responsabilité à couvert, je charge la vôtre du refus de faire monter vos forces pour repousser les brigands. Je remets cette lettre au c. Liausun, quartier-maître du bataillon vaudois.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 19, orig. — Publ. dans Strickler, p. 1037, n° 7.)

107. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798), à 7 h. du matin. Lettre de Mangourit à la Chambre administrative et au c. [Polier], préfet du canton du Léman.

Quand le danger est aussi grand, quand le Haut-Valais fraternise avec les paroisses, quand il menace de tomber comme une avalanche sur le Bas,

quand il assure les campagnes de la paix, quand il semble ne demander autre chose que la conservation de la religion avec la renonciation à la constitution helvétique, il n'y a point à attendre d'ordres de Aarau ; il faut agir promptement. Envoyez aussi un officier froid, brave, populaire, sachant son métier ; le c. Repond a toutes ces qualités, dit-on. Hâtez-vous, tâchez de nous envoyer des cavaliers volontaires, c'est ce que le Valais craint le plus ; vous avez 500 Français et des hussards ; j'ignore leur destination, mais je les requiers par cette lettre de venir à marche forcée. Je prends sur moi toute responsabilité. Envoyez-nous de la poudre. Donnez ordre au magasin d'Aigle de nous détacher deux canons.

P.-S. Je viens de demander à Bex la levée en masse ; le torrent gagne, ne le laissons pas tout submerger.

[Autre P.-S. *en tête de la feuille.*] Vous pouvez d'un coup de sifflet remettre sur pied les anciennes compagnies de dragons. — Où est le général de Bons ?

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 20, orig. — Publ. dans Strickler, p. 1037, n° 8.)

108. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798), à 8 h. du matin. Lettre de Mangourit au c. Clavel, sous-préfet du district d'Aigle.

Je viens de recevoir votre lettre et un avis de Sion très sûr. Il est indispensable, mon cher citoyen, quand le danger est si grand, de passer sur les formes ordinaires. Les troupes du Haut-Valais gagnent les esprits en fraternisant. Beaucoup de gens sont loin de mériter confiance. Armez donc à forces, car vous êtes menacés comme nous, si l'on perd 24 heures. Faites partir sur-le-champ, fournissez-vous de poudre, car nous n'en avons point, elle est à Sion. S'il était possible d'avoir quelques cavaliers de bonne volonté, les Haut-Valaisans craignent beaucoup cette arme.

Tâchez qu'il y ait dans votre nombre le plus possible du bataillon vaudois. Plus on aura de braves gens, mieux cela ira. Il n'y a pas de temps à perdre.

P.-S. Envoyez surtout de bons officiers : quand le torrent menace, il ne faut pas le laisser inonder en voulant faire une digue de pierres. Le civil est bon, mais il faut des mesures militaires.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 35, copie conforme.)

109. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798), 9 h. du matin. Lettre de Mangourit au c. Ausset, administrateur.

Envoyez, mon cher administrateur, envoyez-nous forces, forces, puis des forces. L'apathie valaisanne a besoin d'être électrisée par l'énergie vaudoise, et en hâte, arrivez ! Nous serons trahis sans forces, la constitution helvétique sera anéantie en Valais sans forces, les prêtres vont théocratiser sans vos forces. Arrivez donc et au plus tôt que votre troupe marche à grandes journées !

[P.-S.] Ci-joint une réquisition au commandant des troupes françaises arrivées à Lausanne, que je vous prie de lui remettre en main et de lui demander un reçu. Annoncez-moi successivement le quota de vos forces, afin de leur faire préparer ce qui leur sera nécessaire — poudre, cartouches, canons, boulets. Sion est dans le plus grand danger ; s'il est pris, nous sommes en très fâcheuse position ici. — Vous demanderez un reçu au commandant français [capitaine Fayet].

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 5, orig.)

110. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798), à 9 h. du matin. Lettre du résident Mangourit « au c. [Fayet] commandant les troupes françaises et à cheval ».

Le danger où se trouve le canton du Valais par un ramas considérable de fanatiques, excités par des prêtres et des oligarques qui assiègent Sion, la capitale, fraternisent avec les campagnes, demandent à force armée la renonciation à la constitution helvétique, répandent des victoires prétendues sur les Français et leur égorgement dans les petits cantons, lorsque Glaris, Unterwald et Zoug sont en notre pouvoir, me force à vous requérir *sous ma responsabilité*, au nom du salut de l'Helvétie et de la stabilité des triomphes obtenus par le général Schauenburg et la brave armée qu'il commande, à vous porter sur Saint-Maurice en Valais à journées forcées. Hâtez-vous de venir rassurer les patriotes, en imposer aux méchants, aux prêtres, aux oligarques, faire un exemple terrible et ajouter à vos lauriers.

Faites-vous donner des cartouches ; avertissez-moi de votre marche pour préparer vos vivres, etc. Le général Schauenburg est prévenu par moi de cette réquisition.

Il portera son attaque sur le Haut-Valais par le Grimsel et la Gemmi, tandis que nous porterons les coups en avant.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 54, copie munie de la déclaration suivante : « Je déclare avoir reçu l'original de la présente réquisition, au vœu de laquelle je dirige le bataillon sur Saint-Maurice. Le capitaine commandant le bataillon : P.-A. Fayet. »)

111. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798), 11 heures du matin. Lettre de Mangourit au c. Clavel, sous-préfet, à Aigle.

Vive le canton Léman ! Envoyez à grande marche votre bataillon, des officiers surtout. Nous manquons de vrais militaires, des patriotes surtout. Il faut des hommes qui sachent porter l'énergie dans les veines du peuple.

Quatre pièces de canon avec leurs munitions, de bons canonniers surtout.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 35, copie conforme.)

112. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798). Lettre de Mangourit aux c. de la ville de Bex.

Quand il est question de sauver la patrie, l'ordre helvétique ne peut être observé sans danger. J'autorise sous ma responsabilité le comité de Bex ancien à se rassembler provisoirement et à lever de prompts secours pour envoyer à Sion menacé par les fanatiques et les oligarques. Hâtez votre rassemblement de troupes et surtout [de] vos tireurs ; tâchez qu'ils aient des cartouches.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 35, copie conforme. — Publ. dans Strickler, p. 1037, n° 9.)

113. Lausanne, 7 mai 1798. Nomination du général Bergier en qualité de commandant des troupes vaudoises prêtes à porter secours au Bas-Valais. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 1, p. 213.

114. Lausanne, 7 mai 1798. Le bureau militaire de la Chambre administrative du canton Léman au c. Bergier, adjudant-général. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 2, p. 213.

115. Lausanne, 7 mai 1798. Lettre du c. H. Polier, préfet du canton du Léman, au sous-préfet de Vevey et au sous-préfet d'Aigle.

Je viens de nommer l'adjudant-général Jean-Samuel Bergier pour organiser, diriger et commander la force armée destinée à secourir nos frères du Bas-Valais.

Je vous invite à lui porter aide et secours et, en cette qualité, lui faire parvenir tout ce qui lui sera nécessaire pour l'entretien de sa troupe. Mais comme il ne peut appartenir à ma charge de permettre à la force armée de sortir du canton, je ne l'ai autorisé à la conduire (selon sa prudence et le besoin) que jusqu'à Bex ou à l'extrême frontière, le tout en attendant les ordres du D. E. Si par malheur quelque partie de dite troupe avait passé le pont [à] Saint-Maurice, elles rentreront dans le territoire du canton. Je vous prie de m'envoyer copie de ma lettre d'hier.

N. B. Accusez-moi réception de celle-ci.

(AVD, H 49, vol. I, p. 11, copie.)

116. Saint-Maurice, 7 mai 1798. Le c. J.-L. Ausset au préfet du canton du Léman.

Vous recevez inclus la réquisition désirée. La Chambre administrative a donné au c. Clavel le commandement ; un aide de camp du pays l'accompagne. Je vais avec eux jusqu'à Riddes, poste occupé par les Bas-Valaisans.

J'aurai plus de choses à vous dire à mon retour : j'ai besoin de voir ; j'espère être de retour ce soir à Bex.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 9, orig.)

117. Vevey, 7 mai 1798, à cinq heures du soir. Henri Polier, préfet national du canton Léman, au c. Duveluz, sous-préfet du district de Moudon.

Ci-joint une réquisition très pressante du c. Mangourit, résident de France en Valais, au commandant du bataillon français qui couche ce soir à Moudon. Présentez-la lui incessamment et si, contre l'attente du résident, il refuse le secours qui lui est demandé, vous adresserez l'incluse à mon lieutenant [du] préfet à Lausanne, lui enjoignant de ma part de la présenter au commandant de la troupe française de hussards qui arrive demain à Lausanne et qu'il en requière une cinquantaine, attendu que le Valais ne comporte guère la cavalerie. Cependant, comme le résident en veut, il faut, si le commandant de l'infanterie qui est à Moudon consent à venir au secours du Valais, qu'il vous donne copie signée et scellée de la réquisition du résident Mangourit pour l'envoyer au lieutenant [du] préfet Bergier, afin qu'il requière aussi les 50 hussards. Envoyez-lui la présente.

N. B. Si la troupe française vient ici, vous lui donnerez des vivres pour un jour ; elle en trouvera ici pour continuer sa route.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 34, orig.)

118. Vevey, 7 mai 1798, à huit heures du soir. Le c. J.-L. Ausset à la Chambre administrative du canton du Léman.

Le jeune Mangourit était porteur de la lettre que je vous ai envoyée depuis Villette par un dragon ; le jeune Mangourit revient avec nous.

Avant d'entrer à Vevey, nous avons rencontré mon dragon porteur d'une lettre du résident pour moi [du 7 mai] : il demande des forces et des forces ; une réquisition pour la troupe française était jointe. Le préfet l'envoie à Moudon où sera le bataillon passé hier à Lausanne. Le sous-préfet la présentera et enverra l'original ou copie à Lausanne pour requérir 50 des hussards qui doivent passer demain. Il y aura assez et nos troupes pourront revenir.

Vevey a fourni 200 hommes, mais avec peine ; les premières campagnes ont amorti le feu. Perdonnet [fils] a pris le fusil et le havresac, il est parti comme volontaire, ce qui a fait un bon effet. Il y a deux canons de 4 et 18 canoniers.

Aigle tient 600 hommes prêts : en voilà plus qu'il n'en faut pour 2000 ennemis, Sion étant couverte par 900 Valaisans du Bas.

Nous engagerons Mangourit à commencer par des voies pacificatrices : j'y irai s'il le faut, car le sang des Suisses ne doit pas être versé.

Le préfet profitera peut-être de cette occasion pour rendre les armes aux Ormonins.

Clavel est à Aigle ; nous avons Bergier et puis Sterky ; voilà de quoi commander, sans compter les officiers généraux valaisans.

Il y a des farines à Vevey ; on y fera le pain ; les munitions de guerre sont en quantité suffisante à Chillon.

[P.-S.] Ci-joint la lettre de Mangourit ; le courrier porteur de la mienne l'est d'une autre du résident pour le c. Wild, de Pully où il est.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 4, orig.)

119. Aigle, 8 mai 1798, ou plutôt le 7 avant minuit. Bergier, adjudant-général de l'armée vaudoise, au c. Polier, préfet national du canton Léman.

J'arrive à Aigle. J'aurai demain matin une conférence avec le résident, et je me tiendrai strictement aux ordres que vous m'avez donnés. Cependant, je dois préalablement vous mettre au fait de l'état dans lequel j'ai trouvé ce pays : Vevey a envoyé quelques volontaires épars, dix, douze à la fois, aucun en corps ; les uns couchent à Villeneuve, d'autres ici, d'autres à Bex, quelques-uns enfin à Saint-Maurice. Deux pièces de canon de 4 sont parties ce matin dudit Vevey avec ordre d'aller coucher à Saint-Maurice. Je viens d'expédier un dragon pour tâcher de les rattraper et leur porter le contrordre en les faisant rester à Bex. J'ignore s'il pourra les atteindre.

Comme aucune compagnie, ni aucun corps désigné n'avait été nominativement commandé à Vevey, il en est résulté des contestations : les volontaires prétendaient avoir fait leur tour pendant les trois mois de campagne ; les autres prétendaient que cela ne pouvait les concerner ; bref, personne ne partait si le c. administrateur Perdonnet [fils] n'eût lui-même pris un havresac, un fusil à l'épaule, et ne fût marché des premiers. Son exemple a eu les suites qu'il en attendait : environ 150 sont marchés en détail et de toutes les compagnies. Pour parer à cet inconvénient, j'ai fait commander ici à mon passage et nominativement les quatre compagnies organisées le 25 mars qui n'ont pas encore bougé de leurs foyers ; lorsqu'elles auront joint, je renverrai les volontaires.

Ici, personne n'est parti encore, mais ils ont pour lieu de rendez-vous Bex où ils sont avertis de se trouver demain à dix heures du matin. Les environs de Bex sont déjà, m'a-t-on dit, à Saint-Maurice depuis ce matin sur les instances réitérées du résident.

Le château d'Aigle est dépourvu de munitions de guerre pour infanterie. Je viens d'écrire à Chillon pour m'en procurer ; il serait bon qu'on les fît remplacer de Lausanne audit Chillon où elles seront plus à portée.

D'après un couple de rapports qui m'ont été faits ce soir, il paraît qu'on ne peut guère compter sur les Ormonts qui commencent à parler ouvertement, ce qui diminuerait prodigieusement les forces de ce district et rendrait d'autant plus urgente la mesure que je vous proposais ce soir, qui serait d'envoyer ici le bataillon Blanchenay, de Morges, tout organisé et qui n'est jamais marché ; mon secrétaire Carrard, qui est chez moi, peut en donner les états nominatifs ; d'ailleurs, il suffirait d'en prévenir le chef de bataillon qui commanderait les capitaines.

J'ai fait prendre pour le moment tous les arrangements pour les vivres de la troupe en pain, viande et vin ; ils en seront pourvus, mais il serait urgent que l'on me fît toucher incessamment de l'argent pour payer le prêt aux soldats et éviter par là les murmures.

Demain dans la journée, je ferai la tournée et la reconnaissance des postes. J'ai pris avec moi comme chef d'état-major le c. Champel, de Vevey, extrêmement actif et intelligent.

Lorsque j'aurai quelques détails ultérieurs du Valais et que je connaîtrai les plans du résident, j'aurai soin de vous informer exactement de tout.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 33, orig.)

120. Bex, 8 mai 1798. Ordre du général Bergier aux troupes mises sur pied. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 3, pp. 213-214.

121. Lausanne, 8 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : lettres d'Ausset et de Mangourit sur les affaires du Valais.

Lu les lettres du c. administrateur Ausset et du c. Mangourit du 17 floreal an VI [6 mai 1798], dans lesquelles on donne divers détails sur les affaires du Valais, les troupes qu'on y fait marcher, et celles qu'on se propose d'y envoyer encore.

(AVD, H 111, vol. I, p. 177, orig.)

122. Bex, 8 mai 1798, 8 h. du matin. Le c. Perdonnet fils, soldat dans la compagnie Couvreur, au c. H. Polier, préfet du canton du Léman, « à Lausanne, ou en route pour Bex ».

Recevez d'abord, citoyen, mon compliment sur votre nomination ; le Directoire ne pouvait faire un meilleur choix ; le public vous avait déjà désigné comme l'homme le plus ferme dans ses principes républicains, le plus éclairé et le plus intègre ; je désire que vous ayez le courage de rester à votre poste aussi longtemps que vos concitoyens en formeront le vœu.

Je passe maintenant à notre situation.

Mangourit sachant que j'étais ici m'a envoyé un nommé Mathys, Valaisan, pour me donner avis qu'hier soir, entre 4 et 5 heures, les insurgés haut-valaisans, d'accord avec les habitants infâmes de Sion, forcèrent les 1500 Bas-Valaisans qui occupaient cette place à l'évacuer, après qu'ils eurent abandonné les deux seules pièces de canon qu'ils avaient et souscrit une capitulation déshonorante mais, à ce qu'il paraît, commandée par la position où ils se trouvaient.

Dès lors on ne sache pas positivement qu'ils aient continué leur route, néanmoins ils menacent Saint-Pierre[-de-Clages], Martigny et Saint-Maurice ; par la douceur, par le vin, par les prières, par les promesses et surtout au nom tout-puissant de la Sainte Vierge, ils s'augmentent chemin faisant comme la boule de neige et font à chaque pas des prosélytes. Leur nombre est calculé dans ce moment à 2400 hommes avec dix pièces de canon de campagne ; leurs chefs sont, à ce qu'on assure, des émigrés français et d'indignes

Bernois (le fait ne m'est pas prouvé). Les 1500 Bas-Valaisans, commandés par un nommé Debons sur lequel, dit-on, l'on peut compter, se sont repliés sur Martigny. S'y défendront-ils ? Ne s'y défendront-ils pas ? C'est ce que j'ignore ; quoique bien intentionnés et ennemis jurés des Haut-Valaisans, ils ont perdu tout courage ; d'ailleurs ils n'ont plus d'artillerie et les autres en ont.

Voici, pour votre gouverne, notre position particulière :

50 hommes de Bex sont partis hier et se sont rendus à Martigny.

25 dragons envoyés par vous les ont précédés.

30 hommes de Vevey (capitaine Couvreur), 30 hommes de Montreux (compagnie de Visinand), 10 artilleurs de Vevey avec deux pièces de canon, sont arrivés hier soir et ont couché ici cette nuit. Ce nombre est si minime qu'il ne peut être compté, mais si les promesses que l'on m'a faites et les ordres que je me suis permis de donner, vu l'urgence, s'exécutent, 400 hommes viendront encore du district d'Aigle avec deux pièces de canon, 200 hommes partiront de celui de Vevey. A tout cela il faut un chef expérimenté ; votre dépêche d'hier, reçue ce matin, annonce que vous avez fait choix de Bergier ; comme républicain, je ne crains pas de dire la vérité : Bergier a peut-être des connaissances militaires, mais Bergier n'est ni craint, ni aimé ; Bergier a professé des principes qui ne commandent pas aujourd'hui la confiance. Il ne peut être remplacé par [Joseph] Debons qui convient encore moins. Clavel, chef de brigade aujourd'hui à Aigle, réunit à peu près tout ce qu'il faut ; il connaît ce pays ; il est chéri du soldat ; l'on peut en toute assurance se fier à lui ; si vous croyez qu'il soit trop tard d'en faire notre chef, qu'il agisse du moins dans son rang sous les ordres de Bergier.

J'ai écrit à Aigle, Villeneuve et Vevey, que l'on fît lever en masse tout ce qui est en état de porter les armes, que l'on envoie ici partie de cette force et que l'on conserve le reste *en activité* pour garder les derrières et protéger la retraite si, ce que je suis loin de présumer, elle devenait nécessaire.

Tous ces moyens réunis feront quelque chose, mais ils ne suffiront pas ; il nous faudrait quelques Français pour encourager nos Vaudois, et surtout quelques officiers français ; si nous en avions un pour commandant, tout irait bien. Les Haut-Valaisans redoutent excessivement notre approche ; les Bas-Valaisans n'auront de courage que lorsque nous serons au milieu d'eux.

Vous aviez défendu que nous pénétrassions en Valais ; cette mesure était peut-être commandée par les circonstances, mais lorsque vous connaîtrez la position de l'ennemi, lorsque vous saurez que, dans une marche forcée, il peut être à Saint-Maurice, lorsque vous penserez que nous avons là-bas environ 70 Vaudois qu'il serait cruel d'abandonner, vous changerez vos dispositions. Si peu que nous soyons, je crois que nous devons avancer et je vous avouerai que, si nous étions ici en plus grand nombre, je me permettrais de l'ordonner, en usant ainsi du pouvoir dont la troupe et les habitants me supposent revêtu, quoique je ne sois que simple soldat.

A l'instant, on me remet et j'ouvre l'incluse de Mangourit ; vous voyez la réalité du danger ; donnez de grâce vos ordres et donnez-les promptement ; un ennemi, quelque faible qu'il soit, ne doit jamais être méprisé, c'est mon principe ; d'ailleurs, l'esprit de la campagne n'est pas assez bon pour que nous puissions sans danger laisser gagner du terrain à un ennemi fanatisé.

D'ailleurs, soyez sans inquiétude ; si peu que nous soyons, notre courage nous décuplera, et nous saurons faire cela.

Instruit que depuis Sion l'on pouvait pénétrer dans ce pays par les montagnes d'Anzeindaz, à deux lieues au-dessus de Gryon, je me suis permis d'ordonner à cette dernière commune d'occuper les passages, de faire reconnaître le pays par des patrouilles et de nous envoyer un prompt rapport.

[P.-S.] Cette lettre part à 8 h. du matin.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 61, orig.)

123. Saint-Maurice, 8 mai 1798. La Chambre administrative du canton du Valais à H. Polier, préfet national du canton du Léman.

La Chambre administrative du canton du Valais requiert le c. préfet national du canton Léman de porter en ce canton sa force armée du sien le plus tôt possible, [d']investir le c. Clavel, chef d'une brigade du canton Léman, du commandement en chef ; ordonne à tous les Valaisans de le reconnaître et de lui obéir en cette qualité.

[Signé :] Stockalper, Delasoie, Roten.

[Signatures attestées par Mangourit :] Je soussigné certifie et atteste à qui appartiendra que les signatures ci-dessus sont celles des c. membres de la Chambre administrative du canton de Valais.

A Saint-Maurice, 19 floréal an VI [8 mai 1798].

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 32, orig.)

124. Bex, 8 mai 1798. Le général Bergier, commandant en chef, au c. Blanchenay, chef de bataillon, à Morges. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 4, p. 214.

125. Bex, 8 mai 1798. Le général Bergier, commandant en chef, au bureau militaire de la Chambre administrative du canton Léman. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 5, pp. 214-215.

126. Bex, 8 mai 1798. Le général Bergier, commandant en chef, au c. Clavel, sous-préfet d'Aigle. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 6, p. 215.

127. Saint-Maurice, 19 floréal an VI (8 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. H. Polier, préfet national du canton du Léman, à Bex.

Même souffle, même vie à nos républiques ! Votre bataillon de Vaudois est superbe ; j'ai lu dans sa marche qu'il vaincrait ; nos Français combattront avec nos Helvétiens : Suisses, Gaulois, Valaisans, nous fûmes tous opprimés ; émancipés par la victoire, nous briserons les fers des autres peuples.

Comme je suis sûr, c. préfet, que cette guerre ne sera qu'hebdomadaire, de grâce ne désorganisons pas notre force quand c'est un grand appareil qu'il faut déployer. Si j'aime le canton du Léman !... oui, je suis pour ma vie attaché à ce foyer sacré de la liberté helvétique, mais il faut que ce brasier se convertisse en foudre vengeresse de l'imposture sacerdotale et de l'hypocrisie des oligarques.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 58, orig.)

128. Lausanne, 9 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : artillerie à envoyer à Bex.

L'Administration a été requise par le c. adjudant-général Bergier d'envoyer du côté de Bex une partie de la compagnie d'artillerie qui serait commandée par les c. lieutenants Prébois et Burnand pour aller secourir le canton du Bas-Valais qui est en guerre avec le Haut-Valais ; il fera conduire les canons nécessaires. — Approuvé.

(AVD, H 111, vol. I, p. 178, orig.)

129. Bex, 9 mai 1798. Le c. Perdonnet fils « aux c. composant l'administration du canton du Léman ».

Instruit par le c. préfet, que nous avons le bonheur de posséder ici depuis hier matin, que personne n'a pu encore vous donner connaissance de la situation des choses dans ce pays, je viens avec plaisir remplir ce soin. Le courrier qui sera porteur de cette dépêche jusqu'à Vevey devant partir dans un moment, je serai bref.

Avant-hier 7 mai, sur les premiers avis du c. Mangourit, 50 braves volontaires de Bex se rendirent à Martigny pour secourir leurs frères du Bas-Valais qui, quoique réunis au nombre de 1500 sous les ordres du c. Debons, excellent militaire et bon patriote, se trouvaient menacés par les fanatiques insurgés du Haut-Valais, supérieurs en force et commandés par un nommé [Joseph de] Courten, habile officier. Le même jour, 60 volontaires tant de Vevey que de ses environs arrivèrent à Bex avec deux pièces de canon de 4. Les avis étaient alors que l'ennemi, fort d'à peu près 2000 hommes ayant huit pièces de canon, occupait Sierre et avait ses avant-postes à quelque distance de Sion.

Hier matin à quatre heures, un exprès du c. Mangourit vient m'annoncer ici que, la veille à cinq heures du soir, les 1500 Bas-Valaisans, qui étaient à Sion, avaient été forcés de se rendre prisonniers sans avoir pu offrir la moindre résistance, les habitants de cette place, de concert avec le nommé Riedmatten, commandant en chef les Haut-Valaisans, leur ayant ôté tout moyen de défense en leur refusant les provisions et munitions qui leur étaient nécessaires, et en les menaçant même de les égorger s'ils tiraient un coup de fusil.

Les insurgés, dont la conduite paraît en général des plus droites, se conduisirent très politiquement avec leurs prisonniers, et au lieu de les garder ou même de les désarmer, ils les renvoyèrent purement et simplement, conservant Debons, le seul chef dans lequel ils eussent confiance, et leurs deux pièces de canon ainsi que 1500 livres de poudre.

Ceux-ci se retirèrent au pont de Riddes qu'ils occupèrent, poussant leurs avant-postes jusqu'à Saint-Pierre[-de-Clages], mais absolument découragés, dans une désorganisation absolue, et ne voyant de salut que dans les Vaudois dont ils réclamaient les secours à grands cris ; surtout, ils voulaient un chef vaudois.

A dix heures, arrivèrent ici fort à propos les c. Polier, Bergier, Clavel de Brenles et Sterky. Le premier ne se croyant pas autorisé à faire pénétrer des troupes dans un autre canton que le sien sans y avoir été requis par le gouvernement du premier canton, le c. Ausset et moi, accompagnés du c. de Brenles, qui fut donné comme chef des 1500 Bas-Valaisans, nous rendîmes de suite à Saint-Maurice auprès du résident ; aussitôt trois membres de la Chambre administrative furent invités de se rendre chez lui ; ils n'avaient point encore été installés ; leur premier acte fut celui de requérir officiellement la force armée du canton du Léman et de nommer le c. de Brenles commandant général de leurs concitoyens. Nous dînâmes chez le résident à deux heures ; votre collègue Ausset, en qualité d'observateur, et de Brenles partirent pour le pont de Riddes, et je revins à Bex d'où, à quatre heures du soir, les 500 hommes vaudois qui s'y trouvaient alors réunis par les arrivées fréquentes de petits détachements, se mirent en route pour Saint-Maurice où ils ont passé cette nuit ; ils ont avec eux deux pièces de canon de Vevey et deux d'Aigle.

A peu près à la même heure, un estafette, venu de Martigny, annonça que les Bas-Valaisans, victimes d'une vision et saisis d'une terreur panique, se croyant enfin à la veille d'être attaqués et enveloppés par l'ennemi, s'étaient subitement repliés sur Martigny, rétrogradant ainsi de trois lieues, sans motifs et sans avoir eu la précaution de rompre le pont. Les ennemis n'avaient point paru, et sans rien savoir d'ultérieur à cet égard, nous pensons que de Brenles, arrivé en même temps que les épouvantés à Martigny, les aura fait remonter à leur poste et aura fait les dispositions de sûreté nécessaires.

Voilà, citoyens, en gros ce qui s'est passé jusqu'à présent. D'ailleurs, 800 à 1000 Vaudois de divers quartiers sont attendus ici ; plusieurs compagnies sont déjà arrivées tant ici qu'à Aigle et chemineront selon les besoins. Vous apprendrez avec plaisir que la compagnie des Ormonins est depuis quelques instants à Bex et va se rendre à Saint-Maurice. Nos inquiétudes sur leurs concitoyens peuvent donc se dissiper.

Vous savez aussi que 800 Français couchent ce soir à Aigle. Toutes ces forces réunies seront, je crois, plus que suffisantes, mais elles étaient nécessaires.

Trop pressé, je ne m'étendrai pas en réflexions ; votre collègue Ausset vous écrira probablement demain d'une manière plus lisible, plus régulière et surtout plus instructive.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 6, orig.)

130. Saint-Maurice, 9 mai 1798. J.-L. Ausset au préfet du canton du Léman, à Bex.

Je reviens de Riddes ; il y a eu une attaque : les Allemands ont été repoussés grâce à nos gens. Les ponts sont coupés, les passages des montagnes sont gardés. Tout est assuré contre une attaque. J'irai vous faire mon rapport après avoir terminé le mien au résident.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 1, orig.)

131. Bex, 9 mai 1798. Le c. J.-L. Ausset à la Chambre administrative du canton du Léman, à Lausanne.

J'ai été depuis Bex, seul avec le c. Clavel, nommé commandant des troupes vaudoises et valaisannes, jusqu'à trois lieues au-dessus de Martigny, dernier poste occupé par les troupes confédérées ; j'en revins ce soir, ayant laissé le c. Clavel à la tête de 200 Vaudois organisés et 600 Valaisans sans organisation ; il est seul, il est impossible qu'il suffise à tout ; le quartier-maître valaisan a été fait prisonnier par ceux du Haut-Valais ; il faut avec le c. Clavel un homme capable d'organiser vivres, troupes, etc. ; cet homme se rencontre dans le c. Sterky : le c. préfet l'a requis de rester avec le c. Perdonnet fils parti de Vevey le havresac et le mousquet sur le dos pour donner un exemple qui a été salutaire, et nommé par le préfet commissaire en chef, nomination et choix très utiles, je dirai même indispensables, car presque tout manque. Je prends la liberté de rester. Quelques connaissances anciennes et modernes du pays, le désir du c. résident, un plan d'une guerre pacificatrice, les vœux du c. préfet, ceux de quelques citoyens valaisans me font comme une obligation de retarder d'un jour ou deux encore de me rendre où mon devoir me rappelle ; les choses sont assez sérieuses, elles peuvent le devenir extrêmement. J'aurai l'honneur de vous faire un rapport circonstancié à mon retour.

Votre justice voudra bien conserver au c. Sterky sa place dans le bureau militaire, qu'après un emploi que lui seul peut remplir il s'empressera d'aller desservir avec son intelligence ordinaire.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 7, orig.)

132. S.l. [9 mai 1798]. Rapport du chef de demi-brigade Clavel adressé au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 7, pp. 215-216.

133. S.l. [9 mai 1798]. Ordre du général Bergier adressé au c. Favre, capitaine. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 8, p. 216.

134. Bex, 9 mai 1798. Le c. H. Polier, préfet national, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 10, pp. 216-217.

135. Aigle, 9 mai 1798. Le c. H. Polier, préfet national, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 11, pp. 217-218.

136. Bagnes, 9 mai 1798, à 2 h. de l'après-midi. Le capitaine Dürr au c. commandant les troupes valaisannes. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 19, pp. 221-222.

137. Saint-Maurice, 9 mai 1798. Lettre de l'adjudant-général Bergier au c. Polier, préfet du canton du Léman, à Bex.

Les nouvelles d'hier soir sont meilleures. Clavel en arrivant à son commandement a redonné du nerf, a fait marcher en avant et fait reprendre et occuper les postes qu'une terreur panique avait fait abandonner.

J'ai reçu votre lettre d'hier soir qui a fait un sensible plaisir au résident. Quant aux trois compagnies arrivées à Bex, il me paraîtrait urgent qu'elles restent provisoirement, soit à Bex, soit encore mieux au château d'Aigle pour s'assurer de nos derrières, d'autant que la troupe qui est ici va en partir pour Martigny où probablement il faudra qu'elle reste en seconde ligne, les Valaisans qui sont en avant l'ayant laissé sans troupes.

D'après les idées du résident et du c. Perdonnet [fils] qui pensent qu'il est instant de redonner de l'activité et de la discipline aux troupes du Bas-Valais par une proclamation d'autant plus sévère que l'exécution reste toujours à la disposition du chef qui en fait l'usage qu'il juge convenable, j'avais pensé à la faire en la teneur dont je transmis une copie au c. Perdonnet, en vous priant soit de la supprimer, soit d'y faire les corrections nécessaires que vous jugerez convenables si elle vous paraissait hors de place ; mais dans le cas auquel vous l'approuviez, le c. Perdonnet m'obligerait de l'expédier incessamment à Vevey pour l'impression afin de pouvoir plus facilement la répandre.

Nous sommes dans la dernière disette de munitions de guerre, quoique j'espère bien n'en pas avoir besoin. Cependant j'écris à mon frère de m'en faire passer d'Aigle de celles qui doivent y être arrivées de Chillon.

Je vais partir pour Martigny, et je reviendrai à Saint-Maurice aujourd'hui pour voir avec vous, citoyen, quelles sont les mesures ultérieures qu'il sera le plus en place d'adopter.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 56, orig.)

138. Branson, 10 mai 1798, à 4 h. du matin. Rapport du capitaine L.-H. Favre au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 9, p. 216.

139. Bex, jeudi [10 mai 1798], à 5 h. du matin. Lettre du c. J.-L. Ausset, administrateur, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 16, pp. 220-221.

140. Saint-Maurice, 10 mai 1798, à 10 h. du matin. La Chambre administrative du Valais au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 15, p. 220.

141. Les Follaterres, 10 mai 1798, à 10 h. 15 du matin. Lettre du capitaine L.-H. Favre au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 17, p. 221.

142. Martigny, 10 mai 1798. Lettre du général Bergier, commandant en chef l'armée combinée, à Mangourit, résident de la R. F., à Saint-Maurice. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 12, pp. 218-219.

143. S.l.n.d. [10 mai 1798]. Proclamation de Jean-Samuel Bergier, général commandant en chef les troupes vaudoises et valaisannes dans le canton du Valais, aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 13, p. 219.

144. Bex, 21 floréal an VI (10 mai 1798). Lettre de Mangourit au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 14, pp. 219-220.

145. Martigny, 10 mai 1798. Reçu du comité de Martigny. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 18, p. 221.

146. Quartier général des Verrières, 10 mai [1798]. Le général Bergier, commandant en chef l'armée combinée, au c. Boninoz. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 20, p. 222.

147. Saint-Maurice, jeudi 10 mai 1798. Lettre du c. J.-L. Ausset, administrateur, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 21, pp. 222-223.

148. (Quartier général des Verrières), 10 mai 1798. Ordre du général Bergier adressé à sa petite armée. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 22, p. 223.

149. Lausanne, 10 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : lettre de Perdonnet fils sur la situation en Valais.

L'Administration a lu la lettre du c. Perdonnet fils, administrateur, datée de Bex le 9 mai courant, qui donne des détails sur ce qui s'est passé dans

le Bas-Valais, et des opérations des c. Ausset et [Clavel] de Brenles, ce dernier ayant été nommé commandant général des troupes vaudoises qui marchent de ces côtés.

Et comme l'Administration est informée que ledit c. Perdonnet, quoique malade, est allé lui-même comme simple soldat au secours du Bas-Valais, et que les habitants de Vevey se sont empressés de suivre un exemple qui mérite les louanges des amis de la liberté, l'Administration en décrète la mention honorable et l'insertion au *Bulletin*.

(AVD, H 111, vol. I, p. 183, orig.)

150. Lausanne, 11 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : approvisionnement des troupes qui sont en Valais.

Le c. Marcel, chef du bureau des finances, chargé de se transporter dans le Valais pour prendre des arrangements avec le Bas-Valais à l'égard des frais que les troupes vaudoises que l'on envoie à leur secours occasionnent, fait rapport qu'il est allé à Saint-Maurice et qu'il s'est arrangé de manière à ce que le Bas-Valais fournira le bétail, le vin, l'avoine et le foin, et le canton du Léman fournira le pain nécessaire aux Français et aux Vaudois à condition que le Bas-Valais remboursera cette avance, soit en argent, soit en grain. — Il a en conséquence établi un magasin de pain à Bex et demande d'être autorisé à envoyer cent sacs de farine pour l'usage ci-dessus. — L'Administration, en approuvant entièrement ses opérations, l'autorise à faire passer lesdits cent sacs de farine.

(AVD, H 111, vol. I, p. 188, orig.)

151. Lausanne, 11 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : rations pour les chevaux des officiers allés en Valais.

Le c. Marcel, commissaire ordonnateur, est autorisé à faire délivrer les rations pour les chevaux des officiers vaudois qui sont allés dans le Valais, sauf à déduire la valeur de ces rations d'après la liste qui en sera présentée, sur la paie desdits officiers.

(AVD, H 111, vol. I, p. 192, orig.)

152. Bex, 11 mai 1798, 7 h. du matin. Lettre du c. J.-L. Ausset au c. Polier, préfet du canton du Léman.

Confidentiellement.

N'ayez pas d'inquiétude sur le mouvement rétrograde ; on y a été contraint par la terreur des Bas-Valaisans qui ont de la répugnance à se battre contre les leurs, qui sont sans organisation et sans confiance dans leurs

officiers ; il conviendrait de congédier cette troupe plus embarrassante qu'utile. L'officier de hussards goûte cette idée. Mercier est de retour ; je ne sais pas si cet homme n'est pas un peu épouvanté : retenez-le. Je verrai ce qu'il y aura à faire pour les projets de paix, et je vous le saurai dire à mon retour.

Nos troupes s'étaient repliées sur Martigny ; elles se portent derechef en avant, mais on est sans avis officiel, ce qui prouve qu'il n'y a rien d'important et surtout rien de fâcheux, car un dragon serait vite venu. Ces dragons sont bien inutiles, ils le sentent sans doute, car ils s'épouvantent un peu facilement ; on doit en garder pour ordonnances tout simplement ; le pays ne permet pas de cavalerie et surtout de cavalerie pesante : l'officier hussard goûte aussi cette idée.

Si nos troupes étaient obligées de rebrousser, elles peuvent tenir des postes depuis Martigny à Saint-Maurice, qui sont intournables et inattaquables ; soyez sans inquiétude.

Le résident en a eu beaucoup ; ses malles sont ici ; il est revenu à ses propos tueurs ; il parle contre les voies de conciliation : il me savait près et il parlait haut pour que j'en profitasse : je ne suis et ne peux être converti, mais soyez sans inquiétude sur ces propos : il a le cœur bon et humain, et la cessation du danger le rendra à ses sentiments d'humanité.

[P.-S.] Je prends la liberté de vous recommander la lettre à la c. Wild par la première occasion pour Lausanne.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 52, orig.)

153. Martigny, quartier général des Verrières, 11 mai 1798. Lettre du général Bergier, commandant les troupes vaudoises et valaisannes dans le canton du Valais, au c. Polier, préfet du canton Léman.

Considérant combien les relations absurdes et mensongères qu'on fait circuler dans le canton à l'occasion de la moindre chose sont pernicieuses en tant qu'elles ne tendent qu'à égarer l'opinion, à semer l'effroi et le découragement ;

considérant en outre que de tels bruits ne peuvent être répandus que par des lâches, déserteurs de leur corps, qui cherchent à couvrir leur turpitude de ces faux rapports, ou par des ennemis de l'État qui, comme de vils espions, emploient ce moyen pour empêcher les braves Vaudois de joindre les armées, qu'ils ne leur présentent qu'environnées d'effroi et de dangers exagérés ;

l'on requiert du préfet national qu'il soit donné des ordres précis dans le canton Léman pour que de tels perturbateurs du repos public soient poursuivis, arrêtés et châtiés suivant l'exigence des cas.

[P.-S.] Je suis toujours vers Martigny, sans aucune variation aux dispositions que j'ai prises hier. Les Français feront l'avant-garde de l'armée et l'on n'entreprendra rien, absolument rien, de deux jours au moins. J'ai le temps jusqu'alors d'avoir réponse à votre lettre adressée au Haut-Valais qui l'ont reçue, et m'en ont envoyé un reçu de leurs avant-postes.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 53, orig. ; *ibidem*, H 477, p. 17, copie incomplète, mais adressée au préfet du Valais.)

154. Saint-Maurice, 22 floréal an VI (11 mai 1798). Lettre du capitaine commandant S. A. Fayet au c. Bergier, général des troupes vaudoises. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 23, p. 223.

155. [Saint-Maurice, 22 floréal an VI (11 mai 1798)]. Lettre du c. S.-A. Fayet, capitaine commandant le bataillon français, au c. Bergier, général des troupes vaudoises. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 24, p. 224.

156. Bex, 22 floréal an VI (11 mai 1798). Lettre du résident Mangourit au c. Bergier, commandant en chef de l'armée en Valais. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 25, p. 224.

157. Quartier général des Verrières, 11 mai 1798. Lettre du général Bergier, commandant en chef l'armée combinée, à la Chambre administrative du canton de Valais. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 26, pp. 224-225.

158. S.l.n.d. [12 mai 1798]. Le c. Desaillaux, chef de bataillon, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 28, p. 225.

159. Lausanne, 12 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : compte de la dépense faite par quatre dragons à Saint-Maurice.

Lu la lettre du D. E. du 9 mai courant qui charge l'administration de faire acquitter la dépense occasionnée par quatre dragons vaudois placés à Saint-Maurice pour la correspondance du c. Mangourit, l'objet étant de trop minime importance pour pouvoir faire naître une difficulté avec les agents français en refusant de payer cette dépense. — Cette lettre annonce de plus que le c. Mangourit ayant demandé un plus long séjour de ce détachement à Saint-Maurice, le général Schauenburg lui a répondu qu'il était d'autant moins dans le cas de l'exiger que les troupes vaudoises venaient d'être licenciées à cause des grandes dépenses que nécessitait leur entretien ; qu'en conséquence l'on peut compter d'être délivré désormais de cette charge. — Cette lettre sera envoyée au bureau militaire et ensuite au bureau des finances pour faire exécuter son contenu.

(AVD, H 111, vol. I, p. 194, orig.)

160. Bex, 23 floréal an VI (12 mai 1798), 9 h. du matin. Lettre de Mangourit au c. Polier, préfet du canton Léman.

Le général Bergier écrit à l'officier commandant les troupes françaises à Saint-Maurice [Fayet].

Par une trahison inouïe après avoir par une facile trêve suspendu toute hostilité du côté de Bagnes, vallée d'Entremont, distant de six lieues des Verrières, quartier général, les gens du pays ont rendu ou abandonné le poste et appelé l'ennemi à Bagnes où il est entré hier soir ; les passages abandonnés, les Valaisans nuls, je ne suis pas en force de couvrir la Savoie de ce côté ; j'attends donc votre bataillon afin de n'être pas tourné jusqu'à Saint-Maurice, etc.

Je vous prie de m'envoyer incessamment au moins 250 hommes de renfort ; je vais prendre des mesures en conséquence.

Si le c. Bergier n'avait pas accepté de trêve, s'il se renfermait dans ses devoirs de général, cela ne fût pas arrivé : il eût attaqué, alors qu'on lui demandait un armistice, avec ses meilleures troupes. Pourquoi mettait-il les Valaisans en avant ? Je vous déclare *confidentiellement* que ce commandant n'a la confiance ni des Vaudois, ni des Français, ni des Valaisans.

[P.-S.] Faites avancer des troupes et des subsistances. Faites, je vous prie, sur-le-champ partir un courrier pour prévenir le général Pouget, à Carouge, de couvrir la Savoie à cause de la vallée de Bagnes.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 39, orig.)

161. Lausanne, 12 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Mangourit, résident de France en Valais.

Je suis véritablement affligé pour l'intérêt de ma patrie que le général Bergier n'ait pas la confiance des troupes ; il m'a été indiqué au bureau militaire comme un homme d'un grand mérite. J'ai eu occasion moi-même de juger de ses talents militaires, lorsque j'étais à Bex, dans les rapports qu'il m'a faits sur les positions qu'il avait fait prendre.

J'ai remarqué chez lui beaucoup de capacité et de sang-froid — qualités sans doute précieuses pour une guerre de cette espèce. Je ne puis absolument prendre sur moi de le destituer ; seulement, j'écris en ce moment au Directoire qui jugera dans sa sagesse si, sur les motifs que vous me présentez, il peut le remplacer.

J'ai fait partir ce matin un bataillon d'élite vaudoise au nombre de 430 hommes, commandés par le c. Blanchenay, recommandable par ses services dans les armées de la R. F. Son bataillon doit être dans un très bon ordre, et le comité militaire m'a assuré actuellement avoir pourvu à sa subsistance et en général aux munitions de l'armée.

J'ai fait partir à quatre heures et demie de l'après-midi un courrier avec une lettre pour le général Pouget ; je lui ai recommandé l'extrême diligence.

J'espère que la citoyenne Mangourit vous aura rejoint en bonne santé. Veuillez lui faire agréer mon respect.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 27-28, copie-lettres.)

162. Bex, 23 floréal an VI (12 mai 1798), à 6 h. du soir. Lettre du résident Mangourit au général Bergier, « commandant l'armée helvétique en Valais ». — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 31, p. 226.

163. Sembrancher, 12 mai 1798, à 7 h. 30 du soir. Trêve conclue entre le général Bergier, commandant en chef l'armée dans le Bas-Valais, et le c. Jacquod, commandant le détachement des troupes du Haut-Valais au pont de Sembrancher. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 29, pp. 225-226.

164. Ecône, 12 mai 1798. Pouvoirs remis aux députés du Haut-Valais envoyés auprès du général Bergier par le c. Joseph de Courten, commandant l'armée du Haut-Valais. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 32, p. 227.

165. Aigle, 12 mai 1798. Le c. Clavel, sous-préfet d'Aigle, au c. Polier, préfet national du canton du Léman, à Lausanne.

Je crois urgent de vous envoyer copie d'une lettre du résident Mangourit.

Bex, 23 floréal an VI (12 mai 1798). Lettre de Mangourit au comité de surveillance d'Aigle.

Faites partir incessamment ce que vous avez de troupes ; faites savoir à Vevey même chose. Qu'on veille aux subsistances. Le général Bergier a été trompé par une fausse trêve. L'ennemi s'est emparé de Bagnes. Envoyez cette lettre à Vevey.

Nos milices, comme vous le savez, n'étant point organisées, on les emploiera à la défense du château d'Aigle, et la garnison qui s'y trouve marchera en avant. Mais il est extraordinaire que les mouvements de troupes ne soient pas ordonnés, dirigés et exécutés par les commandants militaires, et qu'on veuille toujours s'adresser à des autorités civiles pour des choses qui ne sont pas de leur ressort.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 17, orig.)

166. Vevey, 12 mai 1798. Ordre du sous-préfet Perdonnet [père] au sergent de ville Monnet.

D'ordre supérieur, il est enjoint au c. Monnet, sergent, de se transporter avec quatre hommes à l'auberge des Trois Couronnes pour notifier au nommé P. F. M. Courten, valaisan, ainsi qu'aux personnes qui pourraient être à sa suite, les arrêts dans leur chambre ; après quoi, le c. Monnet fera toutes les dispositions nécessaires pour qu'il ne puisse s'échapper, ce dont il me donnera avis de suite.

(AVD, H 104, vol. I, p. 15, copie.)

167. S.l.n.d. [12 mai 1798]. Lettre du c. Ausset, administrateur du Léman, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 30, p. 226.

168. Quartier général des Verrières, 13 mai 1798. Le général Bergier à Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 33, p. 227.

169. Quartier général de Querzel [= Le Guercet], 13 mai 1798. Première lettre de Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 34, pp. 227-228.

170. Saint-Pierre[-de-Clages], 13 mai 1798. Seconde lettre de Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 35, p. 228.

171. Quartier général des Verrières, 13 mai 1798. Lettre du général Bergier à Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 36, p. 228.

172. Bex, 24 floréal an VI (13 mai 1798). Lettre du résident Mangourit au c. général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 38, p. 229.

173. Bex, 13 mai 1798. Lettre de J.-S. Bergier, général commandant en chef l'armée combinée, canton de Valais, au c. Joseph Courten, commandant les troupes rassemblées dans le Bas-Valais oriental. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 39, pp. 229-230.

174. Bex, 13 mai 1798. Déclaration de Janvier-Alphonse de Riedmatten, député du commandant de l'armée du Haut-Valais, par laquelle il abandonne le parti des rebelles. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 40, p. 230.

175. Carouge, 24 floréal an VI (13 mai 1798). Lettre du général Jean-Pierre Pouget, commandant dans les départements de l'Ain et du Mont-Blanc, au c. Polier, préfet du canton du Léman.

Je vous prie de donner de suite cours à la dépêche ci-jointe pour le résident Mangourit. Je le prévins que j'ai donné l'ordre que la frontière du Valais soit occupée par des troupes françaises, et que je compte m'y porter

moi-même incessamment, soit pour activer la surveillance, soit pour agir efficacement en cas de besoin.

Je regrette de ne pas être sur les lieux. Il faut opposer à cette insurrection des mesures promptes et rigoureuses, attaquer de front le rassemblement quelle que soit sa force et sa position ; les lenteurs en pareille circonstance peuvent avoir les plus dangereux résultats. Je présume qu'on fera les dispositions convenables pour dissiper tous ces troubles ; à mon avis, les forces qu'on a doivent suffire.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 45, orig.)

176. Bex, 24 floréal an VI (13 mai 1798). Mangourit, résident de la R. F. « dans les cantons de Valais et du Léman », au c. H. Polier, préfet du canton du Léman.

Notre position ne s'est pas améliorée ; au contraire, l'ennemi occupe l'Entremont, ce qui prive Saint-Maurice et Monthey de leurs subsistances ordinaires. Ce n'est point dans la position où nous sommes que je tairai mon opinion à l'égard du c. adjudant-général Bergier : il n'a pas la confiance sous le rapport du talent militaire ; vos Vaudois, les Valaisans et les Français la lui refusent, et je ne puis lui accorder la mienne. Si vous ne trouviez un moyen de rappeler cet officier de manière à ménager sa délicatesse, il faudrait se résoudre à mille événements fâcheux et peut-être à un désastre. L'honneur du soldat français m'est trop cher pour que j'en expose la réputation. Ainsi, j'attends une prompte réponse de vous pour l'isoler et le mettre à l'abri de l'impéritie et de l'entêtement.

P.-S. Le commandant en chef du bataillon français, ancien militaire et ayant les talents de sa profession, réparerait bientôt les gaucheries qui ont été faites. Le c. Guillot, adjoint à l'état-major de Bonaparte, est extrêmement dégoûté et veut se retirer. — On vient de me faire un rapport des positions prises par le c. Bergier : il est un miracle si nous ne sommes pas en déroute complète ; *un sergent serait plus habile.*

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 38, orig.)

177. Lausanne, 13 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au comité militaire.

Je vous envoie ci-clos trois lettres dont vous prendrez communication, et voudrez bien me les renvoyer.

Comme il paraît que l'on manque à l'armée d'officiers expérimentés, je crois très utile d'envoyer au plus tôt en Valais le c. Doxat, général d'artillerie, et le c. Sterky, commandant.

Veuillez me donner votre opinion à cet égard et, si elle est conforme à la mienne, engagez ces officiers à partir sans délai pour leur destination.

(AVD, H 49, vol. I, p. 31, copie-lettres.)

178. Vevey, 13 mai 1798. Le sous-préfet Perdonnet [père] au c. Polier, préfet national.

Vous aurez été instruit par mon fils de l'arrestation que nous fîmes hier du nommé P. F. M. Courten, valaisan, que nous envoyâmes de suite au c. Mangourit à qui il demandait à parler ; vous aurez eu connaissance aussi du verbal que nous dressâmes de son interrogatoire, dans lequel il est fait mention d'un frère nommé Louis qu'il avait laissé en arrière ; ce dernier, étant arrivé hier au soir, s'est présenté auprès de moi ce matin ; son cas est exactement le même que celui de son frère et ayant suivi la même route pour se rendre ici. Je lui ai dit qu'il pouvait attendre les nouvelles que nous aurions de Bex dans la journée, ayant appris par le c. administrateur Ausset, qui vous remettra la présente, que le résident avait fait conduire ce premier à Chillon comme otage ; j'ai cru devoir notifier à ce dernier les arrêts dans sa chambre sous la responsabilité du c. de cette ville chez qui il est logé, jusqu'à ce que j'eus des ordres de votre part à son égard, que je viens vous prier de me faire passer.

(AVD, H 104, vol. I, pp. 16-17, copie.)

179. Lausanne, 13 mai 1798. Le c. Repond, chef du bureau militaire, au c. Polier, préfet du canton du Léman.

Le général d'artillerie Doxat s'est offert hier de partir pour l'armée. Je vais le presser de s'y rendre. Le c. Sterky est bon pour la tenue, la police et la comptabilité d'une troupe ; j'ignore ses talents pour l'action. Il me paraît très important d'intercepter la communication du Châtelet avec le Valais, mais le passage étant difficile, il y faudra peu de monde.

Il me paraît bien essentiel de faire faire le service des transports par entreprise et non par réquisition ; on éviterait par là de dangereux mécontentements ; le marché qu'on passerait avec la société des entrepreneurs serait une dette de toute l'Helvétie.

Je vous proposerais pour le commandement en chef de l'armée le général Gaudin qui connaît la guerre des montagnes, mais je ne sais s'il accepterait, vu son âge et des désagréments qu'il a essuyés au commencement de la révolution.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 170, orig.)

180. Bex, 13 mai 1798. Henri Sterky, adjoint au bureau militaire, à la Chambre administrative du canton du Léman.

Le c. administrateur Perdonnet [fils] vous aura fait part de l'état et de la situation de notre petite armée, jusqu'au 11 du courant, ainsi que des opérations qui ont eu lieu. Je vais donc vous instruire de ce qui a eu lieu hier.

Le commandant du bataillon français et celui des hussards eurent une conférence à la suite de laquelle il fut résolu de faire une reconnaissance en

avant de Martigny, afin de reconnaître les positions des Haut-Valaisans et de pouvoir diriger une attaque. Quinze hussards partirent de Bex et quatre compagnies françaises de Saint-Maurice se portèrent en avant de Martigny ; quatre compagnies de notre troupe et un détachement d'artillerie les suivirent à demi-lieue de distance.

Arrivés à la hauteur de Charrat, les Français aperçurent les avant-postes valaisans dans la montagne ; l'avant-garde française, forte de 35 à 40 hommes, débusque les Valaisans, qui s'étant portés au poste le plus fort tinrent ferme. Il y eut une fusillade assez vive, deux Français furent blessés et un fait prisonnier. La reconnaissance finie, les Français sont rentrés à Martigny et nos troupes au camp, soit bivouac.

De mon côté, j'ai fait faire une reconnaissance sur un chemin dit le Chemin neuf qui traverse toutes les montagnes depuis Gryon à Sion. J'ai donné ordre de renforcer un poste très fort que nous avons dans une haute montagne dite Anzeindaz. Le poste renforcé, la reconnaissance a été faite ; le détachement, après avoir fait prisonniers quatre patrouilleurs valaisans, a parfaitement vu que le Chemin neuf, qui conduit dès notre frontière dans le Haut-Valais, était occupé par cinq postes de 25 hommes chacun. Je donne des ordres aujourd'hui pour renforcer notre poste d'Anzeindaz jusqu'à 80 hommes des contingents de la montagne.

Le général Bergier est parti hier matin du camp avec les dragons et une compagnie de chasseurs carabiniers pour faire une reconnaissance sur Sembrancher, route de Martigny au Saint-Bernard ; je ne sais le résultat de cette reconnaissance, parce que le général n'était pas de retour à mon départ du camp, environ six heures et demie du soir.

Les subsistances arrivent au camp ; j'ai invité le chef d'état-major Champel de livrer de l'argent aux capitaines, à proportion de la force de leurs compagnies, sur 2000 livres que l'ordonnateur Marcel a envoyées au camp pour le capitaine Burnand. Il reste ici 1600 livres qui ont été avancées par le receveur Deloës, en sorte que nous aurons incessamment besoin d'argent. Quant aux hôpitaux, l'ambulance de l'armée est établie à Martigny ; il y aura un dépôt ici, d'où l'on pourra faire passer les blessés à Vevey.

Le 10 courant, quelques Valaisans sont arrivés au Châtelet et dans les Ormonts pour engager ces gens à la révolte ; ils ont fait leur possible pour cela ; nos gens sont restés fermes et les auraient saisis s'ils n'eussent pas craint les Valaisans ; ils ont représenté qu'étant désarmés, ils devaient s'entretenir en paix avec ces voisins. Il serait donc nécessaire de réarmer les Ormonans. Ce rapport est sûr.

Le 11 arrivèrent au Châtelet deux personnes avec un domestique ; ces personnes paraissaient avoir beaucoup d'argent ; elles prirent un cheval jusqu'à Gessenay. Il s'est vérifié que c'était deux Courten ; l'un est resté malade dans la montagne ; l'autre a été arrêté à Vevey, interrogé par l'administrateur Perdonnet [fils] et envoyé ici. Le résident l'envoie à Chillon en qualité d'otage jusqu'à ce que les représentants du peuple du Valais, qui ont été arrêtés à Sion, soient relâchés.

Hier, trois soi-disant parlementaires haut-valaisans vinrent à Martigny pour proposer la réunion des dizains de Sion et de Sierre avec le Bas-Valais ; ils n'avaient aucun pouvoir authentique, et il y a tout lieu de croire que ce sont

des espions. L'un se nomme Riedmatten, ils ont été conduits au quartier général où ils sont encore.

Voici l'état succinct de l'armée dont j'enverrai un état détaillé au premier moment que j'aurai vérifié l'effectif.

Quartier général	7	en bivouac aux Verrières, 1/4 en avant de la Pissevache.
Etat-major des bataillons	5	
Artillerie		
Comp. Burnand	22	s'est porté en avant hier au bivouac.
n° 2 de Vevey	25	
n° 3 compris les charretiers	26	id.
Infanterie bataillon Desaillaux		
n° 1	68	aux avant-postes des Follaterres.
n° 2	66	id.
n° 3	66	au bivouac.
n° 4	47	id. et aux avant-postes à Salvan.
Comp. Vautier	39	au bivouac.
Vincent	66	id.
Chapuis	73	id. depuis hier, elle était à Bex.
Jaunin	70	à Bex.
Grangier	71	d'Aigle est revenue hier à Bex ; je la renverrai à Aigle.
Chasseurs carabiniers		
Cossy	110	à Sembrancher.
Dürr	45	doit rentrer aujourd'hui dès le bivouac à Bex chez eux ; ce sont des gens mariés.
Chasseurs mineurs		
n° 1	36	au bivouac.
n° 3	78	id.
n° 2	51	aux avant-postes Follaterres et Fully.
Infanterie		
n° 5 du bat. Desaillaux	64	au bivouac.
Milice d'Aigle	29	à Aigle.
Milice de Gryon et env.	30	Ce poste est celui d'Anzeindaz ; sera renforcé aujourd'hui.
approximatif	994	

Outre cela, les employés aux hôpitaux, aux vivres et à l'ambulance portent l'armée au-delà de 1000 hommes, sans compter le bataillon Blanchenay.

Les Français sont au nombre de 800.

J'aurais cru en arrivant ici que cette expédition serait de très courte durée ; je vois, malgré toute la bonne volonté des soldats, que les affaires n'avancent pas ; ils n'ont pas confiance... Les ordres sont lents et rares ; le

soldat est au camp comme dans une foire. Le détail des subsistances ne va pas mieux ; il n'y a qu'un quartier-maître, les fourriers ne sont pas instruits. J'avais demandé au c. Perdonnet l'envoi d'un chef de bataillon, d'un adjudant-major qui servît d'aide de camp (car il en faut un qui soit *entendu*, qui puisse donner des ordres par lui-même) et d'un quartier-maître.

Le c. Clavel, chef de brigade, n'a aucun pouvoir à l'armée depuis la débâcle des Bas-Valaisans ; il serait à désirer qu'il eût des pouvoirs ; le soldat a confiance en lui.

Nous n'avons dans cette station aucune ordonnance pour la correspondance ; celle avec le général ne m'occupe pas ; il ne donne pas des avis qui, des fois et le plus souvent, seraient fort utiles. J'aurais besoin de trois ordonnances et dans le cas où il y aurait de nouveaux dragons montés, il serait nécessaire d'avoir une station ici pour correspondre avec quelqu'un au quartier général et avec vous.

Je suis ici, citoyens, sans aucun pouvoir ; il serait nécessaire que j'en eusse ; en les attendant, j'ai pris sur moi de donner quelques ordres ; ils ont été exécutés provisoirement, vu mes précédents pouvoirs.

Demain, j'irai au bivouac pour savoir quelque chose à vous communiquer ; j'espère qu'il y aura quelque chose de nouveau.

[P.-S.] Le chef de bataillon devrait avoir la charge d'adjudant-général à l'armée.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 50, copie.)

181. Lausanne, 13 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Clavel, sous-préfet d'Aigle.

Lettre du 12, répondu le 13 : 1° que j'envoie sa lettre et les deux incluses du Châtelet et de Gessenay au général Bergier, à son quartier général des Verrières ; 2° qu'il doit correspondre directement avec le général sur les objets qui tiennent à la guerre actuelle et à la sûreté du pays ; 3° j'approuve qu'il ait un espion au Pays-d'Enhaut ; 4° j'approuve qu'il contraigne ceux qui, par mauvaise volonté, refusent de fournir des chevaux, et qu'il vaut mieux que ce soit par citation en justice que par voie de rigueur ; 5° que je porterai demain en Chambre administrative la demande de nomination de huissier à verges, ignorant si c'est de mon attribution ou de la sienne ; en attendant les lois relatives.

(AVD, H 49, vol. I, p. 32, sommaire de la main de Polier.)

182. Bex, 13 mai 1798, à midi. Lettre de Blanchenay, chef de bataillon, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 42, p. 231.

183. Lausanne, 13 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Bergier, adjudant-général. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 43, p. 231.

184. Lausanne, 13 mai 1798, à 9 h. du soir. Lettre du c. Polier, préfet du canton du Léman, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 45, p. 232.

185. Bex, dans la nuit du 13 au 14 mai 1798. Le c. H. Polier, préfet du canton du Léman, au résident Mangourit.

Sur vos plaintes réitérées de l'incapacité du général Bergier, je prends le parti de me prévaloir de toute mon autorité pour hâter son rappel, que je fonde sur les raisons que j'ai pu les plus propres à ménager tout ensemble sa délicatesse et la vérité. Je vous prie, c. résident, de vouloir bien coopérer avec moi à adoucir ce que ma démarche a de mortifiant pour lui et à faire usage pour cela des moyens que votre ingénieuse humanité pourra vous suggérer.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 49, minute ; *ibidem*, H 49, vol. I, p. 35, sommaire de la lettre à écrire.)

186. Lausanne, 14 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : dragons vaudois en Valais.

L'Administration, informée que les 22 dragons vaudois qui sont dans le Valais n'y sont d'aucune utilité, [a] arrêté que ces dragons seront envoyés en station pour les courriers tant à Bex et à Aigle qu'à Vevey, en les divisant de la manière indiquée au c. Repond. Le bureau militaire est chargé de faire à cet égard le nécessaire.

(AVD, H 111, vol. I, p. 204, orig.)

187. Lausanne, 14 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Escher au pont de Saint-Maurice.

Lu le rapport du bureau des sels et péages relatif à la pétition du c. Escher au pont de Saint-Maurice. Renvoi au bureau des péages pour rendre compte verbalement de cet objet que l'on ne connaît pas.

(AVD, H 111, vol. I, p. 206, orig.)

188. Bex, 14 mai 1798, à 6 h. 30 du matin. Lettre du général Bergier au c. Polier, préfet du canton du Léman [?].

Arrivé cette nuit à Bex pour apporter des paroles de paix et en conférer avec l'administration de Saint-Maurice, les insurgés ne demandant pas mieux que de se soumettre, je me suis bien aperçu que le résident craint toute pacification. Cependant, les propositions étant telles à ne pouvoir être refusées, il

n'a pu le faire directement ainsi que je vous en ferai passer copie : acceptation pure, simple et entière de la constitution ; relâcher tous électeurs et autres quelconques détenus à Sion, eux, leurs familles, biens, etc. ; évacuation à l'instant de tout le Bas-Valais, Entremont, etc. Voilà des préliminaires. Cependant, je n'ai rien aperçu tendant à me faire soupçonner qu'on veuille me soumettre au commandement d'un inférieur en grade ; jusqu'ici il n'en est pas question et je ne m'y soumettrai jamais. Toutefois, je pars à l'instant pour aller remettre le commandement, il faut que j'y retourne pour cet objet et me rendrai ensuite à vos ordres. C'est la première fois que je les exécute à regret, car je n'aurai pas tourné le dos que la boucherie commencera ; pour obtenir quoi ? Rien de plus que ce qu'on offre sans effusion de sang. La fin sera égale, les moyens bien différents. Je prendrai la poste à mon retour au camp et vous porterai à Lausanne toutes les pièces probantes.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 47, orig.)

189. Riddes, 14 mai 1798, à 5 h. et demie. Le c. Probst, président de Riddes, accuse réception de l'ultimatum adressé aux rebelles du Haut-Valais par le général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 41, p. 230.

190. Saint-Maurice, 25 floréal an VI (14 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. Polier, préfet du canton du Léman, à Lausanne. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 46, p. 232.

191. Bex, 25 floréal an VI (14 mai 1798). Lettre de Mangourit, résident de la R. F. « dans les cantons du Léman et du Valais », au c. Polier, préfet du canton du Léman, à Lausanne.

Le général Bergier est venu hier au soir ici et a reçu votre lettre ce matin. Il ne m'a parlé d'autre chose sinon qu'il allait repartir, après visite de son camp, pour Lausanne. Vous adoucirez, citoyen, ce que la chose a de fâcheux pour lui, et je suis persuadé que vous trouverez un moyen d'ôter à cet honnête homme la plus petite idée de disgrâce.

N. B. Ce n'est pas la première fois que vous vous serez aperçu que le journaliste de votre *Journal du Corps législatif et Bulletin officiel* n'est pas un ami de la liberté et de la paix. Dans son 11^e numéro, article *République helvétique*, vous verrez l'article d'*Aarau*, du 9 mai [t. II, p. 87]. Vous en êtes sans doute indigné ! *On parle avec éloge...* On cite un mot très applaudi du chef des révoltés !... Vous allez faire justice du rédacteur.

Il arrive ici aujourd'hui un général de brigade français [Lorge], ce qui peut vous mettre à l'aise à l'égard du c. Bergier.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 46, orig. qui porte sur le dos, de la main du secrétaire Panchaud, la note suivante : « Il se trouve écrit sur le dos d'une lettre au c. Ausset arrivée dans ce moment avec la présente : *Les Valaisans fuient. Nous sommes à Riddes.* »)

192. Lausanne, 15 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : rapport du c. Bergier. Affaires du Valais.

Le c. Bergier, commandant les troupes vaudoises dans le Bas-Valais, a paru en Chambre administrative et a fait rapport de ses opérations ; il annonce que les troupes du Haut-Valais rétrogradent depuis hier, qu'elles ont déjà évacué Sion où les Vaudois sont actuellement et qu'elles doivent se retirer jusqu'à Sierre (*orig. Syère*). — Le c. Bergier a tout lieu de croire que l'on parviendra à quelque arrangement dans peu de temps.

(AVD, H 111, vol. I, p. 210, orig.)

193. Lausanne, 15 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : rapport du c. Ausset sur sa mission en Valais.

Le c. Ausset l'ainé administrateur, chargé d'une mission dans le Bas-Valais, a fait rapport du résultat de ses opérations et des conférences qu'il a eues, soit avec le résident Mangourit, soit avec les officiers français et avec les autorités du Valais. — L'Administration, très satisfaite de sa gestion et des moyens qu'il a employés pour tâcher de ramener la paix et la tranquillité, lui en fait ses remerciements.

(AVD, H 111, vol. I, p. 210, orig.)

194. Lausanne, 15 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : subsistances pour les troupes qui sont en Valais.

Le bureau des finances a communiqué une lettre du c. Sterky, commissaire des guerres des troupes vaudoises actuellement dans le Valais, dans laquelle il annonce que les troupes vaudoises sont actuellement au nombre de 1500 hommes, outre des troupes françaises nombreuses, soit en cavalerie, soit en infanterie, qui sont tant à Vevey et Aigle que dans le Bas-Valais et qui donnent lieu à des fournitures très considérables et singulièrement à 5760 rations de pain par jour ; que le Bas-Valais n'a ni vin ni avoine, et qu'il est nécessaire de pourvoir à ces subsistances. — Quoique l'on ne soit point tenu à fournir les vivres nécessaires aux troupes dans le Valais [mais] que d'ailleurs ce canton est hors d'état d'y pourvoir, l'Administration charge le commissaire ordonnateur de fournir le plus nécessaire selon sa prudence. — Et comme il est absolument pressant de faire cesser ces livraisons, il sera écrit au c. Perdonnet de Vevey administrateur pour qu'il se rende incessamment dans le Bas-Valais pour prendre les mesures convenables à cet égard. — Cette lettre sera communiquée au c. préfet national.

(AVD, H 111, vol. I, p. 211, orig.)

195. Lausanne, 15 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : gratification au c. Escher, inspecteur au pont de Saint-Maurice.

Le bureau des sels et péages, qui avait été chargé d'examiner la demande du c. Escher, inspecteur au pont de Saint-Maurice, tendant à obtenir les gratifications qu'il retirait précédemment vu les nombreuses occupations de sa place, a fait son rapport par lequel il estime qu'il est de l'équité d'accorder un salaire au c. Escher pour l'augmentation de travail qui lui a été imposée par la chambre des péages dès le 1^{er} février 1796 [*sic*], vu la modicité de la paie qu'il perçoit comme officier de police, savoir

une somme annuelle de	L. 456
Plus, comme contrôleur des contrebandes	L. 60
A quoi l'on pourrait ajouter pour la délivrance des passavants encore	L. 60
Il percevait en tout	L. 576

L'Administration, en approuvant le préavis, alloue les susdits L. 60 de gratification pour la délivrance des passavants au c. Escher et charge le bureau des sels et péages de son exécution.

(AVD, H 111, vol. I, p. 213, orig.)

196. Lausanne, 15 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. administrateur Perdonnet, chargé du pouvoir exécutif à l'armée vaudoise.

Nous apprenons par le c. préfet que les Haut-Valaisans, revenant de leur égarement, consentent à tendre de nouveau la main de paix à leurs frères ; le moment semble donc venu de reprendre les voies de douceur et d'amitié, et de parer autant qu'il dépendra de vous à toute mesure trop rigoureuse qui pourrait exaspérer et en dernier ressort retomberait sur nous et sur les malheureux innocents du Bas-Valais. D'après cette position qui nous paraît être celle d'où l'on doit partir, il semble bien inutile, citoyen, de voir arriver la quantité de troupes françaises qu'on nous annonce, surtout toute la cavalerie qu'on envoie, qui dans un pays comme le Valais est absolument hors de tout service. Nous vous chargeons donc de le représenter avec toute l'énergie que nous vous connaissons, en déclarant qu'outre les raisons ci-dessus, nous ne pouvons plus fournir en aucune manière à l'entretien des troupes qui arrivent et que nous avons sur pied. Nous sommes sans magasin, sans fourrage quelconque, surtout sans argent ; nous nous trouverons donc dans l'absolue impossibilité de fournir au service et nous vous demandons de le dire positivement afin que, dans tous les cas, on ne puisse nous rendre responsables de rien ; vous ferez au reste aisément sentir que, si nous ne fournissions pas comme nous ne le pouvons pas, le Valais pourra bien moins fournir aux vivres.

Dans le cas de défense de la part du Haut-Valais, nous vous réitérons derechef l'invitation à ce qu'on préfère tous les moyens et toutes les voies de négociation qui pourraient amener sans effusion de sang la réunion de ce pays

à la R. H., à tempérer alors, empêcher même, si cela est possible, toutes mesures dirigées contre les vies et propriétés valaisannes publiques et particulières.

(AVD, H 122, vol. II, pp. 8-9, copie-lettres.)

197. Bex, 25 floréal an VI (14 mai 1798). Déclaration du résident Mangourit remise au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 44, pp. 231-232.

198. Lausanne, 15 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au résident Mangourit.

Réponse à 25 floréal, datée de Bex. *Résumé* : Je lui témoigne ma satisfaction de l'arrivée à l'armée du général Lorge et ma reconnaissance de son sincère désir que le général Bergier reste à l'armée sous les ordres dudit général, et que je lui écris en conséquence pour lui donner l'ordre de rester. — Promesse de ne point laisser passer sous silence l'article du 11^e numéro du *Bulletin officiel*, où l'on loue le mot du général Reding au général en chef Schauenburg, et que je m'entendrai avec la Chambre administrative pour la censure de ce journal officiel. — Instances très fortes pour engager le résident à ce que l'armée use avec clémence de sa victoire et qu'on n'oublie pas que ces ennemis sont des frères et sont unis à nous pour toujours. — Le général Bergier peut rester sous le général Lorge.

(AVD, H 49, vol. I, p. 35, sommaire de la main de Polier.)

199. Lausanne, 15 mai 1798. Lettre du c. Polier, préfet du Léman, au général Bergier. — Publ. ci-dessous, Appendice, pièce justificative n° 47, pp. 232-233.

200. Lausanne, 15 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, aux éditeurs du *Journal du Corps législatif et Bulletin officiel*.

Le résident de la R. F. en Valais se plaint amèrement de vous. Voici ce qu'il m'écrit de Bex, 25 floréal [14 mai 1798, v. ci-dessus, n° 191].

Il est certain, c. rédacteur, que je ne puis concevoir comment votre patriotisme éclairé ainsi que le respect et l'attachement dont vous faites profession à l'égard de la Nation française ont pu vous permettre l'insertion et surtout l'applaudissement de ce trait. Vous êtes tenus au nom de la patrie et de votre propre sûreté à une grande réparation. En conséquence, je vous invite à insérer l'article suivant dans votre feuille d'aujourd'hui :

Les éditeurs de cette feuille ont été sévèrement repris pour avoir inséré et surtout avec éloge, n° 11, article « République helvétique d'Aarau, 9 mai », un prétendu mot du chef Reding qui n'est point constaté et qui d'ailleurs était très déplacé dans cette feuille.

Je vous prie d'insérer les articles suivants :

Aarau, 11 mai 1798. Le D. E. de la R. H. au c. préfet du Léman.

Le Directoire approuve les mesures que vous lui annonciez avoir été prises pour dissiper les attroupements dans le Valais et y ramener la tranquillité, soit par la persuasion, soit par la force.

Du quartier général de l'armée combinée en Valais, 14 mai [1798] au soir.

L'armée des révoltés est en fuite ; nous sommes à Riddes. Le général français Lorge est arrivé à Bex et vient prendre le commandement de l'armée.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 37-38, copie-lettres. — Voir *Bull. off.*, t. II, p. 107 : n° 13, du 25 mai 1798.)

201. Lausanne, 16 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : troupes en Valais. Subsistances.

Le c. Marcel, commissaire ordonnateur en chef, a communiqué à l'administration une lettre du c. Sterky, commandant de la place de Bex, du 15 courant, annonçant que le nombre des troupes françaises augmente, que le 18 courant l'armée sera portée à environ 7200 hommes, qu'outre cela il y a un passage de troupes françaises par cette partie du canton, troupes composées de cinq bataillons d'infanterie et un régiment de hussards qui doivent passer le Saint-Bernard ; le c. Sterky demande que l'on ordonne des fabrications de pain en assez grande quantité pour pourvoir à leur subsistance, si l'on est dans le cas de se charger de cet objet, ajoutant qu'il trouve la présence du c. Marcel absolument nécessaire à Bex et aux environs pour les subsistances. — L'Administration autorise le c. Marcel à pourvoir en pain et à tout le nécessaire. Mais considérant que l'on ne peut plus fournir à de pareilles dépenses, elle va écrire au c. préfet national pour l'aviser qu'il y a des troupes françaises plus qu'il n'en faut dans le Valais, et pour le prier de voir s'il ne conviendrait pas de rappeler les troupes vaudoises qui font un besoin urgent chez elles, vu d'ailleurs que nos finances sont épuisées. Et comme l'on a l'avis indirect que le canton doit de plus supporter les frais que les troupes françaises occasionneront encore dans leur passage à Vevey et Aigle, le c. Marcel est chargé d'écrire au c. Gex-Gaillard, de Vevey, pour qu'il fasse relativement aux fournitures des subsistances tout ce qui sera nécessaire dans les circonstances et qu'à cet effet il se transporte à Aigle et dans le Valais.

L'on écrira aussi au c. Perdonnet fils pour qu'il se transporte auprès du général Lorge dans le Valais pour demander d'être maintenu au bénéfice d'un traité qui doit avoir été fait à Paris avec le canton, portant que, dès le 1^{er} courant, tous frais et fournitures pour le passage des troupes françaises seront à la charge de la R. F. ; le c. Gex sera porteur d'une lettre à ce sujet pour le c. général Lorge. Et l'on écrira aussi à la Chambre administrative à Berne pour qu'elle donne connaissance de ce traité qui doit lui avoir été adressé, en envoyant une copie conforme.

(AVD, H 111, vol. I, pp. 214-215, orig.)

202. Lausanne, 16 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. général Lorge, commandant les troupes françaises dans le Valais.

Nous apprenons qu'on a donné des ordres aux communes de Vevey, Aigle et autres de notre canton de pourvoir aux approvisionnements d'un assez grand nombre de troupes françaises qui se portent de ces côtés-là. Toujours empressés à recevoir comme des frères et amis les Français, il ne tiendrait pas à nous qu'ils ne trouvassent dans notre pays tout en abondance, mais nos magasins et encore plus nos finances sont épuisés. Le D. E. de France y a eu égard et nous avons eu avis que, dès le 1^{er} mai, toutes les troupes françaises dans notre canton seront approvisionnées par les pourvoyeurs des armées françaises.

Nous venons donc vous prier, c. général, de vouloir donner les ordres en conséquence, d'autant que, comme nous avons l'honneur de vous le dire, il y a impossibilité physique de notre part.

(AVD, H 122, vol. II, p. 13, copie-lettres.)

203. Lausanne, 16 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Perdonnet fils, administrateur.

Nous vous faisons passer une lettre pour remettre au général Lorge, dans laquelle... [*ci-dessus*, n° 202].

Nous vous prions de faire revenir les dragons vaudois et de les faire passer dans des stations pour s'en servir de courriers. Nous avons avis qu'ils ménagent très peu leurs chevaux dont quelques-uns sont en danger de périr. Ayez la complaisance de donner ordre aux dragons qu'ils aient à ménager leurs chevaux et qu'ils ne négligent pas, lorsqu'ils sont malades, d'en donner avis, afin qu'on les fasse soigner.

(AVD, H 122, vol. II, p. 14, copie-lettres.)

204. S.l.n.d. [16 mai 1798]. Lettre du c. Clavel, « commandant en chef des troupes lémaniques en Valais », au c. Repond, chef du bureau militaire, à Lausanne.

Les révoltés du Haut-Valais sont intraitables ; ils ont voulu arrêter et garder en otage un officier de hussards que le général français leur avait envoyé hier pour leur porter son ultimatum ; il a rapporté sa lettre et c'est avec beaucoup de peine qu'il leur est échappé. Nous touchons au dénouement ; on attaquera sans doute demain ; ce misérable pays va regorger de troupes françaises ; le général a des instructions, à ce qu'il dit, pour ne pas mettre autant que possible des troupes du Léman aux prises avec les révoltés ; il voulait déjà hier nous mettre sur les derrières et nous cantonner à Villeneuve et Aigle. Ce mouvement rétrograde qu'il projetait ayant excité des murmures dans la petite armée du Léman qui regardait cela comme un affront, il l'a

suspendu et nous fait occuper les flancs. Je crains que nous ne manquions de vivres ; si nos troupes sont inutiles, comme je le crois, il faudrait les rappeler, mais il faut voir auparavant la tournure que prendront les choses.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 44 bis, orig.)

205. Martigny, 16 mai 1798. Doxat, commandant en chef l'artillerie vaudoise, au c. Repond, chef du bureau militaire, à Lausanne.

Ensuite des ordres que vous m'avez donnés, je me suis rendu à Martigny, où est le quartier général et où nous attendons les ordres du général français qui doit incessamment se porter en avant. Il paraît qu'il n'y a pour le moment aucun accommodement à faire avec les insurgés ; hier ils voulurent fusiller le trompette de l'officier de hussards qui avait été envoyé auprès d'eux comme parlementaire et n'a pu échapper de tomber entre leurs mains qu'à une fuite très prompte.

Les insurgés ont cassé tous leurs anciens chefs et en ont établi d'autres. Leur général est un nommé [Moriz] Perrig, assez mauvais sujet et peu de chose au dire de ceux qui ont servi avec lui en France.

Je ne crois pas qu'ils tiennent s'ils sont une fois attaqués tout de bon ; ce sont les Français qui doivent attaquer sans les Suisses. Le général français a des ordres très précis à cet égard, afin de ne pas laisser un germe de haine entre nous et les Valaisans, qui ne doivent faire un jour qu'un corps et une même famille.

J'ai trouvé ici dix pièces de 4 et un obusier ; il y a deux pièces de 4 et un obusier en avant avec les Français qui ne sont qu'à une lieue de Sion où tous les insurgés se sont retirés suivant le rapport de ce matin.

Le parc est établi aux Verrières, à deux lieues en arrière d'ici, sous les ordres du capitaine Burnand. J'ai trouvé deux détachements outre la compagnie Burnand, l'une de Vevey et l'autre d'Aigle ; il y a en tout 73 hommes ; comme je trouve qu'il y en a plus qu'il n'en faut, je vais accorder quelques congés. Dès que nous serons en possession de Sion et comme le service d'artillerie sera à peu près fini, je demanderai au général français de renvoyer quelques vieux et de me permettre de retourner à Lausanne, à moins que vous n'ayez des raisons pour que je reste avec l'armée plus longtemps, ce que je crois inutile.

P.-S. Le nom du général français est Lorge, général de brigade.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 44, orig.)

206. Lausanne, 16 mai 1798. La Chambre administrative du canton du Léman au préfet Polier.

Nous apprenons que les troupes françaises se portent en grand nombre dans le Valais : les nôtres par là-même y deviennent inutiles, d'autant plus qu'elles rentrent sur le pays et ne forment qu'une arrière-ligne. Nous vous prions de voir si on ne pourrait pas les rappeler et les faire rentrer dans leurs

familles qui en ont besoin, vu que nos finances sont épuisées et que toute dépense qui n'est pas absolument nécessaire doit être retranchée.

Nous avons un avis indirect que, depuis le 1^{er} mai, nous ne sommes plus chargés d'aucune fourniture pour les troupes françaises, et cependant nous allons être obligés d'y subvenir si nous ne prenons pas des mesures. Nous écrivons pour cet effet au général français Lorge.

On nous fait passer plusieurs avis que divers comités abusent de leur pouvoir. Comme ils sont hors de la constitution et inutiles dans les endroits où les sous-préfets sont établis, nous vous prions de les faire dissoudre, en enjoignant à ceux dont les comptes ne sont pas rendus de nommer quelqu'un pour les dresser et les faire parvenir incessamment.

H. Monod, président. J.-L. Panchaud, secrétaire.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 14, orig.)

207. [Lausanne], 16 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Perdonnet, commissaire du pouvoir exécutif à l'armée du Valais.

Je vous ai adressé une petite lettre ce matin et celle-ci ne sera que deux lignes.

J'apprends avec une véritable tristesse qu'il y aura 7200 Français en Valais le 17 de ce mois. Pourquoi donc ce nombre ? (Et qu'il passera de plus 5 bataillons et un régiment de hussards.) Comment donc toute cette foule sera-t-elle nourrie ? Ne pensez-vous pas que nous devons du moins en tirer le parti de renvoyer nos vigneron et laboureurs à leurs ceps et à leurs charrues ? La Chambre administrative le désire et je n'y vois aucune difficulté.

Voyez, cher concitoyen, et agissez ; vous n'en serez pas moins un médiateur de paix. J'ai reçu ce matin réponse du Directoire, et la relation très détaillée que je lui ai donnée de tout ce qui s'est passé, et de tout ce que nous avons fait pour amener la paix. Il a tout approuvé d'une manière flatteuse pour tous les coopérateurs.

La Chambre administrative écrit au général Lorge pour lui rappeler l'avis qu'elle a eu depuis le 1^{er} de ce mois : l'entretien des troupes françaises n'est plus à notre charge ; si vous pouvez en obtenir la confirmation, vous opérerez une bonne œuvre.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 41-42, copie-lettres.)

208. Lausanne, 17 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : passage de troupes françaises.

L'Administration, informée que des troupes françaises doivent coucher à Chillon en passant par Lutry, arrête que, comme ces troupes ne peuvent loger audit lieu, vu qu'il n'y a pas de place ni de vivres, le c. Marcel écrira au c. Perdonnet pour en conférer avec le général Lorge et lui dire qu'il serait plus à propos que lesdites troupes couchassent à Villeneuve.

(AVD, H 111, vol. I, p. 223, orig.)

209. Bex, 17 mai 1798, 10 h. du matin. Le c. Perdonnet fils au c. H. Polier, préfet du canton du Léman, à Lausanne.

Je partis hier de Vevey, à deux heures de l'après-midi, quelques instants après avoir reçu votre consolante lettre du matin, de laquelle je vous remercie mille fois puisqu'elle a contribué pour beaucoup à me donner les forces et le courage nécessaires dans l'importante mission que vous m'avez confiée ; permettez-moi cependant de vous observer, citoyen, que la modestie ne donne pas des moyens et que la bonne volonté ne tient pas lieu des lumières et des connaissances dont on est dépourvu. Si je dis que je suis un ignorant, que je ne sais rien, que je ne suis sous aucun rapport propre aux fonctions de négociateur, ce n'est pas, je vous le jure, par modestie, mais parce que cela est ainsi au pied de la lettre, et je vous le réitère, me maintenir dans la place que j'occupe et que mon patriotisme seul m'a fait accepter, c'est compromettre le canton du Léman et le D. H. que vous me faites représenter alternativement ; aussi, c. préfet, je vous en conjure, daignez me remplacer incessamment ; qui que ce soit que vous choisissiez vaudra beaucoup mieux que moi. Le c. Wild, qui est maintenant à Bex, serait extrêmement propre à cette besogne ; il joint au beau titre d'homme de lettres, des connaissances militaires, celles du pays qu'il habite, celles du Haut- et Bas-Valais ; il est partout aimé et estimé, et son patriotisme est d'ailleurs assez démontré pour qu'on puisse avoir en lui la plus grande confiance.

Une autre raison peut me permettre de solliciter mon rappel : mes dispositions étaient faites pour me rendre cette semaine à Marseille, où l'indisposition de mon associé rend ma présence absolument indispensable ; un trop long retard pourrait compromettre ma fortune, et je ne crois pas qu'on puisse (d'ailleurs sans utilité) exiger ce sacrifice de mon patriotisme.

Passons au fait.

Ce que j'ai prévu est arrivé. Le c. Mangourit que j'ai trouvé ici, qui en doit repartir dans une heure pour Martigny et avec lequel je viens d'avoir un moment de conférence particulière sur l'objet le plus délicat de ma mission, m'a dit en termes très précis que, quoiqu'il ne doutât nullement de la vérité de ce que je lui avançais, il ne pouvait me reconnaître en ma qualité de commissaire du pouvoir exécutif puisque le commissaire français Rapinat ne lui avait donné aucune connaissance de ma nomination, qui aurait dû lui être communiquée officiellement, *après quoi il aurait vu ce qu'il eût été bon de faire*. Cette explication étant trop peu équivoque pour me laisser des espérances, j'ai cru prudent de ne pas insister, et me promettant bien de m'immiscer dans rien [de] ce qui serait relatif aux missions politiques ou militaires qu'on emploierait vis-à-vis du Haut-Valais. J'ai passé à l'article plus simple du licenciement de nos troupes dont j'ai motivé la nécessité sur l'état misérable de notre caisse, sur les besoins de la campagne et sur plusieurs autres causes appartenant aux circonstances ; sa réponse a été plus favorable et j'ose me flatter que d'ici à quelques jours une partie de nos Vaudois seront rentrés dans leurs foyers. Je me rends dans un moment à Martigny, pour en conférer avec le général Clavel de Brenles et le général Lorge, et demain je vous instruirai de ce qui aura été fait.

Le c. Clavel, sous-préfet à Aigle, et le c. Sterky ne voient comme moi aucun inconvénient à réarmer les Ormonins ; le résident Mangourit n'est pas parfaitement du même avis. Je crois cependant que je l'ordonnerai incessamment, usant à cet égard des pouvoirs que vous m'avez donnés.

Je reçois à l'instant votre lettre d'hier soir, à laquelle ce que dessus répond en partie. Quant au nombre des Français qui sont ici et de ceux qui doivent encore y venir, je vous ferai la réponse du résident, c'est qu'ils sont destinés à se rendre en Italie par le Saint-Bernard.

Pour notre situation militaire, je me réfère au rapport extrêmement bien fait du c. Sterky à la Chambre administrative ; selon toute apparence, il y aura ce soir une attaque générale et nous occuperons Sion.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 60, orig.)

210. Bex, 17 mai 1798. Le c. Perdonnet fils à la Chambre administrative du canton du Léman.

J'ai l'honneur de répondre à vos deux lettres des 15 et 16 courant et dois vous témoigner combien je suis sensible à la confiance que vous voulez bien me continuer ; je m'estimerai heureux si ma capacité et les circonstances me mettaient dans le cas d'y répondre comme je le désire.

Malheureusement les voies de douceur dont on a voulu faire un dernier essai avec les Haut-Valaisans n'ont pas eu le succès qu'on aurait dû en espérer, et jusqu'à ce moment il paraît qu'il faudra employer la force pour les ramener de leurs égarements. Le c. préfet à qui j'écris pourra vous rendre compte des obstacles que j'ai rencontrés dans la partie de ma mission tendant à un rapprochement et à une pacification.

Je vais monter à Martigny pour m'y concerter d'abord avec le général Lorge en lui remettant votre lettre, ensuite avec les chefs de nos troupes pour opérer, sinon leur licenciement, au moins leur retraite sur Bex, Aigle et Vevey, et par là éviter que les enfants d'une même famille ne répandent le sang de leurs frères si l'on en vient à la cruelle nécessité d'en faire couler. Sous ce dernier point de vue, l'arrivée d'un grand nombre de troupes françaises peut être envisagée comme un bien puisqu'elle nous facilitera le renvoi des nôtres ; d'ailleurs, une partie de ces troupes sont destinées à passer en Italie ; il est vrai que ces passages dans notre canton sont une grande charge pour les habitants, mais c'est un mal inévitable qui peut nous en épargner de plus grands.

Le commissaire ordonnateur Rouhière a effectivement écrit au c. résident Mangourit que les intentions du Directoire français étaient que toutes les troupes de cette nation fussent à la charge de la R. F. ; que, pour cet effet, les communes du canton du Léman et autres des environs devraient en faire les avances sur des états qui, visés par lui, seraient envoyés au ministre de la Guerre pour en statuer plus outre, le prévenant en même temps que le général Lorge fournirait tous les moyens d'exécution de cette mesure.

Cet état de choses nécessite de votre part de la manière la plus absolue l'envoi d'un commissaire ordonnateur qui puisse dresser ces états de fournitures et les tenir bien en ordre pour en faire usage dans le temps ; le c. Sterky

malgré toute son activité et son zèle se trouvant très occupé par son poste de commissaire des guerres et de commandant de la place de Bex, ne peut point remplir cette première vocation ; il est fâcheux que le c. Marcel ne puisse pas quitter son bureau momentanément ; il faut faire en sorte de trouver quelqu'un qui veuille et puisse desservir ce poste.

Les ordres ont été donnés pour rappeler les dragons vaudois dans leurs diverses stations et on n'épargnera pas les recommandations et exhortations propres à les engager à ménager et soigner leurs chevaux.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 8, orig.)

211. Lausanne, 17 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Perdonnet, commissaire.

J'apprends avec bien de la peine, cher concitoyen, que vous êtes [fatigué] de la fonction que votre patriotisme vous a fait accepter, mais ne vous en faites-vous pas quelque idée un peu erronée ? C'est une vocation de paix, de miséricorde, vis-à-vis de nos frères valaisans, comme j'ai toujours la vocation d'aller mettre la paix dans la maison de mon frère ; c'est une vocation d'honneur et d'humanité vis-à-vis de nos compatriotes de l'armée pour prévenir qu'aucun d'eux ne s'oublie au point d'exercer des rigueurs non commandées par la nécessité envers nos frères égarés.

Mais vous n'avez aucune vocation diplomatique que vis-à-vis des gouvernements ou résident français ; seulement les relations particulières que vous soutenez avec le résident peut présenter l'occasion de plaider la cause des malheureux et celle de notre chère patrie que la France ne peut pas vouloir libre, une et indivisible et désolée.

Le nombre de troupes françaises qui se rassemblent sur ce point serré peut vous fournir le moyen d'obtenir du général Lorge que nos soldats, désormais inutiles dans cette expédition et qui ont laissé leurs travaux, rentrent dans leurs foyers. La Chambre administrative le désire comme moi. Une nouvelle lettre du Directoire approuve plus particulièrement tous les détails dont je lui ai donné connaissance et [dans] votre nomination comme commissaire il en traite essentiellement.

(AVD, H 49, vol. I, p. 43, copie-lettres.)

212. Martigny, 17 mai 1798. Le c. Clavel, chef de brigade, au c. Repond, général et chef du bureau militaire de la Chambre administrative du canton Léman, à Lausanne.

J'arrive de Sion harassé ; nous y sommes entrés ce matin, à 11 h., victorieusement après quatre heures d'un combat opiniâtre et difficile par l'obstination des habitants du Haut-Valais à défendre cette horde de brigands peut-être dispersés et jetés dans les dizains supérieurs du Valais. Nos Vaudois étaient à cette affaire au nombre d'environ 350 chasseurs, six pièces de canon et un obusier. Le général a témoigné être généralement content d'eux, surtout

de l'artillerie. Nous n'avons [de blessés ?] qu'un officier de bataillon dans le régiment et le capitaine Oguey de la compagnie des Ormonts.

(AVD, H 49, vol. I, p. 46, copie-lettres.)

213. Vevey, 18 mai 1798. Le sous-préfet Perdonnet [père] au c. Polier, préfet national.

[...] Le c. P. F. M. Courten, que j'ai fait arrêter le 12 courant et que le c. Mangourit a fait conduire à Chillon comme otage, m'obsède pour avoir une copie légale du procès-verbal de son arrestation qui a été remis par mon fils à la Chambre administrative sans en avoir gardé copie. S'il n'y a point d'inconvénient de la lui procurer, il paraît qu'on l'obligerait grandement. [...]

(AVD, H 104, vol. I, p. 23, copie.)

214. Lausanne, 18 mai 1798. Adresse d'Henri Polier, préfet national du canton du Léman, aux c. du Haut-Valais, à leur camp.

Citoyens du Haut-Valais, mes frères égarés, vous n'avez point voulu croire à mes paroles fraternelles dans la lettre que je vous ai adressée de Bex le 11 mai par notre concitoyen Jacques Mercier, votre ami. Vous n'avez suivi qu'en partie ce que je vous ai fait dire par le général Bergier ; il en est résulté le désastre, la ruine de la ville de Sion et la mort d'un grand nombre.

Mais le magistrat du peuple ne se taira point quel que soit l'égarement de ses frères.

Voici la nouvelle que le D. E. m'a adressée d'Aarau le 11 courant, dont l'imprimé ci-joint vous fait connaître l'authenticité :

Nous avons reçu hier de tous côtés des nouvelles officielles de la fin des hostilités dans les petits cantons et de l'acceptation de la nouvelle constitution par la généralité de la Suisse, à l'exception des Grisons. (J'ajoute : « et du Haut-Valais qui après l'avoir acceptée — à l'exception de Rarogne — l'a trahie ».)

O frères aveuglés, pourquoi voulez-vous faire la loi à Dieu sous prétexte de le servir ? Ne voyez-vous pas que, dans les vues impénétrables de sa sagesse, il a donné puissance à la Grande Nation et qu'aucun peuple ne lui résiste impunément ?

Le peuple juif, le peuple de Dieu se soumit aux rois d'Assyrie, aux rois d'Egypte et à la grande nation romaine, qui le réduisirent en esclavage et remplacèrent à Jérusalem le culte du vrai Dieu en celui des idoles.

La Grande Nation vous offre la conservation de votre culte, la liberté, l'égalité, l'intime union avec nous et nos frères de l'Helvétie, et vous rejetez ses offres généreux [sic] et trahissez vos serments ! Je vous le dis pour la dernière fois : vous croyez servir Dieu par votre résistance ; loin de là, vous résistez à sa volonté sainte. Hélas ! il en résultera la ruine totale de vos vallées et de vos montagnes ; votre obstination les va changer en terre désolée où le voyageur étonné ne rencontrera que des veuves éplorées et des orphelins manquant de pain.

Soumettez-vous, mettez bas les armes, livrez-vous sans réserve à la merci de la grande et généreuse Nation, et bientôt vous bénirez Dieu, notre Sauveur, d'avoir suivi les derniers avis d'un frère.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 43, orig. français ; *ibidem*, pièce n° 23, orig. allemand, non daté ; *ibidem*, pièce n° 42, copie avec date du 19 mai.)

215. Lausanne, 19 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Perdonnet, commissaire du pouvoir exécutif.

Vos lettres mêmes ne cessent de témoigner contre votre modestie, mais je sens avec vous que la patrie ne peut sans urgente nécessité exiger les sacrifices que votre absence de vos affaires entraîne ; lors donc que vous aurez pourvu au plus nécessaire, vous pourrez revenir et m'en avertir, en indiquant si vous pensez qu'il convienne de vous remplacer. Je suis porté à croire que le Directoire, à ma sollicitation, enverra un commissaire ; il continue d'ailleurs à approuver les mesures qui ont été prises, et je ne doute pas que, si nous eussions pu prévoir la difficulté que le résident nous a faite, il n'eût reçu du commissaire Rapinat l'avis de vos pouvoirs ; au reste, de ce côté-là, j'ai compté uniquement sur l'ascendant de votre excellent cœur et de votre amabilité qui n'ont pas besoin de diplômé.

Vos pouvoirs n'en sont pas moins valables auprès du contingent vaudois et des Valaisans. Bientôt, j'espère, nos gens rentreront dans leurs foyers, l'armée française étant forte de reste pour son objet. Le Directoire m'apprend que c'est à sa réquisition que toute cette force est mise en mouvement, ayant voulu par une mesure rigoureuse étouffer dans sa naissance ce germe de révolte.

Toujours rempli du désir ardent d'épargner sang et ravage, et de la persuasion que nous ne devons jamais perdre de vue ce point capital dès qu'il s'agit de nos frères, eussent-ils des torts plus grands encore, je joins ici [*ci-dessus*, n° 214], en français et en allemand, une nouvelle invitation à nos frères du Haut-Valais, que vous ne manquerez pas de leur faire parvenir le plus tôt possible par voie sûre et sous récépissé.

(AVD, H 49, vol. I, p. 49, copie-lettres.)

216. Saint-Maurice, 19 mai 1798. [Charles] Giroud, [tenancier de l'auberge de la Croix-Blanche], à la Chambre administrative du canton du Valais.

Le soussigné se croit obligé de vous exposer avec la plus vive instance qu'il tend au moment de n'avoir plus aucune ressource pour fournir à l'entretien auquel le comité général et le Directoire, de même que le c. résident, l'ont contraint à l'égard de la troupe étrangère dès le commencement de la révolution de ce pays, et cela par le défaut de fonds, les acomptes qui lui ont été faits ne pouvant absolument pas suffire ; c'est pourquoi il vient auprès de vous réclamer le restant du dernier mémoire qu'il a eu l'honneur de vous faire passer le 20 avril précédent, sur lequel il n'a reçu que six louis pour maintenir

son crédit à la fin de continuer ses petits services à la République, en voulant bien prendre patience pour ce qui lui revient encore quelque temps. Plein de confiance en votre équité et pouvoir, il attend le paiement du restant mentionné et renouvelle sur cette espérance ses offres de service comme du passé.

[P.-S.] Le mémoire ci-dessus en question regarde les ordonnances, dragons stationnés chez lui et autres allants et venants.

(AVD, H 176, litt. B, orig.)

217. Sion, le 30 floréal an VI (19 mai 1798). Lettre du général Lorge, commandant l'armée française en Valais, à l'Administration du canton du Léman.

Je dois vous instruire, c. administrateurs, que la partie de vos troupes qui a donné la bataille de Sion, s'est battue comme des Français. C'est avec infiniment de plaisir que je lui donne ce tribut d'éloge et de reconnaissance.

Les c. Clavel, de Bons et autres officiers m'ont accompagné dans toute l'affaire. Votre estimable chef de brigade d'artillerie, le c. Doxat (corps qui a parfaitement fait son devoir), a eu son cheval tué sous lui.

Si jamais les circonstances rappellent auprès de moi les bataillons du Léman, je les verrai servir avec satisfaction à côté des soldats français.

(Publ. dans le *Bull. off.*, 1798, t. II, p. 163.)

218. Bex, 20 mai 1798. Le c. Perdonnet fils au c. H. Polier, préfet du canton du Léman. — Publ. dans *Vallesia*, t. XIV, 1959, pp. 58-61.

219. Sion, s.d. La Chambre administrative du canton du Valais à la Chambre administrative de celui du Léman.

Le général Schauenburg vous avait donné l'ordre de payer les comptes de la dépense des dragons et cavaliers stationnés à Saint-Maurice pour le service du c. Mangourit, résident de la R. F. Le D. E. provisoire du Valais vous envoya alors les comptes sur votre demande. Par une réponse postérieure, vous avez éludé ce paiement et essayé de le rejeter sur notre canton en lui faisant envisager les charges énormes que vous aviez eu à souffrir. Les circonstances ont changé d'une manière si malheureuse que nous n'imaginons pas qu'il vous reste un motif de vous refuser à payer un service qui n'a jamais été établi par nous et que nous aurions fait à moins de frais, s'il n'eût dépendu que de nous en tant qu'il nous eût concerné. Les comptes augmentent chaque jour ; tous les ouvriers qui ont travaillé pour l'entretien des chevaux et équipement en apportent journellement. Nous leur avons annoncé que nous ne devions ni ne pouvions les payer, et nous vous prions de nous donner une réponse satisfaisante par le retour du courrier. Les aubergistes et les ouvriers sont hors d'état d'attendre plus longtemps. L'aubergiste a un nouveau compte de cinquante louis et plus ; un compte de sellier pour les quatre cavaliers

d'hommage qui ont été ici est de vingt francs. Si donc vous ne pouvez faire honneur en ce moment aux comptes dont vous avez reçu la note et à ceux dont nous vous annonçons le montant par la présente, faites du moins un effort pour nous envoyer un acompte d'une soixantaine de louis que nous distribuerons aux personnes les plus pressées et dont nous vous enverrons les reçus : par ce moyen, nous pourrons les apaiser. Notre épuisement est trop grand pour que vous puissiez fonder sur nous la moindre espérance pour ce pressant objet. Nous joignons ici le mémoire qui nous a été présenté par l'aubergiste Giroud dont nous pouvons attester le dénuement.

[Isaac] Rivaz, prés. par intérim ; Roten, Stockalper. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(AVD, H 176, litt. B, orig. sur lequel est portée la note suivante. « 23 mai 1798. Répondu qu'il avait déjà été arrêté, il y a longtemps, de faire payer ; que sur rapport demandé à ce sujet au bureau des finances, il a dit qu'il avait trouvé les frais si exagérés qu'il n'avait pas cru devoir les acquitter sur ce pied ; qu'il a eu ordre d'écrire au c. Sterky, commissaire des guerres pour les Vaudois, de régler et solder. Des compliments sur leurs maux. »)

220. Vevey, 20 mai 1798. Lettre du sous-préfet Perdonnet [père] à la municipalité de Vevey.

Il est arrivé hier au soir six chars de blessés à l'hôpital. Il en suivra d'autres aujourd'hui, et il est étonnant qu'en étant prévenu depuis avant-hier, et même plus tôt, on n'ait point fait les préparatifs nécessaires pour les recevoir ; vous êtes donc invités à y pourvoir incessamment.

(Vevey, Arch. comm., C 152 bleu, orig.)

221. Lausanne, 21 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : lettre du c. Rouhière ; subsistances pour les troupes françaises.

Lu la lettre du c. Rouhière, commissaire ordonnateur en chef, datée de Berne, le 29 floréal an VI [18 mai 1798] annonçant qu'il a reçu du c. Marcel, commissaire ordonnateur, ses observations sur la marche des troupes et qu'il n'est pas au pouvoir dudit c. Rouhière de faire aucun changement dans l'ordre de route. Il annonce aussi qu'il ne connaît pas le décret qui charge les fournisseurs de l'armée française d'assurer la subsistance des troupes, et que, d'après les ordres qu'il a reçus, ce sont les cantons suisses qui doivent y subvenir ; il charge en conséquence l'Administration de pourvoir à tous les besoins de l'armée. — Le c. Marcel, commissaire ordonnateur, répondra que l'on est dans l'intention de satisfaire à ses réquisitions autant que faire se pourra. Il priera en même temps ledit c. Rouhière de marquer d'avance les jours d'arrivée et de départ.

(AVD, H 111, vol. I, p. 236, orig.)

222. Lausanne, 21 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Valais. Défense d'en exporter des denrées.

Lu le mémoire d'une partie des négociants de Vevey, qui communique à l'Administration un arrêté du comité central de Martigny du 9 courant, lequel défend de laisser sortir du pays aucune espèce de denrées et surtout du fromage ; lesdits négociants réclament contre cet arrêté qui leur empêche toute communication avec le Piémont et le reste de l'Italie. — L'Administration renvoie cette demande au bureau des finances, le chargeant de faire un projet de lettre pour la Chambre administrative du Valais, pour l'engager à apporter des modifications à cet arrêté, en prenant alors toutes les précautions nécessaires pour la sortie, et de plus d'adresser une autre lettre auxdits négociants de Vevey pour les aviser que l'Administration écrit en Valais.

(AVD, H 111, vol. I, p. 237, orig.)

223. Lausanne, 21 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Valais.

Cette lettre [du D. E.] dit encore que le Directoire a donné communication au général Schauenburg des détails que la Chambre administrative lui a fournis relativement au Valais, et l'a prié de ne pas déverser le poids de l'entretien des troupes sur le canton du Léman.

(AVD, H 111, vol. I, p. 240, orig.)

224. Lausanne, 21 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman à la Chambre administrative du Valais.

Nous venons de recevoir l'avis que le comité de Martigny vient de défendre la sortie d'aucune espèce de denrées et surtout de fromages du canton du Valais. Un tel décret aurait dû sortir du Directoire, ou tout au moins de votre Chambre administrative qui sûrement y aurait apporté les modifications absolument nécessaires, si on ne veut intercepter toute communication commerciale avec ses voisins et détourner de son propre pays les avantages d'un transit qui, une fois qu'il aurait pris un autre cours, ne serait peut-être pas très facile à ramener.

Veillez donc, citoyens, si vous approuvez l'arrêté du comité, y apporter les modifications que la justice et la prospérité de votre pays exigent.

Dans aucun pays, à moins d'une guerre formellement déclarée, le transit ne peut être arrêté et les propriétés ne sauraient être séquestrées. Ce serait cependant ce qui arriverait si vous ne faisiez relâcher au plus tôt les riz que nos concitoyens ont fait transiter chez vous, destinés pour notre subsistance et qui n'ont pu sortir avant ce décret, et les fromages qu'ils envoient en Piémont qui resteront pour leur compte faute d'expédition et souffriront du retard qu'on leur ferait éprouver.

(AVD, H 122, vol. II, pp. 20-21, copie-lettres.)

225. [S.l.], 21 mai 1798. Lettre du c. Joseph Chevalier au c. Polier, préfet du canton du Léman, à Lausanne.

Rien n'est plus utile à la patrie que d'avertir ses magistrats des actions qui déshonorent l'humanité, et particulièrement leur canton, en semant la haine et la division avec leurs voisins. Le Valais, surtout le malheureux Sion, conservera à jamais le souvenir de la manière indigne dont les Vaudois, surtout de Vevey et Montreux, les ont pillés ; c'est le droit du soldat dans une ville étrangère et vaincue, les Français n'ont pillé que des ennemis, mais les Suisses ont volé leurs frères égarés, ceux avec qui ils soutenaient bien des relations. Si du moins après avoir réfléchi sur le sort de ces infortunés, l'honneur leur avait rappelé le beau trait de nos frères de Zurich que vous n'ignorez pas ainsi qu'eux, et qu'ils eussent employé leur vol en secourant les plus pauvres ; mais non, ils en ont fait gloire aux yeux de ceux qui les ont méprisés. Ne serait-il pas juste, c. préfet, de nommer au public et surtout au Valais ceux qui ont respecté leurs propriétés ; votre sous-préfet de Vevey [Perdonnet père] vous les fera connaître. Les bons citoyens de Vevey et environs désireraient qu'afin de ramener l'amitié entre ce canton et le nôtre on fit une collecte où ceux qui ont pillé seraient tenus de réparer leur crime, en y mettant ce qu'ils ont pris. Quand chacun mettrait l'un dans l'autre la valeur de 5 baches, il y aurait de quoi remonter les plus malheureux. Cette mesure, digne de votre attention, pourrait couvrir la honte dont le Léman est couvert aux yeux de tout être qui aime l'honneur et l'union de ses concitoyens.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 41, orig.)

226. Lausanne, 22 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : lettre du général Lorge.

Lu la lettre du c. général Lorge, datée de Sion le 30 floréal an VI [19 mai 1798], qui instruit que la partie des troupes vaudoises qui a donné à la bataille de Sion s'est battue comme des Français, que c'est avec infiniment de plaisir qu'il donne ce tribut d'éloge et de reconnaissance ; que les c. Clavel, de Bons et autres officiers l'ont accompagné dans toute l'affaire ; que le chef de brigade d'artillerie [Doxat] (corps qui a parfaitement fait son devoir) a eu son cheval tué sous lui. Il déclare en outre que, si jamais les circonstances rappellent auprès de lui les bataillons du *Léman*, il les verra servir avec satisfaction à côté de ses bataillons. Enfin, il promet que l'on tiendra compte des denrées que le canton du Léman fournira et demande qu'on fasse passer tout ce qui sera possible. — L'Administration, en ordonnant l'insertion de cette lettre au *Bulletin*, sauf du dernier article, arrête que l'on répondra au c. général Lorge que nos troupes par leurs actions ont rendu nos sentiments et qu'on lui recommande nos frères égarés du Valais, en l'avisant au surplus qu'on lui fait passer 12 000 rations de pain qu'il pourra faire retirer.

(AVD, H 111, vol. I, p. 245, orig. — Voir *Bull. off.*, 1798, t. II, p. 163.)

227. Lausanne, 22 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Valais. Conduite des troupes vaudoises.

Le c. Repond, chef du bureau militaire, a communiqué à la Chambre administrative une lettre du c. Doxat, chef de brigade, commandant les troupes vaudoises à Sion, en date du 18 courant. — Il sera écrit au commandant des troupes vaudoises en Valais pour le remercier, ainsi que ses officiers et ses troupes, de la manière dont ils se sont comportés et dont le général français nous témoigne son contentement. Le P.-S. de la lettre du c. Doxat sera inséré au *Bulletin*.

(AVD, H 111, vol. I, p. 247, orig.)

228. Lausanne, 22 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Doxat, chef de brigade, commandant en chef les troupes vaudoises à Sion.

Nous ne doutons pas que nos troupes conduites par des officiers intelligents et courageux ne se distinguassent et ne montrassent une énergie digne de républicains qui feront un jour la force et la gloire de l'Helvétie. Le général français nous a témoigné son contentement ; il nous a dit que la partie des troupes vaudoises qui a chargé s'est battue *comme des Français* ; il donne aux chefs et aux officiers des louanges justement méritées. Nous nous réunissons à lui et avec nous se joignent sans doute tous les amis du nom vaudois pour vous remercier de votre zèle, de votre activité et de votre courage, et pour applaudir à la conduite républicaine de vos officiers et de vos soldats.

Nous n'avons qu'un regret, c'est que les circonstances malheureuses aient dirigé votre courage contre des concitoyens. Nous gémissons sur leur malheur en plaignant leur aveuglement. L'avenir seul nous console parce qu'il nous fait espérer incessamment une paix prochaine dans toute l'Helvétie.

(AVD, H 122, vol. II, p. 22, copie-lettres.)

229. Lausanne, 22 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. général Lorge, commandant l'armée française en Valais.

Vous nous annoncez que les soldats du Léman ont égalé en valeur les soldats français ; c'est le plus glorieux des éloges. Ils ont par leur action rendu nos sentiments, se sont conduits suivant nos désirs, et il est sans doute bien doux pour eux d'avoir appris des vainqueurs du Rhin à combattre et à vaincre. Les Vaudois et tous les Helvétiens voient dans les Français des protecteurs, des amis et des frères, et nous osons croire qu'ils seront toujours jaloux de prouver qu'ils en sont dignes.

Mais s'il est honorable d'être loué, s'il est bon de l'être par un général tel que vous, il est cependant douloureux de penser que ces ennemis contre lesquels la valeur française et vaudoise s'est déployée furent et doivent être

nos frères. Le fanatisme seul a pu les égarer, ces hommes simples et bons ; aujourd'hui leur aveuglement va cesser, leur erreur se dissiper, et le moment de l'indulgence est arrivé. Nous osons implorer en leur faveur et pour leur malheureux pays l'humanité et la générosité françaises : ces vertus habitent surtout le cœur du guerrier victorieux. Bonaparte, Brune et Schauenburg nous l'ont fait connaître. Et vous aussi vous serez généreux, vous ferez grâce, c. général, vous pardonnerez au repentir, et votre victoire n'en deviendra que plus éclatante, votre nom plus glorieux, et notre reconnaissance plus vive.

Nous avons fait passer, suivant vos désirs, 12 000 rations de pain à Bex, où nous vous prions de les faire prendre.

(AVD, H 122, vol. II, pp. 23-24, copie-lettres.)

230. Lausanne, 22 mai 1798. La Chambre administrative du canton du Léman au c. H. Polier, préfet national.

Nous avons l'honneur de vous renvoyer la lettre du c. Perdonnet [fils], en vous remerciant de votre complaisance à nous la communiquer. Les détails qu'elle renferme nous ont fortement intéressés et nous plaignons avec tous les amis de l'humanité les malheurs arrivés au Valais.

H. Monod, président. J.-L. Panchaud, secrétaire.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 37, orig.)

231. Lausanne, 23 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : dragons stationnés à Saint-Maurice à payer.

Lu la lettre de l'Administration du canton du Valais, sans date, par laquelle cette administration demande qu'on paie les quatre dragons stationnés à Saint-Maurice et les fournitures qui ont été faites pour eux. — Arrêté qu'il sera répondu qu'on avait déjà décidé il y a longtemps de les faire payer ; que, sur le rapport demandé à ce sujet au bureau des finances, ce bureau a dit qu'il avait trouvé les comptes si exagérés qu'il n'avait pas cru devoir les acquitter sur ce pied ; que, du reste, on vient de lui donner ordre d'écrire au c. Sterky, commissaire des guerres pour les Vaudois, de régler et solder ces comptes.

(AVD, H 111, vol. I, p. 251, orig.)

232. Lausanne, 23 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : retour des troupes vaudoises.

Renvoi au bureau militaire d'une lettre du c. Doxat, chef de brigade, datée de Sion le 20 courant, qui annonce le retour des troupes vaudoises qui sont dans le Valais.

(AVD, H 111, vol. I, p. 253, orig.)

233. S.l.n.d. [23 mai 1798]. Déclaration de L. Blanchenay, chef de bataillon.

Des malveillants, des gens jaloux du bonheur dont commence enfin à jouir le peuple du Léman, se plaisent à répandre des calomnies contre les braves volontaires qui ont généreusement volé à la défense de leurs frères les Bas-Valaisans, menacés par une horde de rebelles. Ces mêmes gens ont répandu avec affectation que ces bataillons, qui étaient là pour défendre et faire respecter les propriétés, les ont eux-mêmes pillées et ravagées, et que les excès les plus inouïs ont été commis par les Vaudois. Je dois à la justice, je dois au brave bataillon que j'ai l'honneur de commander, de déclarer de la manière la plus formelle que, pendant tout le temps que ce bataillon a été sous mes ordres, les officiers, sous-officiers et soldats ont toujours montré le plus grand patriotisme, le plus grand zèle, et surtout la plus grande modération ; que la discipline militaire a été aussi exactement observée que dans les troupes de ligne, et que, par la conduite de ce bataillon et sa tenue en général, il s'est acquis la confiance des chefs qui commandaient en Valais, l'estime et l'amitié de tous les citoyens. Je déclare en outre que ce bataillon, ayant toujours respecté les propriétés d'un chacun, je ne puis regarder que comme calomniateurs ceux qui, sans preuves, pourraient accuser quelques individus de s'être avilis en pillant leurs frères et leurs concitoyens.

(Publ. dans le *Bull. off.*, 1798, t. II, p. 243.)

234. Bex, 23 mai 1798. Lettre de Ricou père, chirurgien-major, aux membres du comité de la municipalité de Vevey.

J'ai reçu hier soir la lettre dont vous m'avez honoré ; il est vrai que j'ai envoyé beaucoup de blessés. Si je l'ai fait, c'est que j'avais ordre de faire filer tous ceux qui pourraient supporter le transport, et que, d'ailleurs, je cherchais à me soulager un peu moi-même, puisque j'ai soigné et pansé tous ceux que je vous ai envoyés, malgré mon âge et étant seul ici à l'ambulance ; aussi suis-je harassé. Dans ce moment, j'ai le plaisir de vous apprendre qu'il ne me reste plus que deux Français blessés ; j'ai bien de nos mineurs blessés, mais ils restent ici ainsi que les Valaisans prisonniers blessés.

Je vous prie d'être persuadé que si l'humanité ne m'avait pas conduit, je ne me serais pas donné autant de peine.

(Vevey, Arch. comm., C 152 bleu, orig.)

235. Lausanne, 24 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : cavaliers français stationnés à Ollon.

Lu la lettre de la commune d'Ollon du 21 courant, qui se plaint de ce qu'elle a depuis sept jours en station chez elle un corps de cavaliers de 80 hommes et dont il paraît que l'on cherche à prolonger le séjour ; elle demande instamment qu'ils soient renvoyés.

L'Administration charge le c. Marcel de se rendre à Vevey auprès du c. Perdonnet fils, administrateur et commissaire du pouvoir exécutif pour le Valais, afin qu'il obtienne du général Lorge l'évacuation de cette troupe de ce canton ; l'on écrira en conséquence soit au c. Perdonnet, soit à ladite commune pour qu'elle s'adresse audit c. Perdonnet pour insister sur cette demande.

(AVD, H 111, vol. I, p. 256, orig.)

236. Lausanne, 24 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Valaisans à Bex.

Les Valaisans qui séjournent à Bex sous la surveillance du c. Veillon, agent national, ayant eu connaissance d'un arrêté de la Chambre administrative touchant les étrangers, demandent de n'y être pas soumis et de pouvoir habiter dans le canton.

Arrêté qu'il leur sera répondu que, comme Valaisans réunis à la R. H., ils ne sont pas étrangers pour nous et que, par conséquent, l'arrêté ne les regarde pas.

(AVD, H 111, vol. I, p. 260, orig.)

237. Lausanne, 24 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Antoine Villet, à Bex.

Les Valaisans réunis à la R. H. ne sont pas des étrangers pour nous, notre arrêté ne saurait les regarder. Votre position, celle de votre pays excitent d'ailleurs trop vivement notre intérêt pour que vous et vos compatriotes ne soyez pas l'objet de tous nos égards pendant votre séjour dans notre canton.

(AVD, H 122, vol. II, p. 28, copie-lettres.)

238. Lausanne, 24 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : affaires du Valais. Pillage.

Le c. Doxat, chef de brigade d'artillerie, de retour de la campagne du Bas-Valais, s'est rendu à l'Administration et a fait rapport de ses opérations ; il annonce en même temps un pillage considérable qui a été fait par les officiers, bas-officiers et soldats tant français que vaudois ; que plusieurs de ces Vaudois, singulièrement l'officier d'artillerie Mégroz et un cavalier, doivent avoir considérablement pillé.

L'Administration, indignée d'un pillage aussi atroce fait par des Vaudois tant à Sion qu'autre part, arrête qu'il sera écrit au c. Perdonnet fils, administrateur, pour prendre toutes les informations nécessaires à cet égard, afin que les coupables soient punis.

Il sera aussi écrit à l'Administration du Valais pour lui témoigner combien nous sommes affligés des malheurs que son pays a éprouvés par le pillage qui y a été fait ; que nous avons appris avec indignation la conduite que quelques corps vaudois ont tenue et pour la prier de faire connaître les corps vaudois ou les soldats qui sont les auteurs de ce pillage, afin qu'ils soient châtiés exemplairement ; on avisera aussi l'Administration qu'elle aurait dû nous informer incontinent, afin d'y remédier de suite.

(AVD, H 111, vol. I, p. 257, orig.)

239. Lausanne, 24 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Perdonnet [fils], commissaire du D. E. dans le Valais.

Nous vous prions d'insister fortement auprès du général Lorge pour le départ des troupes françaises qui séjournent dans leur route, écrasent le pays, épuisent les habitants des campagnes et excitent des réclamations sans fin. [...]

Nous apprenons par le c. Doxat que les Vaudois se sont livrés au pillage dans le Valais. Cette conduite indigne mérite d'être punie. Le c. Sterky doit avoir vu un dragon chargé d'argenterie volée ; nous vous prions de vous informer auprès de lui quel est ce dragon, et si vous pouvez découvrir quelques-uns des autres pillards, officiers ou soldats, nous vous aurons la plus grande obligation.

Le c. Doxat nous a communiqué un ordre donné à nos dragons par le général Lorge ; nous vous l'envoyons en vous priant de dire au général que nous avons peu de dragons de service, qu'ils nous sont nécessaires pour nos stations dans notre canton dont nous les avons tirés pour les envoyer en Valais. S'il faut des stations de courriers dans les autres cantons, ce n'est pas à nous à les fournir. Nous vous prions donc d'insister auprès du général pour qu'il nous renvoie nos dragons.

P.-S. Vous ajouterez avec énergie au général Lorge qu'il ne disposerait pas ainsi de nos dragons s'il était éclairé sur la nature et la durée de leur service, qui n'est que temporaire et non permanent, qu'ils sont fournis avec peine par les communes agricoles pour un temps d'activité limité, qui a fini pour la plupart le 17 de ce mois, que les travaux de la campagne les rappellent impérieusement et que leur entretien prolongé au-delà du terme surpasse les moyens de finances d'un petit pays déjà épuisé par tant d'avances de fournitures et de réquisitions.

(AVD, H 122, vol. II, pp. 29-30, copie-lettres.)

240. Lausanne, 24 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. F. Clavel, sous-préfet d'Aigle.

Depuis ma lettre d'hier, j'ai appris par voie très certaine (par un des chefs du contingent en Valais) que la compagnie armée des Ormonts, après s'être couverte de gloire par sa bravoure devant Sion, a terni ses lauriers en contribuant très activement au pillage de cette ville infortunée ; comment

ont-ils pu à cet excès oublier les devoirs de la fraternité ? Les habitants de Sion vaincus, ils n'étaient plus que des frères, soumis sans doute aux jugements légaux en punition de leur infidélité, mais que les premières lois de l'humanité et de l'union intime et indivisible qui nous lient au canton du Valais devaient faire respecter à leurs frères.

Ce n'est donc point en considération de la conduite qu'a tenue en Valais la compagnie armée des Ormonts que vous rendrez au nom du D. E. de notre République, les armes aux compagnies désarmées par le commandant Chastel, mais dans l'espérance qu'en imitant en toutes choses la bravoure de leurs dits frères d'arme, ils s'attacheront à faire respecter les devoirs de la fraternité entre tous les membres composant la grande famille de l'Helvétie une et indivisible.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 78-79, copie-lettres.)

241. Lausanne, 25 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : rapport sur les désordres commis en Valais.

Les c. Ausset et Marcel, de retour de Vevey où ils ont été hier, informent la Chambre administrative du rapport qui leur a été fait par le c. Perdonnet fils, administrateur, au sujet des désordres affreux que les troupes vaudoises ont faits, soit à Sion, soit dans le Bas-Valais, par le pillage et les vols qu'ils ont commis. Ils donneront aussi des détails de la désobéissance et de l'indiscipline de deux compagnies du bataillon Desaillaux, savoir celles des capitaines Vuadens et Thomas, qui ne se sont pas rendues en entier à l'heure fixée pour le départ de Martigny, en sorte que le chef de bataillon les fit marcher à la queue, mais malgré cet ordre, ces compagnies devancèrent la troupe de force et se mirent à la tête.

(AVD, H 111, vol. I, p. 265, orig.)

242. Lausanne, 25 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : rapport de Clavel et de Desaillaux sur les désordres commis en Valais.

Le c. Clavel, chef de brigade, introduit a fait son rapport que toutes les troupes vaudoises sont rentrées dans leurs foyers ; que la majeure partie s'est très bien conduite et qu'ils ont été remerciés, mais que deux compagnies du bataillon Desaillaux, savoir celles des capitaines Vuadens et Thomas, ont donné des traits de désobéissance et d'insubordination très condamnables. Il présente à cet effet le rapport par écrit qui lui a été remis par ledit c. Desaillaux, portant que le 20 courant il ne se trouva que 30 hommes seulement des deux compagnies susindiquées sur la place de Martigny à l'heure marquée ; que le c. Desaillaux fit ses efforts pour rassembler ces deux compagnies et put y parvenir environ les 5 heures et demie du matin, quoique les autres compagnies les attendissent depuis une heure et demie ; qu'il fit joindre la queue

du bataillon à ces deux compagnies ; et au bout d'une demi-heure étant en marche, ces deux dernières compagnies voulurent, sans en avoir reçu l'ordre, passer et prendre la tête de la colonne ; qu'il leur ordonna de reprendre leur place, mais lesdits Thomas et Vuadens s'emportèrent avec menaces en présence de toute la colonne et refusèrent d'obéir ; qu'il voulut les rappeler à l'ordre mais inutilement ; que ledit Thomas s'emporta à tel point qu'il tira son sabre et menaça son adjudant, en sorte que le c. Desailaux fut obligé de leur déclarer qu'ils étaient en état de rébellion et qu'il ferait son rapport ; il leur déclara en outre qu'il refusait de les commander, et ces deux compagnies s'étant mises en marche, il ne les a pas revues...

(AVD, H 111, vol. I, p. 265, orig.)

243. Lausanne, 25 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Polier, préfet national.

Nous avons chargé hier notre collègue le c. Ausset de prendre des informations à Vevey, où il allait, sur les pillages des Vaudois qui devaient avoir eu lieu à Sion et dans le Valais. Nous apprenons que non seulement il y a eu plusieurs coupables à Vevey même, mais encore que les pillards osent se vanter et faire parade des effets pris. Vous partagerez sans doute, citoyen, l'indignation de la Chambre administrative. Nous croyons qu'il ne suffit pas de l'éprouver, qu'il serait important de la faire ressentir aux coupables. Cela nous paraît d'autant plus nécessaire que nous devons prouver à nos frères du Valais combien nous partageons leurs maux, ce dont on semblerait vouloir leur persuader le contraire.

(AVD, H 122, vol. II, p. 30, copie-lettres.)

244. Lausanne, 25 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au général Lorge, commandant les troupes françaises dans le Valais.

On nous envoie tous les malades et blessés français du Valais ; notre hôpital en est engorgé et n'en peut plus contenir. Nous vous prions de donner les ordres nécessaires pour qu'on les fasse passer à Fribourg où il y a un hôpital militaire qui leur est destiné.

(AVD, H 122, vol. II, p. 33, copie-lettres.)

245. [S.l.], 25 mai 1798. Lettre du c. J.-L. Ausset au c. H. Polier, préfet national du canton du Léman.

Les c. Mégroz, lieutenant, Borel, sergent, et Walther, fourrier des artilleurs du district de Vevey, sont les porteurs de cette lettre : ils étaient inculpés dans les plaintes du pillage de Sion ; je vous prie de les écouter ; ils vous

feront un rapport et de l'affaire en général et de la leur en particulier. Vous trouverez sans doute dans leur rapport des excuses majeures de leur conduite ; les détails qu'ils vous communiqueront vous donneront des lumières sur un pillage infamant, mais où ils ne se sont pas conduits de la manière dont des personnes promotrices de ces désordres les ont accusés.

Je joins une lettre que m'écrit le c. châtelain de Mellet, de Vevey, que j'avais prié de parler aux canonniers de Vevey que le bruit public désignait comme ayant rapporté le plus de butin.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 40, orig.)

246. Vevey, 25 mai 1798. Rapport de Vincent Perdonnet [fils], commissaire helvétique en Valais, au D. E. de la R. H. — Publ. par Michel Salamin, dans *Vallesia* (t. XIV, 1959, pp. 43-56), qui n'a exploré que les documents du fonds de l'Helvétique, aux Archives fédérales, à Berne.

247. Lausanne, 26 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : soldats valaisans en prison à Chillon.

L'Administration, informée que les soldats valaisans, au nombre d'environ 230, qui sont en prison à Chillon sont sans chemise, n'ayant que celle qu'ils ont sur le corps déjà depuis quinze jours, charge le bureau des finances de procurer une collecte de chemises en faveur de ces prisonniers, collecte qui devra se faire par les pasteurs de Lausanne.

(AVD, H 111, vol. I, p. 270, orig.)

248. Lausanne, 26 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : pillages commis en Valais.

Sur la lettre du c. préfet national de ce jour, l'Administration arrête que l'on écrira aux sous-préfets de Vevey et [d']Aigle pour les prier d'inviter, sans que ce soit officiellement, les pasteurs de leur ressort à éclairer l'opinion sur les pillages que des troupes vaudoises se sont permis dans le Valais, et engager les particuliers qui auraient de ces effets à les rendre, pour les renvoyer comme s'ils les avaient retirés dans ce but.

(AVD, H 111, vol. I, p. 275, orig.)

249. Lausanne, 26 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, aux c. administrateurs du canton du Léman.

Je partage votre douleur et votre indignation de la conduite des c. militaires du canton qui, dans l'expédition du Valais, se sont oubliés au point de

piller leurs frères, mais le plus essentiel, d'après la façon de penser des Valaisans *qui doit être respectée*, serait que l'on ordonnât des recherches pour ravoïr les vases sacrés et habillements des prêtres qu'on assure avoir été pris par les Vaudois, et de les renvoyer à l'Administration du Valais avec l'expression de votre douleur sur les excès auxquels nos frères ont été entraînés ; en y réfléchissant, je trouve qu'une publication de ma part serait impolitique et dangereuse par le blâme qu'elle porterait nécessairement (quoique indirectement) sur le résident, sur les chefs de l'armée française et ceux de la nôtre. S'il est odieux de piller ses frères, comment excuser le pillage des alliés, comment excuser les chefs qui ne l'ont pas empêché ? Il ne faut pas faire de ceci une affaire d'autorité, mais de sollicitude fraternelle ; c'est vous, c. administrateurs, vous les pères du canton chargés de l'instruction publique et de tout ce qui s'y rapporte, c'est à vous à inviter les pasteurs à éclairer l'opinion sur ces pillages et plus particulièrement sur les sacrilèges ; une circulaire informerait de vos désirs ceux d'Aigle et de Vevey ; ceux de Lausanne feraient venir chez eux le petit nombre de dragons et d'artilleurs qui peuvent être suspects d'avoir contribué au pillage. Il me paraît que c'est l'unique mesure à prendre, je vous y invite.

(AVD, H 49, vol. I, p. 82, copie-lettres.)

250. Lausanne, 26 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman aux sous-préfets de Vevey et d'Aigle.

Nous vous prions d'inviter, sans que ce soit officiellement, les pasteurs de votre ressort d'éclairer l'opinion sur les pillages qui se sont commis dans le Valais, surtout d'objets d'église et de faire venir auprès d'eux ceux des soldats qui sont les plus soupçonnés d'avoir pillé, afin de les engager par la persuasion à rendre les effets qu'ils ont pris pour les renvoyer, comme s'ils les avaient retirés dans ce but.

(AVD, H 122, vol. II, p. 34, copie-lettres.)

251. Vevey, 28 mai 1798. Extrait du Manuel du noble conseil des Douze de la ville de Vevey.

Les circonstances les plus malheureuses ayant occasionné le pillage de la ville de Sion, elle se trouve dans le plus grand dénuement de toutes choses, le Conseil a délibéré de faire imprimer et afficher une proclamation portant que deux de ses membres recevront les secours à la maison de commune, jeudi et samedi prochains, depuis dix heures à midi, et se chargeront de les faire parvenir à la Chambre administrative de Sion pour en faire la distribution ; dont connaissance sera donnée à la Chambre administrative du canton Léman.

(Vevey, Arch. comm., Aa, n° 66, p. 475.)

252. Vevey, 28 mai 1798. Le sous-préfet Perdonnet [père] aux c. [Pierre-Antoine] Ducraux, agent à St-Légier, [Jean-Pierre] Yaux, agent aux Planches, [Jacques] Pilet, agent à Villeneuve, et [Jean-Antoine] Vodoz, agent à La Tour-de-Peilz.

La Chambre administrative me charge d'inviter, sans que ce soit officiellement, les pasteurs de mon ressort, d'éclairer l'opinion sur les pillages qui se sont commis dans le Valais, surtout d'objets d'église, et de faire venir auprès d'eux ceux des soldats qui sont les plus soupçonnés d'avoir pillé, afin de les engager par la persuasion à rendre les effets qu'ils ont pris pour les renvoyer comme s'ils les avaient retirés dans ce but, ce que vous voudrez bien communiquer à vos pasteurs.

(AVD, H 104, vol. I, pp. 32-33, copie.)

253. Lausanne, 30 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Vevey au secours de Sion.

Informée que la municipalité de Vevey a fait inviter ses concitoyens à venir au secours de Sion, qui se trouve dans le plus grand dénuement, et à cet effet a proposé une souscription volontaire pour en faire parvenir le montant à la Chambre administrative du Valais, qui en fera la distribution suivant sa prudence, la Chambre administrative en arrête la mention honorable et l'insertion de l'extrait de dite lettre au *Bulletin*.

(AVD, H 111, vol. I, p. 292, orig.)

254. Lausanne, 30 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman à la municipalité de Vevey.

Nous voyons avec une véritable satisfaction la collecte que vous êtes dans l'intention de faire en faveur des malheureux habitants de Sion. Puisse cette mesure dictée par un patriotisme éclairé et humain adoucir des souvenirs cruels et éteindre les ressentiments !

Nous avons compté et nous compterons toujours sur vos efforts et votre zèle pour la chose publique. Continuez, citoyens, à concourir avec nous dans votre arrondissement à l'ordre, la tranquillité et la prospérité générale. Faites-nous connaître librement les moyens que vous jugerez les plus propres pour y parvenir et comptez toujours sur notre soutien.

(Vevey, Arch. comm., C 152 bleu, orig. — AVD, H 122, vol. II, p. 44, copie-lettres.)

255. Lausanne, 30 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman à l'administration du Valais.

Nous vous remercions des éclaircissements que vous nous transmettez sur les arrêtés du comité général de Martigny ; ils sont de nature à tranquilliser

ceux de nos négociants qu'ils avaient alarmés et à qui nous les ferons connaître.

Votre réponse à notre dernière lettre nous fait sentir d'autant plus fortement les torts de ceux de nos concitoyens qui se sont livrés dans votre canton à des excès que réprouvaient également l'humanité et le vrai patriotisme, qu'elle annonce le désir de les voiler à ceux-mêmes qui en ont été les victimes. Nous reconnaissons avec gratitude combien sont prudents, délicats et patriotiques les sentiments qui vous font répugner à des recherches que vous croyez plus propres à perpétuer des souvenirs, alimenter des haines qu'à les éteindre. Nous vous prions toutefois, s'il vous parvenait des renseignements précis sur ces excès, ainsi que sur les corps et les individus vaudois qui s'en sont rendus coupables, de nous les faire connaître afin que nous puissions être à même de sévir. Nous avons été douloureusement affectés des malheurs dont votre pays a été la proie et nous saisirons avec empressement les occasions de les adoucir par tous les moyens en notre pouvoir.

Nous avons remis plusieurs exemplaires de la proclamation du général Schauenburg à votre député, le c. Schmidt, de Saint-Maurice. Ce citoyen nous a communiqué la lettre que vous a écrite le c. Chevalier, commissaire des guerres français, auprès de qui nous envoyons le c. D. Miéville pour traiter d'une entreprise des fournitures de pain à faire aux troupes françaises dans leur passage à travers votre pays.

Nous lui avons remis des instructions qu'il vous communiquera ; nous croyons qu'il est utile au succès d'une mission qui vous sera avantageuse, que vous le fassiez connaître au commissaire des guerres français comme avoué par vous.

(AVD, H 122, vol. II, pp. 45-46, copie-lettres.)

256. Vevey, 30 mai 1798. Le c. Perdonnet fils au c. H. Polier, préfet du canton du Léman, à Lausanne.

J'ai l'honneur de vous remettre ci-dessus copie de la dépêche du Directoire [du 27 mai 1798] qui m'est parvenue il y a une heure. Le peu de temps que j'ai devant moi ne me permettant pas d'entrer avec vous, citoyen, comme je le désirerais dans les détails relatifs à l'affaire qui en fait le principal objet, je prends le parti de vous envoyer incluse et ouverte la lettre que j'écris en réponse au Directoire. Veuillez en prendre lecture et l'acheminer par le courrier d'aujourd'hui, m'en rapportant d'ailleurs entièrement au parti que vous jugerez convenable de prendre dans cette occurrence.

Croyez-vous qu'il ne serait pas bien et même utile pour l'honneur et l'avantage de notre canton que, soit vous, soit la Chambre administrative ordonniez une collecte générale en faveur des malheureux dépouillés de Sion ? Pareil projet est trop conforme à vos sentiments de charité pour n'être pas par vous adopté.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 59, orig.)

257. Lausanne, 30 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Perdonnet [fils], commissaire en Valais.

Je reçois en ce moment, 6 h. et quart, votre lettre et l'incluse au Directoire [*E. de la R. H. — Publ. dans Vallesia, t. XIV, 1959, pp. 61-63*]; je l'achemine à son adresse et j'attendrai votre réquisition d'agir avec le désir qu'elle ne vienne pas.

J'écirai demain à la Chambre administrative votre bonne idée de collecte pour les infortunés valaisans.

(AVD, H 49, vol. I, p. 97, copie-lettres.)

258. Lausanne, 31 mai 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : dragons vaudois en Valais.

L'Administration, informée par le bureau militaire que les dragons qui sont allés dans le Valais n'en sont point encore revenus malgré les diverses demandes qui en ont été faites, arrête qu'il sera écrit au c. général Lorge pour lui témoigner que nous sommes fâchés de ne pouvoir absolument pas laisser davantage ces dragons ; que, s'il est nécessaire d'établir des piquets en d'autres cantons que celui du Léman, ce n'est point à ce dernier à fournir les dragons, mais aux cantons rière lesquels lesdits dragons seront placés, d'autant plus que ces dragons sont à la charge des communes. — En conséquence, il sera écrit au commandant des dragons vaudois pour revenir.

(AVD, H 111, vol. I, p. 296, orig.)

259. Lausanne, 31 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Mangourit, résident de la R. F. pour le Valais.

Nous avons l'honneur de vous envoyer une réclamation du c. Delay et une notice des effets qu'il a expédiés aux c. Bernardini frères, à Sion, et qui ont été pillés dans la douane de cette ville ; il nous demande d'intercéder auprès de vous en sa faveur. Persuadés que la justice n'a pas besoin de recommandation à vos yeux, nous croyons qu'il suffit de vous présenter l'occasion de la rendre, pour que vous vous empressiez à le faire, si cela est en votre pouvoir.

(AVD, H 122, vol. II, p. 48, copie-lettres.)

260. Lausanne, 31 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. général Lorge, commandant en Valais.

Nous avons chargé le c. Perdonnet [fils] de vous représenter que, les dragons que nous avons envoyés dans le Valais n'y étant plus nécessaires pour aider à étouffer l'insurrection, nous ne pouvions plus les y laisser. Notre

canton ne peut fournir à ses voisins de la cavalerie pour les stations de courriers dont on peut y avoir besoin : c'est déjà beaucoup que nous fournissons pour toutes les routes qui sont dans le nôtre, charge à laquelle nous avons peine à suffire. Nous avons donc l'honneur de vous prévenir, c. général, que nous donnons l'ordre au c. commandant nos dragons en Valais de rentrer dans notre canton.

(AVD, H 122, vol. II, p. 49, copie-lettres.)

261. Lausanne, 31 mai 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. commandant les dragons vaudois dans le Valais.

Nous vous donnons ordre de rentrer avec le corps que vous commandez dans le canton du Léman. Nous en prévenons le c. général Lorge afin qu'il ne s'y oppose pas.

(AVD, H 122, vol. II, p. 50, copie-lettres.)

262. Lausanne, 31 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Perdonnet [fils], commissaire en Valais.

N'ayant pas le temps de répondre à l'article de votre lettre sur la collecte, je vous dirai que j'entre pleinement et avec grand plaisir dans vos vues d'humanité et de bienfaisance envers nos frères malheureux du Valais, mais par cela même que je leur voudrais de tout mon cœur procurer des soulagements, je ne saurais dans ce moment conseiller une collecte parce que je viens de recevoir un arrêté du D. [*E. de la R. H.*] qui ordonne d'en lever une générale dans toute l'Helvétie pour venir au secours des malheureux incendiés du village d'Anet ; je crois donc qu'il serait prudent d'attendre quelque temps pour le plus grand bien ; peut-être alors en obtiendraient-ils aussi une générale.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 98-99, copie-lettres.)

263. Lausanne, 1^{er} juin 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Mangourit, résident de la R. F. en Valais.

Je reçois dans ce moment (il est onze heures avant midi) un pli du sous-préfet de Romainmôtier renfermant :

1^o Copie d'une mission que vous lui avez adressée [de] Sion, 3 prairial [22 mai] courant dont ci-joint le double.

2^o Le rapport de ce qu'il a fait en conséquence de l'ordre qu'elle renfermait.

3^o La déclaration sermentale de la citoyenne Glardon.

Mon premier sentiment a été celui de la satisfaction que (d'après les relations de la R. H. avec la R. F.) votre ordre ait été exécuté avec la promptitude et l'exactitude que vous pouviez désirer (sur quoi je dois en passant vous

observer que le retard du courrier de Romainmôtier a été occasionné par l'ivresse du postillon qui est actuellement en prison à cette occasion). Mon second sentiment, c. ministre, a été que j'aurais extrêmement désiré que vous eussiez adressé au D.[E. de la R.]H. votre réquisition, duquel j'en aurais reçu l'ordre que j'aurais fait passer au sous-préfet de Romainmôtier.

Je vais rendre compte au Directoire de ce qui s'est passé dans cette circonstance ; j'espère qu'il approuvera, comme je l'ai fait, le zèle du sous-préfet de Romainmôtier à déférer à votre réquisition vu l'urgence.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 105-106, copie-lettres.)

264. Lausanne, 1^{er} juin 1798. H. Polier, préfet du Léman, au sous-préfet de Romainmôtier [Benoît].

Le retard du courrier d'hier a été occasionné par l'ivresse du postillon qui est en prison à ce sujet.

En principe constitutionnel, vous avez très bien pensé de ne pas agir par autorité étrangère, mais dans nos rapports actuels avec la France, cet ordre venant d'un ministre français, vous avez mieux fait de commencer par remplir l'ordre et ensuite de me référer pour la réponse ; je vous approuve complètement ; vous avez sauvé autant que possible le principal et la conséquence. N'avez-vous pas reçu le sceau du district par ce même courrier ?

Vous annoncerez toujours la réception des lois, arrêtés, proclamations, etc., que je vous envoie.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 106-107, copie-lettres.)

265. Lausanne, 2 juin 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : prisonniers valaisans à Chillon.

Lu la lettre du c. Martinet, commandant à Chillon, dans laquelle il peint l'état de détresse dans lequel se trouvent les soldats valaisans qui y sont renfermés ; arrêté qu'il sera écrit au c. résident Mangourit et au D. H. pour les intéresser à l'élargissement de ces malheureux.

(AVD, H 111, vol. I, p. 312, orig.)

266. Lausanne, 2 juin 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Mangourit, résident de la R. F. en Valais.

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous pour vous représenter l'état de détresse où se trouvent les malheureux prisonniers valaisans détenus dans le fort de Chillon. Les uns sont de faibles vieillards, d'autres sont couverts de blessures, ceux-ci accablés de maladie et ceux-là chargés d'une famille qui meurt de faim pendant leur absence. Vous n'ignorez pas, citoyen, que leur aveuglement a été le fait de quelques fanatiques coupables, et que ces hommes

simples et ignorants se sont laissés égarer par les intrigues de l'oligarchie et de la superstition. Ils méritent donc d'être plaints plutôt que d'être punis. Le moment de l'indulgence est venu, puisque le Valais est pacifié : nous la réclamons pour eux auprès d'un des amis de l'humanité, du protecteur du Valais et de celui qui, digne de la Grande Nation qu'il représente, se fera sans doute une gloire et un plaisir de pardonner.

(AVD, H 122, vol. II, p. 58, copie-lettres.)

267. Sion, 16 prairial an VI (4 juin 1798). Lettre de Mangourit à la Chambre administrative du canton Léman.

Il me semble, citoyens, que le pillage de la douane, à Sion, par les révoltés du Haut-Valais, décharge le c. Bernardini de toute responsabilité à l'égard du malheureux c. Delay ; d'après cela, je pense que les effets réclamés dans la facture, ayant échappé aux perquisitions de recouvrement, c'est par le canal de votre députation que ce citoyen doit se pourvoir.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 124, orig.)

268. Lausanne, 4 juin 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : distribution de linge aux prisonniers de Chillon.

Lu la lettre du c. Gex-Oboussier, datée de Vevey le 2 courant, par laquelle il rend compte d'une distribution de linge qu'il a faite hier aux prisonniers de guerre qui sont détenus à Chillon, ensuite de la collecte qui a eu lieu à Vevey, mais comme ce linge n'est pas suffisant pour les rechanger tous, il espère que l'on en enverra de Lausanne. — Le c. Marcel est chargé de faire parvenir incessamment le produit de la collecte de Lausanne destinée pour ces malheureux.

(AVD, H 111, vol. I, p. 314, orig.)

269. Lausanne, 6 juin 1798. Extraits du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : pillage de la douane à Sion. Prisonniers valaisans.

Lu la lettre du c. Mangourit du 16 prairial [4 juin 1798] dans laquelle il dit que le pillage de la douane à Sion par les révoltés du Haut-Valais décharge le c. Bernardini de toute responsabilité à l'égard du c. Delay. — Arrêté que la copie de cette lettre sera envoyée au c. Delay en lui renvoyant l'état des marchandises qu'il avait adressées à Sion.

Le c. Mangourit, dans une autre lettre de la même date, apprend qu'il a écrit au c. Martinet, commandant du château de Chillon, de mettre en liberté 163 prisonniers, à vingt par jour, une cinquantaine devant y rester

pour être les témoins nécessaires dans l'instruction qui découvrira les auteurs inconnus et les moteurs secrets du désastre du Valais.

(AVD, H 111, vol. I, p. 331, orig.)

270. Lausanne, 6 juin 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Jean-Daniel Delay.

Nous vous envoyons la copie de la lettre du c. Mangourit [*du 4 juin*], résident de la R. F. en Valais, en réponse de celle que nous lui avons écrite relativement à votre affaire.

Vous trouverez aussi ci-joint l'état des marchandises que vous avez expédiées au c. Bernardini ; nous vous le renvoyons au cas que vous en ayez besoin.

(AVD, H 122, vol. II, p. 70, copie-lettres.)

271. Vevey, 6 juin 1798. Déclaration du sous-préfet Perdonnet [père] en faveur du c. P. F. M. Courten.

A la réquisition du c. P. F. M. Courten, de Sierre en Valais, que j'ai fait arrêter d'ordre supérieur à l'auberge des Trois Couronnes, le 12 mai dernier, et conduire suivant qu'il le désirait auprès du c. Mangourit, résident de la R. F. en Valais, qui se trouvait à Bex, je déclare que la veille, au moment de son arrivée, il avait manifesté le dessein de se rendre promptement audit Bex pour parler au c. Mangourit comme en fait foi le bulletin de logement du 11 mai, et que même il avait, avant son arrestation, fait chercher une voiture pour cet effet, le tout en conformité au verbal qui en a été dressé, dont l'original a été remis à la Chambre administrative du canton du Léman et une copie audit c. Mangourit.

(AVD, H 104, vol. I, p. 42, copie.)

272. Vevey, 7 juin 1798. Extrait du Manuel du noble conseil des Douze de la ville de Vevey.

Le c. commandeur a fait rapport que la collecte qui a été faite en faveur des pauvres gens qui ont le plus souffert dans le pillage de la ville de Sion se monte à

L. 1 477. 2^s

Le conseil, n'étant composé que de six membres, a préjugé d'accorder des deniers de ce public la somme de

L. 240. —

L. 1 717. 2^s

(Vevey, Arch. comm., Aa, n° 66, p. 478. — Décision approuvée en séance plénière du 8 juin. *Ibidem*, p. 478.)

273. Lausanne, 7 juin 1798. Adresse d'Henri Polier, préfet national, au lieutenant du préfet, aux sous-préfets, agents et aides du canton du Léman.

Dans l'espoir que ceux qui de nos frères d'entre les militaires de l'expédition du Valais qui auraient été égarés au point de se laisser aller au pillage sont déjà pleinement revenus de leur illusion et désirent sincèrement de réparer leur faute, je crois devoir leur accorder le temps d'en fournir la preuve à la clémence du D.E. ; en conséquence, avant d'ordonner par les fiscaux les enquêtes juridiques, j'invite et je somme par les présentes tous ceux d'entre ces militaires qui ont pris part au pillage du Valais (et ils seront aisément connus par les rôles des compagnies) d'aller incessamment, et avant le 24 de ce mois, déposer entre les mains de l'agent de leur commune tout ce qui pourrait leur rester des effets de ce pillage, ainsi que la valeur de ce dont ils peuvent s'être défaits ; ceux qui ne pourraient représenter ni les objets ni la valeur en donneront déclaration à l'agent avec offre de paiement dans un court terme sous bonne caution. Ceux qui auraient pris des chevaux ou bestiaux feront de même leur déclaration avec promesse de soigner ces animaux jusqu'à ce qu'il leur soit indiqué à qui ils doivent être rendus.

Le 21 du présent mois, tous les agents feront rapport au sous-préfet de leur district de tout ce qui leur aura été remis, ainsi que des déclarations faites et, sous le serment de leur office, ils déclarent ceux qu'ils connaissent être défaillants à la présente invitation.

Vous ferez publier et afficher la présente en lui donnant la plus grande publicité ; elle sera lue deux dimanches de suite dès la chaire et les pasteurs sont invités à contribuer de tout leur pouvoir à ramener les coupables qui pourraient encore hésiter.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 31, expédition ; *ibidem*, H 21, pp. 16-17, copie.)

274. Sion, 17 prairial an VI (5 juin 1798). Mangourit à la Chambre administrative du canton du Léman.

Le c. Panchaud, de Grandson, demeurant à Lausanne, rue Saint-Pierre n° 18, m'invite à solliciter pour lui la place des péages à Vevey. Je connais depuis longtemps ce citoyen ; il a éprouvé des pertes énormes pour sa fortune en France ; il est père de famille ; il commence à être âgé. Ces motifs seront puissants sur une administration bienfaisante. Je lui appartiens par une branche de son nom, de laquelle j'aime à déclarer que, dans l'indigence qui m'a quelquefois poursuivi, j'ai trouvé les secours les plus délicats ; j'aimerais à m'acquitter envers lui de ce que je dois à des parents communs ; et si votre canton et vous, citoyens, croyez que j'ai été l'un des heureux instruments de votre glorieuse liberté et qu'il n'est pas indigne de moi d'en réclamer le salaire en vous demandant une bonne action, je vous prie de m'accorder ma prière.

(AVD, H 176, litt. B, orig.)

275. Vevey, 7 juin 1798. Lettre du conseil municipal de la commune de Vevey à la Chambre administrative du Léman.

Nous avons fait la collecte pour Sion, elle s'élève à L. 1717. 2^s. Nous écrivons à la Chambre administrative pour qu'elle dispose de cette valeur, dans laquelle ne sont pas compris L. 500 que les citoyens Delong et Frey y feront passer incessamment.

de Mellet, banneret.

La Chambre administrative décrète mention honorable et insertion au *Bulletin* de l'extrait de la lettre ci-dessus.
(8 juin 1798)

Panchaud, secrétaire général.

(Publ. dans le *Bull. off.*, 1798, t. II, p. 310.)

276. Lausanne, 7 juin 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Mangourit, résident près le Valais.

Une recommandation d'un des amis de l'Helvétie, de celui qui a tant contribué à sa régénération, mérite sans doute d'être appréciée ; notre reconnaissance nous en fait un devoir et, si son effet ne peut égaler vos services, croyez, citoyen, que le défaut de moyens d'occasions et jamais notre volonté en sera la cause. Aussi nous prendrons dans la plus grande considération votre lettre relative au c. Panchaud, que nous avons déjà pensé d'employer, connaissant son mérite et son honnêteté ; mais il n'est pas de notre compétence de lui accorder la place des péages de Vevey, parce que nous avons reçu ordre du ministre des Finances [de la R. H.] de ne rien changer dans ces places ou autres semblables. D'ailleurs, on suit ordinairement dans la concession de ces emplois un certain tableau duquel on ne pourrait s'écarter sans exciter les réclamations de tous les autres employés. Mais nous avons en vue pour le c. Panchaud une autre place qui lui sera peut-être plus avantageuse. Nous nous occupons dans ce moment des changements que la révolution y a nécessités et nous nous empresserons de la lui offrir aussitôt que nous aurons réglé ce qui y est relatif.

(AVD, H 122, vol. II, p. 72, copie-lettres.)

277. Lausanne, 7 juin 1798. Lettre du c. Polier, préfet du Léman, au c. Pierraz, procureur de l'Abbaye de Saint-Maurice.

En réponse à ses requêtes à la Chambre administrative pour obtenir la levée du séquestre des denrées que cette Abbaye a dans ses maisons situées au canton Léman, en conséquence envoyé audit procureur la réponse de la Chambre administrative de ce jour, portant permission de retirer ses denrées, moyennant quittance de la Chambre administrative du Valais.

(AVD, H 49, vol. I, p. 132, copie-lettres.)

278. Lausanne, 9 juin 1798. La Chambre administrative du canton du Léman au c. préfet Polier.

Si les gardes du pont de Saint-Maurice y sont placés pour la police, ce n'est pas à nous à pourvoir à leur remplacement.

H. Monod, président. J.-L. Panchaud, secrétaire.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 15, orig.)

279. Lausanne, 10 juin 1798. Le c. H. Polier, préfet national du Léman, au c. Clavel, sous-préfet d'Aigle.

La Chambre administrative a répondu à votre demande que je lui ai communiquée sur le remplacement des gardes du pont de Saint-Maurice qui, si elles sont placées pour la police, ce n'est pas à elle à pourvoir à leur remplacement.

Dans ce cas, c. sous-préfet, je vous autorise à les remplacer en faisant choix de citoyens qui réunissent les qualités nécessaires à ce poste de confiance.

(AVD, H 49, vol. I, p. 146, copie-lettres.)

280. Martigny, 11 [?] juin 1798. Lettre du comité de Martigny aux autorités constituées de la ville de Vevey.

Le c. Joseph Guex, de Charrat, commune de Martigny, ayant demandé l'assistance et les bons offices du comité de cette commune à l'effet de lui obtenir la restitution d'un cheval noir, sans aucune tache, âgé de quatre ans, taille moyenne et mâchoire large, lequel il aurait prêté au c. capitaine Vuadens, de Vevey, lors du passage des troupes vaudoises en Valais sans l'avoir jamais revu du depuis, c'est-à-dire dès le 17 mai dernier, le comité dudit lieu, trouvant de toute justice de faire droit au réclamant, s'adresse aux autorités constituées de Vevey et les prie de vouloir s'intéresser en faveur du propriétaire, lequel ayant écrit plusieurs lettres audit capitaine Vuadens sans en obtenir aucune réponse est dans le cas de mettre son unique espérance en l'équité et la droiture de la commune de Vevey.

Le comité de Martigny ne manquera pas, en temps et lieu, d'en témoigner sa reconnaissance et d'user de la plus juste revanche.

(Vevey, Arch. comm., C 152 bleu, orig. signé : Cropt, président ; P. Berguerand, secrétaire.)

281. Saint-Maurice, 23 prairial an VI (11 juin 1798). Mangourit aux c. composant la Chambre administrative du canton du Léman, à Lausanne.

Je vote à votre complaisance envers moi mille remerciements ; j'eusse été au désespoir d'enlever à aucun citoyen la subsistance de sa famille et le prix de ses travaux. Vous me marquez avoir en vue pour le c. Panchaud - Grandson une place autre que celle des péages de Vevey et qui lui sera plus avantageuse. Il n'est point de jouissance plus douce pour moi que celle que

vous voudrez bien me procurer en m'apprenant que vous avez remis cette place à ce citoyen, parce que l'inquiétude sera bannie de sa tête et de son cœur, et parce que, en outre de l'amitié dont vous m'honorez, je vous tiendrai par une vive reconnaissance.

P.-S. Je pars incessamment ; il serait bien agréable pour moi qu'avant le sort du c. Panchaud fût fixé.

(AVD, H 176, litt. B, orig.)

282. Lausanne, 13 juin 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : lettre de Mangourit au sujet de Panchaud.

Lu la lettre du c. Mangourit, du 23 prairial [11 juin 1798] où il remercie l'administration de la place qu'elle a promise au c. Panchaud, de Grandson, et dans laquelle il annonce qu'il part incessamment et qu'il serait bien doux que le sort de ce dernier fût fixé avant son départ.

(AVD, H 111, vol. I, p. 371, orig.)

283. Lausanne, 13 juin 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, à la Chambre administrative du Valais.

Une lettre du ministre des Finances, Aarau, 4 juin courant, portait une table en allemand, casée pour être remplie de tout ce qui concerne les fournitures faites aux troupes françaises, ainsi que leur nombre de chaque arme et grade, de plus une instruction manuscrite sur la manière de remplir ladite table et, par post-scriptum : « Il vous plaira envoyer un certain nombre de ces tables avec une instruction à la Chambre administrative du Valais, ce dont elle est avisée ».

En conséquence, c. administrateurs, je fais mettre au courrier de ce jour à votre adresse un paquet renfermant 400 tables et j'y joins 200 instructions dont vous pouvez biffer le préambule fait en mon nom, attendu que, par suite de négligence que je vous prie d'excuser, on n'a pas pour ces 200 laissé le nom en blanc.

(AVD, H 49, vol. I, p. 158, copie-lettres.)

284. Lausanne, 13 juin 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Martinet, commandant du château de Chillon.

C'est avec un vrai plaisir que je me joins au D.E. [de la R.H.] ou au moins que j'en suis l'organe pour témoigner sa satisfaction sur les sentiments d'humanité que vous avez démontrés en intercédant pour les détenus qui sont sous votre garde ; je vous transmets ci-bas les paroles littérales du Directoire à ce sujet.

(AVD, H 49, vol. I, p. 163, copie-lettres.)

285. Lausanne, 15 juin 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Châtelain, commandant la place de Vevey.

J'ai apostillé de la manière la plus favorable au capitaine Warnery le certificat du sous-préfet [Perdonnet père], copié et mis en mon nom celui qui était en modèle sur une bande de papier et je l'envoie à la Chambre administrative pour qu'elle y ajoute sa recommandation ; j'écris (en expédiant le tout) une lettre très forte au ministre de la Guerre. Mais du tout ensemble, j'en espère fort peu ; il ne faut pas te dire le pourquoi ; en revanche, je dirai pourquoi le capitaine Warnéry manquant de pain a-t-il voulu absolument quitter Chillon ; parce qu'il s'y déplaissait ? pour moi, je dis que tout lieu, qui offre les nécessités de la vie à celui qui n'a d'autres ressources, est un paradis terrestre.

Quant aux vingt prisonniers français, dès qu'ils ont leur route pour Milan, il ne faut pas hésiter de les acheminer ; donne-leur un détachement de nos Valdôtains de la garde soldée dont vous n'avez pas besoin dans ce moment où il ne passe pas des troupes et joins-y jusqu'à Aigle le supplément nécessaire de garde bourgeoise, en prenant des précautions de sûreté que ta prudence te dictera ; à Aigle, le détachement de la garde bourgeoise sera remplacé par un de cette place jusqu'au pont de Saint-Maurice. Le Bas-Valais est armé, ainsi il doit pourvoir à un détachement, mais pour s'en assurer et avant de procéder à l'exécution, charge de ma part le sous-préfet [Clavel] d'écrire en mon nom à la Chambre administrative du Valais, à Saint-Maurice (en l'absence du préfet national [Pittier], car ladite lettre doit être adressée au préfet) pour le (ou) la requérir de fournir ce détachement qui conduise ces prisonniers au premier poste français au-delà du Saint-Bernard ou du Simplon.

Ce serait une cruauté et une pesante charge de les garder plus longtemps, mais je ne permets point, sans ordre exprès de mes supérieurs, que le détachement des volontaires du Léman les conduise au-delà du pont de Saint-Maurice.

Ecris sur le tout au commandant de Bex, Sterky, qui est rempli d'intelligence et fertile en expédients, il faut lui adresser la lettre pour les autorités du Valais et prendre son conseil.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 177-179, copie-lettres.)

286. Sembrancher, 15 juin 1798. Lettre du comité de Sembrancher au capitaine Cossy, d'Ollon.

Au moment où l'opinion publique poursuit les militaires qui ont eu part à l'expédition du Valais, le c. capitaine Cossy, d'Ollon, croit devoir publier la lettre suivante, que le comité de Sembrancher en Valais lui adresse en date du 15 juin.

Au moment où le danger était imminent, les carabiniers de Cossy volèrent à notre secours, et nous fûmes délivrés ; ces généreux et braves frères d'armes n'ont depuis cessé de nous renouveler l'assurance de leur entier dévouement. Ils ont mérité notre confiance, ils l'ont acquise à juste titre. Le

comité de la commune de Sembrancher, flatté et de leur honnêteté et de leur bravoure, vient à vous par la présente, c. capitaine, vous témoigner, vous assurer de son désir sincère, de leur conservation près de sa commune, pendant que leur présence sera nécessaire dans cette colline. Il a la conviction que vous interposerez vos bons offices pour qu'aucun autre corps ne vienne prendre leur place ; le comité est chargé de saisir cette occasion pour témoigner la satisfaction générale de cette commune, pour la bonne conduite qu'a tenue la compagnie desdits carabiniers près d'elle.

Emonet, président.

(Publ. dans le *Bull. off.*, 1798, t. II, pp. 396-397.)

287. Aigle, 18 juin 1798. Le c. Clavel, sous-préfet d'Aigle, au c. Polier, préfet national.

[...] Deux Valaisans sont venus réclamer des juments qui leur avaient été enlevées à Savièse et qui, d'après leur signalement, sont du nombre de celles qui ont été amenées à Aigle. Les détenteurs se refusent obstinément à la restitution, et j'attendrai l'expiration du délai, par vous fixé, pour vous les dénoncer, ainsi que les autres détenteurs d'effets spoliés. Mais j'ai l'honneur de vous le répéter, je ne crois pas de pouvoir obtenir aucune restitution volontaire : un faux point d'honneur se mêle aux autres motifs de ces gens échauffés ; ils agiront de concert et rallumeront dans le Pays un feu qui s'éteignait toujours davantage ; toutefois, quoi qu'il m'en coûte, j'exécuterai vos ordres.

(AVD, H 90, litt. A, orig.)

288. Lausanne, 20 juin 1798. Le c. Henri Polier, préfet national, au sous-préfet de Vevey [Perdonnet père].

J'ai reçu des mains des c. Jean-Louis Moret et Henry Maillard (le 1^{er} sergent-major, le second artilleur, l'un et l'autre faisant partie du contingent d'artillerie de Vevey qui a servi dans l'expédition du Valais) (il ne fallait pas la copier) un mémoire pour faire passer par le courrier de ce jour au D. E. par lequel, après avoir exposé la conduite militaire de leurs corps en Valais, et les témoignages glorieux qu'ils ont reçus des chefs de l'armée, ils offrent de restituer la part qu'ils pensent avoir eue au butin qui a suivi la prise de Sion.

En foi de quoi...

(AVD, H 49, vol. I, p. 207, copie-lettres.)

289. Sion, 21 juin 1798. Lettre remise par les c. Richard Pradez et L. Collob-Argand à l'administration communale de Sion, en lui donnant le produit de la collecte de Vevey.

Les citoyens de Vevey, gémissant sur la malheureuse catastrophe de la commune de Sion et pressés du besoin de venir promptement au secours de

leurs frères les plus indigents autant que les circonstances et leur position peuvent le permettre, ont ouvert une souscription déposée de suite entre les mains de leur municipalité, qui a voulu aussi y concourir des deniers publics ; elle s'élève à la somme de 2014 livres, 16 sous valeur de Suisse que les sous-signés sont chargés de déposer entre vos mains. Veuillez, c. administrateurs, faire agréer à vos concitoyens cette faible marque de l'attachement de la commune de Vevey pour ses frères de Sion, heureux d'y trouver l'occasion de procurer aux citoyens du Valais et en particulier à ceux de cette commune, que si les Vaudois ont été obligés de porter les armes contre eux, le moment où la paix leur permet de prouver les sentiments de fraternité qui les animent est un des plus doux pour eux.

Les citoyens de la commune de Vevey en particulier, qui a soutenu de tout temps des relations intimes avec ce pays, ont senti aussi combien il leur serait douloureux que l'égarement d'un moment de quelques-uns de leurs concitoyens fût peser sur la généralité le sentiment d'un souvenir pénible, surtout dans des circonstances où la patrie a un si grand besoin de l'accord le plus parfait de tous ses enfants.

Le sous-préfet [Perdonnet père] et la commune de Vevey, en chargeant les soussignés de déposer entre vos mains la somme ci-dessus, les ont chargés aussi de vous prier, c. administrateurs, de prendre en grande considération l'intention que leur ont manifestée les donateurs, de n'admettre dans la distribution de cette modique somme aucune compensation pour les pertes essuyées, ce qui est incalculable, mais de secourir l'*indigence reconnue*, ce qui est le seul moyen d'employer le plus utilement cette valeur, en sortant du découragement et du désespoir le citoyen chargé de famille, privé de ses ressources annuelles et vivant du jour au jour ; c'est donc sur cette seule classe de malheureux que nous vous prions, c. administrateurs, de fixer vos regards.

Agréez, citoyens, l'assurance des sentiments de fraternité et d'estime de la commune de Vevey dont nous avons l'honneur d'être les organes auprès de vous.

P.-S. La somme indiquée ci-dessus *valeur de Suisse* est cependant entremêlée de quelques écus *valeur de Valais* que l'on a dû recevoir au pair, et fait par conséquent une légère différence, ce que nous vous indiquons, citoyens, pour votre décharge ; nous vous remettons aussi huit chemises restées de nonante que nous avons distribuées, il y a quelques semaines, aux prisonniers valaisans de Chillon qui étaient dépourvus d'habillement. Lesdits...

(Vevey, Arch. comm., Da, n° 1, « copie [incomplète] pour le c. sous-préfet ».)

290. Sion, 21 juin 1798. Lettre du comité d'administration provisoire de Sion à la commune de Vevey.

Nous avons reçu avec sensibilité votre lettre du 13 juin, que l'Administration du canton ne nous a fait transmettre que d'hier au soir, par laquelle vous nous faites part de l'intérêt que nos malheurs ont excité dans le cœur de vos concitoyens ; ils doivent d'autant plus vous toucher qu'ils n'ont pas été mérités, comme vous le verrez par le discours du préfet national du Valais

[Pittier], prononcé en présence du général Lorge et [du] résident Mangourit, dont nous vous envoyons des exemplaires [imprimés].

Nous acceptons au nom des pauvres de notre commune le produit de la collecte faite en votre ville et nous la regardons comme un gage de votre bienveillance et un témoignage de la fraternité qui doit désormais régner entre nous ; sous ces deux rapports, nous vous en témoignons notre reconnaissance. Puisse la bonne intention de vos citoyens vertueux effacer toute impression défavorable que la malheureuse journée du 17 mai peut avoir produite !

(Vevey, Arch. comm., C 152 bleu, orig. signé [De]vantéry, président ; Rion, secrétaire.)

291. Lausanne, 23 juin 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Mangourit annonce son départ. — Publ. ci-dessous, 6^e section, n° 6, pp. 243-244.

292. Lausanne, 23 juin 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Mangourit, résident en Valais. — Publ. ci-dessous, 6^e section, n° 8, p. 244.

293. Lausanne, 23 juin 1798. Lettre du c. H. Polier, préfet du Léman, au président du comité de surveillance. — Publ. ci-dessous, 6^e section, n° 7, p. 244.

294. Lausanne, 25 juin 1798. Lettre du c. H. Polier, préfet du canton du Léman, au c. Wasserfallen, commandant de la place de Lausanne. — Publ. ci-dessous, 6^e section, n° 9, p. 244.

295. Vevey, 25 juin 1798. Extrait du Manuel du noble conseil des Douze de la ville de Vevey.

Le c. commandeur a été autorisé de payer aux c. Pradez et Collomb L. 33 pour frais de louage d'un cheval à la place du leur qui est tombé malade à Martigny, ainsi que pour leurs dépenses de bouche, allant de Martigny à Sion porter l'argent de la collecte faite en cette ville, pour celle de Sion.

(Vevey, Arch. comm., Aa, n° 66, p. 484.)

APPENDICE

Rapport du général Bergier, commandant en chef les troupes combinées en Valais, sur la campagne qu'il a dirigée du 7 au 15 mai 1798, accompagné de 47 pièces justificatives.

7 mai 1798

Ayant reçu à 10 h. du matin l'ordre du préfet national d'aller prendre le commandement des troupes rassemblées et à rassembler du côté d'Aigle, conformément aux pièces n° 1 et n° 2, je me rendis le même jour à Vevey et le soir à Aigle ; j'y donnai l'ordre aux différentes troupes de ces contingents de se rassembler le lendemain, 8 mai, à Bex, vers les 10 h. du matin.

8 mai 1798

Arrivé à Bex, je ne pus rassembler les troupes qui arrivaient successivement que dans l'après-midi ; je fis alors donner l'ordre n° 3.

Ayant ensuite appris la prise de Sion par les insurgés et qu'ils se renforçaient considérablement, de concert avec le préfet national, j'expédiai les réquisitoires pour faire avancer de nouveaux renforts d'Aigle, ainsi que le bataillon Blanchenay, de Morges : n° 4, n° 5 et n° 6.

Dans l'après-midi, le préfet national ayant reçu de la Chambre administrative du Valais des lettres réquisitoires en forme, l'entrée des troupes dans ce canton fut décidée. Les ayant formées sur la place d'armes à 5 h. du soir, j'en fis l'inspection, et elles se trouvèrent de la force de 664 hommes suivant l'état de répartition qui suit :

Artillerie

— de Vevey, avec deux pièces de 4 livres et caissons :		
Lieutenant Mégroz	1	
Sergent-major	1	
Caporaux	2	
Cannonniers	18	
Charretiers	3	
— d'Aigle, avec deux pièces de 4 livres et caissons :		
Sergent-major	1	
Caporaux	3	
Canonniers	17	
Tambour et charretiers	5	
Force en hommes		51

Infanterie

— Bataillon Desaillaux :	
Compagnie Vuadens	71
ci-devant Clément	66
Visinand	76

	Couvreur	48	
	Olloz	62	
	Etat-major	5	
	Force en hommes		328
—	Bataillon chasseurs :		
	Carabiniers	107	
	Chasseurs mineurs n° 1	36	
	» cp. n° 2	51	
	Force en hommes		194
—	Volontaires de Vevey non incorporés, commandés par le c. Vautier		39
—	Volontaires de Bex non incorporés, commandés par le c. Dürr		45
—	Le Haut état-major de l'armée		7
	Total en hommes		<u>664</u>

Le même soir, je me rendis à Saint-Maurice avec l'armée où je fis loger ces troupes par billets.

L'armée fut renforcée comme suit :

Cavalerie

Dragons vaudois	22
-----------------	----

Infanterie

Compagnie Vincent	66
Compagnie Grangier au château d'Aigle	71
Compagnie Chapuis	74
Compagnie Jaunin laissée au château d'Aigle	48
Volontaires d'Aigle laissés au château	29
Total en hommes	<u>288</u> 310

Quant aux militaires du Bas-Valais qui ont pris les armes pour se joindre à nous, comme ils n'avaient ni organisation, ni supérieurs, ni paye, leur nombre variait chaque jour ; aussi il n'est pas possible de déterminer leur nombre d'une façon précise, mais l'on peut croire qu'elles montaient entre huit et douze cents hommes, ci : 1000.

9 mai 1798

Au matin, je fis partir la troupe pour Martigny, tandis que je fus moi-même faire la reconnaissance des postes au-delà du Rhône et sur la montagne des Follaterres où je plaçai d'abord la compagnie de chasseurs mineurs n° 2 avec 32 hommes du Bas-Valais pour garder ce poste. Je plaçai aussi un détachement d'observation de 20 Valaisans sur les sommités des montagnes au-dessus d'Outre-Rhône sur le sentier aboutissant à Gryon.

Arrivé à Martigny à trois heures après-midi, je trouvai que toutes les troupes en étaient parties, à mon insu et sans mon ordre, par ceux du chef de demi-brigade Clavel.

Je commandai des charpentiers pour rétablir le pont de Branson et rouvrir mes communications avec les Follaterres de l'autre rive du Rhône.

Le soir, le bruit de l'artillerie m'annonça une attaque du côté du pont de Riddes ; je m'y transportai à l'instant et rencontrai la colonne harassée de fatigue qui était en retraite. La copie du rapport que le chef de demi-brigade Clavel me fit de cette action est au n° 7.

Sur cette nouvelle, je donnai incessamment ordre au c. Favre, qui se trouvait de l'autre côté du Rhône, de s'avancer sur Saillon pour favoriser la retraite, si l'ennemi pensait à nous poursuivre, n° 8.

A son arrivée, Favre se trouva prévenu par les Allemands déjà maîtres du poste supérieur, il ne put donc remplir sa commission, comme conste par son rapport dont la copie est n° 9.

Je reçus deux lettres du préfet national du canton Léman contenant des instructions précises pour éviter toute effusion de sang, si possible, et pour mettre les choses en négociation, n°s 10 et 11.

Le soir, je reçus le rapport que les postes de la vallée d'Entremont étaient tous gardés et occupés par un corps de 300 Valaisans joints à 80 volontaires vaudois que j'y avais envoyés de renfort.

Je fis cantonner la troupe à Martigny et donnai part au résident de France de ce qui se passait (n° 12).

10 mai 1798

Au matin, je fis prendre à l'armée la position suivante pour couvrir Martigny et Saint-Maurice :

1° La compagnie de chasseurs carabiniers fut laissée à Martigny, et 100 Valaisans dans le vieux château, ces deux corps pour couvrir ma droite.

2° Les trois compagnies de chasseurs mineurs avec 100 Valaisans furent envoyées au-delà du Rhône aux postes des Follaterres, au-dessus du pont de Branson, pour couvrir ma gauche.

3° La compagnie Vincent avec un corps de Valaisans fut envoyée dans les montagnes et hauteurs en avant du village de Salvan pour assurer mes derrières au cas que l'ennemi vînt à pénétrer dans l'Entremont.

4° Un détachement de 80 Vaudois volontaires avec 600 Valaisans fut laissé dans la vallée d'Entremont pour la garder.

5° La compagnie Grangier avec 30 volontaires fut laissée au château d'Aigle, et la compagnie Jaunin à Bex, ces deux corps en réserve pour observer les passages tendant du mandement de Bex à Sion par le Chemin neuf et les Morcles.

6° Le restant de l'armée fut placé en arrière de Martigny, son front couvert par la rivière de la Drance, et le quartier général fut reculé jusqu'au poste des Verrières pour être à portée de tous les points.

L'escarmouche de la veille m'ayant prouvé la nécessité d'établir une bonne discipline dans l'armée, particulièrement pour les corps valaisans, je fis publier à l'armée, afficher et proclamer dans toutes les communautés du Bas-Valais la proclamation dont suit copie au n° 13.

1° Le même jour, l'armée fut renforcée par la 3 ^e compagnie des chasseurs mineurs venue des Ormonts de la force de	78
2° Par une compagnie de hussards français restée de cantonnement à Bex	48
3° Par le 3 ^e bataillon de la 16 ^e demi-brigade d'infanterie légère française qui resta stationnée de garnison à Saint-Maurice	767
Force	893

La disposition d'emplacement des troupes françaises fut provisoirement ordonnée par le c. Mangourit, qui m'en donna avis conformément à sa lettre au n° 14, avis qui me fut aussi confirmé par la Chambre administrative du Valais par sa lettre, n° 15.

Dans la même matinée, je reçus l'avis que le passage du Chemin neuf tendant de Sion à Bex était occupé par l'ennemi qui menaçait de tourner ma position de ce côté-là, comme conste par la lettre n° 16. Sur cet avis et celui déjà marqué au n° 9, et vu sa grande importance, j'envoyai incessamment deux compagnies de renfort au capitaine Favre qui déjà se trouvait au-delà du Rhône sur les hauteurs dominant les Follaterres, avec communication des avis que dessus, dont il m'accusa la réception par son rapport au n° 17.

Dans la matinée j'envoyai sous escorte treize prisonniers de guerre faits la veille sur l'ennemi [et] adressés au château de Chillon, n° 18.

Ainsi que le résident Mangourit me l'avait annoncé par sa lettre (n° 14), je vis arriver à mon quartier général le commandant de bataillon français Fayet et celui des hussards pour nous concerter sur les opérations ultérieures. Nous fîmes ensemble une tournée dans laquelle je leur fis remarquer ma position, et la faiblesse de mon corps d'armée, réduit à presque rien après les détachements d'environ 700 hommes vaudois, non compris les Valaisans que j'avais été impérieusement contraint d'en faire partir pour couvrir mes flancs et mes derrières ainsi qu'il est détaillé ci-dessus.

Je leur témoignai aussi mes craintes touchant la vallée d'Entremont sur laquelle je ne pouvais plus compter, le corps de 600 Valaisans qui y étaient postés s'étant presque dissous et réduit à 200 hommes (*vid.* n° 19), ce qui nécessitait de ma part le prompt envoi d'un renfort dans ce pays-là, envoi que la faiblesse de mon monde ne me permettait pas de faire sans compromettre évidemment Martigny jusqu'à l'arrivée de nouvelles troupes.

Nous convînmes en conséquence qu'immédiatement après leur retour à Saint-Maurice, il ferait partir un détachement de 400 Français de son bataillon pour renforcer ma ligne et remplacer un fort détachement vaudois que je ferais partir à la pointe du jour pour aller au secours de l'Entremont.

Le c. Boninoz, qui commandait les troupes valaisannes dans l'Entremont, augmenta encore le même soir mes alarmes sur cette vallée, étant descendu lui-même à Martigny pour me donner part de l'absolue dispersion du restant des troupes valaisannes et conséquemment de l'abandon de la majeure partie des postes qu'elles occupaient. Je fis incessamment repartir de nuit Boninoz après l'avoir muni de l'ordre (n° 20) et ne pouvant faire mieux pour le moment sans dégarnir absolument Martigny jusqu'à l'arrivée des 400 Français. Je fis marcher la compagnie de chasseurs carabiniers Cossy en avant

jusqu'au Bourg avec ordre de continuer sa route dès qu'elle apercevrait l'arrivée du détachement français qui devait la relever.

Dans le même jour, le père Sigismond, capucin de Saint-Maurice, vint se présenter à moi, muni de passeport en due et bonne forme expédié par la Chambre administrative du Valais, muni par ladite Chambre d'une mission pour le Haut-Valais et porteur d'une lettre de l'administrateur Ausset à mon adresse (n° 21).

Ne pouvant mieux faire que de suivre les directions qui m'étaient tracées par les autorités constituées, je visai le rapport du père Sigismond qui se rendit à l'armée insurgée, lui disant verbalement que, si les sept dizains voulaient rentrer dans la loi et accepter la constitution helvétique avec des réparations pour les dommages qui étaient résultés de leur prise d'armes, ils pouvaient m'adresser des députés qui seraient reçus avec franchise et loyauté en tant qu'ils seraient munis de pleins pouvoirs pour cet objet.

Le soir, je fis publier l'objet dont copie est au n° 22.

11 mai 1798

Extrêmement surpris de n'avoir point vu arriver pendant la nuit les 400 Français de la garnison de Saint-Maurice qui avaient reçu l'ordre de venir renforcer ma ligne et remplacer les troupes que j'allais faire filer dans l'Entremont, et ne les voyant pas même arriver le matin ; inquiet pour cette vallée, et craignant les conséquences fâcheuses de ce retard, j'envoyai un dragon à Saint-Maurice pour presser la marche de ces troupes. Ma surprise fut des plus grandes à son retour de recevoir, au lieu des troupes qu'il me fallait, une lettre de refus du capitaine Fayet (n° 23).

Vivement affecté de la perte de l'Entremont que je prévoyais dès lors à peu près certaine, et considérant les difficultés que cette perte allait nous occasionner, d'un côté par les ressources qu'il fournirait à l'ennemi en hommes et en vivres, et de l'autre par leur position avantageuse qui allait nous forcer à étendre prodigieusement notre droite pour couvrir les hauteurs de Salvan et Saint-Maurice, je récrivis au c. Fayet et lui envoyai l'ordre de faire avancer ces 400 hommes. Dans l'après-midi, il m'envoya la réplique (n° 24), laquelle me mit dans le cas à devoir le même soir lui récidiver le même ordre d'une façon très précise.

Toutes ces allées et venues consumèrent ainsi en pure perte une journée bien précieuse.

Ce même jour, je reçus du résident de France une lettre entièrement contraire, et en opposition à toutes les instructions que j'avais des autorités constituées helvétiques ; il improuvait hautement tout moyen conciliatoire et de persuasion auprès du Haut-Valais, et désirait qu'on n'entendisse à aucune négociation (voyez n° 25).

Je pris ce même jour toutes les mesures pour assurer le service des hôpitaux d'ambulance que je fis établir à Martigny, et l'hôpital général à Bex, en nommant le c. Ricou [père] en qualité de chirurgien major (n° 26), ce qui fut mis en exécution par la Chambre administrative.

Je fis encore requérir le même jour des autorités constituées qu'il fût fait une proclamation tendant à arrêter les machinations des malveillants

qui ne cessaient, par de faux rapports, de semer le découragement et de diminuer l'armée en empêchant aux traîneurs de joindre leur corps lorsqu'ils y étaient déjà acheminés (n° 27). Cette réquisition fut accueillie et la publication d'un règlement pénal provisoire qui eut lieu dans tout le Valais produisit le meilleur effet.

Le même jour, je fus encore renforcé par un piquet de 24 canonniers arrivés de Lausanne avec deux nouvelles pièces de canon du calibre de 4 livres, force 24.

Considérant le besoin urgent de se mettre incessamment en mesure pour attaquer l'ennemi dès que les derniers renforts auraient joint l'armée, je fis avancer des munitions de guerre et un obusier avec toutes ses fournitures, en attendant l'arrivée du bataillon Blanchenay qui était en route, et celle des Français qui allaient joindre.

Vu encore le besoin d'un officier intelligent à Bex pour surveiller le passage du Chemin neuf, etc., j'établis le c. Sterky comme commandant de place dans le mandement de Bex. Je renvoyai aussi 45 volontaires dudit Bex, commandés par le c. Dürr, tous gens mariés à Bex, d'où je fis avancer en remplacement la compagnie Chapuis qui y était restée.

12 mai 1798

Dès le matin, une heure avant jour, je reçus courriers et exprès sur exprès de l'Entremont qui venaient successivement m'annoncer que les troupes du Haut-Valais étaient descendues dans cette vallée ; que tous les postes et passages avaient été abandonnés et remis la nuit par les patriotes ; que les Allemands étaient déjà à Bagnes et à Vollèges poursuivant leur marche sur Sembrancher. Les détails étaient que la veille au soir, ceux de Bagnes, pénétrés de découragement ne voyant arriver aucun renfort et se croyant abandonnés, avaient décrété en assemblée populaire d'appeler les Allemands de se joindre à eux, ce qui avait été effectué pendant la nuit. Tout le restant des milices du Bas-Valais qui ne s'était pas joint aux ennemis, s'était débandé et retiré chacun chez soi.

Je ne vis d'autre moyen, pour prévenir les suites ultérieures d'un événement *plus propre à me faire de la peine qu'à me surprendre dès l'instant que je l'avais prévu par le retard des Français*, que de partir moi-même pour cette vallée, pour tâcher d'y réchauffer le patriotisme et empêcher à tout prix l'ennemi de passer la rivière et de s'établir à Sembrancher.

Les quatre compagnies françaises attendues de Saint-Maurice étant enfin arrivées peu de moments après à Martigny avec les 48 hussards, je montai incontinent à cheval, prenant avec moi 18 dragons vaudois et la compagnie de chasseurs carabiniers du capitaine Cossy ; je partis pour l'Entremont, laissant les Français postés à Martigny, avec l'ordre à leur commandant de me faire suivre par une seconde compagnie vaudoise jusqu'au poste du Pont neuf, à deux lieues de Martigny, pour me soutenir en cas de besoin et assurer ma retraite s'il était nécessaire.

Arrivé au Pont neuf, j'y laissai une garde de 6 hommes et un caporal pour y faire immédiatement construire une tête de pont et un parapet, en

employant pour cet ouvrage les paysans des environs, afin de garder ce passage et s'assurer une retraite à tout événement, en attendant l'arrivée de la compagnie vaudoise qui devait me suivre et venir l'occuper suivant mes ordres du matin.

De là, je continuai ma route, laissant à tous les ponts des vedettes et un couple d'hommes avec ordre de les rompre s'ils apercevaient l'ennemi en force s'en approcher pour vouloir les passer.

Enfin, arrivé proche de Sembrancher, le nombre des transfuges m'annonça l'arrivée de l'ennemi que je ne tardai pas à découvrir moi-même rangé en bataille dans un pré, à l'entrée de Sembrancher du côté de Bagnes, et à la tête du pont déjà coupé. Il était de la force d'environ 800 hommes, formant un bataillon serré en très bon ordre, et parfaitement armé et équipé. Je remarquai aussi l'instant après deux autres colonnes, une de droite et l'autre de gauche, qui filaient sur les hauteurs pour gagner le Pont neuf, sans doute dans le but de me prendre par derrière, de me couper ainsi la retraite en nous faisant tous prisonniers.

Peu d'instants après, un dragon arrivé au grand galop du Pont neuf vint encore augmenter mon embarras en m'apprenant que je ne pouvais pas même compter sur la compagnie qui avait dû me suivre à ce poste, le commandant français s'étant contenté d'y envoyer seulement 34 hommes, au lieu de suivre mes ordres comme conste par le rapport du c. Desailaux (n° 28).

Considérant alors :

1° que toutes nos positions étaient tournées ;

2° que j'allais être coupé moi-même par la colonne qui filait sur les hauteurs de l'autre côté de la rivière vers le Pont neuf ;

3° que Martigny même restait en danger et risquait d'être pris par derrière par l'autre colonne qui, ayant passé l'eau, montait déjà les hauteurs du côté de Savoie, pour gagner le vallon qui aboutit à la Tête-Noire et redescendre par Salvan sur la Verrière même ;

4° que, par les gardes que j'avais laissées aux différents postes sur mes derrières pour les assurer, j'étais réduit à seulement 80 hommes ;

5° que Sembrancher, Orsières, Liddes, [Bourg-]Saint-Pierre et toute la vallée non encore occupée allait tomber d'elle-même et se joindre aux ennemis, sans qu'il me fût possible de l'empêcher par la force, il ne me restait que de tâcher d'en imposer par quelques stratagèmes ; voici celui dont je m'avisai : je rangeai sur deux rangs mes 80 chasseurs ; je les fis défiler ayant la musique en tête autour des maisons vers la butte qui est en arrière de Sembrancher, revenir sur leurs pas par une crase [*enfoncement, ravin*] masquée à l'ennemi, pour redéfiler une seconde, une troisième, une quatrième fois, et faisant pendant ce temps battre la campagne par mes dragons pour empêcher tout espion de les informer de mon petit nombre. L'ennemi y prit le change et me croyant avec l'armée entière demanda à capituler et à se retirer à Volières à la faveur d'une trêve. Comme il me convenait à tout prix de couvrir mes derrières et d'empêcher qu'ils ne filassent sur les montagnes vis-à-vis, nous convînmes d'une trêve de cinq jours ; bien entendu que les deux partis s'engagèrent à rester dans leurs positions du moment sans les outrepasser, et que ce traité ne concernait que les vallées d'Entremont, comme conste par l'original (n° 29).

Au moyen de cette trêve tous mes derrières se trouvant couverts, ma retraite assurée, et en gagnant du temps plus précieux souvent qu'une victoire gagnée, je me mettais en mesure pour attendre tranquillement les renforts qui s'avançaient, et pour prendre toutes les dispositions préalables et nécessaires pour garnir nos postes et reprendre de vive force ceux que nous avions perdus par défaut de monde pour les garder.

La trêve signée, j'accordai au capitaine [de] Torrenté la faculté de venir avec moi à Martigny et, de là, passer par le pont de Riddes à l'armée du Haut-Valais porter le double du traité et en demander la ratification.

13 mai 1798

Tout étant alors en règle dans l'Entremont, je revins à Martigny où, arrivé à trois heures du matin, j'y trouvai une lettre d'Ausset qui me recommandait encore les voies conciliatoires (n° 30) et une du résident de France en sens contraire, par laquelle il insistait même à ce que j'arrêtasse prisonniers les députés du Haut-Valais qui m'étaient adressés comme parlementaires sous la loyauté helvétique (n° 31).

Je trouvai effectivement à mon quartier général les c. de Riedmatten et Georges Mayoraz, d'Héremence, arrivés comme députés venant de l'armée ennemie pour s'entre-parler avec moi sur les moyens possibles de conciliation. Ils étaient munis de procure et pleins pouvoirs de la teneur qui suit, n° 32.

Considérant alors :

1° la nature des instructions précises que j'avais reçues de la part de mes commettants les autorités constituées qui m'avaient envoyé en Valais ;

2° la faiblesse de mes troupes pour attaquer de vive force 6 à 7000 hommes de bonnes troupes, bien armées et unies, postées dans des défilés inexpugnables ;

3° le grand parti que l'on pourrait tirer de la division des sept dizains entre eux en en détachant les deux de Sierre et Sion qui nous procuraient l'entrée libre et sans opposition dans cette capitale ;

4° qu'enfin la demande du résident de France de faire arrêter des députés venus sous la garantie de la loyauté, de la bonne foi, était inadmissible vis-à-vis de gens qui se mettaient sous ma sauvegarde en teneur des promesses que leur avait faites en mon nom le père capucin Sigismond ;

après avoir pris l'avis des principaux officiers de l'armée rassemblés pour cet effet à mon quartier général, j'entrai avec eux en pourparler, et sur la demande qu'ils me firent de déterminer un mode d'arrangement conciliatoire, je leur fis par écrit la réponse préliminaire telle qu'elle est au n° 33.

Le nommé Georges Mayoraz fut chargé de porter cette réponse et ces articles à l'armée du Haut-Valais, tandis que le nommé Riedmatten restait à mon quartier général pour attendre une réplique.

Environ les onze heures du matin, je reçus successivement deux lettres du commandant l'armée du Haut-Valais [Joseph de Courten], telles qu'elles sont aux n°s 34 et 35.

Sans vouloir me lier en rien d'après ces réponses trop vagues encore ni accorder de trêve illimitée, je répliquai de concert avec les principaux

officiers de l'armée que je ne pouvais accorder qu'un terme fixe déterminé à 24 h. (n° 36).

Enfin, à quatre heures de l'après-midi, je reçus du commandant Courten la duplique dont le contenu est au n° 37.

D'après les assurances données dans cette dernière lettre appuyées par des faits positifs, tels que l'évacuation de quelques petits postes avancés dont je fus informé d'ailleurs, ne voulant rien prendre sur mon compte, je montai incontinent à cheval pour me rendre auprès de la Chambre administrative et préfet provisoire du canton de Valais [Pittier], à Saint-Maurice, et, de là, auprès du résident de France à Bex, afin de conférer sur l'ultimatum à répondre, et les derniers arrangements à prendre pour terminer cette guerre.

Le nommé de Riedmatten m'ayant demandé la permission de m'accompagner pour avoir plus vite une réponse à faire à ses commettants dont il serait le porteur, je ne crus pas devoir lui refuser sa demande, et je le conduisis effectivement avec moi pour le rendre ensuite porteur de l'ultimatum à envoyer aux dizains insurgés.

Sur l'exposé succinct de tout ce qui s'était passé jusqu'alors sur nos positions, nos forces respectives, et les suites incalculables d'une réduction de vive force d'ennemis déjà repentis, et qui devaient devenir nos frères par la constitution même et son disposé à l'art. 14, la Chambre administrative ne voulut prendre aucun délibéré ni me faire de réponse, motivant son refus d'en connaître sur ce que, disait-elle, ces objets lui étaient étrangers et ne la regardaient point ; même réponse du préfet provisoire [Pittier] ; partout la même apathie et la même indifférence que s'il n'eût pas été question de leur propre pays, mais d'une simple dispute entre les Japonais et les Chinois.

Je remontai à cheval pour me rendre à Bex auprès du résident de France, emmenant toujours avec moi le nommé Riedmatten et le préfet provisoire du Valais. A peine arrivé sur le pont que je rencontraï un exprès porteur de la lettre du résident copiée au n° 38.

Arrivés à Bex, nous nous rassemblâmes les principaux chefs de l'armée, les c. Clavel, chef de demi-brigade, Sterky, commissaire général des guerres, le commandant du bataillon français, [le] commandant des hussards, avec le préfet provisoire du Valais chez le résident de France ; là, formant un conseil de guerre, j'exposai notre position et nos moyens, ceux de l'ennemi et les propositions des insurgés, leur repentir, et les grands avantages que nous allions en retirer :

1° Parvenir aux fins de la guerre en les faisant rentrer dans l'ordre et le devoir.

2° Assurer l'Entremont et nos derrières au cas de nouvelle rupture.

3° La mise en possession de tous les postes inexpugnables qu'ils occupaient et dont l'évacuation nous assurait l'entrée à Sion, etc.

Le résident fut d'abord d'avis opposé et ne voulait entendre à aucun arrangement ; cependant, l'unanimité des autres votants insistant sur la haute conséquence qu'il y aurait à négliger le moment par un refus d'accepter la trêve demandée, surtout aux conditions toutes à notre avantage, telles qu'elles nous étaient offertes, et considérant qu'elles ne préjugeraient en rien quant au fond de l'arrangement final qui devait la suivre, d'après cette unanimité

fondée sur d'aussi puissants motifs, le résident parut enfin vouloir s'y soumettre, et prenant alors la plume, il fit lui-même la rédaction telle qu'elle est au n° 39. Quoique restreinte à un temps évidemment trop court et conçue dans des termes un peu différents de ceux que j'eusse employés, le conseil, par égard pour le résident de France, adopta cette réponse telle qu'elle est comme ultimatum.

L'ayant mise au net, je fis alors appeler le nommé Joseph de Riedmatten, député des Haut-Valaisans, auquel je remis cet ultimatum après lui en avoir fait la lecture préalable ; je lui annonçai que son escorte étant prête il pouvait repartir pour remplir sa mission en la portant comme réponse aux dizains, ses constituants, mais à notre très grande surprise, ce député refusa : 1° de s'en charger ; 2° de retourner à son armée ; 3° de conserver plus longtemps sa qualité de député, déclarant que d'ores et déjà il s'en dépouillait absolument.

Je refusai d'adhérer à sa demande, fondé sur ce que, s'étant rendu à mon quartier général sous ma garantie et sur ma parole de respecter sa personne en tant que député, sa plus longue permanence pourrait donner lieu à des interprétations contraires à mon honneur, et à la loyauté helvétique dont je faisais profession, et qu'on pourrait le supposer en état d'arrestation tandis que je le déclarai complètement libre ; qu'ainsi il devait repartir et remplir sa mission.

Il insista vivement dans son refus, m'offrant alors de me donner pour ma décharge et par écrit une déclaration formelle et motivée sous sa signature de son refus, auquel je pouvais donner toute la publicité que je croirais nécessaire. Il la conçut dans la teneur dont copie est au n° 40.

J'expédiai pour lors l'ultimatum aux postes avancés de l'ennemi par deux dragons qui, ayant déjà trouvé tous leurs avant-postes évacués suivant leurs engagements, le consignèrent au président de la commune de Riddes [Probst], qui le fit repartir de suite pour Sion (n° 41).

Déjà dans l'après-midi, j'avais été extrêmement surpris d'apprendre que le bataillon Blanchenay était resté à Bex, malgré l'ordre que je lui avais envoyé, après l'affaire de la veille, de s'avancer incessamment pour réparer la perte des postes de l'Entremont qui exigeait de prompts renforts. Ce retard était provenu ensuite d'un contrordre donné à mon insu par le résident de France, lequel n'ignorait pas toutefois l'embarras où je me trouvais à Martigny ; le rapport que m'en fit le c. Blanchenay par sa lettre est au n° 42. Je révoquai ce contrordre et fis partir ce bataillon pour Martigny une heure avant jour.

Je reçus pendant la nuit de nouvelles instructions du préfet national [Polier] (n° 43).

Environ les 11 heures du soir, je m'aperçus que déjà on cherchait à jeter du louche sur la conduite des Haut-Valaisans qu'on supposait alors de manquer aux conditions de la trêve. Le résident entrant dans ma chambre me dit qu'il avait des avis certains que, pendant nos parlementages, l'ennemi en avait profité pour faire filer une forte colonne par les hauteurs en [des]sus des Follaterres pour venir tomber sur le bateau d'Outre-Rhône et nous prendre sur nos derrières. Quelque incroyable ou exagérée que me parût cette nouvelle, puisque j'y avais pourvu (*ce que sans doute le résident igno-*

rait) par l'envoi du bataillon de chasseurs mineurs pour garder ces postes avec un corps de 100 Valaisans desquels je ne recevais aucun avis officiel. J'expédiai incontinent un courrier à Saint-Maurice avec l'ordre au commandant français, qui s'y trouvait avec le reste de son bataillon d'environ 300 hommes, d'en partir à l'instant pour aller bivouaquer le restant de la nuit sur les avenues d'Outre-Rhône et vérifier le fait. Moi-même, je fus le reconnaître à la pointe du jour, et tous ces bruits comme je l'avais prévu se trouvaient dénués de tous fondements, puisque les Allemands accusés à tort avaient strictement rempli leurs engagements de la veille.

14 mai 1798

Au matin, informé que le résident de France avait fait arrêter pendant la nuit et traduire à Chillon le nommé Alphonse de Riedmatten, je me transportais chez lui en protestations contre cet arrêt, vu que ledit Riedmatten ne s'était rendu à Bex que sous la sauvegarde de la Chambre administrative du canton de Valais et sous la mienne, que conséquemment sa personne devait être envisagée comme sacrée, concluant à ce qu'il fût remis en liberté.

Le résident insista, se fondant sur ce que la sauvegarde et la parole qui lui avaient été données ne concernaient point sa personne, mais sa qualité de député ; que cette garantie lui avait été exactement maintenue tant qu'il avait été revêtu de ce caractère, mais que s'étant volontairement dépouillé lui-même, il ne pouvait plus être envisagé que comme simple particulier et comme tel détenu en otage.

Je demandai alors au résident qu'il me donnât cette explication par écrit sous sa signature, afin de pouvoir au besoin m'en servir comme il me conviendrait pour ma décharge. Il me la donna en la teneur du n° 44.

Je reçus ensuite du préfet national du canton Léman l'ordre de mon rappel de l'armée, comme conste au n° 45.

Alors je repartis aussitôt pour Martigny afin de donner à mon suivant le commandement, la caisse militaire et les autres instructions relatives au contingent de troupes du canton Léman.

Je trouvai le bataillon Blachenay (fort d'environ 500 hommes) déjà arrivé à Martigny suivant mes ordres. Je fis alors avancer différents corps de patrouilles en avant pour reconnaître l'ennemi, mais il fut impossible de le découvrir, puisqu'il avait rempli avec toute la loyauté helvétique et la bonne foi militaire ses engagements de la veille, en évacuant comme il s'y était engagé tous les postes forts que je fis incontinent occuper. Il était quatre heures du soir lorsque tous ces rapports me parvinrent. Je remis alors le commandement au c. Desaillaux et, remontant à cheval, je repartis incontinent emportant, j'ose m'en flatter, le regret de mes troupes.

A 7 h. du soir, arrivé à Bex, je vis le résident et lui annonçai mon départ pour Lausanne ; il en parut fâché, me sollicita de rester à l'armée. Je m'y refusai. Il insista, m'assurant que mon rappel n'était qu'un équivoque [*sic*], qu'il en connaissait les causes, qu'il prenait tout sur lui et allait du moment expédier à cet effet un courrier au préfet du canton Léman. Ma réponse fut une négative.

Peu de moments après arriva le général Lorge auquel je remis le commandement en chef avec les détails nécessaires et les renseignements sur l'ennemi, les positions réciproques et les démarches entamées jusqu'alors.

Enfin, au moment de mon départ, le résident vint encore vers moi me solliciter de rester et me dire que déjà il en avait expédié un courrier à Lausanne pour annoncer au préfet ma permanence ; qu'il se chargeait de tout, que je devais absolument rester. Je lui objectai pour la troisième fois que, simple militaire, j'étais par mon état accoutumé à exécuter passivement tous les ordres des autorités constituées desquelles je dépendais, sans chercher à en pénétrer les buts et les motifs ; que, mon ordre de rappel étant formel, je ne pouvais y déroger sous aucun prétexte ; qu'ainsi je partais, toujours prêt à revenir sur mes pas avec la même promptitude si les autorités m'en donnaient l'ordre, ainsi qu'il paraissait le supposer ; que, par ma diligence, ce retard ne serait jamais dans ce cas bien long.

15 mai 1798

Je partis donc à 9 h. du soir et, arrivé à Lausanne, je fus faire mon rapport au préfet national et à la Chambre administrative. J'appris seulement alors que mon rappel n'avait eu lieu qu'ensuite des instances réitérées du résident lui-même, mais qu'ensuite le même résident avait récrit la veille pour révoquer ses précédentes lettres et demander que je fusse reconfirmé et laissé à l'armée, comme il paraît par sa lettre n° 46.

Le préfet m'annonça qu'il m'avait expédié pendant la nuit un courrier avec un ordre en révocation du premier pour que je restasse à l'armée ; que le courrier m'avait probablement croisé en route. Effectivement, cet ordre me revint deux jours après d'Aigle en la teneur du n° 47.

Réuni avec la Chambre administrative, le préfet, ne trouvant pas nécessaire alors que je retournasse à l'armée comme militaire, me proposa de m'y renvoyer comme commissaire du pouvoir exécutif, ainsi qu'il y était autorisé par le Directoire helvétique en cas d'urgence. Prêt à obéir, je représentai cependant que désirant tous de parvenir à nos fins par l'emploi des moyens les plus propres, il me paraissait que, purement militaire, mon expérience dans la partie diplomatique et ma façon d'être vis-à-vis du résident de France ne paraissaient pas d'un bon augure pour cette mission qui serait susceptible d'être infiniment mieux remplie par d'autres mains telles que celles du c. administrateur Perdonnet [fils], dont le zèle, le civisme et l'activité bien connue, jointe à la pleine confiance qu'il avait auprès du résident de France, promettaient d'amener de plus heureux succès. Après plusieurs objections et pourparlers, le préfet national adhéra enfin à mon avis : le c. Perdonnet fut nommé à ma place commissaire du pouvoir exécutif helvétique auprès de l'armée et moi, je restai à Lausanne.

(AVD, H 477, orig., un cahier (26 × 40,5 cm) de 33 pages chiffrées, + 2 p. n. ch. Le titre exact (p. 1 n. ch.) est ainsi libellé : « Campagne du général Bergier, commandant en chef les troupes combinées en Valais et sa correspondance, appuyée de toutes les pièces justificatives. » : ces dernières sont donc toutes des copies levées sur les originaux. Les dates que Bergier inscrit en marge pour marquer le déroulement des faits, nous les avons placées en guise de sous-titres. — Le rapport de Bergier a fait l'objet d'un article d'Eug. Mottaz dans la *RHV* de 1895, qui cite partiellement ou intégralement outre le rapport, de nombreuses pièces justificatives, non sans utiliser d'autres documents des AVD.)

Pièces justificatives

1. Lausanne, 7 mai 1798. Nomination du général Bergier.

Moi, Henri Polier, préfet national du canton Léman, je nomme par la présente munie de mon sceau le c. Jean-Samuel Bergier, adjudant-général, pour aller organiser, diriger et prendre le commandement de deux bataillons des districts de Vevey et d'Aigle, et de deux pièces de canon commandées par mes ordres d'hier, pour marcher au secours de nos frères du Bas-Valais. Toutefois, comme il ne peut appartenir aux fonctions de mon office d'autoriser la force armée à sortir du territoire du canton Léman (sans l'ordre préalable du D. E.), ledit adjudant-général pourra et devra, suivant le besoin et sa prudence, faire ses dispositions et même avancer jusqu'à Bex, à l'extrême frontière, le tout en attendant les ordres ultérieurs que je lui ferai passer.

(AVD, H 477, p. 1, copie.)

2. Lausanne, 7 mai 1798. Le bureau militaire de la Chambre administrative du canton Léman au c. Bergier, adjudant-général.

Vous vous transporterez à Vevey conformément aux ordres du préfet national, et vous vous mettrez à la tête de 400 hommes pris dans les compagnies d'élite de la nouvelle organisation.

Vous êtes autorisé à prendre, soit dans le château de Chillon, soit dans celui d'Aigle, les munitions de guerre dont vous pourriez avoir besoin pour armer votre troupe.

Vous êtes aussi autorisé à prendre, soit dans la force armée soldée, soit dans la sédentaire, des officiers d'état-major de votre choix ; vous pouvez faire usage des dragons d'ordonnance placés dans les stations de Vevey, d'Aigle et de Saint-Maurice.

[*Apostillé du préfet national*] : Permis d'exécuter la présente.

(AVD, H 477, p. 1, copie ; « signé à l'original : Repond, chef ; Sterky, adjoint ; Ch. Bugnion, secrétaire ».)

3. Bex, 8 mai 1798. Ordres du général Bergier aux troupes mises sur pied.

Chaque compagnie donnera incessamment un état de tous ses hommes présents et de ceux qui lui manqueront pour n'avoir pas encore joint.

Vu l'absence du c. Desaillaux, chef de ce bataillon, le capitaine Visinand en fera provisoirement les fonctions.

L'on fournira tout de suite une garde d'un officier, deux sergents, quatre caporaux et seize soldats factionnaires pour la place, et une autre garde armée d'un officier, un sergent, deux caporaux et douze soldats qui se rendront à la barrière en deçà du pont de Saint-Maurice.

Ce soir, à 5 h., l'on battra l'assemblée. Chaque compagnie fera une visite d'inspection très exacte ; les officiers et soldats ne doivent point s'écarter de

la ville de Bex, et se tenir prêts à marcher au premier ordre. Outre la garde, on commandera un piquet de renfort de 24 hommes, officier, tambour et sous-officiers compris qui, au premier coup de baguette, sera prêt à renforcer la garde.

La troupe en général reconnaîtra le c. Champel comme chef d'état-major.

Chaque compagnie prendra copie du présent ordre.

(AVD, H 477, p. 2, copie.)

4. Bex, quartier général, 8 mai 1798. Le général Bergier, commandant en chef, au c. Blanchenay, chef de bataillon, à Morges.

Je vous prévient que le besoin de la patrie pourrait nécessiter la marche de nouvelles troupes. Conséquemment, votre bataillon doit se tenir prêt à marcher au premier ordre. Vous aurez la bonté d'en avertir les cinq capitaines ou, à leur défaut, les lieutenants qu'ils sont d'ores et déjà de piquet et qu'ils doivent se tenir prêts avec leur monde au premier avis qu'ils recevront, si le besoin le requiert. Les officiers et soldats ne doivent point s'éloigner de leurs communes respectives afin d'être à portée de tous événements.

P.-S. Je rouvre ma lettre à l'instant pour vous donner part que le moment du départ est arrivé. Le 11, votre bataillon doit se rassembler à Lausanne ; le 12, il se rendra à Villeneuve ; le 13, à Saint-Maurice en Valais où il recevra de nouveaux ordres.

[*Apostillé du préfet national*]: Vu et approuvé par moi préfet national.

(AVD, H 477, p. 2, copie.)

5. Bex, quartier général, 8 mai 1798. Le général Bergier, commandant en chef, au bureau militaire de la Chambre administrative du canton Léman.

Arrivé à Bex, j'ai pris le commandement des troupes. Les Valaisans sont dans la consternation. Hier, à 4 heures, leurs troupes au nombre de mille à douze cents se sont vues contraintes d'évacuer Sion par capitulation. L'ennemi en a pris possession, ainsi que de l'artillerie. Ce matin, par une députation, ils nous ont fortement requis de leur envoyer un officier supérieur vaudois pour les commander, au nombre d'environ douze cents hommes qu'ils sont. Je leur ai, de concert avec le c. préfet, envoyé le chef de demi-brigade Clavel.

Comme le besoin pourrait augmenter, de concert avec le préfet j'écris à Morges au c. Blanchenay, chef de bataillon, de se tenir prêt à marcher avec son bataillon, si un second avis le requiert.

L'artillerie ayant besoin et urgence d'un officier expérimenté pour la commander, je vous prie qu'on fasse incessamment partir de Lausanne l'officier duquel Doxat me parla hier.

Les munitions de guerre d'infanterie étant de la dernière urgence, je fais avancer toutes celles qui se trouvent à Chillon, vous priant de les faire

remplacer depuis Lausanne par toutes celles dont vous pourrez disposer, d'autant que le Bas-Valais en est absolument dépourvu. Sterky doit vous avoir écrit ce matin pour les fonds numéraires ; vous en sentirez l'urgence absolue pour éviter les mécontentements.

Je compte avoir environ 800 hommes ici ; je suspends toute opération militaire jusqu'au retour du c. Ausset parti pour aller parlementer avec les autorités constituées en Bas-Valais.

P.-S. Je rouvre ma lettre déjà cachetée pour vous annoncer que des lettres reçues d'Ausset et de Perdonnet nécessitent mon entrée à Saint-Maurice ce soir avec l'armée, et d'écrire directement au bataillon Blanchenay de se rendre le 11 à Lausanne, le 12 à Villeneuve et le 13 à Saint-Maurice.

Envoyez-moi le drapeau du bataillon Desaillaux qui est en activité. Les Valaisans nous fourniront les vivres et rations ; reste la paie à fournir.

(AVD, H 477, p. 3, copie.)

6. Bex, quartier général, 8 mai 1798. Le général Bergier, commandant en chef, au c. Clavel, sous-préfet d'Aigle.

D'après la communication de la lettre que vous venez d'écrire au préfet national, et vu l'urgence que vous exposez dans son contenu, vous pouvez faire battre la générale suivant votre idée, et faire sur votre monde un choix de 60 volontaires de confiance qui prendront possession du château et auront pour consigne de faire faire des patrouilles de découverte en avant, sans armes et en promeneurs seulement, pour s'informer des motifs du retard des Ormonins à descendre, leur défendant absolument d'engager aucune affaire, pas même de paroles, mais de donner incessamment avis de ce qui se passe.

Je vous fais parvenir la présente par le canal du c. Bergier, par moi chargé du commandement provisoire, et de donner plus en détail les dispositions que dessus à la troupe chargée de les exécuter.

Le reste de la troupe, les 60 hommes envoyés au château déduits, se rendra au quartier général, à Bex.

(AVD, H 477, pp. 3-4, copie.)

7. S.l. [9 mai 1798]. Rapport du chef de demi-brigade Clavel adressé au général Bergier.

J'avais commandé le c. Dupré avec deux cents hommes à Riddes. Ce commandant a laissé venir dans le village les Allemands qui ont fraternisé avec les soldats et insensiblement se sont emparés du village. Après cela les Bas-Valaisans se débandèrent et prirent la route de Martigny. Je les rencontre, les arrête, et après les avoir ralliés les oblige de rebrousser en leur mettant en tête trois compagnies de chasseurs et fait suivre le tout d'un bataillon vaudois et d'artillerie. — Arrivé près de Riddes, l'attaque commença ; l'ennemi est d'abord repoussé, mais soit terreur, soit perfidie, les Bas-Valaisans tournèrent le dos, tirèrent même sur les Vaudois et entraînent

la déroute. L'ordre n'a été rétabli que par la bravoure des Vaudois qui ont soutenu seuls la retraite sous mes ordres, sans qu'il y eut un seul Valaisan avec eux. La retraite s'est faite en ordre jusqu'à Martigny, et l'artillerie est sauvée.

(AVD, H 477, pp. 4-5, copie.)

8. S.l. [9 mai 1798]. Ordre du général Bergier adressé au c. Favre, capitaine.

Je vous invite, citoyen, de vous transporter à Saillon en usant, dans ce changement de position, de toutes les précautions militaires que votre prudence vous suggérera pour la sûreté du poste de Saillon, en faisant surtout des patrouilles suivant la force de votre compagnie. En cas que vous vous crussiez trop faible, vous êtes autorisé à requérir des renforts valaisans.

(AVD, H 477, pp. 5-6, copie.)

9. Branson, 10 mai 1798, à 4 h. du matin. Rapport du capitaine L.-H. Favre au général Bergier.

J'avais déjà fait une reconnaissance et fait faire quatre patrouilles hier au soir à 5 h. et demie, quand j'ai reçu votre ordre de prendre possession du poste de Saillon. Je suis parti sur-le-champ ; les hommes que je vous envoie vous donneront part de beaucoup de détails intéressants qui vous expliqueront pourquoi je reviens prendre le poste des Follaterres. Ce poste ne signifie rien sans celui qui est au-dessus, près du bouquet d'arbres que vous avez remarqué et sans celui de la montagne de L'Au. Mes chasseurs sont harassés de fatigue. Les paysans depuis Branson en haut ne me paraissent point sûrs. Cette rive du Rhône demande, à ce que je crois, une défense prompte et beaucoup supérieure à celle que je puis fournir. Je pars pour Follaterres et m'en remets pour les détails aux porteurs que vous voudrez bien interroger.

(AVD, H 477, p. 6, copie.)

10. Bex, 9 mai 1798. Le c. H. Polier, préfet national, au général Bergier.

Le préfet national ayant accordé (dans un cas) la réquisition et marche de telle ou telle partie de la force armée, n'a point à se mêler des détails ni, à ce que je crois, des opérations ou mouvements de troupes. La constitution dit : « Le préfet national dispose de la force armée sans pouvoir la commander lui-même ». Or, qui dit commander suppose les opérations de détail du commandement, en sorte que je ne me suis pas ingéré à corriger votre proclamation (si ce n'est dans un double mot au dernier article où j'ai changé celui d'*occasion* en celui *événement*) ; d'ailleurs, elle m'a paru excellente, très bien écrite, et développant d'excellents principes. Je l'ai adressée au sous-préfet de Vevey avec ordre de la livrer à l'impression au nombre de 1500 exemplaires, qu'il adressera sans retard à la résidence de Saint-Maurice pour le

quartier général. Je l'ai mise sous cachet volant et envoyée à [Vincent] Perdonnet [fils], pour qu'il suive vos intentions et l'envoie à son père.

La compagnie armée des Ormonts est arrivée à Aigle ; elle est attendue ici ce matin et nous pensons (Sterky et moi) qu'il faut de suite l'envoyer à Saint-Maurice, *vous m'entendez*. Le général de N[ucé ?] a passé ici ce matin ; il m'a fait peine par ses désirs sanguinaires sur cette petite guerre de famille. « *Il faut quelques décharges à mitraille, puis les hussards, foncer sur les fuyards et en faire de la chair à pâté* », est-ce là la constitution ? Art. 14 : « Le citoyen abjure tous ressentiments personnels... il invite sans cesse aux doux sentiments de la fraternité, etc. » Les Haut-Valaisans sont égarés et fanatisés ; ils ont brisé le lien constitutionnel auquel ils s'étaient attachés avec nous, mais nous devons désirer avec ardeur de le renouer, et la barbarie, la rigueur en les réunissant *peut-être en apparence* les éloigne pour jamais dans la vérité et par le fond. Ah ! quelle œuvre vous feriez, cher compatriote, si vous pouviez les engager au repentir et à se soumettre sans réserve avant que la foudre qui gronde sur leur tête éclate et change par leur absurde résistance leur pays, qui est aussi le nôtre, en dévastation. Je parlais hier à P[erdonnet ?] de la lettre de Bergier que je vous ai envoyée dans l'espoir d'en faire un sujet de réflexion pour les rebelles ; il observa en riant qu'il faudrait ajouter un 1 devant le nombre de 800 Français pour faire 1800.

Actuellement j'ai accordé la réquisition des trois bataillons (compris Blanchenay) et l'entrée en Valais, je n'ai plus rien à faire ici et en revanche les plus pressantes [affaires] à Lausanne et ailleurs dans le pays. Ainsi je compte, après avoir dîné chez le résident, aller coucher à Aigle et dîner demain à Lausanne. Mes compliments au général Clavel. Communiquez-lui cette lettre.

P.-S. Si vous ne voulez pas rester ici, il me semble important qu'il y ait un commandant intelligent et qui connaisse le pays, afin de prévenir quelque coup de main de la part des rebelles qui ont très probablement des intelligences dans nos montagnes et pourraient faire un coup de désespoir qui nous coûterait cher. Il vous convient aussi d'avoir ici un commissaire actif et éclairé sur les ressources du pays. Sterky doit revenir avec moi, attendu qu'il ne m'a été que prêté par l'Administration et que sa présence est indispensable au bureau militaire.

Une missive du sous-préfet d'Aigle m'apprend qu'il a fait battre hier tout le jour la générale dans les mandements ; il n'a rassemblé que 40 hommes, mais il les fait commander nominativement tous les jeunes gens de 18 à 35 ans non mariés, et va les envoyer ici. Que ferez-vous de toutes ces bouches ? Ne pensez-vous pas qu'il vaut mieux les renvoyer chez eux ? etc.

(AVD, H 477, pp. 6-7, copie ; *ibidem*, H 174, litt. A, pièce n° 17 bis, minute inachevée et incomplète.)

11. Aigle, 9 mai 1798. Le c. H. Polier, préfet national, au général Bergier.

J'espérais avoir le plaisir de vous voir ce matin à Saint-Maurice où j'ai dîné à la résidence, mais votre activité ne vous laisse guère songer aux dîners. Sans être militaire, je conçois la sagesse de vos dispositions et j'en félicite la

patrie, surtout si (comme je l'espère) elles amènent la conviction des rebelles sur l'inutilité de leur résistance et la nécessité de se remettre à la merci du résident. L'excellent c. Jacques Mercier est parti à midi de Bex pour aller engager ses amis du Haut-Valais à saisir cette unique et dernière ressource ; je vous le recommande particulièrement ; dites-lui, je vous prie (à l'oreille), qu'il ne doit pas se rebuter par la sévérité que lui a montrée le résident ; elle n'est point dans son cœur, loin de là, et les Haut-Valaisans payeront bien moins cher qu'ils ne l'imaginent leur soumission. L'administrateur Ausset est resté et j'en suis bien aise ; c'est un excellent homme ; il va demain visiter les postes avec le résident, et je ne doute pas qu'ils ne soient très satisfaits de vos dispositions, ainsi que de votre réponse à l'adresse de l'ennemi.

J'ai donné à l'administrateur Perdonnet une commission de *commissaire national* et il reste à Bex, en sorte que c'est à lui qu'il faut adresser vos rapports, et je lui envoie votre lettre pour le mettre au courant. Le c. votre frère vous a répondu au sujet des subsistances ; d'ailleurs, cet objet est en règle par Marcel et Sterky et le commandant Deloës ; ce dernier porte de l'argent demain à Bex et y sera à midi. Un char de munitions de guerre vous a été envoyé ce matin, Marcel continuera à fournir de l'argent ; les Valaisans, la viande et le vin ; ainsi, il faut espérer que vous ne manquerez de rien. Une compagnie garde le château d'Aigle ; au reste, le sous-préfet a des renseignements tranquilisants sur les montagnards.

La montagne d'Anzeindaz est très praticable, en sorte qu'il serait peut-être avantageux de faire par là une diversion (qui aboutirait sur Sion). Par les deux compagnies qui sont à Bex, l'on a envoyé quelques malheureux prisonniers à Chillon ; j'espère que vous ne tarderez pas à les rendre à leurs foyers, d'autant plus qu'ils ont, dit-on, remis en liberté ceux qu'ils ont faits. Si vous faites la paix avec nos frères égarés sans effusion de sang, mandez-le moi à Lausanne où je retourne, et je boirai de tout mon cœur à la santé du général qui aura infiniment mérité de la patrie. Je joins ici la lettre que je vous ai écrite ce matin.

(AVD, H 477, pp. 7-8, copie.)

12. Martigny, quartier général, 10 mai 1798. Lettre du général Bergier, commandant en chef l'armée combinée, à Mangourit, résident de la R. F., à Saint-Maurice.

Après une reconnaissance très longue des avant-postes, j'arrivai à Martigny environ les deux heures et demie de l'après-midi. Je comptais y trouver ma troupe arrivée de Saint-Maurice cantonnée, mais je trouvai qu'elle en était repartie à mon insu, et ensuite d'un ordre du c. Clavel, sans avoir laissé aucun Vaudois à Martigny. A peine avais-je eu le temps de donner quelques dispositions pour assurer la communication de mes postes que le bruit distinct de l'artillerie m'annonça qu'il s'était engagé une affaire. Je m'y transportai aussitôt et rencontrai les troupes qui faisaient leur retraite. Il m'a été impossible de découvrir encore de quelle façon le combat s'est engagé ; il paraît que c'est sans ordres quelconques. Il n'a paru absolument aucun Allemand dans les villages supérieurs à Martigny jusqu'à ce moment. J'ai dessein de

faire construire ce matin une batterie retranchée à Martigny. Il serait bien urgent de hâter la marche des troupes qui s'avancent, etc.

(AVD, H 477, pp. 8-9, copie.)

13. S.l.n.d. [10 mai 1798]. Proclamation de Jean-Samuel Bergier, général commandant en chef les troupes vaudoises et valaisannes dans le canton du Valais, aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée.

Les fers de l'esclavage sous lesquels vous avez longtemps gémi sont enfin rompus pour toujours : grâces en soient rendues à la Grande Nation qui nous protège. Elle a combattu pour votre cause, c'est à vous à en recueillir les fruits qui sont *Liberté* sans licence et *Egalité* en droits. Vos gouvernants ne sont plus des étrangers à la terre que vous cultivez, mais votre choix a élu vos représentants parmi vos égaux et vos frères.

Libres enfin, vos anciens gouvernants cherchent les armes à la main à vous subjuguier de nouveau. Qu'opposerez-vous à leurs efforts impuissants ? La fermeté, le courage et la conviction intime que vous défendez pour votre patrie. Voilà, citoyens, des sentiments qui sont innés dans le cœur de tout *Suisse*. Mais il est des cas où cette même bravoure peut devenir nuisible lorsqu'elle n'est pas la compagne de l'ordre, où ce courage sans discipline reste souvent en pure perte, telles sont, citoyens et frères, les leçons de l'expérience ; elles sont impérieuses lorsque la patrie est en danger même pour un seul instant ; ce sont elles aussi qui nécessitent les mesures suivantes :

1° Tout militaire qui, à l'occasion d'un combat ou de quelque autre événement, crierait *sauve qui peut* ou autres expressions analogues, tendant à semer l'effroi et le découragement parmi ses camarades d'armes, sera déclaré traître de la patrie et comme tel il sera fusillé. Ordre exprès est enjoint à tout militaire, quel qu'il soit, de faire feu à l'instant sur tout individu qui se déshonorerait jusqu'à cet excès de lâcheté.

2° Tout espion avéré et reconnu comme tel sera mis en conseil de guerre et puni de mort.

3° Tout inférieur qui manquerait à la subordination due à ses supérieurs militaires sera jugé d'après le code militaire provisoirement décrété pour le canton du Léman jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par le D. E. de la R. H.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 24, feuillet imprimé (22,5 × 33,2 cm) ; *ibidem*, H 477, pp. 9-10, copie de la main de Bergier.)

14. Bex, 21 floréal an VI (10 mai 1798). Lettre de Mangourit, résident de la R. F. en Valais, au c. Bergier, commandant en chef des Vaudois et Valaisans.

Le 3^e bataillon de la 16^e demi-brigade d'infanterie légère vient d'arriver ici à 7 h. du matin ; elle prend position à Saint-Maurice jusqu'à nouvel ordre. Je vous envoie son commandant afin de vous concerter avec lui sur les mesures à prendre pour organiser notre petite armée ; le commandant des hussards l'accompagnera.

Je désire beaucoup que le commandant de ce bataillon prenne le commandement de l'avant-garde qui sera composée, sauf meilleur avis, du sien, du bataillon vaudois, de quelques compagnies de tirailleurs et de hussards. Etant absolument essentiel qu'un militaire connaissant les lieux commande le corps d'armée, j'espère que vous voudrez bien vous charger de ce commandement qui s'étendra jusqu'à Vevey.

Vous prendrez collectivement avec le commandant français les mesures les plus promptes pour tirer des milices un corps de volontaires sûrs.

J'espère que la bonne harmonie entre vous et les officiers français contribuera essentiellement au succès de vos armes, et qu'aucun sacrifice ne coûtera aux défenseurs de la liberté.

(AVD, H 477, p. 10, copie.)

15. Saint-Maurice, 10 mai 1798, à 10 heures. La Chambre administrative du Valais au général Bergier.

Nous croyons devoir vous instruire, en cas que vous l'ignoriez, que les Français sont ici au nombre de neuf cents hommes rafraîchis et prêts à marcher, n'ayant que des capitaines et par conséquent devant recevoir l'ordre de vous et notre réquisition, si vous le jugez nécessaire.

Sans vous donner de conseils, nous vous observons que le véritable poste tenable à notre avis est la hauteur d'Evionnaz où l'artillerie peut être placée avantageusement sans être tournée, en faisant garder le poste de la Grotte par lequel on vient d'Outre-Rhône à Lavey sur l'autre rive, et en même temps occuper les hauteurs qui peuvent communiquer avec Vérossaz, afin que l'on ne puisse venir d'aucun côté vous tourner. D'ailleurs, prenez des renseignements avec les montagnards de Vérossaz particulièrement et d'Outre-Rhône ; et si vous n'avez personne sous votre main, faites-nous le dire, nous vous en chercherons, mais il ne faut pas, selon nous, vous laisser replier jusqu'à Saint-Maurice, parce que le poste peut être tourné de tous côtés et vous seriez forcé d'abandonner le pays.

On nous fait rapport qu'il y a 300 Valaisans ralliés sur les hauteurs de la Bâtiaz ; si votre intention n'est pas de les soutenir, nous vous engageons à les retirer et les faire replier derrière vous, afin que se voyant entre les Français et vous, le courage leur revienne et qu'au lieu de les sacrifier, on les rende utiles.

Delasoie, vice-président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(AVD, H 477, p. 11, copie.)

16. Bex, jeudi [10 mai 1798], à 5 h. du matin. Lettre de J.-L. Ausset, administrateur, au général Bergier.

Le poste d'Anzeindaz, occupé depuis trois jours par nos gens, au moment de recevoir l'ordre de se porter deux lieues plus loin pour s'emparer du passage du Chemin neuf, nous a fait dire que les Valaisans allemands les avaient

prévenus, de sorte qu'il n'y a plus que le poste d'Anzeindaz, poste facile à défendre, mais bien moins bon que celui du Chemin neuf. Le chasseur qui nous a fait ce rapport était descendu jusqu'au poste valaisan dont il connaissait les soldats, ce chasseur est P... A... ; il a ajouté que le c. Favre, capitaine des mineurs, avec sa compagnie pourrait facilement reprendre ces postes ; ce citoyen, si vous le consultez, vous dira l'importance du Chemin neuf et que ce passage d'Anzeindaz conduisant à Bex donne aux Valaisans la facilité de tomber sur ce village et par conséquent sur nos derrières : cette possibilité exigerait des précautions. Je vous invite, c. général, de consulter le c. Favre, capitaine des mineurs, qui connaît parfaitement le pays, jeune homme brave et sûr.

(AVD, H 477, pp. 11-12, copie.)

17. Les Follaterres, 10 mai 1798, à 10 h. 15 du matin. Lettre du capitaine L.-H. Favre au général Bergier.

Les compagnies que vous avez envoyées pour renforcer ce poste sont arrivées à 8 h. et demie. Après m'être consulté avec les capitaines, nous avons fermé au-dessus de Follaterres, dans l'endroit où est le bouquet d'arbres que vous avez remarqué, un poste de 20 hommes ; nous avons envoyé à la bassère [*Baissière, enfoncement*] de Fully 9 hommes qui seront soutenus par 14 ou 15 hommes du poste de la montagne de L'Au, vu que celui de la bassère de Fully ferme celui de L'Au et se trouve plus en avant, et plus avantageux au rapport de tous ceux que j'ai consultés qui connaissent le mieux le pays. Je crois que d'après ces dispositions les passages sont fermés si chaque poste fait son devoir et n'est pas attaqué par une force supérieure. Veuillez me dire si vous approuvez ces dispositions et me donner vos ordres ultérieurs. On me dit que la corde du bateau d'Outre-Rhône est coupée ; cela gênerait beaucoup et risquerait même d'interrompre nos communications pour les vivres auxquels je vous prie de faire pourvoir.

(AVD, H 477, p. 12, copie.)

18. Martigny, 10 mai 1798. Reçu du comité de Martigny.

Le comité de Martigny a reçu sous sa responsabilité treize prisonniers de guerre qu'il fait conduire à Saint-Maurice sous escorte de 22 hommes aux ordres du c. général Bergier.

Gay, secrétaire.

(AVD, H 477, p. 13, copie.)

19. Bagnes, 9 mai 1798, à 2 h. de l'après-midi. Le capitaine Dürr au c. commandant les troupes valaisannes.

Je viens vous faire part, mon commandant, que nous venons d'arriver, et m'étant présenté de suite au comité, j'y ai trouvé deux prisonniers pris sur

les hauteurs de la Croix-du-Cœur, lesquels [je] vous les fais passer sur [sic] la responsabilité du comité d'ici. Suivant les rapports des prisonniers, l'ennemi doit être en force ; on croit qu'il y a deux mille hommes. Je me suis informé du monde que nous pouvions avoir sur la montagne ; il n'y a que 200 hommes, je fais mon possible pour tâcher de faire monter du monde, mais il ne se presse pas beaucoup ; je fais rafraîchir ma petite troupe et m'en vais reconnaître les postes et tâcher de prendre une position avantageuse. En attendant vos ordres.

(AVD, H 477, p. 13, copie.)

20. Quartier général des Verrières, 10 mai [1798]. Le général Bergier, commandant en chef l'armée combinée, au c. Boninoz.

Je m'empresse de vous témoigner ma satisfaction de la conduite tout à fait loyale et patriotique que vous avez tenue et dont j'ai été informé. Votre dévouement à la cause commune et bien louable que nous soutenons ne se ralentira pas sûrement ; en conséquence, vous allez, citoyen, promptement remonter à la vallée d'Entremont pour y ramasser les patriotes de ce lieu et des environs, que vous disperserez convenablement pour la défense de ces postes que le puissant renfort de mes volontaires ira occuper demain matin. Avertissez-en les habitants afin de dissiper toute crainte. Rendez même responsables, si de besoin, les comités locaux des suites que leur négligence et le manque à vos ordres pourraient causer.

(AVD, H 477, pp. 13-14, copie.)

21. Saint-Maurice, jeudi 10 mai 1798. Lettre du c. J.-L. Ausset, administrateur, au général Bergier.

La bonté de votre cœur, votre humanité me font espérer que vous applaudirez à toutes les voies, à toutes les mesures qui peuvent tendre à éviter l'effusion de sang entre Suisses, et amener les Haut-Valaisans à poser les armes et à ne se refuser plus à accepter la constitution helvétique.

J'ai été au couvent des capucins de Saint-Maurice, conduit par un homme de ce pays qui gémit sur les maux qui le menacent ; j'ai pensé à un père très respecté et très aimé des Haut-Valaisans : les considérations puissantes que je lui ai présentées l'ont déterminé à accéder à ma demande d'aller dans le Haut-Valais leur prêcher la paix, la concorde, la réunion, l'acceptation de la constitution ; ce bon père est doué de l'éloquence qui plaît au peuple ; il persuadera peut-être, car il est fortement pénétré de l'importance de sa mission ; il connaît et prévoit tous les maux qui menacent son pays, et son cœur s'attache au désir de le sauver. Son nom est le père Sigismond.

Le père [Faustin] gardien, touché des mêmes motifs, lui a permis de se rendre partout où son zèle et l'amour de la paix l'appelleront. Je vous demande donc, c. général, au nom de la Chambre administrative du canton

du Léman, au nom du préfet, autorités qui m'ont envoyé dans ce pays pour y chercher les moyens d'y ramener le calme, de favoriser de tous vos moyens le voyage patriotique du père Sigismond.

(AVD, H 477, p. 14, copie.)

22. [Quartier général des Verrières], 10 mai 1798. Ordre du général Bergier adressé à sa petite armée.

1° D'ores en avant, les sergents-majors de chaque compagnie donneront tous les jours à l'adjudant-major un état de force et de variation de leurs compagnies, lequel le fera passer au chef de l'état-major [Champel].

2° D'ores en avant, aucune livraison n'aura lieu que par l'ordre du quartier-maître et ne se fera jamais qu'au sergent-fourrier de chaque compagnie.

3° L'on commandera chaque jour un officier et douze hommes de garde au quartier général, et une grand-garde distante de cent pas en avant de la troupe. Journallement, il y aura un capitaine, un tambour, deux sergents, quatre caporaux et quarante soldats commandés de piquet ; ils ne pourront quitter leur cantonnement, feront quatre appels par jour, et seront toujours prêts à marcher au premier avis. Le capitaine fera la tournée des postes et la ronde une heure avant jour pour reconnaître toutes les gardes et voir que tout soit en règle. Le piquet sera aussi sous les armes une heure avant jour et ne les quittera qu'après qu'il sera grand jour. Le tambour du piquet battra le réveil, soit la diane, dans ce cantonnement une heure avant jour. Chaque compagnie prendra une copie du présent ordre donné au quartier général.

(AVD, H 477, pp. 14-15, copie.)

23. Saint-Maurice, 22 floréal an VI (11 mai 1798). Lettre du capitaine commandant S.-A. Fayet au c. Bergier, général des troupes vaudoises.

Je pense que la présence de mon bataillon aux avant-postes ne produirait aucun bien, puisqu'il est vrai que la troupe que vous avez là suffit pour vous tenir sur la défensive. Quand il s'agira d'attaquer l'ennemi et que ce plan d'attaque aura été bien concerté, qu'enfin vous aurez quelques expéditions à faire, je suis ici à portée d'être bientôt à vous. Il est en outre une bien puissante considération qui me force pour ainsi dire à rester à Saint-Maurice, c'est la pénurie des subsistances, car il serait à craindre que, s'il se trouvait trop de troupes aux avant-postes, nous ne puissions en avoir suffisamment, au lieu que j'ai dans ma position plus de facilité pour ne pas manquer. Il n'y a pas même à votre quartier général assez d'écuries pour y loger les chevaux des hussards, ni même, je crois, le fourrage nécessaire pour les nourrir. J'espère que vous sentirez la vérité de ce que je vous expose et que vous approuverez ma façon de penser à cet égard.

(AVD, H 477, p. 15, copie.)

24. [Saint-Maurice, 22 floréal an VI (11 mai 1798)]. Lettre du c. S.-A. Fayet, capitaine commandant le bataillon français, au c. Bergier, général des troupes vaudoises.

Si vous pensiez qu'il fût nécessaire de faire la reconnaissance des postes de l'ennemi, je vous enverrai un détachement de 200 hommes auquel vous pourriez ajouter une compagnie de vos tirailleurs avec quelques hus-sards. Je sens que cette découverte pourrait vous mettre à même de savoir au juste où ils sont, s'ils se gardent bien ; enfin, vous pourriez les pousser jus-qu'au pont de Riddes, profiter même de cette occasion pour reprendre les postes les plus avantageux s'ils venaient à lâcher le pied.

J'attendrai votre réponse pour vous faire parvenir cette petite troupe si vous le trouvez bon.

(AVD, H 477, p. 16, copie.)

25. Bex, 22 floréal an VI (11 mai 1798). Lettre du résident Mangourit au c. Bergier, commandant en chef de l'armée en Valais.

Je vous prévienne, c. commandant, que le c. Guillot, capitaine adjoint à l'état-major de l'armée française en Italie, par congé en Valais, sa patrie, peut être de la plus grande utilité pour organiser les Valaisans ; il a ma confiance et la leur, et je ne doute pas qu'en laissant cet officier maître de cette organisation vous n'en retiriez, ainsi que lui, beaucoup de fruits et d'avantages.

Le c. Ausset, administrateur de votre canton, par un motif louable, a porté la Chambre administrative du canton du Valais à envoyer comme pacificateur le P. Sigismond, capucin, vers les Haut-Valaisans. Cette Chambre me marque qu'elle a senti le défaut de la démarche, et moi je la désapprouve hautement quant au fond et quant au pacificateur qui est un agent contre-révolutionnaire et qui donnera peut-être à nos ennemis des détails sur notre force et nos positions.

Je m'en réfère toujours à la lettre de ce jour que j'ai requis la Chambre administrative de vous faire passer : elle a rapport aux négociations que les rebelles voudraient ouvrir.

(AVD, H 477, pp. 16-17, copie.)

26. Quartier général des Verrières, 11 mai 1798. Lettre du général Bergier, commandant en chef l'armée combinée, à la Chambre administrative du canton du Valais.

Vous êtes invités, pour assurer le service de l'armée, à faire pourvoir à Martigny un emplacement propre à y établir un hôpital d'ambulance de la contenance d'une dizaine de lits, et d'assurer le service dudit hôpital par un couple de chars et les chevaux nécessaires pour le transport depuis Martigny à Bex où j'établis l'hôpital de l'armée. Vous êtes encore invités à pourvoir

l'hôpital de Martigny de charpie, bandages, etc., pour apposer les premiers appareils suivant le besoin de notre chirurgien-major, le c. Ricou, auquel vous fournirez un logement convenable.

(AVD, H 477, p. 17, copie.)

27. Quartier général des Verrières, 11 mai 1798. Lettre du général Bergier, commandant en chef l'armée combinée, au préfet national [Pittier] et Chambre administrative du canton du Valais.

Lettre identique à celle adressée au préfet Polier, le même jour, ci-dessus, p. 149.

(AVD, H 477, p. 17, copie incomplète).

28. S.l.n.d. [12 mai 1798]. Le c. Desaillaux, chef de bataillon, au général Bergier.

Me trouvant avec 34 hommes à la découverte, j'ai eu avis par le commandant français de l'invitation que vous lui faisiez d'envoyer une compagnie au Pont neuf, et comme il ne se trouvait aucune autre troupe vaudoise à Martigny, j'ai cru devoir me rendre à ce poste pour l'occuper. En conséquence, je renvoie les six chasseurs.

(AVD, H 477, p. 19, copie.)

29. Sembrancher, 12 mai 1798. « Trêve du 12 mai 1798 conclue entre le général Bergier, commandant en chef l'armée dans le Bas-Valais, et le c. Jacquod, commandant le détachement des troupes du Haut-Valais au pont de Sembrancher. »

1° Il y aura une suspension d'armes entre les deux armées susdites dans toutes les vallées et dépendances d'Entremont qui durera cinq jours au bout desquels aucune des deux parties ne pourra attaquer sa partie adverse sans une notification préalable de 24 h. d'avance.

2° Aucune des deux parties contractantes ne pourra faire occuper les postes actuellement vacants, mais bien continuer à garder les postes actuellement occupés par l'une des deux parties.

3° Aucune des deux troupes actuellement existantes à Sembrancher ne pourra servir hostilement sur d'autres points de la partie adverse pendant la durée de la trêve, ni celles existantes depuis Martigny jusqu'à Sembrancher.

4° Le général Bergier s'engage à laisser le passage libre pendant la trêve, moyennant sauf-conduit du général du Haut-Valais [Jos. de Courten], pour 15 mulets chargés de vivres, à l'exception de toutes munitions de guerre ; bien entendu que lesdites denrées viendront directement de l'armée du Haut-Valais, réservant réciproquement les propriétés et garanties des habitants

de Bagnes d'une part, et de Sembrancher et de la vallée d'Entremont d'autre part, tant que durera la trêve. Ledit traité aura lieu dans toute son étendue, les deux parties se réservant l'approbation de leurs supérieurs réciproques dans le délai de 24 heures, sans déroger aux 24 heures d'avertissement convenues ci-dessus pour recommencer les hostilités.

Fait et passé à double à Sembrancher, le 12 mai 1798, à sept heures et demie du soir.

Signé à l'original :

Pour les Vaudois :

Bergier, général,

A. Buvelot, lieutenant de dragons,

Burnand, capitaine d'artillerie.

Pour le Haut-Valais :

Jacquod, commandant,

de Torrenté, capitaine,

Joseph Bregy.

(AVD, H 477, p. 20, copie.)

30. S.l.n.d. [12 mai 1798]. Lettre du c. J.-L. Ausset, administrateur du Léman, au général Bergier.

Vous m'obligeriez infiniment de me faire part du résultat de la lettre de notre préfet et de la mission du père capucin.

Je connais la lettre que le résident vous a écrite. Je persiste cependant dans vos vues de conciliation, autorisé par les ordres de la Chambre administrative, ceux du préfet, et le vœu et l'intérêt national.

Veuillez, je vous prie, derechef me faire part de l'état des choses.

(AVD, H 477, p. 21, copie.)

31. Bex, 23 floréal an VI (12 mai 1798), 6 h. du soir. Lettre du résident Mangourit au général Bergier, « commandant l'armée helvétique en Valais ».

Je suis informé que MM. de Riedmatten, Georges Mayoraz, d'Héremence, Perruchoud et Savioz sont partis d'Ecône le 12 mai pour votre quartier général à l'effet d'excuser les dizains de Sion et de Sierre de leur ligue avec les révoltés des cinq dizains supérieurs.

Je vous requiers, citoyen, d'envoyer sous bonne escorte ces messieurs, lesquels serviront d'otages à Chillon et de garantie de la vie des représentants du peuple, autorités constituées helvétiques et autres républicains, sauf à en détacher l'un d'eux, le moins considérable, et à le renvoyer d'où il est venu, sans qu'il y soit mal fait ni médit pour déclarer que mon intention et la vôtre sont de n'entendre à aucun préliminaire que lesdits représentants du peuple, électeurs, républicains helvétiques, eux et leurs familles ne soient remis aux avant-postes de votre armée sains et saufs, après quoi on avisera à ce qui sera de la dignité helvétique et de la clémence française.

(AVD, H 477, p. 21, copie.)

32. Ecône, 12 mai 1798. Pouvoirs remis aux députés du Haut-Valais envoyés auprès du général Bergier par le c. Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais.

Je soussigné, commandant de la troupe valaisanne, déclare avoir envoyé au général Bergier quatre hommes pour s'entre-parler à Martigny avec ledit général Bergier au nom des deux dizains qui sont Sion et Sierre, qui ont été forcés d'accéder, aussi bien les deux chefs à qui on a fait des violences pour accéder à violence imprévue des autres cinq dizains supérieurs [Jos. de Courten et Jos. de Riedmatten] qui tous forcèrent les deux dizains et les deux chefs qui en sont, sous la représentation provisoire de susdits députés, le c. de Riedmatten, le c. Georges Mayoraz, d'Hérémence, le c. Perruchoud et le c. Savioz.

P.-S. Le commandant signé ci-contre, après s'être défendu de la commission pendant 23 heures, fut forcé par des menaces atroces à se joindre à eux.

(AVD, H 477, p. 22, copie.)

33. Quartier général des Verrières, 13 mai 1798. Le général Bergier au c. Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais.

Le c. de Riedmatten et Georges Mayoraz s'étant présentés comme députés des dizains de Sion et Sierre pour entrer en conférence, munis d'une autorisation signée « Joseph Courten, commandant », je leur ai fait observer que je ne pouvais entrer dans aucune conférence qu'au préalable il ne fût arrêté comme préliminaires :

Article premier. — L'acceptation purement et simplement de la constitution helvétique.

Art. 2. — Que les représentants du peuple, électeur de Bons et autres personnes détenues par une suite des derniers troubles ne soient remis, eux, leurs familles et leurs effets aux avant-postes de mon armée en toute sûreté.

Si ces préliminaires sont acceptés, alors ils pourront envoyer des députés munis de pleins pouvoirs de leurs dizains respectifs ; je leur fournirai l'escorte nécessaire pour se rendre auprès des autorités constituées.

(AVD, H 477, pp. 22-23, copie.)

34. Quartier général de Querzel [= Guercet], 13 mai 1798. Première lettre du c. Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais, au général Bergier.

Je viens de recevoir la capitulation que vous m'avez adressée en date de ce jour. Je vais l'expédier dans ce moment aux sept dizains d'en haut qui prendront des mesures sur les deux articles que vous demandez et traiteront de tout ce qui a rapport aux circonstances ; en attendant, nous demandons une suspension d'armes jusqu'à l'époque où les députés de sept dizains se seront entre-parlé avec vous ou avec les autorités constituées pour cet effet. Comme

cela pourra durer quelques jours, nous nous retirerons sur les frontières des sept dizains pour éviter les frais de transport de vivres et munitions.

(AVD, H 477, p. 23, copie.)

35. Saint-Pierre[-de-Clages], 13 mai 1798. Seconde lettre du c. Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais, au général Bergier.

J'ai exposé à notre peuple réuni en armée de se déterminer pour l'acceptation du premier article de la capitulation ; mais ne pouvant absolument et déterminativement se porter fort, vu que tous les votants de leurs communes ne s'y trouvent point, ils vous supplient, général, de vouloir avoir patience jusqu'à ce que les dizains réunis aient pris leur résolution définitive, ce qui ne tardera pas par l'exactitude que j'y mettrai pour accélérer l'expédition. Je ne doute point, général, que les deux dizains Sion et Sierre la reprennent [la constitution helvétique] sans difficultés puisqu'ils y avaient déjà consenti par la plantation de l'arbre de la liberté, les deux dizains et les deux commandants qui en sont furent forcés à ce commandement d'une manière indécente et outrée ; c'est pourquoi nous osons vous supplier, général, de ne point interpréter cette démarche par un mouvement de cœur, car il est public et avoué par eux en public, combien de larmes cette violence a coûté à nos familles.

P.-S. Pour ce qui regarde le 2^e article, il sera exécuté demain, et d'autant plus aisément qu'on n'a fait aucune violence ni saisissement.

(AVD, H 477, p. 23, copie.)

36. Quartier général des Verrières, 13 mai 1798. Lettre du général Bergier à Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais.

Par votre lettre que je reçois à l'instant en réponse aux préliminaires que j'ai annoncés ce matin devoir être les avant-coureurs de toute négociation, je remarque que le temps de la suspension d'armes que vous me demandez est illimité et vague. Je ne puis sur ce pied-là y donner la main, mais c'est de grand cœur que je donnerai les ordres pour que cette suspension soit rigoureusement observée par mes avant-postes pendant le terme de 24 heures, me réservant dans ce délai de vous faire une réponse plus précise lorsque j'aurai eu le temps d'en conférer avec les parties intéressées et le résident de la Nation française.

(AVD, H 477, p. 24, copie.)

37. S.l.n.d. [13 mai 1798]. Troisième lettre de Joseph Courten, commandant l'armée du Haut-Valais, au général Bergier.

Je n'ai reçu votre lettre qu'après l'expédition de celle que j'ai envoyée par le c. Mayoraz par laquelle vous nous fixez 24 heures pour l'acceptation

des deux articles préliminaires de notre capitulation. J'ai l'honneur de vous dire que j'accepte les deux articles nous réservant la ratification des dizains respectifs, avec prière de mettre une trêve suffisante pour donner le temps aux dizains éloignés de se joindre aux deux autres dizains de Sion et de Sierre qui l'acceptèrent avant cette époque où la force les a contraints à cette démarche.

La troupe s'est retirée et a quitté mon commandement de son propre chef à Saint-Pierre[-de-Clages]; il ne reste que quelques chasseurs dans les montagnes aux environs de Saillon, qui, à cause du grand éloignement et dispersement, n'ont pu être avertis ; on espère que les ordres leur arriveront, vous priant, général, de ne point interpréter le retard de leur retraite ou démarche pour acte d'hostilité.

(AVD, H 477, pp. 24-25, copie.)

38. Bex, 24 floréal an VI (13 mai 1798). Lettre du résident Mangourit au c. général Bergier.

Je vous requiers, c. commandant, d'envoyer sous bonne et sûre garde le nommé de Riedmatten, qui doit être détenu à votre quartier général, ainsi que tous les autres qui pourraient l'être, à Bex où je réside.

Je vous requiers également de n'entrer dans aucune suspension d'armes ni trêve avec l'ennemi à moins que votre position ne l'exigeât impérieusement, en vous réitérant que la seule réponse que vous ayez à faire aux rebelles est la remise des représentants du peuple helvétique et de leurs familles à vos avant-postes. Organe du D. E. de la Grande Nation, je mets cet article sous votre responsabilité, et j'espère que, pendant le temps que vous aurez le commandement, vous voudrez bien entretenir avec moi une correspondance active et soutenue, consulter les officiers commandants français qui font partie de vos forces combinées, et le préfet national provisoire du canton de Valais digne de ma confiance et de la vôtre.

(AVD, H 477, p. 25, copie.)

39. Bex, 13 mai 1798. Lettre de J.-S. Bergier, général commandant en chef l'armée combinée, canton de Valais, au c. Joseph Courten, commandant les troupes rassemblées dans le Bas-Valais oriental.

Après m'être transporté à Bex et à Saint-Maurice pour me concerter avec les autorités constituées au sujet de la représentation que je vous ai annoncée par ma lettre de cet après-midi, le voici en substance.

Le conseil assemblé considérant que le Haut-Valais, après avoir accepté la constitution helvétique ; après avoir nommé en assemblées primaires ses électeurs au Corps électoral du canton du Valais ; après avoir nommé par ce corps ses représentants au Corps législatif et parties constituées, il s'est armé contre cette même constitution, a renversé les arbres de la liberté, détenu des

représentants du peuple, exercé des violences contre des républicains, menacé la vie du résident de la R. F., fait des incursions sur la propriété de leurs frères, et que, par cette conduite, il est en révolution contre la R. H., et a mérité la malversion de la R. F., déclare :

1° Que le Haut-Valais ne peut être admis à traiter.

2° Que, par amour pour l'humanité, l'on veut bien accorder une suspension d'hostilités jusqu'au 15 mai 1798, à 6 heures du matin, parce que les rebelles auront remis les représentants du peuple, électeurs, et leurs familles qui sont dans leur dizain de Sion avant cette époque, et parce que les rebelles dans le même délai évacueront tout le territoire jusqu'à Sierre, pour lequel effet ils donneront 14 otages les plus marquants, à savoir deux de leurs dizains.

(AVD, H 477, pp. 26-27, copie.)

40. Bex, 13 mai 1798. Déclaration de Janvier-Alphonse de Riedmatten, député du commandant de l'armée du Haut-Valais, par laquelle il abandonne le parti des rebelles.

Moi, soussigné, déclare par celle-ci qu'ayant été malgré moi dans l'armée des rebelles du Valais oriental, j'ai cherché tous les moyens possibles pour m'évader d'elle. N'ayant point trouvé d'autres occasions plus favorables que quand le c. Joseph Courten donna le choix aux dizains d'envoyer des députés auprès du c. général Bergier, en assurant par la voix du père Sigismond, capucin, que, si un citoyen valaisan viendrait trouver ledit général, il le recevrait comme frère et que rien lui arriverait moyennant qu'on ait un passeport par ledit commandant des troupes valaisannes, je me suis transporté avec une grande joie au quartier général de la Verrière où j'ai remis la demande du c. Joseph Courten, sur laquelle le c. général Bergier répondit très gracieusement et, après l'avoir renvoyé par un autre député, je priai le général Bergier de me laisser chez lui, ce qu'il m'a gracieusement accordé. La réponse du c. Joseph Courten n'ayant plus été adressée à moi, je me déclare libre et refuse d'être le député des rebelles, et non seulement j'ai désapprouvé en pleine assemblée leur conduite affreuse, mais assure d'avoir jamais rien tramé pour effectuer la présente rébellion. Pour foi...

(AVD, H 477, pp. 27-28, copie.)

41. Riddes, 14 mai 1798, à 5 heures et demie. Le c. Probst, président de Riddes, accuse réception de l'ultimatum adressé aux rebelles du Haut-Valais par le général Bergier.

Le soussigné confesse avoir reçu une lettre de deux dragons adressée à Joseph Courten, commandant les troupes rassemblées dans le Haut-Valais.

(AVD, H 477, p. 28, copie.)

42. Bex, 13 mai 1798, à midi. Lettre de L. Blanchenay, chef de bataillon, au général Bergier.

J'ai l'honneur de vous prévenir qu'à mon arrivée ici, j'ai été requis par le c. résident français Mangourit de faire arrêter mon bataillon jusqu'à nouvel ordre. Je n'ai pas cru devoir méconnaître une telle autorité et me suis en conséquence conformé à ses ordres, qui sont pour le plus grand bien de la chose publique.

Je vous en prévient, mon général, pour que vous ayez à me transmettre vos ordres.

(AVD, H 477, p. 28, copie.)

43. Lausanne, 13 mai 1798. Le c. Polier, préfet du Léman, au c. Bergier, adjudant-général.

J'ai reçu votre missive du 11 courant, mais ce serait bien inutilement que l'on voudrait arrêter les propos de la malveillance sur l'expédition en Valais ; il faut les supporter, ou plutôt espérons que le succès les fera finir. Comme l'administrateur Perdonnet a quitté Bex et que le Directoire exige d'être informé, je vous prie, général, de m'envoyer à chaque courrier, et plus souvent lorsqu'il y a quelque événement, un rapport de votre position et de vos mesures ; vous le ferez donner *en main du courrier afin qu'il me l'apporte en arrivant à Lausanne*, pour que je puisse l'envoyer par même courrier au Directoire. Je dois vous prévenir que vous êtes desservi auprès du résident et qu'on lui dit que vous n'avez pas la confiance des troupes ; quant à moi, persuadé par le peu que j'ai eu occasion de voir de vos talents militaires que vous méritez cette confiance, je vous invite à ne rien négliger pour la gagner. Je vous envoie Sterky et Doxat qui vous seront utiles. Offrez mes cordiales salutations au général Clavel ; je lui recommande le manteau de Châtelain à qui il fait besoin. A propos du colonel Châtelain, si vous le vouliez, un mot de vous le ferait venir ; c'est un officier de beaucoup de mérite et fort aimé du soldat.

[P.-S.] Envoyé à ce c. général la lettre du sous-préfet d'Aigle en date du 11 mai, et deux lettres, l'une du comité du Châtelet et l'autre du comité de Gessenay, adressées ces deux dernières au sous-préfet d'Aigle, en le priant de les renvoyer exactement.

(AVD, H 49, vol. I, p. 32, copie-lettres ; *ibidem*, H 477, pp. 28-29, copie, dont le post-scriptum diffère de celui du copie-lettres, lequel est plus explicite.)

44. Bex, 25 floréal an VI (14 mai 1798). Déclaration du résident Mangourit remise au général Bergier.

Le c. adjudant-général Bergier m'ayant représenté que M. Riedmatten était venu dans son camp sous sa sauvegarde et celle de la Chambre administrative du canton de Valais et que, par conséquent, il regardait la personne

de cet individu comme sacrée, j'ai l'honneur de répondre au général que je suis loin de regarder M. Riedmatten comme prisonnier de guerre, mais que celui-ci m'ayant déclaré hier soir qu'il ne s'était servi de sa qualité de parlementaire des révoltés que pour leur échapper, qu'il ne se regardait point comme leur agent, alors je me suis saisi de sa personne purement comme otage, et pour répondre du mal qui pourrait être fait aux représentants du peuple et autres autorités helvétiques en Valais, et qu'il serait mis en liberté dès que ces fonctionnaires et leurs familles seraient relâchés.

(AVD, H 477, pp. 29-30, copie.)

45. Lausanne, 13 mai 1798. Le c. H. Polier, préfet du canton du Léman, au général Bergier.

Un courrier que je reçois dans ce moment me démontre évidemment que les Français veulent commander l'expédition du Valais, et comme il importe infiniment à l'honneur de l'Helvétie que vous ne soyez pas exposé à être commandé par un grade inférieur, je vous ordonne, en ma qualité de représentant du pouvoir exécutif, de quitter l'armée et de venir ici sans retard. Votre présence y est d'ailleurs nécessaire pour achever l'organisation des bataillons qui pourront être requis, attendu que le rassemblement de celui de Blanchenay s'est fait très imparfaitement et a démontré que cet ouvrage n'a pas reçu sa perfection.

Le chef Clavel étant attaché au contingent du Bas-Valais et patenté par l'administration de ce canton, je n'ai pas d'ordre à lui donner.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 48, minute ; *ibidem*, H 477, pp. 31-32, copie, munie du P.-S. suivant : « Remettez le commandement à celui qui vous suit immédiatement » ; *ibidem*, H 49, vol. I, p. 35, résumé de la lettre à écrire.)

46. Saint-Maurice, 25 floréal an VI (14 mai 1798). Lettre de Mangourit au c. Polier, préfet du canton du Léman, à Lausanne.

Le général Lorge vient d'arriver. Nos motifs à l'égard du général Bergier n'existent plus. Sauvons un désagrément à cet honnête homme ; je le retiens ; il veut partir, je le retiens encore ; il connaît les postes, il servira bien comme adjudant-général. Ne perdons personne : républicains, sauvons la patrie ; aimons nos frères ; écrivez-lui de rester.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 64, orig. ; *ibidem*, H 477, p. 32, copie.)

47. Lausanne, 15 mai 1798. Lettre du c. Polier, préfet du Léman, au général Bergier.

J'apprends avec un sensible plaisir qu'il est arrivé au camp un général français dont la présence sauve à vous et à la patrie ce que nous avons lieu de craindre. Actuellement, toujours rempli de confiance en votre personne,

et réfléchissant d'ailleurs que les objets de détail qui vous occuperaient ici (quoique très importants) peuvent être commis à d'autres, et que vous servirez plus utilement la patrie, et, je n'en doute pas, *l'humanité* à l'armée, je vous enjoins d'y rester. Sous les ordres du général français ou d'un grade égal au vôtre, vous ferez la guerre à nos frères rebelles et égarés en brave et loyal soldat que vous êtes, mais vous n'oublierez pas que, malgré leur égarement, ce sont toujours nos frères.

Le Directoire a approuvé par sa lettre du 11 toutes les dispositions que vous avez prises jusqu'au mercredi 9 [mai] au matin.

(AVD, H 477, p. 33, copie ; *ibidem*, H 49, vol. I, p. 36, résumé de la lettre à écrire, de la main de Polier.)

SIXIÈME SECTION

Documents relatifs à la fin de l'activité de Mangourit en Valais (quitté le 25 juin 1798).

1. Paris, 6 prairial an VI (25 mai 1798). Rappel de Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 180 (annexe).

2. Sion, 18 prairial an VI (6 juin 1798). Lettre de Mangourit à Ch.-Emm. de Rivaz, juge du tribunal de canton, à Saint-Maurice.

J'ai été très sensible, citoyen, à la délicatesse de votre procédé et je vous en remercie. Des hommes tels que vous sont bien placés partout : ils honoreront les choix du peuple et ceux d'un gouvernement populaire. Vous préférez les méditations à l'action, lorsqu'une place déjà occupée vous offre le devoir pénible d'être juste et le bonheur si vif de proclamer l'innocence et la vertu.

[P.-S.] Mes respectueux hommages à la moitié de vous-même.

(Rz, cart. 47, fasc. 26, orig.)

3. Sion, 8 juin 1798. Procès-verbal de la cérémonie de la restauration de l'arbre de la liberté.

L'an mil sept cent nonante huit, le 8 juin, l'Administration provisoire du dizain de Sion ayant été prévenue par une lettre en date du 17 prairial [5 juin 1798] du c. Mangourit, résident de la R. F., que le moment était venu de rétablir l'arbre de la liberté, dont la destruction avait fait gémir les habitants de Sion et avait été l'origine de leurs malheurs ; elle fit inviter le c. général Lorge, commandant l'armée française en Valais, d'honorer cette cérémonie de sa présence et de faire mettre ses troupes sous les armes. Elle invita pareillement le c. Mangourit à s'y trouver. Deux députés de chacun des six dizains depuis Sierre en haut furent envoyés pour y assister, afin d'être témoins de la restauration de cet arbre protecteur de la liberté, que la rébellion insensée de leurs dizains avait fait fléchir un moment.

En conséquence, l'arbre étant dressé et tout étant préparé, l'Administration députa vers le c. général Lorge et vers le c. Mangourit pour les prier de vouloir bien se rendre sur la place. Le général arriva accompagné de tout

l'état-major et des officiers des divers corps cantonnés à Sion. Le résident s'y rendit suivi de ses secrétaires de légation. A leur suite marchèrent l'Administration provisoire du dizain de Sion et les députés des autres dizains sous la présidence du c. Pittier, préfet national. Le cortège monta sur un théâtre préparé à cet effet au pied de l'arbre de la liberté. Le général avait publié dès ce matin une proclamation [du 6 juin] relative à la clôture de son expédition, dans laquelle il exhorta le peuple du Haut-Valais à l'union, à la soumission et à la paix.

Le c. Mangourit prononça un discours éloquent et analogue à la cérémonie, dans lequel il fit sentir aux Valaisans les erreurs funestes dont ils avaient été victimes et dont ils devaient se défier [*Annexe I*].

Le c. Leymerie, commissaire des guerres de l'armée française, prit ensuite la parole et s'étendit sur les avantages de la liberté [*Annexe II*]. Le c. Lacoste, président de l'Administration, s'adressant ensuite au peuple, lui fit sentir les avantages de son heureuse délivrance des fanatiques, qui avaient envahi leur ville et projeté la ruine de leur liberté ; il adressa ses remerciements au c. Mangourit et au général Lorge, et exhorta le peuple à demeurer désormais attaché à la constitution et à savoir discerner les prêtres qui s'égaient de ceux qui lui prêchent les saines maximes de l'Evangile [*Annexe III*].

Le c. Pittier, préfet national, chargé de fonctions plus importantes comme chef du canton de Valais, s'étudia ensuite à rendre au nom du canton, au général Lorge, à l'armée française et au c. Mangourit, le tribut d'éloge et de reconnaissance dû à chacun et saisissant le moment pour travailler à éteindre tous les sentiments douloureux que les suites de cette guerre funeste pourraient faire naître. Il s'adressa aux Français pour justifier à leurs yeux les habitants de la ville de Sion d'une violation du droit des gens dont ils avaient été la victime et non les auteurs ; aux habitants de Sion, pour que le désordre d'un moment de fureur légitime n'effaçât pas les droits que les soldats français ont à leur estime et leur reconnaissance ; aux citoyens des dizains demeurés fidèles, pour leur faire sentir qu'ils ne devaient pas accuser les autres dizains seuls d'une guerre qu'ils auraient dû eux-mêmes prévenir par plus de zèle et de courage ; aux citoyens des dizains insurgés, pour leur faire reconnaître toutes les impostures dont ils avaient été la dupe ; à tous les citoyens du Valais, pour les exhorter au sacrifice de leurs ressentiments et à l'amour de la véritable égalité en tout et pour tous [*Annexe IV*].

L'Administration provisoire pria les orateurs de lui remettre copie de leurs discours afin de les annexer à la minute du présent procès-verbal ; elle invita ensuite le général, le résident, l'état-major et toute leur suite à un dîner qui leur avait été préparé et où les santés patriotiques suivantes furent portées : celle de la R. F., digne de l'admiration de l'Europe, digne de la reconnaissance du Valais ; celle du général Lorge ; celle du c. Mangourit ; celle de la R. H., celle de l'état-major de l'armée française en Valais, celle des autorités régénérées de la R. H. et du canton du Valais en particulier. Puissent-elles s'établir solidement et déconcerter leurs ennemis ! A la mémoire des braves Français morts à l'attaque de Sion, à l'abaissement des ennemis de la R. F. et au dévouement de la R. H. et du canton de Valais à se réunir contre eux, à l'oubli de l'égarement des peuples du Haut-Valais, dignes par leur bonté du pardon des excès auxquels ils ont été entraînés par des meneurs coupables.

Ce repas ainsi terminé, le général et le résident se sont retirés après avoir réitéré à l'Administration et aux habitants de Sion les témoignages les plus sensibles de leur affection. De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal, le jour et an que dessus et ont signé les c. J.-M. Lacoste, président ; Antoine Rion, secrétaire ; Alphonse-Félix [de] Torrenté ; Augustin [de] Riedmatten ; Philippe [de] Torrenté, colonel ; Emmanuel [Du] Fay ; Christophe [de] Courten.

Benjamin [de] Nucé ; Edouard [De] Vantéry.

(H, cart. 22, fasc. 20, placard (33 × 44 cm) imprimé ; autres ex. dans H, cart. 18, 1^{er} fasc., s. n., et aux AV, coll. de placards imprimés.)

Annexe I. Sion, 20 prairial an VI (8 juin 1798). Discours de Mangourit, résident de la R. F., lors de la plantation de l'arbre de la liberté.

Citoyens,

L'extravagance amène la raison et le délire du mensonge annonce le calme de la vérité.

Vos ennemis cruels vous disaient que la Grande Nation préparait des fers tandis qu'elle brisait les vôtres.

Ils vous disaient que ce signe universel des actions permises et de l'indépendance de la pensée, cet arbre sous lequel les gouvernements libres s'élèvent vers la durée et les gouvernements oppresseurs périssent d'une mort violente, n'offrait aux fils aînés de la liberté que l'emblème impuissant de ce dont ils jouissaient par excellence et que la dignité populaire devait se venger de cette dérision insultante en le renversant.

Ils vous disaient encore et sous vos toits et dans vos temples que la religion que vous professez était outragée par la constitution helvétique, tandis que cette constitution a pour base le précepte le plus saint, le sentiment le plus doux, la tolérance et la fraternité.

Mais l'oligarchie et le fanatisme inséparables là où l'homme est avili, ces complices décorés qui ne parlent que de mœurs et qui ont tout démoralisé, de religion et qui ont étouffé celle de la nature, de lois et qui osent s'assurer l'impunité par de viles compensations, ces crimes placèrent la source de tous les fléaux dans cette contrée.

La fraternité rapprochait les hommes, et l'intérêt des conspirateurs était de leur couper toutes les communications.

Elle allumait dans leurs cœurs le flambeau de la raison, et ils avaient besoin de l'ignorance pour régner.

Elle leur commandait le respect des propriétés et l'honneur du sang, tandis qu'ils ne vivaient que de rapines judiciaires, d'extorsions tyranniques et de meurtres sacrés !

Mais leurs efforts furent vains... Le XVIII^e siècle si fécond dans son déclin ne franchira le monde qu'après avoir attaché sur son char glorieux les horribles restes de la tyrannie et de l'imposture, comme trophées de son immortalité. Il reçut ceux du Valais des mains victorieuses du général Lorge.

Citoyens, ne parlons plus du passé... Le repentir efface tout... Qu'un sentiment éternel d'amour succède aux douloureux souvenirs. Qu'un seul soit conservé... L'exécration de la tyrannie.

Vive la République française !

Vive la République helvétique !

(AV, coll. de placards imprimés, un placard (21,8 × 33 cm) imprimé.)

Annexe II. [Sion], 20 prairial an VI (8 juin 1798). « Discours prononcé à Sion par le c. Leymerie, commissaire des guerres, le 20 prairial, époque du rétablissement de la liberté helvétique dans le Valais oriental. »

La liberté vient de renaître dans vos malheureuses contrées. Désormais les droits les plus sacrés exercés parmi vous ne seront plus considérés comme des actes de révolte, et le fanatisme féroce ne trouvera plus dans vos montagnes un asile contre la raison. Quel bonheur pour les hommes sensibles de pouvoir dire : je partage la souveraineté ; mes enfants ne naîtront pas assujettis ; nul prêtre, nul potentat ne pourra m'enlever le droit de concourir avec mes concitoyens à faire des lois et à diriger le gouvernail des intérêts publics ! Les talents, la probité, le vœu unanime seront les seules puissances qui le confieront à mes mains, et l'industrie fera circuler l'abondance dans ces mêmes vallons où la stupidité avait implanté la misère.

Les succès brillants des phalanges de la Grande Nation sont les fruits des principes qu'elle a conquis sur des factieux qui avaient osé les méconnaître. Toujours la Providence a favorisé leurs armes, parce que la raison les a seules dirigées. En vain, toutes les puissances de l'Europe, excitées par les despotes que nous avons terrassés, se sont soulevées contre nous ; en vain, nous a-t-on dépouillés souvent de moyens de nous défendre ; en vain, avons-nous été livrés à nos ennemis par des moyens machiavéliques : la vérité a triomphé, le républicanisme a enflammé toutes les âmes, et l'univers entier reconnaît la R. F.

Le c. Mangourit par sa prudence, le général Lorge par son courage, nos braves frères d'armes par leur valeur vous démontrent que les plus grands prodiges ne sont que des actes ordinaires pour ceux qui se sont chargés de défendre les droits imprescriptibles des nations.

Vous venez avec nous arborer ici l'emblème de la liberté, puisse-t-il en poussant de profondes racines faire naître de nouveaux Guillaume Tell qui maintiendront vos droits et seront la terreur des tyrans ! Puissiez-vous en fraternisant avec nous vous pénétrer de ce feu sacré qui nous anime, et vous opposer avec la même ardeur à tout ambitieux qui ferait de nouvelles tentatives pour vous séduire et vous perdre ! Vous fûtes malheureux, peut-être le serez-vous encore ; mais votre sort dépend de vous. Pénétrés du feu sacré de la liberté, ne connaissant d'autre maître que la loi, vous défricherez la terre que nul n'aura le pouvoir exclusif de décimer. Tous les canaux de l'abondance vous seront ouverts par les efforts que vous ferez pour étendre et améliorer votre commerce, et vos enfants attesteront aux siècles à venir

que vos contrées, jadis si stériles, ont été fécondées par des mains républicaines et que des voisins généreux ont pris les armes pour vous faire jouir de tous ces avantages.

(AV, coll. de placards imprimés ni classés ni cotés : un placard (22 x 33 cm) imprimé.)

Annexe III. [Sion, 8 juin 1798]. Discours du c. J.-M. Lacoste, président de l'Administration provisoire du dizain de Sion.

Il y a à peu près trois mois que l'arbre de la liberté a été planté sur cette place, ce fut un jour auguste pour tous les bons citoyens. Chacun se félicitait que la régénération du Valais se fût opérée sans effusion de sang et même sans trouble.

Pendant que le fléau de la guerre désolait plus ou moins la plus grande partie de la Suisse, les Valaisans jouissaient d'une paix parfaite ; il n'y avait personne si stupide qu'il ne fût pleinement convaincu que ce bienfait signalé était un effet de la bonté et de la sagesse du c. Mangourit, notre très estimable résident, qui a fait tous les efforts possibles pour opérer et consolider notre bonheur sans employer des troupes.

Mais à peine cet ouvrage est-il achevé qu'une horde de paysans perfides, excités par des intrigants égarés, par des prêtres fanatiques, menace de le détruire ; tous les efforts que font les bons citoyens sont insuffisants pour faire rentrer ces insensés dans leur devoir. La R. F. est obligée d'employer la force pour guérir le délire de ces frénétiques.

Le général Lorge est chargé de cette expédition ; il vient, les attaque, les bat et délivre d'un clin d'œil notre patrie de cet affreux brigandage ; les rebelles sont domptés ; les auteurs de la guerre, livrés à la vengeance des lois ; le calme renaît, l'ordre est rétabli et l'arbre de la liberté, si indignement abattu par ces brigands, vient d'être replanté de nouveau. Grâce immortelles soient rendues à la sagesse et au courage du général Lorge et à ses braves compagnons d'armes, grâce soient rendues au c. Mangourit qui a bien des titres à notre reconnaissance !

Chers citoyens, venez et rassemblez-vous autour de cet arbre sacré, présage d'un avenir heureux ; mais pour consolider votre bonheur, il faut vous réunir, étouffer tous les germes de haine et de vengeance privée, sacrifier généreusement vos propres intérêts au bien général de la patrie, travailler avec courage à réparer les maux qu'une poignée de scélérats a accumulés sur vos têtes ; gardez-vous bien de la rechute ; pour la prévenir, il faut vous attacher à la constitution helvétique et ne jamais vous écarter de ce point d'appui. Observez religieusement toutes les lois faites par vos représentants, respectez vos magistrats légalement établis. Honorez vos ministres des autels qui conformément au principe de l'Evangile vous prêchent la paix, l'attachement au gouvernement établi et la soumission aux lois.

Mais évitez et détestez tous les prêtres qui, bouffis d'orgueil et fiers de leur ignorance, voudront alarmer vos consciences, qui vous crieront sans cesse que votre religion est en danger. Ne prêtez point vos oreilles à ces hurlements d'un fanatisme agonisant. Soyez tranquilles : votre religion vous est

assurée et garantie par la constitution ; surtout appliquez-vous à l'agriculture, profession la plus utile et la plus honorable... Voilà, chers citoyens, le moyen de sortir promptement de l'abîme de vos maux causés par une guerre désastreuse et d'accélérer la prospérité de notre canton.

Vive la République française !

Vive le général Lorge !

Vive le citoyen Mangourit !

Vive la République helvétique !

(AV, coll. de placards imprimés ni classés ni cotés : un placard (22,5 × 33 cm) imprimé ; *ibidem*, plusieurs exemplaires.)

Annexe IV. Sion, 8 juin 1798. Discours du c. Pittier, préfet national provisoire, au jour de la replantation de l'arbre de la liberté.

Citoyens,

Vous venez de replanter cet arbre, emblème de la liberté, emblème de l'égalité de droit, devant laquelle s'anéantissent toutes les distinctions de rang et de naissance, et par laquelle l'homme rendu à toute sa valeur naturelle ne connaît point de place ni de distinctions qu'il ne puisse atteindre par ses talents et par ses services. Une multitude aveugle et fanatique soulevée par des ambitieux que le nouvel ordre de choses condamnait à l'obscurité, et par des prêtres indignes de leur caractère, couvrant leurs passions et l'amour du pouvoir avec l'apparence du zèle de la religion, avait envahi vos murs et abattu cet arbre sacré ; il se relève aujourd'hui plus fier et plus durable sous les yeux de ces braves Français, qui les premiers l'ont planté et affermi sur les débris du trône le plus puissant, et qui ont appris par leurs victoires à tous les rois et tous les peuples de les respecter. Ils se sont montrés et vos ennemis (qu'il est malheureux d'être forcé d'appeler ainsi ses concitoyens et ses frères !), vos ennemis n'ont pas plutôt senti le poids de leurs bras qu'ils se sont dispersés, et qu'une terreur salutaire, mais trop tardive, leur a fait reconnaître leur erreur et les a fait tomber à genoux.

Cette nation valeureuse, élevée au-dessus des forces humaines par l'enthousiasme de la gloire et de la liberté, ne connaît plus d'obstacles invincibles. Nos rochers, que n'osait franchir le voyageur paisible, ne sont plus des remparts inaccessibles ; ses soldats les gravissent sous le feu le plus redoutable ; ses généraux devancent par leurs talents l'âge de l'expérience : Lorge à trente ans marchant sur les traces de ces jeunes héros fameux dans les fastes de la R. F., sûr de lui-même, de ses officiers et de ses soldats, dédaigne d'employer plus de la moitié de ses forces et ne laisse pas balancer la victoire. Un combat de quelques heures vous a délivrés de l'oppression d'un peuple qui ne connaît de liberté que l'affranchissement de toute espèce de lois et vous a rendus à la véritable liberté, à celle qui repose sur des lois faites par les mandataires du peuple, et que ni le peuple ni ses mandataires ne peuvent enfreindre.

Cet arbre que nous venons d'élever doit vous le rappeler à jamais. Cette cérémonie devrait être pour vous, citoyens, un acte de triomphe, comme pour cette brave armée dont la présence la rend imposante ; mais elle vous rappelle des souvenirs trop douloureux et trop récents pour que l'espoir du bonheur

qu'elle vous promet ne soit pas troublé par les sentiments des maux que vous avez éprouvés. Et moi-même, je ne puis me défendre en ce moment de la plus vive émotion !

Pardonnez, général non moins humain que vaillant, pardonnez, généreux Français ! Pardonnez à un Valaisan les larmes qu'il donne aux malheurs de sa patrie. Elles ne sont pas un outrage fait à votre gloire ; elles ne sont pas une faiblesse dans un républicain. Si l'amour de la patrie n'était pas une ancienne vertu du Valaisan, je l'apprendrais à votre école, mais ce sentiment ne commande pas à tous les mêmes devoirs. Vous, destinés à prouver votre dévouement à votre patrie en versant votre sang pour elle, vous courez d'une victoire à l'autre, et vous avez à peine le temps d'apercevoir les malheurs qu'elles laissent après elles. Mais moi, destiné à consolider la R. H. dans ma patrie que vous lui avez reconquise, à lui reconcilier tous les esprits et à étouffer tous les germes de résistance, je dois compatir à toutes les infortunes, ne voir dans les coupables punis que des malheureux, fermer toutes les plaies et calmer tous les ressentiments. C'est ici, c'est au pied de cet arbre, qui sera le signe de notre union et de notre prospérité, comme il a été le signal de notre désunion et de nos malheurs, c'est ici que doivent s'ensevelir tous les ressouvenirs pénibles.

Français, la ville de Sion a été l'exemple d'une vengeance terrible, mais elle a été punie du crime de ses oppresseurs. Vous avez vécu dans son sein, vous avez pu y reconnaître des esprits qui se pliaient avec peine aux sacrifices qu'exige la révolution, mais vous n'y avez point connu de traîtres ; vous déplorerez son sort et vous lui rendrez votre estime.

Citoyens de Sion, livrés au sort le plus funeste et le moins mérité, vous n'accuserez pas cette nation généreuse qui ne voulait être que votre amie et votre protectrice, si elle n'avait pas été provoquée par une violation manifeste du droit des gens. Vous vous rappellerez que son armée toujours prête à vous servir a toujours été retenue, de peur qu'elle ne vous fût à charge, par le c. Mangourit tant que vous l'avez désiré, tant que l'agression la plus audacieuse n'a pas nécessité son entrée sur votre territoire.

Mangourit, ton nom ne peut se prononcer sans te payer au nom de ma patrie le tribut d'éloge et de reconnaissance le mieux mérité ; la sévérité des derniers temps de ton ministère n'effacera jamais le souvenir des services que tu as rendus aux Valaisans en dirigeant chez eux sans trouble et sans secousse le mouvement de la révolution, dont l'impulsion avait été donnée à toute la Suisse. Ah ! pourquoi les malheureux qu'on a égarés et entraînés dans un système insensé de résistance n'ont-ils pas connu, comme moi, cette affection vraiment paternelle avec laquelle tu menageais les intérêts de notre pays ? Ta bonté aurait vaincu l'opposition de ceux que ton éloquence ne pouvait persuader.

Vous qui avez appris de lui la nécessité et les avantages de votre nouveau système politique et qui lui êtes demeurés fidèles, citoyens de quelque dizain que vous soyez, apprenez par votre expérience qu'il faut soutenir avec zèle et défendre avec courage cette constitution que vous aimez, et que c'est dans lui-même qu'un peuple libre doit trouver sa première force, et ne reprochez pas trop rigoureusement à vos frères de vous avoir abandonnés au pouvoir de l'armée française.

Vous, citoyens des dizains allemands, qu'un aveuglement funeste a entraînés à déchirer le sein de votre patrie, reconnaissez par quelles étranges impostures les intrigants et les hypocrites ont abusé de votre crédulité pour vous sacrifier à leurs propres intérêts. On vous disait que les armées françaises étaient dispersées : vous les avez vu accourir pour vous terrasser. On vous disait que des armées nombreuses devaient se réunir à vous : où sont-elles ? On vous disait que votre religion serait détruite : vous avez vu au milieu de vous ceux qu'on accusait d'être ses ennemis, et vos autels n'ont pas été abattus, et votre culte a été respecté. On vous disait que l'on voulait vous ôter votre liberté : vous reconnaîtrez ce mensonge comme les autres, lorsque des autorités de votre choix, renouvelées annuellement par vous, veilleront à la liberté de chacun de vous, et à ce que la liberté commune ne soit opprimée ni par la tyrannie ni par la licence de quelques-uns. Une justice sévère punira ceux qui vous ont trompés, mais vous apprenez désormais à reconnaître ceux qui vous égarent ; signalez comme un pervers et comme un ennemi public quiconque vous prêche la guerre contre vos frères pour la cause de la religion ou pour la cause du peuple.

Citoyens de tous les dizains ! oubliez ce que vous pouvez avoir à vous reprocher mutuellement pour ne plus songer qu'à réparer vos malheurs en vous unissant et vous entraïdant ; étouffez tous les sentiments de haine, étouffez toutes les jalousies et les prétentions ; que l'oligarchie s'anéantisse devant le droit du citoyen ; que toutes les distinctions soient abolies jusque sur le marbre, mais qu'elles ne restent pas gravées dans la mémoire comme un caractère de réprobation. Qui sert bien son pays n'a ni trop ni trop peu d'aïeux ; que l'égalité soit pour tous afin qu'elle soit aimée de tous, et que ceux qui ont inutilement combattu la république s'attachent désormais à elle par l'espoir de partager ses bienfaits.

Vive la République française !
Vive le c. Mangourit !
Vive le général Lorge !
Vive l'armée française !
Vive la République helvétique !

(Rz, cart. 72, fasc. 33, n° 5 : placard imprimé (37,5 × 47,5 cm) ; autres exemplaires, *ibidem*, nos 6, 7, 8, 9, et AV, coll. de placards ; Rz, cart. 75, fasc. 17, n° 12, placard imprimé (39 × 46 cm), texte allemand.)

4. Saint-Maurice, 5 messidor an VI (23 juin 1798). Adresse de Mangourit « aux citoyens de la ville de Saint-Maurice dans la personne de leur comité ».

Citoyens,

Je vous parlai un langage fait pour être entendu à mon arrivée dans votre ville. Au mot d'indépendance, vous brisâtes vos fers et ce fut de votre souffle que le flambeau de la liberté du Valais s'alluma.

Votre affranchissement se fit sans secousses ; la Grande Nation le désirait, vous le vouliez et votre volonté essaya sa force lorsque vous accourûtes aux Ormonts. Saint-Maurice n'eut pas un traître dans ses murs ; les

privilegiés brisèrent de leurs propres mains les instruments d'esclavage qu'ils n'avaient reçus que pour porter des chaînes plus légères que les vôtres. Les inimitiés vinrent se briser auprès de l'arbre de réunion ; les souvenirs furent effacés par des caractères d'amour et par l'éclat de la nouvelle vie qui s'ouvrait devant tous ; vous résistâtes aux artifices, aux séductions, aux regrets mensongers, pour vous abandonner au cours d'une renaissance sociale digne de votre espèce.

Assez ! vos prêtres furent sages et vos moines, prudents ; l'abbé Exquis, le surveillant de Val-d'Illiez [Briguet], le curé de Monthey [Landry] se montrèrent patriotes ! Le nombreux séjour de traîtres à ma patrie, et de prêtres égorgeurs au nom du Créateur, loin de vous corrompre, vous avait inspiré l'horreur la plus profonde contre la perfidie et la superstition.

Le Haut-Valais fut égaré et tous les fléaux qui déshonorent les plus justes révolutions se montrèrent avec impudeur depuis Conches jusqu'à Martigny. L'orgueil théocratique composa ses mandements, l'imposture déploya ses rouges bannières, une armée d'insensés s'ébranla à la voix de l'oligarchie et des aruspices ; selon eux, la France devait périr... Deux mille deux cents Français en quatre heures exorcisèrent à coups de baïonnette ces prétendus défenseurs de la religion, et les peuples du Haut-Valais, détrompés sur la nature de leur mission sacrée, furent les premiers à livrer à la sévérité des lois les infâmes perturbateurs de la paix nationale et de la liberté publique.

Devenus plus robustes par l'expérience et par votre réunion à une république rendue plus vigoureuse par son unité, vous deviez être livrés à vos propres forces ; ne pas demander mon rappel au gouvernement français, c'eût été croire que vous en manquiez... J'ai cédé à la persuasion où je suis qu'un bon peuple et hospitalier délivré de ses lisières, était adulte et n'avait besoin, pour être libre, paisible et heureux, que de l'action de sa propre pensée.

Adieu, chers Valaisans, adieu.

(AV, coll. de placards imprimés ni classés ni cotés : un placard (28,2 × 33,7 cm) imprimé ; autre ex. fonds du Vieux-Monthey, n° 278.)

5. Saint-Maurice, 5 messidor an VI (23 juin 1798). Adresse de Mangourit aux citoyens de la commune de Vérossaz.

Au moment de mon départ, chers citoyens, recevoir des montagnards de Vérossaz des adieux touchants, c'est m'assurer que les vrais amis de la liberté et de l'égalité ont jugé mes actions, béni mon cœur, et qu'ils aimeront à conserver la mémoire du don d'indépendance qui leur a été fait par la R. F.

Je rendrai justice éternelle à votre commune : elle fut la première qui me promit de tout entreprendre pour secouer un joug odieux ; elle se hâta de marcher contre les oligarques retranchés sur les cimes des Ormonts, et ses guerriers s'armèrent de nouveau lorsque le Haut-Valais rebelle ou fanatisé, cachant le projet de vous replonger dans la servitude, vous promettait l'association à sa prétendue souveraineté et la conservation d'une religion à laquelle on n'avait jamais voulu toucher. Pourquoi les peuples du Haut-Valais ne vous imitèrent-ils pas ? que de larmes et de sang ils se fussent épargnés.

Qu'au courage que vous avez montré dans cette lutte de la liberté contre l'oppression, de la raison contre la superstition, de l'égoïsme contre l'intérêt de tous succèdent la paix de vos foyers, l'amitié envers vos voisins, l'amour pour la Grande Nation, le respect pour la R. H., le civisme dans vos élections et la dignité de l'homme libre sur vos fronts et dans vos regards. Que vos corps ne se courbent plus devant l'idole pourrie des noms et des familles ; que vos chapeaux ne se baissent plus que devant l'Etre suprême et la liberté ; que vos bouches ne s'égarent plus sur la main de vos égaux ! Des baisers pour l'oppression !... c'est une bassesse. On n'en donnera plus en Valais sans doute qu'à l'amour, à l'amitié et à la reconnaissance. Le visage seul recevra ce que la bouche et le cœur d'un homme indépendant donneront.

Les électeurs que vous aurez choisis nommeront vos représentants ; si ceux-ci défendent lâchement vos intérêts ou les trahissent, ils ne seront plus à vie et, rentrant bientôt dans la masse de leurs concitoyens, le mépris et l'infamie les attendront à leur retour.

Vous avez eu récemment la preuve que l'imposture se sert sans cesse du mot de religion pour asservir. Ceux qui le profèrent le plus souvent n'en ont aucune. Leur but est de vivre de vos labeurs sans les partager. Ils disent, les imposteurs ! ils disent : *la religion le veut*, de même que les gouverneurs qui vous tyrannisaient disaient : *la loi le veut* ! Prêtres et oligarques faisaient la religion et la loi, et trop faibles ou peu éclairés, vous obéissiez, croyiez-vous, au ciel et à la justice. Ne retombez jamais dans l'apathie et dans la crédulité.

Des fêtes qui vous arrachaient à votre industrie viennent d'être supprimées ; les signes de votre esclavage ont été abattus ; les infernales potences encore arrosées du sang des patriotes de Monthey ont été mises en pièces ; les impôts déshonorants pour votre espèce n'existent plus grâce au génie qui l'affranchit ; que de bonheur en si peu de temps ! Eclairez-vous de plus en plus ; faites instruire vos enfants ; ce sont les bons livres qui garantissent nos pensées d'avilissement et nos actions, de la servitude. Lisez en commun les papiers publics de la France et de l'Helvétie dans vos moments de repos : c'est là où vous apprendrez ce que vous avez à faire, comme ce que vous avez à éviter. Que la félicité soit inséparable de vous et de vos chères familles !

(H, cart. 1, n° 278, orig. ; Rz, cart. 75, fasc. 2, n° 9, copie de la main de Ch.-E. de Rivaz.)

6. Lausanne, 23 juin 1798. Extrait du registre des délibérations de la Chambre administrative du canton du Léman : Mangourit annonce son départ.

Lu la lettre du c. Mangourit, résident de la R. F. en Valais, datée de Saint-Maurice le 5 messidor an VI [23 juin 1798], dans laquelle il annonce son départ et dit obligeamment qu'il emporte avec lui le souvenir durable de l'attachement que les peuples de ce canton lui ont témoigné. Il finit par donner des éloges sur la conduite du c. commissaire Sterky et du c. Martinet, commandant à Chillon, et les recommande à l'Administration. — L'Administration arrête qu'il sera répondu au c. Mangourit pour lui témoigner sa gratitude

pour l'intérêt qu'il prend à l'indépendance du peuple helvétique, et ses regrets que cause son départ.

(AVD, H 111, vol. I, p. 436, orig.)

7. Lausanne, 23 juin 1798. Lettre du c. H. Polier, préfet du Léman, au président du comité de surveillance.

J'apprends que le c. Mangourit, son épouse, deux fils, un secrétaire, deux domestiques hommes et deux femmes quittant la Suisse, arrive ici lundi prochain 7 messidor, soit le 25 juin courant, à 4 ou 5 h. de l'après-midi. J'ignore s'il restera un jour ou s'il repartira le lendemain matin. Mais je vous invite à lui assigner le meilleur logement qui soit à la disposition du comité et d'ordonner qu'il soit pourvu aux draps et linges de la manière la plus honnête. Vous voudrez bien m'aviser de l'exécution de la présente.

(AVD, H 49, vol. I, pp. 228-229, copie-lettres.)

8. Lausanne, 23 juin 1798. Lettre de la Chambre administrative du canton du Léman au c. Mangourit, résident en Valais.

Vos talents distingués et votre mérite vous appelant à des places où vous aurez de plus grandes occasions de les exercer, nous espérons cependant, citoyen, que vous voudrez bien nous accorder la continuation de votre amitié et nous regarder toujours comme intéressés à votre avancement et à votre gloire.

Veillez nous fournir des occasions de vous montrer notre dévouement et notre considération.

(AVD, H 122, vol. II, p. 123, copie-lettres.)

9. Lausanne, 25 juin 1798. Lettre du c. H. Polier, préfet du canton du Léman, au c. Wasserfallen, commandant de la place de Lausanne.

Lorsque vous aurez conduit le c. résident Mangourit dans l'appartement qui lui est destiné, je vous charge, en lui faisant agréer mes respects, de le prier, ainsi que Madame (de la part de ma femme) et sa famille, de nous faire l'honneur de venir prendre le thé et un souper républicain chez nous. Vous m'aviserez du moment de l'arrivée.

(AVD, H 49, vol. II, p. 2, copie.)

CORRIGENDA

Doc. II/1.

- p. 109, annexe I : lire 15 février (et non 20).
- p. 110, annexe II : lire 20 février (et non 18).

Doc. II/2.

- p. 49, annexes II et III, toutes deux datées du 10 mai 1798, reproduisent, par mégarde, un même texte. — Faire abstraction de l'annexe II.
- p. 163, n° 197 : ce rappel, du 25 floréal (14 mai), doit prendre place entre le n° 190 et le n° 191.
- p. 193, n° 274 : ce texte devrait figurer entre le n° 268 et le n° 269.
- p. 228, le n° 37 de l'Appendice (pp. 228-229) aurait dû être signalé p. 153, entre le n° 171 et le n° 172.

TABLE DES MATIÈRES

Troisième section. Correspondance de Mangourit avec le D. E. de la R. F., et les commissaires, généraux et agents français (fin décembre - 22 juin 1798)	3
Quatrième section. Correspondance Mangourit avec les autorités valaisannes (comité général de Saint-Maurice, comités particuliers, magistrats du Haut-Valais, Assemblée représentative et D. E. provisoires (22 janvier - 13 juin 1798)	74
Cinquième section. Mangourit et les autorités du Pays puis canton de Vaud (Affaires politiques et militaires) (24 décembre 1798 - 25 juin 1798)	98
<i>Appendice.</i> Rapport du général Bergier, commandant en chef les troupes combinées en Valais, sur la campagne qu'il a dirigée du 7 au 15 mai 1798, accompagné de 47 pièces justificatives	201
Sixième section. Documents relatifs à la fin de l'activité de Mangourit en Valais (quitté le 25 juin 1798)	234
Corrigenda <i>Doc.</i> II/1 et <i>Doc.</i> II/2	245

Sigles, abréviations et sources, voir *Doc.* II/1, pp. 7-8.